



REPÚBLIQUE DE LA GUINÉE-BISSAU

Ministère de l'Economie et des Finances

Institut National de la Statistique (INE)



Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel

(ERI-ESI)

Guinée Bissau, 2017-2018

RAPPORT FINAL

Octobre 2019



□

□

Ce rapport présente les principaux résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INE). Le financement de l'ERI-ESI a été assuré par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 qui comporte les volets « Comptabilité Nationale », « Statistiques d'entreprise » et « Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel ». L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a fourni l'assistance technique à l'ensemble de ces trois volets.

Pour tout renseignement concernant l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), contacter l'Institut National de La Statistique (INE), Avenida Amílcar Cabral CP n.º6, tel.:(00245) 565 19 96 e-mail: inegbissau@gmail.com site web: www.stat-guineebissau.com

Pour obtenir des informations sur le Programme de Statistique Régionale 2015-2020, contacter La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) 380, Avenue Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 sis à Ouagadougou (Burkina Faso), Téléphone 00226 25 31 88 73, courrier électronique : commission@uemoa.int

ou

L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) sis à Bamako (Mali) quartier Niarela, rue 499, Porte 23, BP E 1600, Télécopie 00223 20 21 11 40, courrier électronique : afristat@afristat.org, site web : www.afristat.org

Citation recommandée :

Institut National de la Statistique et AFRISTAT. 2019. Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel, 2018 ; Rapport final. Bissau, Guinée Bissau et Bamako, Mali : INE et AFRISTAT.

Projet de préface

Accroître la production et améliorer l'utilisation des statistiques économiques au sein de ses huit États membres, telle est l'ambition affichée par la Commission de l'UEMOA dans son programme statistique régional (PSR-UEMOA 2015-2020) qui couvre la comptabilité nationale, les statistiques d'entreprises et les enquêtes auprès des ménages. Pour y parvenir, elle a lancé en 2017 l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI). Cette enquête exécutée et coordonnée par les Instituts Nationaux de Statistiques devait fournir aux États membres de l'Union des statistiques harmonisées sur l'emploi et la main d'œuvre ainsi que des données sur le secteur informel en vue d'alimenter les années de base dans le cadre de la migration des comptes nationaux vers le SCN 2008. Elle devrait également fournir des informations harmonisées sur l'état de la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS) avec l'adjonction d'un module unifié spécifique.

Le présent rapport est l'aboutissement de cette volonté de l'UEMOA de doter ses pays membres des bases de planification solides et harmonisées dans le domaine de l'emploi. Il fournit des statistiques utiles, actuelles et détaillées pour une meilleure compréhension de l'emploi en vue d'une formulation de politiques basées sur des faits. Il décrit de manière aussi complète que possible l'activité et les mécanismes de protection sociale offerts aux personnes occupées, fournit également le profil du chômage, les trajectoires et perspectives économiques de la population, ainsi que des informations sur l'organisation des activités informelles.

Par ailleurs, en plus de la couverture nationale, l'enquête ERI-ESI offre des analyses et comparaisons infranationales. Ce faisant, ce rapport intéresse également les planificateurs locaux que j'invite à se l'approprier en vue de mieux adapter leurs programmes d'emploi aux besoins de nos populations. En outre, l'enquête ERI-ESI ayant été réalisée sur des bases méthodologiques communes pour l'ensemble des pays de l'UEMOA, les résultats ici présentés sont comparables à ceux des autres pays de l'Union.

A l'instar des autres pays de l'UEMOA, la Guinée-Bissau a bénéficié de l'assistance technique de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), qui est le partenaire technique du programme statistique régional issu de l'accord de coopération, signé en novembre 2015 par les deux institutions. Cette assistance technique a permis d'assurer l'harmonisation de tout le processus de réalisation de l'ERI-ESI.

Je saisis, ici, l'occasion pour exprimer toute ma reconnaissance à l'endroit d'AFRISTAT pour tous les efforts qu'il a consentis pour nous assurer des données de qualité et des statistiques fiables, indispensables pour bâtir des plans et projets de développement cohérents.

Enfin, je remercie la Commission de l'UEMOA pour ses appuis constants au développement et à l'amélioration de notre production statistique.



Le Ministre

Projet d'Avant-Propos

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), dont les premiers résultats sont présentés dans ce document s'inscrit dans la volonté de l'UEMOA de doter ses Etats membres des statistiques fiables, actuelles et harmonisées pour une bonne planification et une mise en œuvre réussie des politiques de l'emploi. Les objectifs généraux de cette enquête régionale sont (i) de fournir une situation de référence pour le suivi de l'emploi, (ii) de disposer des données sur le secteur informel en vue d'établir les comptes des unités de production informelles pour alimenter l'année de base dans le cadre du processus de migration vers le SCN 2008 et (iii) de fournir des statistiques harmonisées sur la gouvernance, paix et sécurité dans les Etats membres de l'UEMOA.

L'ERI-ESI a une couverture nationale et les résultats produits sont significatifs au niveau national, régional et selon les milieux de résidence. Elle a été réalisée, de 17 décembre 2017 à 04 mars 2018, suivant le modèle des enquêtes mixtes (ménage/entreprise) modulaires de type 1-2-3 sans toutefois, la phase 3 qui est d'habitude consacrée aux enquêtes sur les dépenses de consommation. L'enquête a touché 5700 ménages et mobilisé 84 enquêteurs, 21 contrôleurs ainsi qu'une vingtaine de cadres de l'Institut national de la statistique qui ont assuré aussi bien la formation, la supervision, le traitement et l'analyse des données que l'élaboration du présent rapport.

En outre, tout au long du processus de réalisation de l'enquête, de la conception à l'élaboration du rapport en passant par la formation du personnel de terrain, la collecte, le traitement et l'analyse des données, l'Institut national de statistique (INE) a bénéficié de l'appui constant de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT). C'est le lieu pour moi d'adresser aux experts d'AFRISTAT mes sincères remerciements pour leur engagement aux côtés de nos équipes, la disponibilité dont ils ont fait montre durant tout le processus de l'enquête ainsi que la qualité de leurs appuis techniques.

J'adresse également mes remerciements à toute la population pour sa franche collaboration et particulièrement aux ménages ayant accepté de se soumettre aux questionnaires. Mes remerciements vont enfin à tout le personnel de l'enquête notamment les chauffeurs, les enquêteurs et les contrôleurs pour leur sacrifice et la qualité de leur travail ainsi qu'à mes collaborateurs pour leur dévouement et leur attachement au travail bien accompli.

Le Directeur Général de l'INE



Indicateurs sur les objectifs de développement durable (ODD), ERI-ESI, Guinée-Bissau
2017/2018

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018. INE

ii

Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, Guinée-Bissau 2018

Indicateurs	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Guinée-Bissau
Répartition de la population selon le profil migratoire					
Non migrant	68,1	87,1	74,0	93,6	85,1
Migration interne	29,3	10,1	23,3	5,7	13,4
Migration internationales	2,6	2,8	2,7	0,7	1,6
Ens. Migrant	31,9	12,9	26,0	6,4	14,9
Taux net de scolarisation au primaire ajusté					
Ensemble	79,1	82,8	80,7	61,6	68,1
Homme	80,0	82,8	81,3	63,3	69,0
Femme	78,3	82,8	80,2	59,6	67,1
Pourcentage des enfants en âge d'être au primaire qui sont hors du système					
Ensemble	20,9	17,2	19,3	38,5	31,9
Homme	20,0	17,2	18,7	36,7	31,0
Femme	21,7	17,2	19,8	40,4	32,9
Taux net de scolarisation au secondaire					
Ensemble	6,7	5,2	6,1	1,2	3,1
Homme	7,0	5,0	6,2	1,4	3,2
Femme	6,4	5,3	6,0	0,8	3,0
Taux de chômage BIT					
Ensemble	13,0	2,6	9,3	5,2	7,1
Homme	13,2	3,8	9,9	5,0	7,3
Femme	12,7	1,5	8,5	5,5	7,0
Taux de chômage BIT					
15 - 34 ans	17,8	3,6	12,9	8,2	10,5
35 ans et plus	7,7	1,7	5,5	2,6	3,9
Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage					
Ensemble	24,1	7,0	17,9	8,8	13,1
Homme	25,9	7,4	19,4	8,5	13,5
Femme	22,0	6,4	16,2	9,0	12,5
Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre					
Ensemble	33,3	14,6	26,7	21,1	23,7
Homme	33,1	13,6	26,4	16,9	21,2
Femme	33,5	15,6	27,0	25,8	26,4
Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre					
15 - 34 ans	37,7	16,6	30,5	21,9	26,2
35 ans et plus	28,3	12,6	22,5	20,4	21,3
Durée moyenne de chômage (en années)					
Ensemble	11,3	5,1	10,7	7,1	9,3
Primo demandeur	11,8	3,5	11,4	7,5	9,9
Ancien actif	9,3	5,9	8,4	6,1	7,5
Pourcentage d'emplois formels dans le secteur non agricole					
Ensemble	16,5	6,1	12,6	2,9	7,8
Homme	24,0	9,5	18,8	4,2	11,3
Femme	7,8	2,8	5,8	1,1	3,6
Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux					
Ensemble	40,8	43,1	41,7	42,0	41,9
Homme	24,1	29,2	26,0	39,2	33,4
Femme	59,9	57,0	58,7	45,6	51,9
Taux de pluriactivité					
Ensemble	5,4	2,7	4,4	1,9	3,1
Homme	4,9	1,2	3,5	1,8	2,6
Femme	6,0	4,2	5,3	2,1	3,6
Taux de salarisation dans le secteur non agricole					
Ensemble	39,1	17,1	30,8	7,7	19,5
Homme	53,1	28,7	44,3	11,6	27,5
Femme	22,8	5,5	15,9	2,7	9,7
Revenu mensuel					
Ensemble	91 781	114 427	95 581	71 487	87 251
Homme	93 592	123 870	97 847	77 910	90 364
Femme	89 497	106 628	92 920	61 262	83 196

Indicateurs	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Guinée-Bissau
Taux de salaire inférieur au SMIG (%)					
Ensemble	45,3	41,7 ^r	44,7 ^r	58,6 ^r	49,5
Homme	41,0	40,6	41,0	55,0	46,2
Femme	50,6	42,5	49,0	64,4	53,7
Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)					
Ensemble	32,8	49,2 ^r	38,1 ^r	41,5 ^r	39,6
Homme	36,1	54,9	41,8	46,7	44,0
Femme	29,1	43,7	34,1	34,8	34,4
Pourcentage des chômeurs BIT et de la main d'œuvre potentielle désirant travailler comme indépendant					
Ensemble	11,2	33,0 ^l	14,7 ^l	59,4 ^l	32,5
Homme	12,6	30,2	15,6	52,8	30,2
Femme	9,5	36,3	13,8	66,7	35,0

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, Guinée-Bissau 2018

Indicateurs	SAB	Autres urbains	Ens. Urbain	Rural	Guinée Bissau
Effectif moyen des UPI au démarrage des activités	1,4	1,1	1,3	1,2	1,2
Pourcentage d'UPI ayant de l'électricité	17,5	4,5	12,3	4,9	9,4
Pourcentage d'UPI ayant un wc ou des latrines	14,5	5,4	10,9	10,7	10,8
Pourcentage d'UPI ayant accès à un système d'évacuation des déchets	14,1	3,8	10,1	9,4	9,8
Pourcentage d'UPI travaillant à domicile	40,2	28,7	35,8	53,5	43,2
Pourcentage d'UPI dirigées par des femmes	69,7	70,9	70,2	49,3	61,4
Pourcentage d'UPI dans le secteur Industrie	22,7	15,2	19,8	22,0	20,7
Pourcentage d'UPI dans le secteur commerce	60,5	74,7	66,0	65,4	65,7
Pourcentage d'UPI dans le secteur service	16,8	10,2	14,2	12,6	13,5
Deux principales sources du capital au démarrage des activités de l'UPI		[[[
Epargne Propre/tontine	64,9	79,0	70,3	69,7	70,0
Prêts informels (des amis ou des parents)	20,2	12,0	17,0	9,4	13,8
Pourcentage de la main des UPI non apparenté au chef d'UPI	11,4	3,5	8,7	4,0	6,8
Pourcentage de jeunes de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI	2,0	2,9	2,3	3,5	2,8
Pourcentage de femmes dans la main d'œuvre des UPI	58,7	64,4	60,6	46,2	54,8
Durée moyenne d'année d'études réussies par la main d'œuvre des UPI	6,1	4,4	5,5	2,9	4,5
Pourcentage de la main d'œuvre des UPI formée dans un cadre formel	18,9	39,4	25,7	5,3	17,5
Valeur actuel total moyenne du capital investi par l'UPI	224210	41981	140250	76820	112877
Montant total moyen des investissements réalisés par l'UPI en 2016	77178	16179	49462	80944	62535
Deux principales origines des matières premières		[[[
Petite entreprise commerciale	55,8	50,2	53,3	40,4	49,6
Ménage / Particulier	31,2	5,7	19,5	38,2	24,8
Valeur ajoutée totale du secteur informel en million de FCFA		[[[
Ensemble	613 656	60 640	674 296	51 775	726 071
Industrie	557 800	5 586	563 386	13 255	576 642
Commerce	46 455	50 410	96 865	33 662	130 526
Service	9 401	4 644	14 045	4 858	18 903
Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)		[[[
Ensemble	102 676	70 752	90 336	74 526	83 685
Industrie	72 480	103 172	81 683	78 280	80 146
Commerce	114 276	58 434	89 931	75 110	83 736
Service	100 474	112 885	103 897	64 841	88 780
Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)		[[[
Ensemble	170	204	185	219	200
Industrie	97	172	120	195	155
Commerce	240	210	223	220	221
Service	147	213	167	258	200
Deux principales raisons du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national		[[[
Démarche trop compliquée	17,6	18,6	18,0	8,8	14,1
Ne sait pas s'il faut s'inscrire	45,0	46,8	45,7	42,9	44,5
Deux principales raisons pour se faire enregistrer selon les CUPi au niveau national		[[[
Aucun intérêt	66,4	68,0	67,0	67,2	67,1
Ne sait pas	18,7	6,7	14,1	23,2	17,9
Pourcentage d'UPI qui paie les impôts sur leurs activités	4,0	2,4	3,4	3,2	3,3
Pourcentage d'UPI prêt à payer les impôts sur leurs activités	19,8	25,2	21,9	16,6	19,7
Deux principales utilisations d'un crédit potentiel par les CUPi au niveau national		[[[
Accroître votre stock de matières premières	33,9	48,1	39,4	49,2	43,5
Ouvrir autre établissement dans la même activité	29,3	14,9	23,7	24,2	23,9

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité, ERI-ESI, Guinée-Bissau 2017/2018

Indicateurs	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Guinée-Bissau
Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie					
Ensemble	61,3	62,6	61,7	48,4	54,2
Homme	60,7	61,3	60,9	47,4	53,5
Femme	61,9	63,7	62,4	49,1	54,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les 9 principes démocratiques sont respectés					
Ensemble	26,8	34,4	29	39,5	34,9
Homme	26,8	34	28,7	38,2	33,9
Femme	26,8	34,7	29,2	40,5	35,6
Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme					
Ensemble	11,7	5,1	9,8	5,5	7,4
Homme	11,1	6,3	9,8	5,4	7,4
Femme	12,3	4,2	9,9	5,6	7,5
Indice de perception					
Droits civils et politiques	0,566	0,611	0,578	0,633	0,609
Participation	0,482	0,512	0,490	0,469	0,478
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,722	0,736	0,726	0,761	0,745
Droit de l'homme et participation	0,538	0,571	0,547	0,557	0,553
Degré de confiance des individus ayant été en contact avec les institutions					
L'administration (en général)	60,5	56,7	59,9	63,1	61,3
La justice	58,2	48,2	56,5	54,5	55,7
La police	51,7	45,4	50,6	51,4	50,9
Le système de santé public	74,9	84,5	77,4	85,4	81,5
Le système public d'éducation	78,5	85,8	80,1	80	80
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays					
Ensemble	75,5	71,5	74,3	68,1	70,8
Homme	74,6	71,7	73,8	68,8	71,1
Femme	76,3	71,3	74,8	67,4	70,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision					
Ensemble	38,3	45,5	40,3	29,8	34,5
Homme	37,1	46,6	39,7	29,2	33,9
Femme	39,3	44,7	40,9	30,3	34,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à un parti politique					
Ensemble	26,7	30,5	27,8	16,5	21,5
Homme	28	34,1	29,7	19,7	24,2
Femme	25,5	27,6	26,1	13,8	19,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités centrales prennent en compte les préoccupations:					
Population	46,8	57,9	50,0	40,2	44,5
Les groupes minoritaires	9,1	6,9	8,5	12	10,5
Les partis politiques d'opposition	9,6	8,4	9,2	19,5	15
Indice de perception					
Système judiciaire	0,351	0,445	0,377	0,464	0,426
Absence de corruption	0,505	0,537	0,514	0,587	0,555
Etat de droit	0,480	0,521	0,491	0,567	0,534
Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il y a de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence					
Ensemble	61,7	76,9	66,1	76,1	71,7
Homme	61,5	77,2	65,8	76,5	71,7
Femme	61,9	76,6	66,3	75,8	71,7
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	0,3	0	0,2	0,1	0,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	0,6	0,2	0,5	0,4	0,4

Indicateurs	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Guinée-Bissau
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents					
Ensemble	13,5	5	11	5,3	7,8
Homme	13,6	6,1	11,6	6	8,5
Femme	13,4	4,1	10,6	4,6	7,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité					
Ensemble	16,5	12,1	15,2	5,4	9,7
Homme	16,1	12,7	15,1	5	9,6
Femme	16,9	11,7	15,3	5,7	9,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité	68,8	76,1	70,9	74,6	72,9
Indice de perception					
Sécurité nationale	0,601	0,589	0,598	0,599	0,598
Sécurité publique	0,777	0,831	0,792	0,833	0,815
Paix et sécurité	0,764	0,813	0,778	0,816	0,799

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Table des matières

Préface	-----	
Avant-propos	-----	i
Tableau récapitulatif des résultats	-----	ii
Indicateurs sur les objectifs de développement durable (ODD), ERI-ESI, Guinée-Bissau 2017/2018	-----	ii
Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, Guinée-Bissau 2018	-----	iii
Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, Guinée-Bissau 2018	-----	v
Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité, ERI-ESI, Guinée-Bissau 2017/2018	-----	vi
Table des matières	-----	viii
Liste des tableaux	-----	xii
Liste des graphiques	-----	xix
Liste des encadrés méthodologiques	-----	xix
Liste des abréviations	-----	xx
<i>Chapitre 1 : Repère méthodologique</i>	-----	2
1.1. Plan de sondage	-----	2
1.1.1. Base de sondage et domaine d'étude	-----	2
1.1.2. Echantillonnage	-----	3
<i>Chapitre 2 : Environnement socioéconomique du marché du travail et contexte sociodémographique</i>	-----	11
2.1. Environnement économique	-----	11
2.1.1. Dispositif institutionnel de l'emploi	-----	12
2.1.2. Politique gouvernementale de promotion de l'emploi	-----	12
2.1.3. Cadre institutionnel de la mise en œuvre des politiques pour la promotion de l'emploi	-----	13
<i>Chapitre 3 Caractéristiques sociodémographiques</i>	-----	16
3.1. Structure par âge et par sexe de la population	-----	16
3.1.1. Répartition de la population par groupe d'âges selon le milieu de résidence	-----	18
3.2. Dynamique migratoire	-----	19
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE	-----	20
3.2.1. Ampleur des phénomènes migratoires	-----	20
3.2.2. Principales caractéristiques des migrants	-----	21
3.2.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants	-----	24
3.3. Structure et composition des ménages	-----	25
<i>Chapitre 4 Scolarisation et alphabétisation</i>	-----	27
4.1. La non fréquentation scolaire	-----	27
4.2. La scolarisation	-----	28
4.2.1. Niveau d'instruction	-----	28
4.2.2. Taux de scolarisation	-----	29
4.3. Analyse de la progression scolaire	-----	30
4.4. La déperdition scolaire	-----	32
4.5. L'alphabétisation des adultes	-----	33
<i>Chapitre 5 Caractéristiques socioéconomiques</i>	-----	35
5.1. Situation des inactifs	-----	35
5.1.2. Raison d'inactivité	-----	36
5.1.3. Mode de survie des personnes en situation d'inactivité	-----	37
5.2. Sous-utilisation de la main d'œuvre	-----	38
5.3. Aspirations et Moyens de recherche de l'emploi des chômeurs	-----	41
5.4. Bilan de l'emploi	-----	44
5.5. Population active	-----	45

5.6. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail	48
5.7. Structure et dynamique des emplois	50
5.7.1. Evolution des créations nettes d'emploi	50
5.8. Mobilité dans l'emploi	51
5.9. Analyse des matrices de transition de l'emploi antérieur à l'emploi actuel	53
5.10. Revenu du travail et ses principales caractéristiques	55
5.10.1. Analyse du revenu mensuel	55
5.10.2. Taux de bas salaire et taux salaire inférieur au SMIG	56
5.10.3. Conditions d'activités	57
5.11. Principales caractéristiques des emplois	58
5.11.1 Principaux acteurs de l'offre d'emplois	58
5.11.2. Analyse des emplois suivant les secteurs institutionnels	59
5.11.3. Dynamique des emplois	63
5.12. Femmes et marché du travail	64
5.12.1. Egalité de chance sur le marché du travail selon le genre	65
□ Contribution à la ségrégation horizontale selon branche activité dans le secteur informel par région	65
□ Indice de ségrégation verticale selon la région et le milieu de résidence	68
□ Contribution à la ségrégation verticale selon région et grand groupe de la CIP	69
5.12.2. Contribution des femmes aux activités économiques	70
<i>Chapitre 6 Habitat, statut d'occupation du logement et équipements des ménages</i>	75
6.1. Caractéristiques et statut d'occupation des logements	75
6.2. Eléments de confort des ménages	76
6.3. Analyse de la pauvreté selon les conditions de vie	79
<i>Chapitre 7 Formation professionnelle et qualité de l'insertion sur le marché du travail</i>	81
7.1. Caractéristiques des individus sortants du système éducatif	81
7.2. Formation professionnelle	82
7.3. Raison de mutation et de non exercice du métier	82
7.4. Statut socioprofessionnel et formation de base reçue	83
7.5. Adéquation entre la qualification des travailleurs et les emplois occupés	84
<i>Chapitre 8 Trajectoire et perspectives</i>	86
8.1. Mobilité sociale	86
8.2. Mobilité professionnelle	87
8.2.1. Par rapport au secteur d'activité des parents	87
8.2.2. Par rapport à la catégorie socioprofessionnelle des parents	89
8.2.3. Impact de l'origine sociale des parents sur la scolarité et l'emploi des enfants	89
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE	90
8.3. Perspectives	91
8.4. Transfert en espèce et revenus hors emplois reçus	93
<i>Chapitre 9 CONDITIONS D'ACTIVITE DU SECTEUR INFORMEL</i>	98
9.1. Cadre conceptuel et méthodologique général relatif au secteur informel	98
9.2. Effectifs et structure comparée par branche et secteur d'activité des emplois en phase 1 et phase 2	101
9.2.1 Analyse de la structure des emplois obtenue dans l'enquête Emploi (phase 1)	101
9.2.2 Analyse de la structure des emplois en phase 2 dans l'informel	105
9.2.3 Effectif moyen de l'UPI au démarrage de ses activités par zone et sexe suivant le secteur	107
9.2.3 Matrices des emplois	107

9.3. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel -----	108
9.3.1. Disponibilité des services de base dans les UPI -----	108
9.3.2. Disponibilité des locaux pour les activités -----	109
9.4. Création brute des unités de production informelles (UPI) -----	110
9.4.1 Age des créateurs des unités de production informelles (UPI) -----	110
9.4.1 Périodes de création des unités de production informelles (UPI) -----	111
9.5. Motif de création de l'UPI par zone et secteur d'activité -----	111
9.6. Principales raisons du choix du produit vendu ou du service rendu par l'UPI -----	112
9.7. Origine du capital des UPI au démarrage de leurs activités -----	113
Chapitre 10 MAIN D'ŒUVRE ET EMPLOI DANS LE SECTEUR INFORMEL -----	115
10.1. Organisation du travail dans le secteur informel -----	115
10.2. Saisonnalité de la main d'œuvre dans le secteur informel au cours des 12 derniers mois -----	116
10.3. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel -----	118
10.4. Caractéristiques des primes et avantages des actifs du secteur informel -----	119
10.5. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel -----	120
10.6. Mode de fixation des salaires -----	121
10.7. Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel -----	122
10.8. Mode d'apprentissage de l'emploi dans le secteur informel -----	123
Chapitre 11 CAPITAL, INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT DANS LE SECTEUR INFORMEL ----	125
11.1. Dotations, structure et caractéristiques du capital des UPI -----	125
11.1.1. Dotation et structure du capital -----	125
11.2. Caractéristiques du capital -----	128
11.2.1. Qualité du capital du secteur informel -----	128
11.2.2. Propriétés du capital -----	129
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE -----	130
11.2.3. Origine et mode de financement du capital -----	130
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE -----	131
11.3. Financement du capital dans le secteur informel -----	131
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE -----	132
11.4. Investissement dans le secteur informel. -----	132
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE -----	133
Chapitre 12 PRODUCTION, INSERTION ET CONCURRENCE -----	135
12.1. Origine des matières premières consommées par les UPI en 2017 -----	135
12.2. Origine des produits vendus en l'état par les UPI -----	137
12.3. Commercialisation des produits vendus par les UPI -----	138
12.4. Principaux agrégats du secteur informel -----	140
12.5. Distribution de la valeur ajoutée annuelle moyenne réalisée par les UPI -----	141
Chapitre 13 LE SECTEUR INFORMEL ET L'ETAT -----	149
13.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs (NIF, RC, INSS) -----	149
13.2. Principales raisons du non inscription dans les registres administratifs (NIF, INSS). -----	150
13.3. Le secteur Informel et sa réintégration dans les circuits officiels -----	152
13.3.1: Détermination des prix dans les activités du secteur informel -----	152
13.3.2. Examen de l'intention de se faire enregistrer -----	153
13.3.3. Principal intérêt de se faire enregistrer au guichet unique -----	154
13.3.4. Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer -----	155
13.3.5. Opinions générales par rapport à l'impôt -----	155
Chapitre 14 PROBLEMES ET PERSPECTIVES -----	159
14.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI -----	159

14.2. Principaux appuis souhaités par les UPI par domaine thématique -----	161
14.3. Perspectives de l'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI -----	163
<i>Chapitre 15 Démocratie et droit de l'homme -----</i>	<i>166</i>
15.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs -----	166
15.2. Droit de l'homme-----	172
15.3. Indice des droits de l'homme et participation -----	174
<i>Chapitre 16 Qualité des institutions et corruption -----</i>	<i>179</i>
16.1. Accès et confiance dans les institutions -----	179
16.2. Confiance à l'égard des institutions -----	182
16.3. Situation de la corruption -----	184
<i>Chapitre 17 Etat de la gouvernance-----</i>	<i>189</i>
17.1. Gouvernance administrative -----	189
17.2. Participation citoyenne et politisation -----	192
17.3. Indice de perception de l'état de droit -----	195
<i>Chapitre 18 Paix et sécurité -----</i>	<i>197</i>
18.1. Menace générale et sentiment de sécurité-----	197
18.2. Sentiment d'insécurité-----	199
18.3. Criminalité -----	200
18.4. Conflits et mode de résolution-----	203
18.5. Indice de perception de la paix et de la sécurité -----	209
<i>Chapitre 19 Indice de gouvernance, paix et sécurité -----</i>	<i>211</i>
19.1. Profil de l'indice de GPS -----	211
Conclusion et recommandations -----	215
Bibliographie -----	216
Annexe A : Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête-----	218
Annexe B : Mesure des principaux agrégats du secteur informel-----	224
Annexe C : Tableaux secteur informel-----	228
Annexe D : Liste équipe du pays-----	231

Liste des tableaux

Tableau 1.1 : Structure de la base de sondage au RGPH-2009	2
Tableau 1.2 : Répartition de l'échantillon des grappes et des ménages	3
Tableau 2.1 : Liste de la convention ratifiée par la Guinée-Bissau	14
Tableau 2.2 : Principaux acteurs intervenants sur le marché de l'emploi - Pays	14
Tableau 3.1 : Répartition de la population recensée en 2009 et la population projetée en 2017 selon les grands groupes d'âges	18
Tableau 3.2 : Répartition de la population par groupes d'âge selon le milieu de résidence, Guinée-Bissau, 2017	19
Tableau 3.3 : Répartition en pourcentage de la population selon région, le milieu de résidence, le sexe, groupe d'âge et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Guinée-Bissau, 2017	21
Tableau 3.4 : Principales caractéristiques socioéconomiques des migrants de 15 ans et plus, selon leur profil migratoire, Guinée-Bissau, 2017	22
Tableau 3.5 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la strate de résidence, Guinée-Bissau, 2017	23
Tableau 3.6 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la destination, Guinée-Bissau, 2017	24
Tableau 3.7 : Principaux motifs de la migration internationale suivant la région de destination choisie, Guinée Bissau, 2017/2018	25
Tableau 3.8 : Répartition de la population par milieu de résidence et par type de ménage selon le sexe du CM, Guinée-Bissau, 2017/2018	26
Tableau 3.9 : Répartition de la population par milieu de résidence et par type de ménage selon le sexe du CM, Guinée-Bissau, 2017/2018	26
Tableau 4.1 : Pourcentage des individus jamais scolarisés par groupe d'âges suivant le sexe et le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017	28
Tableau 4.2 : Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d'instruction, Guinée Bissau, 2017	29
Tableau 4.3 : Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe et la résidence et indice de parité fille/garçon dans les niveaux d'études, Guinée Bissau, 2017/2018	30
Tableau 4.4 : Taux de survie scolaire au primaire, Guinée Bissau, 2017	31
Tableau 4.5 : Taux de survie scolaire au secondaire, Guinée Bissau, 2017	32
Tableau 4.6 : Principaux motifs de la déperdition scolaire au primaire, Guinée Bissau, 2017	33
Tableau 4.7 : Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe, groupe d'âges et milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018	34
Tableau 5.1 : Répartition en % de la population inactive âgée de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017 3.1	36
Tableau 5.2 : Répartition en % des inactifs de 15 ans et plus selon les raisons d'inactivité par région, milieu de résidence, niveau d'instruction et groupe d'âges	37
Tableau 5.3 : Mode de survie des personnes en situation d'inactivité, Guinée Bissau, 2017	38
Tableau 5.4 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre selon la région et le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018 3.2	39
Tableau 5.5 : Mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU4) selon le sexe, le niveau instruction et le milieu de résidence par groupe d'âges, Guinée Bissau, 2017	40
Tableau 5.6 : Principales caractéristiques des chômeurs, Guinée Bissau, 2017 3.3	41
Tableau 5.7 : Principales attentes des chômeurs suivant leur profil, Guinée Bissau, 2017	42
Tableau 5.8 : Moyen de recherche d'emploi par les chômeurs selon leur profil, Guinée Bissau, 2017	43
Tableau 5.9 : Moyen de recherche d'emploi par les chômeurs selon leur profil, Guinée Bissau, 2017	44
Tableau 5.10 : Bilan de l'emploi, Guinée Bissau, 2017	45
Tableau 5.11 : Structure de la population active selon la région et le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017	46

Tableau 5.12 : Structure de la population active selon la région et le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017	47
Tableau 5.13 : Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Guinée Bissau, 2017	48
Tableau 5.14 : Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail, Guinée Bissau, 2017 3.7	49
Tableau 5.15 : Répartition en % des actifs occupés selon le nombre d'années effectués dans l'emploi principal par région, milieu de résidence, sexe et secteur de activité, Guinée Bissau, 2017	51
Tableau 5.16 : Pourcentage de personnes âgées de 15 ou plus ayant quitté un emploi antérieur et les raisons liées, Guinée Bissau, 2017 3.8	52
Tableau 5.17 : Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, Guinée Bissau, 2017	53
Tableau 5.18 : Analyse de la matrice de transition suivant le groupe socioéconomique, Guinée Bissau, 2017	54
Tableau 5.19 : Analyse de la matrice de transition suivant le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017	54
Tableau 5.20 : Analyse de la matrice de transition suivant le secteur institutionnel, Guinée Bissau, 2017	55
Tableau 5.21 : Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Guinée Bissau, 2017	56
Tableau 5.22 : Taux de bas salaire selon le sexe, la CSP, le secteur institutionnel et l'activité , Guinée Bissau, 2017	57
Tableau 5.23 : Indicateurs des conditions d'activités sur le marché du travail, Guinée Bissau, 2017	58
Tableau 5.24 : Principaux acteurs de l'offre d'emploi, Guinée Bissau, 2017	59
Tableau 5.25 : Principales caractéristiques des actifs dans le secteur publique et parapublique, Guinée Bissau, 2017	60
Tableau 5.26 : Principales caractéristiques des actifs occupés dans le secteur privé formel	61
Tableau 5.27 : Répartition des chefs d'unité de production informelle selon le sexe par type d'activité	62
Tableau 5.28 : Principales caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel	63
Tableau 5.29 : Mobilité par statut des actifs ayant quitté un emploi antérieur pour leur emploi actuel, Guinée Bissau, 2017/2018	64
Tableau 5.30 : Principales caractéristiques des actifs occupés selon les grands groupes de la CITP , Guinée Bissau, 2017/2018	64
Tableau 5.31 : Indice de segregation horizontale (en %) selon les regions, Guinée Bissau, 2017/2018	65
Tableau 5.32 : Contribution a la segregation horizontale (en %) selon les regions, Guinée Bissau, 2017/2018	66
Tableau 5.33 : Part de femmes (en %) dans la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	67
Tableau 5.34 : Part de femmes (en %) dans la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	68
Tableau 5.35 : Indice de segregation verticale (en %) selon les regions, Guinée Bissau, 2017/2018	69
Tableau 5.36 : Contribution a la segregation verticale (en %) selon les regions , Guinée Bissau, 2017/2018	70
Tableau 5.37 : Part de femmes (en %) dans la profession, Guinée Bissau, 2017/2018	71
Tableau 5.38 : Contribution des femmes aux activités économiques, Guinée Bissau, 2017/2018	72
Tableau 5.39 : Contribution des femmes aux activités économiques par région, secteur d'activité et branche d'activité	73
Tableau 6.1: Répartition des ménages selon le type de logement, le statut d'occupation par région, milieu de résidence, taille des ménages, sexe du chef de ménage et situation d'activité du chef de ménage Guinée-Bissau 2017/2018	76
Tableau 6.2 : Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements, Guinée Bissau, 2017	77
Tableau 6.3 : Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements, Guinée Bissau, 2017	79
Tableau 6.4 : Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Guinée Bissau, 2017/2018	80

Tableau 7.1 : Pourcentage de sortants, % de sortants précoces et % de sortants sans qualification du Système Educatif et de Formation selon les caractéristiques socioéconomiques, Guinée Bissau, 2017	82
Tableau 7.2 : Principales caractéristiques des actifs suivant la formation reçue, Guinée Bissau, 2017/2018	82
Tableau 7.3 : Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Guinée Bissau, 2017	83
Tableau 7.4 : Formation de base reçue et statut socioprofessionnel dans l'emploi pour les 10 ans et plus, Guinée Bissau, 2017	84
Tableau 7.5 : Répartition des travailleurs sous-qualifiés ou surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent selon les caractéristiques sociodémographique et les grands groupes de la CIP, Guinée Bissau, 2017/2018	85
Tableau 8.1 : Nombre moyen d'années d'études des enfants de plus de 15 ans et des parents selon les caractéristiques des enfants, Guinée Bissau, 2017	86
Tableau 8.2 : Table de mobilité scolaire, Guinée Bissau, 2017	87
Tableau 8.3 : Situation d'activité des enfants suivant l'origine socioculturelle de leurs parents, Guinée Bissau, 2017	88
Tableau 8.4 : Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Guinée Bissau, 2017	88
Tableau 8.5 : Mobilité intergénérationnelle des catégories socioprofessionnelle entre le Père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Guinée Bissau, 2017	89
Tableau 8.6 : Niveau d'études atteint par les jeunes ayant achevé leur scolarité suivant l'origine socioculturelle de leurs parents, Guinée Bissau, 2017	90
Tableau 8.7 : Taux d'accès à une profession supérieure ou intermédiaire des actifs diplômés de l'enseignement supérieur suivant le diplôme le sexe et l'origine sociale des parents, Guinée Bissau, 2017	90
Tableau 8.8 : Projets d'emploi à venir des jeunes de 15 à 24 ans, Guinée Bissau, 2017	91
Tableau 8.9 : Emplois désirés par les individus de 15 et plus actuellement en activité suivant la situation d'activité, Guinée Bissau, 2017	91
Tableau 8.10 : Emploi désiré par les individus de 15 ans actuellement en activité suivant le secteur institutionnel plus ayant eu un emploi antérieur selon le secteur institutionnel, Guinée Bissau, 2017	92
Tableau 8.11 : Projets d'emploi à venir des jeunes de 15 à 24 ans, Guinée Bissau, 2017	93
Tableau 8.12 : Répartition en % de la population âgée de 15 ans et plus bénéficiant d'un revenu hors emploi, Guinée Bissau, 2017	93
Tableau 8.13 : Montant moyen des revenus mensuels hors emploi bénéficiés par les personnes âgées de 15 ans et plus, Guinée Bissau, 2017/2018	94
Tableau 8.14 : Principales utilisations des transferts de fonds reçus suivant les pays de provenance (en% de la valeur totale des fonds), Guinée Bissau, 2017/2018	95
Tableau 8.15 : Principaux canaux des transferts de fonds reçus suivant le milieu de résidence (en% de la valeur totale des fonds), Guinée Bissau, 2017/2018	96
Tableau 9.1 : Algorithme d'identification des chefs d'unité de production informelle	100
Tableau 9.2 : Effectif des emplois, individus de 15 ans et plus (Activités principale), Guinée Bissau, 2017/2018	103
Tableau 9.3 : Effectif des emplois, individus de 15 ans et plus (secondaire), Guinée Bissau, 2017/2018	104
Tableau 9.4 : Effectif et structure des CUI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole	106
Tableau 9.5 : Effectif moyen de l'UPI au démarrage de ses activités par secteur d'activité selon le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018	107
Tableau 9.6 : Répartition (en %) des emplois des actifs occupés de 15 ans et plus sur le marché du travail par secteur d'activité selon le statut dans l'emploi, Guinée Bissau, 2017/2018	108
Tableau 9.7 : Disponibilité des services de base dans les UPI, Guinée Bissau, 2017/2018	109
Tableau 9.8 : Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Guinée Bissau, 2017/2018	110

Tableau 9.9 : Profil par groupe d'âges du chef des UPI « créées » dans le temps, Guinée Bissau, 2017/2018	110
Tableau 9.10 : Principales caractéristiques des UPI créées dans le temps, Guinée Bissau, 2017/2018	111
Tableau 9.11 : Motifs de création de l'UPI par zone et secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	112
Tableau 9.12 : Principales raisons du choix du produit vendu ou du service rendu par l'UPI, Guinée Bissau, 2017/2018	113
Tableau 9.13 : Principales sources du financement du capital des UPI au démarrage de leurs activités, Guinée Bissau, 2017/2018	113
Tableau 9.14 principales sources de financement du capital des UPI au démarrage de leurs activités, Guinée Bissau, 2017/2018	114
Tableau 10.1 : Organisation du travail suivant le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	116
Tableau 10.2 : Saisonnalité mensuelle de la main d'œuvre suivant le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018	117
Tableau 10.3 : Saisonnalité mensuelle de la main d'œuvre suivant secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	118
Tableau 10.4 : Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	119
Tableau 10.5 : Caractéristiques des primes et avantages des actifs du secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018	120
Tableau 10.6 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	121
Tableau 10.7 : Principaux mode de fixation des salaires dans le secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018	122
Tableau 10.8 : Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018	123
Tableau 10.9 : Mode d'apprentissage de l'emploi dans le secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018	124
Tableau 11.1 : Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	127
Tableau 11.2 : Montant (en millions de FCFA) et Structure(en %) du capital du secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	128
Tableau 11.3: Montant et structure du capital par zone suivant le type et la qualité de l'équipement, Guinée Bissau, 2017/2018	129
Tableau 11.4 : Montant et structure du capital suivant la zone et la propriété, Guinée Bissau, 2017/2018	130
Tableau 11.5 : Montant (en millions de F CFA) et structure du capital (%) selon la zone, le secteur et l'origine, Guinée Bissau, 2017/2018	131
Tableau 11.6 : Montant (en millions de F CFA) et structure du capital suivant la zone, le secteur d'activité et la source de financement, Guinée Bissau, 2017/2018	132
Tableau 11.7 : Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Guinée Bissau, 2017/2018	133
Tableau 11.8 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en millions F CFA), Guinée Bissau, 2017/2018	134
Tableau 12.1 : Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel (Valeur total du chiffre d'affaires des produits vendus en l'état), Guinée Bissau, 2017/2018	136
Tableau 12.2 : Principales destinations du chiffre d'affaires des produits transformés vendus par les UPI (Valeur total du chiffre d'affaires des produits vendus en l'état), Guinée Bissau, 2017/2018	138
Tableau 12.3 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	139
Tableau 12.4 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	140

Tableau 12.5 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	141
Tableau 12.6 : Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) et leur inégalité, Guinée Bissau, 2017/2018	142
Tableau 12.7 : Valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) par décile selon le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018	142
Tableau 12.8 : Valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) par décile selon le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018	143
Tableau 12.9 : Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel (calculer les ratios à partir des chiffres), Guinée Bissau, 2017/2018	144
Tableau 12.10 : Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018	146
Tableau 12.11 : Structure par zone et secteurs d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018	147
Tableau 12.12 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018	148
Tableau 13.1 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs	150
Tableau 13.2 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, Guinée-Bissau, 2017/2018	151
Tableau 13.3 : Les raisons du non enregistrement au numéro CNSS des UPI selon la zone et le secteur d'activité	152
Tableau 13.4 : Mode de détermination des prix des produits ou services selon les CUPI, Guinée-Bissau, 2017/2018	153
Tableau 13.5 : Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, Guinée-Bissau, 2017/2018	154
Tableau 13.6 : Principal intérêt pour les CUPI de se faire enregistrer, Guinée-Bissau, 2017/2018	154
Tableau 13.7 : Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer, Guinée-Bissau, 2017/2018	155
Tableau 13.8 : Opinions générales des UPI par rapport à l'impôt, Guinée-Bissau, 2017/2018	156
Tableau 13.9 : Disposition générale des UPI à payer l'impôt sur leurs activités, Guinée Bissau, 2017/2018	157
Tableau 13.10 : Gestion administrative de l'impôt de l'impôt selon les UPI, Guinée Bissau, 2017/2018	157
Tableau 13.11 : Domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les CUPI, Guinée-Bissau, 2017/2018	158
Tableau 14.1 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre économique, Guinée Bissau, 2017/2018	160
Tableau 14.2 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, Guinée Bissau, 2017/2018	160
Tableau 14.3 : Difficultés par rapport aux préoccupations d'ordre managérial et diverses, Guinée Bissau, 2017/2018	161
Tableau 14.4 : Appuis souhaités par les UPI dans les domaines de la gestion et de la stratégie commerciale, Guinée Bissau, 2017/2018	162
Tableau 14.5 : Appuis souhaités par les UPI dans le domaine technique, légal et divers, Guinée Bissau, 2017/2018	163
Tableau 14.6 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Guinée Bissau, 2017/2018	164
Tableau 14.7 : Secteurs dans lesquels l'UPI ouvrirait un autre établissement si elle bénéficiait d'un crédit potentiel, Guinée Bissau, 2017/2018	164
Tableau 15.1 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur le fonctionnement de la démocratie et sur les différents systèmes politiques pour gouverner le pays selon les caractéristiques sociodémographiques (G3 et G4)	167
Tableau 15.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés selon les caractéristiques sociodémographiques	169

Tableau 15.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon le nombre de principes fondamentaux respectés par caractéristiques sociodémographiques	171
Tableau 15.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques	172
Tableau 15.5 : Indice d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Guinée Bissau, 2017/2018	175
Tableau 16.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus pourcentage ayant été en contact et ayant confiance aux institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	181
Tableau 16.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus pourcentage ayant été en contact et ayant confiance aux institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	183
Tableau 16.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	184
Tableau 16.4 : Degré de la corruption au sein des institutions de la république selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	187
Tableau 16.5 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant une connaissance des structures anti-corruption et des stratégies de lutte contre la corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	188
Tableau 17.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités font de leur mieux pour être à l'écoute de la population par type d'autorités selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	190
Tableau 17.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon quelques caractéristiques sociodémographiques, Guinée-Bissau, 2017/2018	192
Tableau 17.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus intéressés par la politique et appartenant à une partie politique selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	193
Tableau 17.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	194
Tableau 17.5 : Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Guinée Bissau, 2017/2018	195
Tableau 18.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus inquiets dans leur vie quotidienne par type de menaces selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	198
Tableau 18.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ne se sentant pas en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	199
Tableau 18.3 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	201
Tableau 18.4 : Pourcentage d'incidents rapportés et taux de satisfaction des incidents rapportés selon les types d'incidents et des règlements et par sexe, Guinée Bissau, 2017/2018	202
Tableau 18.5 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	204
Tableau 18.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le degré de tension entre les différents groupes est important, répartition selon les sources des tensions, pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le risque de violence a augmenté et pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la situation va améliorer selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	206
Tableau 18.7 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant connaissance de l'existence d'un comité local pour résoudre les conflits et pourcentage des individus de 18 ans et plus selon le mode de résolution des conflits selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	207

Tableau 18.8 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité et à son entourage selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018	208
Tableau 18.9 : Indice d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Guinée Bissau, 2017/2018	209
Tableau 19.1 : Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Guinée Bissau, 2017/2018	212
Tableau 19.2 : Niveau de vie et perception de la gouvernance, paix et sécurité, Guinée Bissau, 2017/2018	212
Tableau 19.3 : Contributions des composantes à la gouvernance, paix et sécurité, Guinée-Bissau	214

Liste des graphiques

Graphique 3.1 : Effectifs de la population projeté selon le scénario men : Année 2018	16
Graphique 3.2 : Structure de la population selon l'âge et le sexe RGPH 2009	17
Graphique 3.3 : Pyramide des âges 2009 et 2017, Guinée Bissau, 2017	18
Graphique 3.4 : Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, ERI-ESI Guinée Bissau, 2017-2018	20
Graphique 3.5 : Principaux motifs de la migration interne par sexe, Guinée Bissau, 2017	24
Graphique 5.1 : Contribution à la ségrégation verticale (en %), Guinée Bissau, 2017/2018	69
Graphique 9.1 : Structure des emplois de personnes de 15 ans ou plus selon le milieu de résidence	102
Graphique 9.2 : Structure des UPI et de la main d'œuvre selon le secteur d'activité	105
Graphique 10.1 : Saisonnalité mensuelle de la main d'œuvre suivant la zone	117
Graphique 15.2 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie	168
Graphique 15.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés, Guinée-Bissau, 2018	170
Graphique 15.4 : Pourcentage des individus de 18 à 34 ans et de 35 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés par milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018	171
Graphique 15.5 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon le milieu de résidence et le groupe d'âges, Guinée Bissau, 2017/2018	173
Graphique 15.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a discrimination et pourcentage ayant subi des discriminations par sources de discrimination, Guinée-Bissau, 2017/2018	174
Graphique 15.7 : Niveau d'appréciation des composantes des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus, Guinée Bissau 2017	175
Graphique 16.1 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions, Guinée-Bissau, 2017/2018	182
Graphique 16.2 : Opinion de la population de 18 ans et plus sur le niveau de la corruption au sein des institutions de la république, Guinée-Bissau, 2017/2018	186
Graphique 17.1 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon le milieu de résidence Guinée-Bissau, 2017/2018	191
Graphique 17.2 : Niveau d'appréciation de la composante de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus, Guinée-Bissau, 2017/2018	196
Graphique 18.1 Pourcentage des individus de 18 ans et plus ne se sentant pas en sécurité par type de situation selon le milieu de résidence, Guinée-Bissau, 2018	200
Graphique 18.2 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le risque d'être victime de criminalité (P5, région)	203
Graphique 18.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois, Guinée-Bissau, 2018	205
Graphique 18.4 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur sentiment de sécurité et de bien-être, Guinée Bissau, 2017/2018	208
Graphique 18.5 : Niveau d'appréciation des composantes de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus, Guinée-Bissau, 2018	210
Graphique 19.1 : Appréciation de l'état de la gouvernance, paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus vivant dans les ménages les plus pauvres et les plus riches, Guinée Bissau, 2017/2018	213

Liste des encadrés méthodologiques

Encadré 1 : Indice de ségrégation sectorielle (professionnelle) selon le sexe	74
Encadré 2 : Méthodologie de création de l'indicateur de niveau de vie non monétaire	80
Encadré 3 : Méthodologie de construction de l'indice Gouvernance, paix et sécurité	176

Liste des abréviations

INE	Institut National de la Statistique
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ou
RGPH	Recensement Général de la Population et Habitat
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
ILAP	Enquête Léger Pour Évaluation de la Pauvreté
DR	District du Recensement
SAB	Secteur Autonome de Bissau
MFRA	Ministère Fonction Publique et Reforme Administratives
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
ENA	École Nationale d'Administration
SENAI	Service National de l'Apprentissage Industriel
CIST	Confraternité Internationale de la Statistique du Travail
CITP	Classification internationale type de profession
CSP	Catégorie socioprofessionnelle
EPP	Entreprise parapublique
SMIG	Salaire minimum interprofessionnel garanti
APU	Administration publique
UPI	Unités de Production Informelle
PIB	Produit Intérieur Brut
BIT	Bureau International de Travail
MOP	Main-d'œuvre potentielle
SCN	Système de Comptabilité Nationale

INTRODUCTION.

Bonne connaissance de la structuration et du fonctionnement des systèmes d'emploi urbain et rural est essentielle pour la formulation de politiques d'emploi dans une perspective de développement économique et social.

Les rares données existantes sur l'emploi et le secteur informel en Guinée-Bissau sont éparses, incomplètes et peu désagrégées. Les quelques statistiques disponibles sur la situation du marché de l'emploi sont limitées à des agrégats non harmonisés, ce qui rend difficile une prise de décision rationnelle. En effet, en matière de données, les informations sur l'emploi sont celles issues du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2009) ou celles fournies par l'enquête Léger Pour Évaluation de la Pauvreté (ILAP2010). Chacune de ces opérations n'intègre qu'un module sur l'emploi qui ne permet pas de cerner clairement le marché du travail en Guinée-Bissau. En effet, les résultats du RGPH2009 et de l'ILAP2010 fournissent les principaux taux sur le marché de travail mais pas suivant des définitions standards internationales.

La mesure du secteur informel reste mal appréciée du fait d'absence d'informations complètes et récentes. L'importance du secteur informel comme moyen de création d'emplois dans une économie dualiste comme celle de la Guinée-Bissau impose la nécessité de réaliser une enquête d'envergure nationale permettant de mieux apprécier la contribution de ce secteur en matière d'emploi et de création de richesse.

Face à cette situation, l'UEMOA s'est engagé dans la réalisation d'une enquête nationale de référence sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres, visant la production des données statistiques pertinentes et fiables sur le marché de travail, que permet de connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, les raisons de l'inactivité, l'ampleur et les causes du sous-emploi, les déterminants de l'offre de travail et les différentes formes d'inégalités sur le marché du travail, dans les États membres.

Chapitre 1 : REPERE METHODOLOGIQUE

1.1. Plan de sondage

Les principales caractéristiques du plan de sondage concernent la base de sondage, la taille de l'échantillon des ménages, le mode de tirage des unités d'échantillonnage, les opérations de cartographie et de dénombrement des ménages et le calcul des différents coefficients de pondération.

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'objectif de l'enquête était de produire des estimations statistiquement fiables des indicateurs, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour chacun des 9 régions ou départements du pays, à savoir : Tombali, Quinara, Oio, Biombo, Bolama/Bijagós, Bafatá, Gabú, Cacheu et SAB.

1.1.1. Base de sondage et domaine d'étude

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre du RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) de 2009. La base de sondage pour le tirage des unités primaires d'échantillonnage contient 380 zones de dénombrement (ZD).

Un échantillon d'unités primaires (UP) est tiré au premier degré. Les unités statistiques du deuxième degré ou unités secondaires (US) sont constituées par les ménages des unités primaires tirées au premier degré. Elles définissent la base de sondage du deuxième degré du sondage.

Un domaine d'étude est une partie de l'univers sondé pour laquelle sont recherchés des résultats significatifs, c'est-à-dire des estimations séparées et d'une précision suffisante. Chaque département est traité comme domaine d'étude, de même que l'ensemble du milieu urbain et l'ensemble du milieu rural.

Les différentes strates sont obtenues en combinant les 9 régions ou départements ou domaines d'étude avec les deux milieux de résidence (urbain, rural). Au total, 17 strates d'enquête ont été définies parmi lesquelles Bissau, Catió, Quebo, Buba, Empada, Mansaba, Bissorã, Nhacra, Farim, Quinhamel, Prabis, Bolama, Bubaque, Bambadinca, Bafatá, Gabú, Pirada, Bigene, Bula, Canchungo, Cacheu ont été chacune définie comme une strate urbaine.

Tableau 1.1 : Structure de la base de sondage au RGPH-2009

Région ou département ou domaine d'étude	Nombre de grappes			Nombre de ménages		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Tombali	21	124	145	1716	9556	11272
Quinara	17	76	93	1613	5753	7366
Oio	40	287	327	3801	18976	22777
Biombo	12	111	123	1608	11720	13328
Bolama/Bijagós	12	46	58	1371	3468	4839
Bafatá	27	235	292	4564	13935	18499
Gabú	64	234	298	6526	15108	21634
Cacheu	47	243	290	5539	18343	23882
SAB	408		408	52903		52903
Guinée-Bissau	678	1356	3024	79641	96859	176500

1.1.2. Echantillonnage

Taille de l'échantillon des ménages

Le nombre de domaines à retenir et la taille de l'échantillon de la phase 1, tiennent compte des contraintes budgétaires et de la précision des indicateurs du marché de travail, en l'occurrence le taux de chômage ou le taux de sous-utilisation de la main d'œuvre. Le coefficient de variation maximum de l'indicateur a été fixé à 10%.

Avant le tirage, il a été procédé à une répartition spatiale de l'échantillon. Au sein de chaque strate, les échantillons des ZD et des ménages ont été répartis selon les plus grandes entités du découpage administratif du pays et le milieu de résidence.

Au premier degré, 380 ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages. Au deuxième degré, un nombre fixé de 380 (15) ménages a été sélectionné dans chacune des ZD retenues au premier degré avec trois (3) ménages de remplacement. La taille de l'échantillon de l'ERI-ESI est de 5700 ménages.

Tableau 1.2 : Répartition de l'échantillon des grappes et des ménages

Région ou département ou domaine d'étude	Nombre de grappes			Nombre de ménages		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Tombali	3	33	36	45	495	540
Quinara	6	30	36	90	450	540
Oio	6	30	36	90	450	540
Biombo	2	34	36	30	510	540
Bolama/Bijagós	7	29	36	105	435	540
Bafatá	7	33	40	105	495	600
Gabú	9	35	44	135	525	660
Cacheu	6	30	36	90	450	540
SAB	80		80	1200		1200
Guinée-Bissau	126	254	380	1890	3810	5700

1.2 Questionnaires de l'enquête

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) est une opération statistique d'envergure nationale et couvre deux volets : le premier volet collecte des données sur les caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'enquête, quatre types de questionnaires ont été utilisés :

- un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage et l'habitation ;
- un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ;
- un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ;
- un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

Ainsi, la collecte des données s'est faite par deux catégories d'équipes sur le terrain. La première équipe est chargée du volet emploi, tandis que la seconde s'occupera du volet secteur informel.

En plus des questionnaires, divers manuels et documents techniques ont été élaborés. Le questionnaire ménage comporte les modules suivants :

- Identification du ménage
- Caractéristiques du logement des ménages
- Possession des biens du ménage
- Composition des ménages et caractéristiques des membres
- Formation professionnelle de base
- Migration internationale de la main d'œuvre

Les caractéristiques du logement ne concernent que le logement principal, le plus souvent celui occupé par le Chef de ménage.

Le module sur la composition des ménages et caractéristiques des membres, permet de lister les membres du ménage y compris les visiteurs. Le chef de ménage représente la personne centrale autour de laquelle s'organise le ménage.

Au sens de la présente enquête, il est mesuré la dernière formation professionnelle de base reçue par les individus avant d'avoir accès au marché du travail. La formation professionnelle est le moyen par lequel les individus acquièrent des qualifications en vue d'exercer un métier ou une profession.

La migration internationale de la main d'œuvre est une préoccupation de nombreux pays, qu'ils soient d'origine ou de destination. Les principaux facteurs décisifs sont l'attraction des pays de destination, la répulsion que représentent la poussée démographique, le chômage et la crise dans les pays d'origine et les réseaux transnationaux établis, qui se nourrissent des liens familiaux et culturels et des relations historiques entre les pays.

Le questionnaire individuel emploi est administré à chaque membre du ménage ayant au moins 10 ans (sans les visiteurs). Il comprend les modules ci-après :

- la situation dans l'emploi
- l'activité principale
- la satisfaction générale dans l'emploi et dans le travail en activité principale
- les activités secondaires
- la satisfaction générale dans l'emploi et dans le travail en activités secondaires
- la protection sociale
- la formation professionnelle et stage de perfectionnement
- les problèmes rencontrés sur le lieu de travail
- la recherche d'emploi par les actifs occupés
- le chômage
- la trajectoire et perspectives
- les revenus hors emploi
- la paix et la sécurité
- la gouvernance démocratique

Les deux derniers modules (paix et sécurité et gouvernance démocratique) sont administrés aux personnes âgées de 18 ans et plus. Par ailleurs, à la fin de l'interview de chaque actif, les critères d'éligibilité des chefs d'unités de production informelles sont automatiquement vérifiés par le programme informatique.

Le questionnaire secteur informel sera utilisé pour collecter des données auprès des unités de production informelles non agricoles. Il comprend les modules suivants :

- les caractéristiques de l'unité de production
- la main d'œuvre
- la production et la vente
- les dépenses et les charges,
- les clients, les fournisseurs et les concurrents,
- les équipements, l'investissement, le financement et l'endettement
- les problèmes et les perspectives
- la sécurité sociale,
- la protection de l'environnement.

En matière de production, on distingue : i) les produits vendus après transformation, les produits ii) vendus en l'état sans transformation et iii) les services fournis.

AFRISTAT a introduit pour la première fois dans ce genre d'enquête, un module qui permettra de mesurer la connaissance et l'attitude des unités de production informelles en matière d'environnement. La fiche de collecte permet de collecter les informations ci-après :

- la connaissance de l'existence des problèmes environnementaux ;
- la connaissance de la contribution des activités des UPI aux problèmes de l'environnement ;
- l'impact des campagnes de sensibilisation pour la lutte contre les problèmes de l'environnement
- la connaissance des différentes solutions proposées pour faire aux problèmes de l'environnement.

Les questionnaires ont été testés en 5 de mai de 2017 à 12 de mai de 2017 et les observations ont permis d'améliorer le questionnaire standard au niveau d'AFRISTAT.

La collecte des données a été réalisée par CAPI (Computer Assisted Personal Interview) au moyen de tablettes. Les questionnaires ont été programmés en CSPR et saisis en temps réel sur le terrain sur les tablettes au cours des entretiens. Les variables d'identification des ménages à enquêter sont pré-chargées sur le masque de saisie avant d'entrer dans les ménages. Il s'agit des variables sur la strate, la grappe, le numéro de la grappe, le numéro du ménage, le nom et prénoms du chef de ménage. Les individus éligibles au questionnaire secteur informel sont transmis à l'équipe en charge du secteur informel.

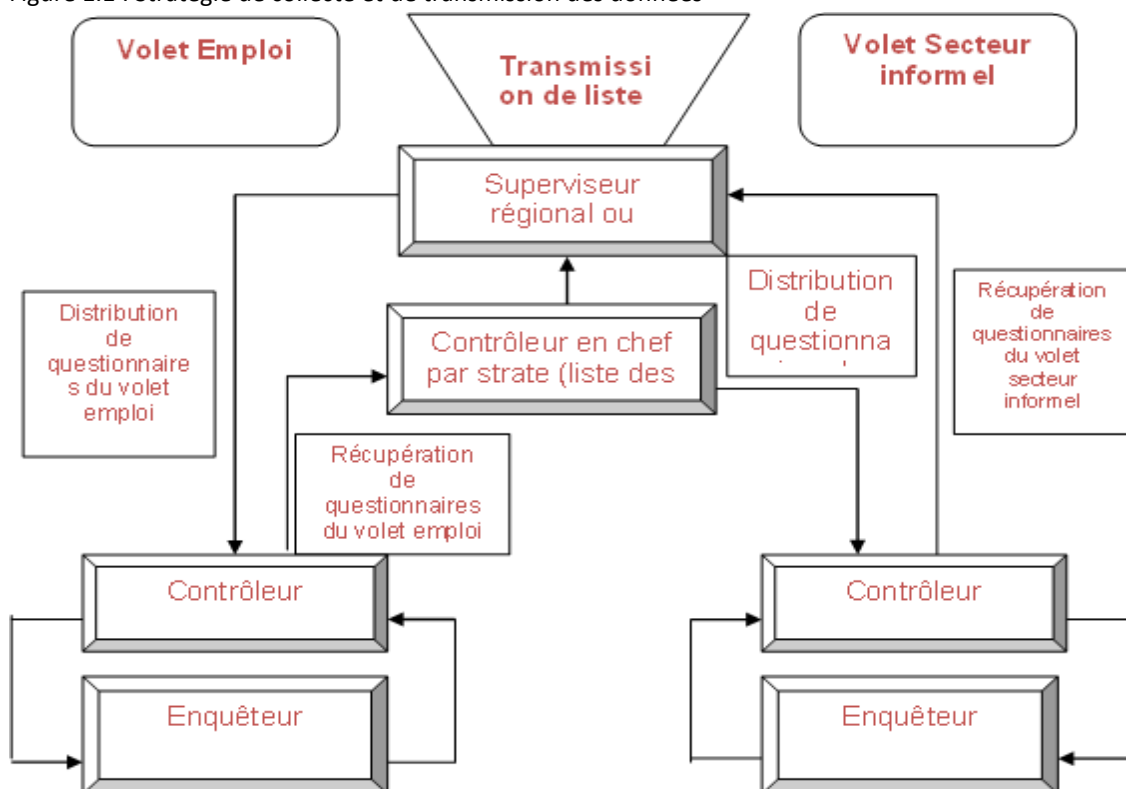
1.3 Formation et travail sur le terrain

La formation pour la phase de terrain s'est déroulée sur 15 jours du 07 novembre au 24 novembre 2017 et a réuni 126 agents de collecte. Elle a consisté en une formation théorique et pratique en salle (techniques d'interview et compréhension des questions, utilisation des tablettes PC et simulation).

De plus, 02 jours de pratique de terrain ont été effectués pour tous les agents dans 10 zones de dénombrement (ZD) non sélectionnées pour l'enquête principale.

À la fin de la formation, 105 personnes ont été sélectionnés pour l'enquête principale sur la base des résultats des tests théoriques et de la pratique sur le terrain et répartis en 21 équipes de terrain dont 11 équipes pour la phase 1 (caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population) et 10 équipes pour la phase 2 (secteur informel).

Figure 1.1 : Stratégie de collecte et de transmission des données



1.4 Traitement des données

La collecte des données a été réalisée au moyen des tablettes PC. Les informations collectées par chaque enquêteur sur sa tablette étaient transférées chaque jour sur la tablette du chef d'équipe qui, à son tour, transmettait le fichier complet des données collectées aux superviseurs lors de leur visite. Ces fichiers des données ont ensuite été compilés et traités sur un ordinateur central. Les données de chaque grappe étaient vérifiées et un fichier unique de données apurées a été créé lorsque les fichiers de toutes les grappes ont été validés.

A la fin de la collecte, une analyse de la structure de l'échantillon et des vérifications préliminaires ont été réalisées au niveau de l'INE.

Trois ateliers de traitement et d'apurement ont été organisés :

- Un atelier national de traitement et d'apurement des données a été réalisé du 02 au 06 « avril » « 2018 » et a regroupé les cadres de l'INS et du « structure partenaire si existe ». Cet atelier a permis de procéder aux premières vérifications et imputations des données collectées sur la base d'une liste d'incohérences harmonisées figurant en annexe 3 du manuel de référence de l'enquête. Cette liste d'incohérences a permis au pays de disposer d'une base de données apurée ;
- Un atelier régional de traitement des données organisé par AFRISTAT à Bamako (Mali) du 11 au 22 juin 2019 auquel a pris part deux cadres de l'INE Guinée-Bissau. Cet atelier s'est focalisé sur le traitement des données ménage, emploi et secteur informel et a permis d'harmoniser les travaux de traitement, d'imputation et de création des variables d'intérêt sur la base des programmes élaborés par AFRISTAT.
- Un atelier régional de traitement des données du module gouvernance, paix et sécurité organisé par AFRISTAT Bamako (Mali) du 18 au 22 juin 2019 auquel a pris part deux cadres de l'INE Guinée-Bissau. Cet atelier a permis de d'harmoniser le traitement des données et la construction de l'indicateur de niveau de vie et de l'indice gouvernance, paix et sécurité et ses composantes.

Des programmes de tabulation standard ont été développés par AFRISTAT et transmis aux équipes-pays pour la production des tableaux des rapports du volet emploi, secteur informel et gouvernance, paix et sécurité.

Les données ont été analysées à l'aide du programme Statistical Package for Social Sciences (SPSS). Le plan de tabulation et les syntaxes élaborés par AFRISTAT ont été utilisés à cette fin. Un rapport de synthèse, élaboré au cours de l'atelier régional de finalisation des rapports pays organisé par AFRISTAT du 13 au 24 mai 2019, fait la synthèse des analyses.

Le présent rapport final, fruit des différents travaux au niveau national, présente les résultats définitifs et détaillés de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel en Guinée-Bissau.

1.5 Définition des concepts

- **Ménage**

Dans le cadre des études sociodémographiques, les enquêtes et recensements s'appuient sur les ménages. On y distingue le ménage ordinaire et le ménage collectif. Le ménage ordinaire est défini au sens du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) comme un groupe de personnes apparentées ou non, vivant ensemble sous le même toit, partageant des repas en commun et reconnaissant l'autorité d'une personne appelée chef de ménage.

Le ménage collectif est défini comme un groupe de personnes qui n'ont généralement pas de lien de parenté mais qui vivent en commun dans un établissement pour des raisons de discipline, de voyage, de santé, d'études ou de travail.

Dans l'opérationnalisation du concept de ménage, il sera exclu pour des raisons pratiques, les ménages collectifs et les personnes sans domicile fixe. Par ailleurs, une durée minimum de six mois peut être utilisée comme l'un des critères pour déterminer la résidence habituelle au sein du ménage.

- **Combustible propre pour la cuisson**

Les combustibles propres pour la cuisson sont le gaz et l'électricité.

- **Alphabétisation**

L'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire une phrase dans une langue quelconque.

- **Population en âge de travailler**

C'est la frange de la population potentiellement active. La définition retenue n'est pas forcément celle imposée par la législation de chaque pays mais plutôt au regard de ce qui se passe dans la vie économique et des actifs qui s'y emploient. En fait, la définition adoptée par les pays semble être plutôt celle de l'âge de la population qui travaille ou qui est sur le marché du travail. Pour des raisons de comparabilité des données, le calcul des indicateurs classiques du marché du travail sera effectué pour la classe d'âge de 15 ans et plus.

- **Emploi**

Est pourvue d'un emploi, toute personne en âge de travailler qui, au cours d'une semaine de référence ou des 7 derniers jours, a réalisé une activité durant au moins une heure, pour produire des biens ou fournir des services en échange d'une rémunération ou d'un profit.

- **Chômage strict**

Au sens du BIT, est considérée en situation de chômage, toute personne en âge de travailler qui : i) était sans emploi au cours des 7 derniers jours ou de la semaine de référence, ii) a fait des démarches pour chercher un emploi en échange d'une rémunération ou d'un profit au cours des 30 derniers jours ou d'un mois de référence et iii) se déclare disponible sur une période de deux semaines pour occuper un emploi ou mener une activité rémunératrice.

- **Chômage au sens élargi**

Au sens élargi, est considérée en situation de chômage, toute personne en âge de travailler qui : i) était sans emploi au cours des 7 derniers jours ou de la semaine de référence, ii) qui n'a pas fait des démarches pour chercher un emploi en échange d'une rémunération ou d'un profit au cours des 30 derniers jours ou d'un mois de référence, pour des raisons involontaires et iii) mais se déclare disponible sur une période de deux semaines pour occuper un emploi ou mener une activité rémunératrice.

- **Main d'œuvre**

C'est une fraction de la population en âge de travailler pourvue d'un emploi ou en situation de chômage sur une période de référence définie.

- **Main d'œuvre potentielle et main d'œuvre élargie**

Trois groupes de personnes en âge de travailler et sans emploi, font partie de la main d'œuvre potentielle : i) personnes à la recherche de l'emploi et non disponibles, ii) personnes non à la recherche active mais disponibles, iii) personnes ni à la recherche de l'emploi ni disponible mais souhaitant avoir un emploi. La main d'œuvre élargie est la somme de la main d'œuvre et de la main d'œuvre potentielle.

- **Sous emploi lié à la durée du travail**

Le sous emploi lié à la durée du travail, caractérise une personne en emploi qui remplit les trois critères suivants : i) travaille involontairement moins que le nombre d'heures légal de travail par semaine, ii) disponible pour travailler plus et/ou iii) à la recherche d'un travail supplémentaire.

- **Sous utilisation de la main d'œuvre**

Ce concept fait référence aux inadéquations entre l'offre et la demande de la main-d'œuvre, qui se traduisent par un besoin non satisfait d'emploi dans la population. Elle regroupe la situation des personnes en sous emploi lié à la durée du travail, au chômage ou appartenant à la main d'œuvre potentielle.

La nature de la sous utilisation de la main d'œuvre est évaluée par quatre types d'indicateurs dans le cycle économique, à savoir le taux de chômage, le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage, le taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle et la mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Ce dernier indicateur est obtenu en rapportant l'ensemble des catégories des personnes sous utilisées à la main d'œuvre élargie.

- **Autres personnes hors main d'œuvre**

La population hors main d'œuvre comprend les personnes sans emploi, qui ne veulent pas travailler, n'effectuent pas de recherche d'emploi et ne sont pas disponibles.

- **Emploi informel**

Le concept de l'emploi informel a été adopté par la 17^{ème} CIST de 2003. Sont considérés ayant des emplois informels, les personnes dont l'emploi est, en pratique, non soumis à la législation nationale du travail, à la taxation de revenu, à la protection sociale ou n'ayant pas droit à certains avantages (le préavis de renvoi, l'indemnité de licenciement, les congés payés ou les congés de maladies, etc.). Ainsi, l'emploi informel se définit surtout par rapport aux conditions d'exercice des employés aussi bien dans leur emploi principal que secondaire.

De façon opérationnelle, dans les unités de production (formelle, informelle) et dans les ménages, les employés sont considérés être pourvus d'un emploi informel si au moins l'une des conditions suivantes n'est pas remplie :

- le paiement par l'employeur d'indemnité de protection de sécurité sociale ;
- les congés de maladie rémunérés ;
- les congés annuels rémunérés ou une compensation éventuelle.

- **Les travailleurs en emploi précaire**

Les travailleurs qui n'ont pas de contrat de travail ou qui ont un accord verbal ou des travailleurs occasionnels ou temporaires.

- **Secteur informel**

Pour des raisons de comparaison internationale seuls les critères de non enregistrement, de la non tenue de comptabilité et de la production marchande sont considérés comme les plus importants pour définir une unité de production exerçant dans le secteur informel. Ces critères sont éucidés ci-après. Il est aussi important de noter que ces critères s'appliquent désormais à toutes formes d'activités (y compris les professions libérales).

Le non enregistrement des unités de production : selon le code fiscal d'un pays, un enregistrement administratif à caractère obligatoire d'une entreprise pour sortir de l'informel est défini. Par exemple dans certains Etats membres de l'UEMOA, il peut s'agir du numéro statistique ou du numéro d'identification fiscal (NIF).

La non tenue de la comptabilité écrite et formelle : tous les Etats membres de l'UEMOA sont assujettis au plan comptable SYSCOA/OHADA. On parle de comptabilité écrite d'une unité de production, lorsque celle-ci élabore un document de bilan comptable et un compte d'exploitation. Néanmoins, le régime fiscal prévoit également une comptabilité simplifiée à laquelle sont assujetties certaines entreprises.

La production des biens et services marchands :

Selon la résolution de la 15^{ème} CIST, les unités de production dont la production est destinée uniquement à leur propre utilisation diffèrent dans leur comportement et leurs objectifs de celles qui produisent pour le marché. Au sens du SCN 1993 ou 2008, les biens et services marchands sont vendus ou échangés sur le marché. Les unités qui ne produisent pas de ces biens sont exclues du secteur informel.

- **Sortant précoce du système d'éducation et de formation (SEF)**

Un jeune au cours d'une année scolaire n donnée est considéré comme sortant s'il était scolarisé au cours de l'année n-1 et ne l'est plus au cours de l'année n. Un sortant est qualifié de précoce si l'une ou

l'autre des deux conditions suivantes sont vérifiées : (i) il n'a pas l'âge minimum légal de travail dans le pays (ii) il n'a pas achevé l'éducation de base/obligatoire.

- **Sortants sans qualification**

Les sortants sans qualification sont les sortants dont le plus haut cycle atteint n'est ni l'enseignement supérieur, ni le secondaire technique et/ou professionnel.

Chapitre 2 : ENVIRONNEMENT SOCIOECONOMIQUE DU MARCHE DU TRAVAIL ET CONTEXTE SOCIODEMOGRAPHIQUE

2.1. Environnement économique

Au cours des dernières années, en général, la croissance économique réelle a atteint en moyenne 5,8% et déflateur du PIB 6,6%.

Le secteur tertiaire reste le principal déterminant de la croissance, bien que les secteurs primaire et secondaire soient plus accélérés, la contribution du secteur tertiaire reste élevée (5,7%) points de croissance en 2016.

L'économie Bissau Guinéenne, autrefois dominée par le secteur rurale (agriculture, élevage et pêche) a subi de changements structurels en raison, entre autres, de l'expansion des activités de télécommunication ainsi que leurs effets induits. Cette l'économie est désormais principalement dominée par les secteurs secondaire et tertiaire.

Cette contribution importante s'explique par l'importance du commerce (18,9% du PIB), des transports et des télécommunications (4,4%) et des services des administrations publiques (8,1%) en 2016.

Le changement de la structure économique en faveur du tertiaire ne s'est pas accompagné par la formalisation de l'économie. En effet, en dehors des opérateurs de télécommunications, la plus grande partie des activités économiques restent informelles et donc leur contribution à la formation du PIB difficilement mesurable.

Les activités des services marchands (plus de 36% du PIB en moyenne) qui se sont développées au cours des dernières années en réponse au développement du secteur commerce et réparation, restent elles aussi dans leurs quasi-totalités régies de façon informelle.

Les activités du secteur primaire, composées de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, sont, dans leur grande majorité (98%) réalisées dans un cadre informel, selon les estimations des comptes nationaux. Ce secteur est l'un des piliers de l'économie Bissau Guinéenne en raison de sa contribution à la formation du PIB (plus de 30%), du volume d'emploi qu'il génère et de ses effets induits dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

L'économie Bissau Guinéenne, comme celle des pays africains en général, est fortement dominée par des activités informelles. Cependant le poids de l'activité informelle reste largement inconnu. La complexité de la composition de l'économie Bissau Guinéenne avec une forte dualité entre les secteurs moderne et informel dans la création de richesse montre la nécessité d'entreprendre d'investigations spécifiques permettant de mieux appréhender le secteur informel conformément aux spécificités de chacun de secteur de l'économie Bissau Guinéenne. Le système de comptabilité nationale (SCN 2008) accorde une place importante au secteur informel comme sous-secteur institutionnel du secteur des ménages.

L'importance du secteur informel dans l'économie Bissau Guinéenne, sa contribution en termes d'emploi et de formation du PIB restent mal appréciées ce qui implique la nécessité de mettre en place un dispositif d'informations sur l'emploi et le marché du travail en Guinée-Bissau ainsi que le secteur informel. Les résultats du volet secteur informel permettront de mieux cerner la contribution du secteur dans l'économie Bissau Guinéenne. La mesure du secteur informel de façon précise permettra une meilleure évaluation du produit intérieur brut et une meilleure mesure de l'activité économique de façon générale.

2.1.1. Dispositif institutionnel de l'emploi

Exécutive Bissau Guinéenne accorde une place importante à l'emploi comme moyen de lutte contre la pauvreté, en témoigne la création du Direction d'Emploi et Formation Professionnel auprès du Ministère de la Fonction Publique et Reforme Administratives (MFPRA) Chargé de l'Emploi, de la Formation Professionnelle.

Ils font partie des institutions chargées de définir la politique de l'emploi, le Ministère de la Fonction Publique et la réforme administrative (MFPRA), le Ministère de l'Éducation, le Ministère des Femmes, Famille et Cohésion Sociale, Assemblée Nationale Populaire, Chambre de Commerce, l'Industrie, de l'Agriculture et des Services, le Syndicat National des Travailleurs de Guinée-Bissau, Confédération Générale des Syndicats Indépendants de la Guinée-Bissau et du Comité Permanent de la Concertation Sociale.

En ce qui concerne les institutions qui appliquent la politique de l'emploi, la formation professionnelle, encore une fois ils font partie le Ministère en charge de travail, qui, en plus de définir la politique, s'occupe de son exécution, en conseillant, si nécessaire les institutions impliquées, comme centres de formation.

Parmi ceux qui stimulent ou protègent l'emploi, il y a l'Inspection Générale de Travail et de la Sécurité Sociale, les Tribunaux et, éventuellement, les institutions liées à la défense des droits de l'homme ou de la jeunesse.

Pour une meilleure visibilité de ses actions, ce département, en charge de la mise en œuvre des politiques et programmes liés à l'emploi en Guinée-Bissau, souhaite: (i)- Avoir une meilleure connaissance des potentialités d'emploi permettant de faciliter l'amélioration et l'accroissement de la capacité nationale dans la prévision, la conception et la mise en œuvre d'une bonne politique d'emploi, (ii)- Favoriser une meilleure régulation du marché de travail et une meilleure adéquation emploi/formation par la promotion d'emplois privés, d'auto-emploi et la création d'activités génératrices de revenus.

Cependant, le département en charge des questions de l'emploi ne dispose pas d'un système d'information permettant de suivre ou de mesurer les progrès accomplis et d'avoir une bonne compréhension de la réalité du marché du travail. Il était donc nécessaire pour le département de commanditer cette enquête afin de disposer d'informations détaillées, complètes et à jour. Pour cette raison, ces types d'études sont nécessaires pour mieux comprendre la dynamique dans le domaine de l'emploi.

2.1.2. Politique gouvernementale de promotion de l'emploi

La MFPRA est le Ministère responsable de la formulation, de la proposition, de la coordination et mettre en œuvre les politiques du gouvernement en matière de réforme, de modernisation et administration publique, emploi, formation professionnelle, relations industrielles et sécurité sociale. Parmi les institutions gouvernementales, le MFPRA possède l'un des plus importants rôles importants dans la conception, la mise en œuvre et la coordination des actions sur le travail des enfants dans le pays.

Parmi ses actions les plus récentes figurent :

- ✓ L'approbation du Code du travail, un document juridique qui remplacera le Loi General du Travail Par le parlement guinéen, qui comprend plus des mesures et des dispositions ;
- ✓ L'approbation de l'avant-projet de Loi sur l'Hygiène, la Santé et la Sécurité au travail. Ces mesures entre autres, énumère certaines catégories de travail considéré comme dangereux ;
- ✓ La mise en œuvre continue du plan d'action pour la réforme de l'administration publique par le Gouvernement de la Guinée-Bissau, vise à contribuer à l'amélioration des finances publiques, revitaliser l'économie et améliorer la gouvernance ;
- ✓ Le lancement effectif de l'Observatoire de l'emploi et de la qualification professionnelle, dont le décret de création a déjà été approuvé par le Conseil des ministres et fonctionnera sous la supervision du ministère concerné. L'observatoire rassemblera et traitera notamment des données sur l'emploi et les compétences professionnelles, y compris le travail des enfants,

secteur informel et les zones rurales, ainsi que la diffusion et l'accessibilité des informations sur l'emploi et les qualifications professionnelles. Budgétisé à Formulation du document stratégique du programme par pays de promotion du travail décent de l'OIT, dont les principaux objectifs sont de promouvoir le travail décent en tant que composante essentielle de la stratégie de développement nationale et vaste connaissance des instruments d'action de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

2.1.3. Cadre institutionnel de la mise en œuvre des politiques pour la promotion de l'emploi

Conformément à la Loi n ° 02/1986 du 5 avril, il est permis d'employer des mineurs âgés de 14 à 18 ans ayant suivi la scolarité obligatoire, à condition que l'employeur leur fournisse des conditions de travail adéquates. L'âge et la formation des mineurs, sans nuire à leur développement physique et mental (art. 151), et en facilitant la participation à des cours de formation technique et professionnelle (article 150), interdisant l'emploi au travail les travaux effectués dans des conditions insalubres ou dangereuses, ainsi que les travaux souterrains (article 148). Le travail de nuit est également interdit et il est exceptionnellement permis aux mineurs de plus de 16 ans si les tâches à accomplir ne nuisent pas à leur développement et se révèlent indispensables à leur formation professionnelle (article 152). Il est également important de noter que, conformément à l'article 149 de la Loi n ° 02/1986, un mineur âgé de 14 à 18 ans peut valablement conclure un contrat de travail sans que l'on sache où se trouve son représentant légal. Les exigences de cette loi générale du travail sont toutefois vagues, car la Guinée-Bissau ne dispose pas de législation spécifique relative aux programmes d'enseignement et à la formation technique et professionnelle. Outre le fait qu'il permet toujours la conclusion du contrat d'apprentissage, contrat qui ferait l'objet d'une loi spéciale, loi toujours non existante.

Loi-cadre sur la protection sociale (Loi n ° 04/2007 du 03 septembre) Conformément à ses objectifs énoncés à l'article 1, la protection sociale vise à atténuer les effets des revenus des travailleurs dans des situations de manque ou d'incapacité à travail, maternité, vieillesse et assurer la survie des membres de leur famille en cas de décès. Il entend également compenser, au moins partiellement, l'augmentation des situations familiales particulièrement vulnérables, sans oublier de chercher à fournir des moyens de subsistance aux résidents démunis et à leur insertion dans la communauté, en ce qui concerne le développement économique du pays. La protection sociale de la citoyenneté, la protection sociale de la famille et la protection sociale complémentaire constituent un mécanisme permanent de protection sociale, qui inclut les prestations respectives et les entités qui les gèrent.

L'avant-projet de Loi sur l'Hygiène, la Santé et la Sécurité sur le lieu de travail concrétise ce que dit l'article 148 de la Loi générale sur le travail, qui traite des travaux dangereux.

Toutefois, les jeunes, quelle que soit leur formation professionnelle, s'ils n'ont pas atteint l'âge de 18 ans, ne peuvent être inclus dans un ensemble de travaux que le Code du travail général appelle dangereux, comme le prévoit l'avant-projet de Loi. Hygiène, santé et sécurité au travail.

Ces travaux sont :

- ✓ Travaux à haute température, fours et cuisinières, chaudières à vapeur et appareils à pression, ainsi que dans les installations de réfrigération ;
- ✓ Travail effectué dans des conditions de bruit et de vibration ;
- ✓ Stockage de gaz et de matières inflammables ou de liquides dangereux ;
- ✓ Implication dans la manipulation de pièces dangereuses de machines, en raison de conditions de travail particulières, présentant des risques de rupture, avec pour conséquence des projections violentes ;
- ✓ Appareils de musculation ;
- ✓ Les lieux où des opérations de soudage ou de découpage sont effectuées ;
- ✓ Travaux électriques;

- ✓ Travail exposé au risque de traumatisme crânien;
- ✓ Travaux présentant un risque de brûlure, de corrosion, de perforation ou d'écrasement des pieds;
- ✓ Travaux exposés à un risque d'inhalation de poussières, gaz, fumées ou vapeurs nocifs;
- ✓ Travaux exposés à des risques d'accidents mécaniques, d'actions optiques et de radiations;
- ✓ Travaux exposés au risque de chute libre.

Toujours dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques pour la promotion de l'emploi, le gouvernement de la Guinée-Bissau a ratifié les conventions suivantes:

Tableau 2.1 : Liste de la convention ratifiée par la Guinée-Bissau

Conventions	Année de ratification
C.n.°17 - Réparation d'accident agricole, 1921	21.02.1977
C.n.°17 - Réparation d'accident de travail, 1925	21.02.1977
C.n.°18 - Sûr des maladies professionnelles, 1925	21.02.1977
C. n°19 - Sûr égalité de traitement en matière de réparation des accidents du travail, 1925	21.02.1977
C.n°26 - Sûr fixation du salaire minimum, 1928	21.02.1977
C.n.°81 - Sûr Inspection du travail, 1949	21.02.1977
C. n.°100 - Sûr égalité de salaire.	21.02.1977
C. n.° 105 Sûr Abolition du travail forcé	21.02.1977
C. n.°111 - Sûr Interdiction de la discrimination dans l'emploi	-
C. n.°138 - L'âge minimum d'admission à l'emploi, 1973	09.03.2009
C. n-° 182 - Pires formes de travail des enfants	26.08.2008
C. n-° 142 - Rôle de l'orientation professionnelle et de la formation professionnelle dans la valorisation des ressources humaines professionnelles	-

Source : Ministère Fonction Publique et Reforme Administratives

Toutes ces conventions ratifiées s'appliquent à l'emploi professionnel, sauf s'il s'agit du d'auto - emploi.

Tableau 2.2 : Principaux acteurs intervenants sur le marché de l'emploi - Pays

Structures	Action
Direction Générale de l'emploi et de la Formation Profissinal (DGEFP)	Orientation, définition, coordination et évaluation de la politique nationale de l'emploi
Service National d'Apprentissage Industriel (SENAI)	Ingénierie de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage
Ecole Nationale d'Administration (ENA)	Il favorise donc la formation et la qualification des cadres de haut niveau, avec mission de moderniser et de rendre efficace l'administration publique.
Ministères techniques	Appui technique et financier à la promotion d'emploi pour les jeunes et les femmes

Source: Politique National d'emploi

SITUATION DE LA FORMATION ET DE L'EMPLOI

Chapitre 3 CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Résultats clés

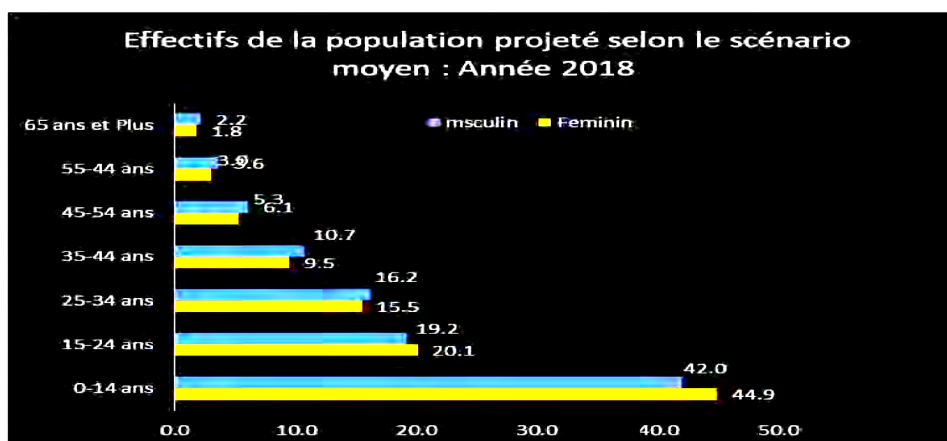
- En 2017, la population togolaise est estimée à 1 584 791 habitants dont 61,1% qui vivent en milieu rural.
- En Guinée Bissau, 10,6% de la population totale est migrante. A noter que, 9,6% de la migration est interne et seulement 1,0% est internationale.
- 43% des migrants migrent pour des motifs de recherche d'emploi et 30,6% pour les études. Si la majorité des femmes migrent pour les études (51,2%), les hommes migrent à la recherche de de l'emploi (56,2%).
- Au plan national, 76,6% des ménages sont dirigés par des hommes.
- Plus de 90,4% de migrations des jeunes de 15-35 ans ont lieu dans l'espace UEMOA.

Le profil des ménages permet de mieux caractériser, décrire et surtout de comprendre le contexte social et économique dans le lequel évoluent les ménages Bissau guinéenne.

3.1. Structure par âge et par sexe de la population

L'analyse de la pyramide des âges (ci-dessous) confirme la tendance de forte fécondité et de forte mortalité : la base de la pyramide est beaucoup plus large que le sommet. Ce constat décrit un contexte partagé par la plupart des pays africains.

Graphique 3.1 : Effectifs de la population projeté selon le scénario men : Année 2018



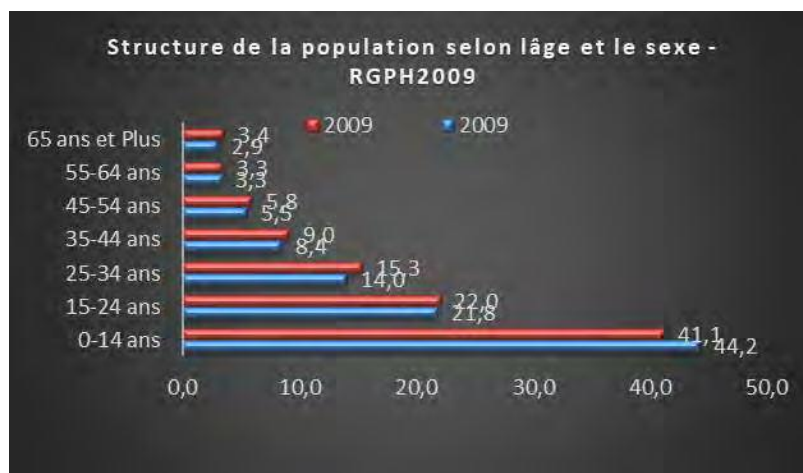
En effet, 63,1% de la population est âgée de moins de 25 ans. Les adultes âgés de 65 ans et plus est de 2% de la population totale (projection de la population selon le scénario moyen, 2018).

L'analyse selon le sexe montre que plus de la moitié de la population (51.0%) est du sexe féminin. Le rapport de féminité, défini comme le pourcentage de femmes présentes pour une population de 100

hommes est de 103,1. L'analyse du rapport de féminité selon la tranche d'âge donne des résultats plus caractéristiques de la population. En effet, le rapport de féminité des moins de 15 ans est de 96,5 filles pour 100 garçons. Cette tendance s'inverse pour la tranche d'âge de 15 - 54 ans avec un rapport de féminité moyen de 102,0 femmes pour 100 hommes.

Par rapport au dernier Recensement de 2009, Graphique 3.2, la tendance n'a pas beaucoup changé, La structure par sexe et par âge mise en évidence est marquée par la prédominance des jeunes et une légère supériorité numérique des femmes. En effet les femmes sont (51,5 % de la population totale) contre (48,5 %) des hommes. Ce qui donne un rapport de masculinité de 94,2 hommes pour 100 femmes. Le groupe d'âge 0-14 ans a légèrement augmenté en 2017, grâce aux efforts considérables déployés dans le cadre des campagnes de vaccination, de protection de la petite enfance qui a permis la réduction de la mortalité infanto-juvénile en Guinée-Bissau, selon MICS5. (Enquête à indicateurs multiples 5) de près de la moitié, pour atteindre 89%.

Graphique 3.2 : Structure de la population selon l'âge et le sexe RGPH 2009



L'analyse de la pyramide des âges (Graphique 3.3) confirme cette la tendance de forte fécondité et de forte mortalité : la base de la pyramide est beaucoup plus large (signe d'une fécondité élevée) et elle se réduit rapidement avec l'âge (signe d'une mortalité élevée) pour être très réduit au sommet. Ce constat décrit un contexte partagé par la plupart des pays africains.

La superposition des deux pyramides fait apparaître que les proportions des groupes d'âges en 2009 est plus élevée que ceux de 2017, signe d'un vieillissement de la population et au-delà de 60 ans signe d'une surmortalité des adultes entre 2009 et 2017

Graphique 3.3 : Pyramide des âges 2009 et 2017, Guinée Bissau, 2017

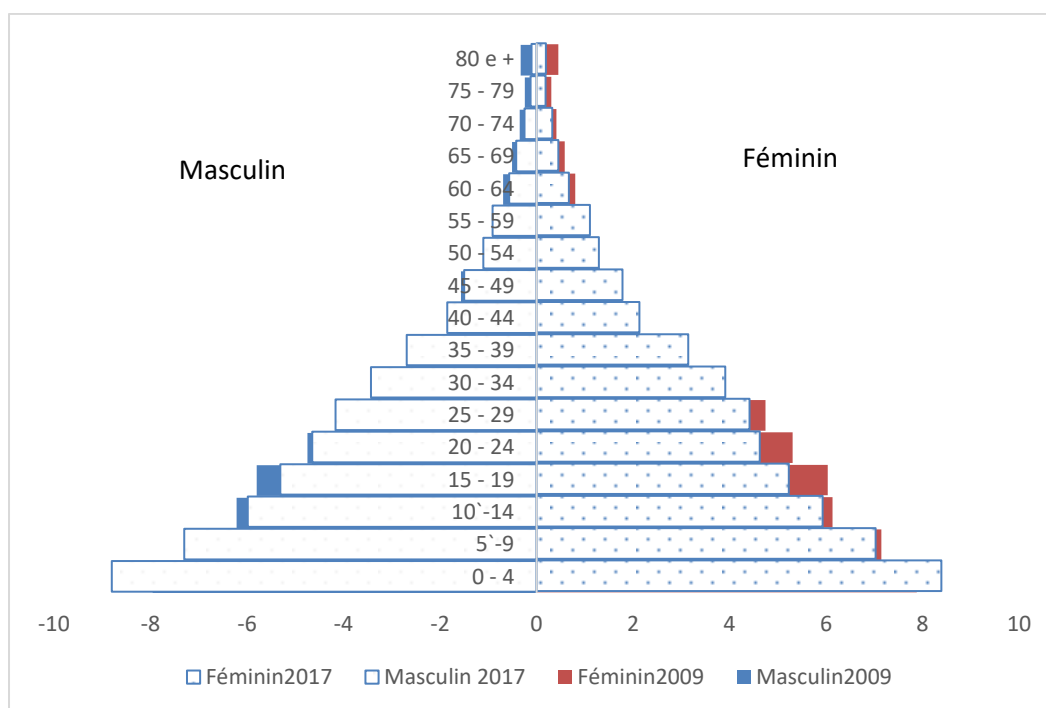


Tableau 3.1 : Répartition de la population recensée en 2009 et la population projetée en 2017 selon les grands groupes d'âges

Grands groupes d'âges	Recensement 2009			Projection 2017		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Moins de 15 ans	25,9	26,6	25,2	26,6	27,2	26
Moins de 25 ans	64,5	65,9	63,1	63,3	65,2	61,4
15-64 ans	33	31,9	34	33,4	32,2	34,5
65 ans ou plus	1,9	1,8	2,1	1,3	1,1	1,4
Effectif	1 449 229	702 826	746 403	1 565 816	769 646	796 170

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

3.1.1. Répartition de la population par groupe d'âges selon le milieu de résidence

L'analyse de tableau 3.2 (ci-dessous), la population Bissau guinéenne est inégalement répartie sur le territoire national. En effet, un plus du quart de la population réside dans la ville de Bissau (25,2%) et les autres urbains avec 13,7%. Notons que la ville de Bissau renferme plus de 64% de la population urbaine du pays. Comme le montre le tableau ci-dessous.

La demande d'emploi et l'amélioration des conditions de vie ont largement contribué à l'augmentation de la population urbaine et à la diminution consécutive de la population rurale. Selon le tableau 3.1, la population rurale du pays représente un peu plus de 61%. Constatons toujours que la population guinéenne est très jeune, 45,3% de la population à moins de 15 ans.

Tableau 3.2 : Répartition de la population par groupes d'âge selon le milieu de résidence, Guinée-Bissau, 2017

Groupe d'âges	Milieu de résidence			Total
	SAB	Autres urbains	Rural	
Groupe d'âges				
0-4 ans	39972	28442	165091	233505
5-9 ans	49829	36108	179365	265302
10-14 ans	49068	35720	135346	220134
15-19 ans	50598	29956	100934	181487
20-24 ans	50136	16544	58046	124726
25-29 ans	43393	13565	59233	116191
30-34 ans	29948	11643	52420	94011
35-39 ans	22621	10111	47319	80051
40-44 ans	18076	8539	37421	64036
45-49 ans	10372	6501	31804	48677
50-54 ans	10178	6033	24258	40469
55-59 ans	8861	3561	18732	31155
60-64 ans	7169	3705	17513	28387
65-69 ans	4121	3077	14499	21696
70-74 ans	2417	1745	11418	15580
75-79 ans	1465	893	6919	9277
80 ans et Plus	1025	1412	7672	10108
Total	399248	217555	967988	1584791
En %	25,2	13,7	61,1	100,0

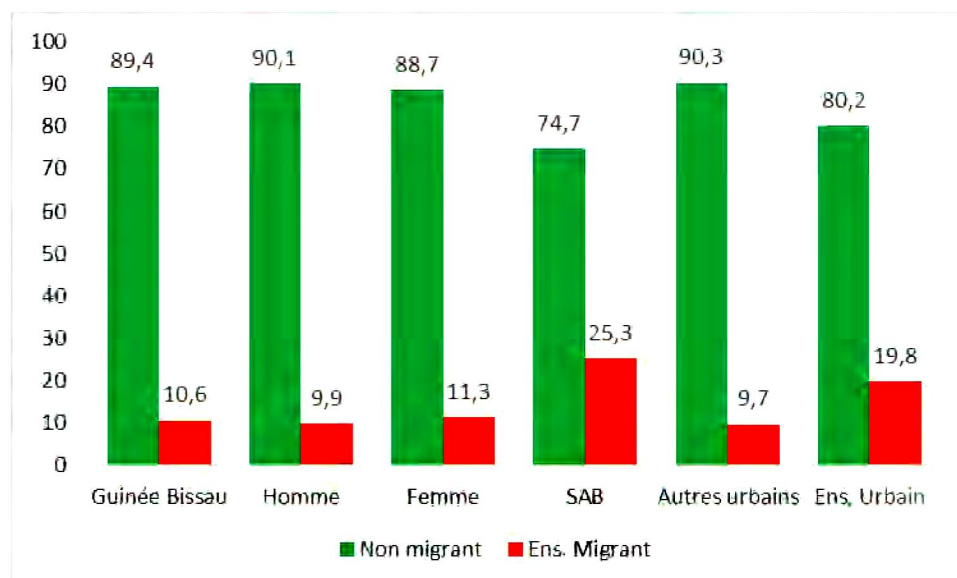
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

3.2. Dynamique migratoire

Élément important de la dynamique démographique, la migration est un facteur de répartition géographique de la population à travers la migration interne. Les données de migration font partie des statistiques émergentes ce qui justifie son choix dans cette étude. L'impact de la migration sur la population de la Guinée Bissau est négligeable car à peine un habitant sur dix un migrant

Les données du graphique 3.4 montrent que la population de la Guinée Bissau est composée essentiellement d'une population non migrante à hauteur de 89,4%. Ainsi, la population migrante est de 10,6% de la population totale. C'est en milieu rural (95,3%) que la population non migrante est la plus importante et la moins présente dans la ville Bissau (74,7%). On observe peu d'écart entre les hommes (90,1%) et les femmes (88,7%).

Graphique 3.4 : Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, ERI-ESI Guinée Bissau, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

3.2.1. Ampleur des phénomènes migratoires

Élément important de la dynamique démographique, la migration est un facteur de répartition géographique de la population à travers la migration interne. Les données de migration font partie des statistiques émergentes ce qui justifie son choix dans cette étude.

L'examen des résultats du Tableau 3.3 indiquent que la majorité de la population (89,4%) n'a jamais effectué de migration de leur région de résidence. Selon la région de résidence, ce sont dans les régions d'Oio (97,3%), Tombali (95,1%), Gabu (96,8), Bafata (94,7%) et de Cacheu (94,8%) où la population est la plus stable possible. Ce constat est valable quelle que soit la caractéristique sociodémographique considérée. Le phénomène migratoire concerne 10,6% de la population totale dont 9,6% pour la migration interne et seulement 1,0% pour la migration internationale. La migration interne constitue sans conteste aujourd'hui une composante majeure de la répartition spatiale des citoyens Guinée-Bissau.

En ce qui concerne les migrations internes, tout comme toutes les capitales africaines, Bissau (23,2%) est le lieu privilégié d'installation des migrants internes, tout comme la région Biombo (15,5%). La région les moins attractives en termes de migration, sont les régions de Gabu (2,4%) et d'Oio (2,2%). Le milieu urbain (17,8%) est plus attractif que le milieu rural (4,3%). Suivant le sexe, on note une légère différence en faveur des femmes (10,2% contre 8,9% pour les hommes).

L'analyse selon le niveau d'instruction révèle que les migrations internes sont pour la plupart qualifiées. L'ampleur du phénomène de la migration interne varie de manière croissante avec le niveau d'instruction, passant d'un minimum de 6,9% chez les migrants sans instruction à un maximum de 29,2% chez ceux qui ont un niveau d'instruction supérieur.

Tableau 3.3 : Répartition en pourcentage de la population selon région, le milieu de résidence, le sexe, groupe d'âge et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Guinée-Bissau, 2017

Groupe d'âges	Profil migratoire				Total	Effectif
	Non migrant	Migration interne	Migration internationale	Ens. migrant		
Région						
Tombali	95.1	4.4	0.6	4.9	100.0	99 609
Quinara	90.3	9.1	0.6	9.7	100.0	66 462
Oio	97.3	2.2	0.4	2.7	100.0	23 5394
Biombo	83.6	15.5	0.9	16.4	100.0	101 742
Bolama Bijagós	91.9	7.7	0.4	8.1	100.0	35 457
Bafatá	94.7	4.9	0.4	5.3	100.0	219 675
Gabu	96.8	2.4	0.8	3.2	100.0	224 841
Cacheu	94.8	4.2	1.0	5.2	100.0	202 363
SAB	74.7	23.2	2.2	25.3	100.0	399 248
Résidence						
SAB	74.7	23.2	2.2	25.3	100.0	399 248
Autres urbains	90.3	8.0	1.7	9.7	100.0	217 555
Ens. Urbain	80.2	17.8	2.0	19.8	100.0	616 803
Rural	95.3	4.3	0.4	4.7	100.0	967 988
Sexe						
Homme	90.1	8.9	1.0	9.9	100.0	773 641
Femme	88.7	10.2	1.1	11.3	100.0	811 150
Groupe d'âges						
0-4 ans	94.4	5.3	0.3	5.6	100.0	233 505
5-9 ans	95.7	3.9	0.5	4.3	100.0	265 302
10-14 ans	93.8	5.9	0.3	6.2	100.0	220 134
15-19 ans	91.0	8.2	0.9	9.0	100.0	181 487
20-24 ans	84.5	13.9	1.6	15.5	100.0	124 726
25-29 ans	82.8	15.5	1.7	17.2	100.0	116 191
30-34 ans	84.6	13.3	2.1	15.4	100.0	94 011
35-39 ans	82.3	15.2	2.5	17.7	100.0	80 051
40-44 ans	81.7	15.9	2.3	18.3	100.0	64 036
45-49 ans	85.2	13.4	1.4	14.8	100.0	48 677
50-54 ans	82.0	16.3	1.7	18.0	100.0	40 469
55-59 ans	79.7	18.4	1.9	20.3	100.0	31 155
60-64 ans	83.3	15.8	0.9	16.7	100.0	28 387
65-69 ans	84.3	14.8	0.8	15.7	100.0	21 696
70-74 ans	86.4	12.7	0.9	13.6	100.0	15 580
75-79 ans	87.4	11.5	1.1	12.6	100.0	9 277
80 ans et Plus	89.6	10.3	0.1	10.4	100.0	10 108
Niveau d'instruction						
Aucun	91.8	6.9	1.3	8.2	100.0	648 494
Primaire	88.6	10.5	0.8	11.4	100.0	707 868
Secondaire	79.4	19.4	1.2	20.6	100.0	90 878
Supérieur	66.9	29.2	3.9	33.1	100.0	18 055
Guinée Bissau	89.4	9.6	1.0	10.6	100.0	158 4791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

3.2.2. Principales caractéristiques des migrants

D'une manière générale les données du tableau 3.4 (ci-dessous), montrent que la population de 15 ans ou plus est fortement féminisée avec 53,2% de la population totale, encore plus parmi la population migrante (54,8%) alors dans la population non migrante, les femmes forment 52,9%.

Selon la tranche d'âge, la population est relativement jeune avec une proportion de 59,6% pour les 15-34 ans, dont 48,8% des 15-29 ans. Selon le statut migratoire, la population non migrante est la plus jeune (60,6% contre 54,3% dans la population migrante) et l'âge moyen de cette population est de 34 ans, dont 33,4 ans dans la population non migrante et 35,8 ans dans la population migrante.

Dans la population de 15 ans ou plus, 42,3% d'entre elle est sans instruction, notamment plus chez les non migrants (43,8%) que chez les migrants (34%) et celles qui ont été à l'école, elles ont fait en

moyennes 4,4 ans d'étude et les migrants sont plus instruits avec 5,6 ans contre 4,2 ans pour les non migrants.

Enfin, 43,7% de la population de 15 ans ou plus est célibataire, les non migrants sont plus célibataires (44,6%) que les migrants (38,2%) et encore moins chez les migrants internationaux (23,1%).

Tableau 3.4 : Principales caractéristiques socioéconomiques des migrants de 15 ans et plus, selon leur profil migratoire, Guinée-Bissau, 2017

Profil migratoire	% de femmes	% de jeune 15-29 ans	% de jeune de 15-34 ans	Age moyen	Nombre année étude	% sans instruction	% de célibataire	Effectif
Non migrant	52.9	49.8	60.6	33.6	4.2	43.8	44.6	736467
Migration interne	54.8	43.4	54.2	35.9	5.8	31.7	40.0	115796
Migration internationale	54.3	40.1	54.5	34.5	3.8	54.2	23.1	13587
Ens. Migrant	54.8	43.1	54.3	35.8	5.6	34.0	38.2	129383
Total	53.2	48.8	59.6	34.0	4.4	42.3	43.7	865850

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Le tableau 3.5 confirme que les migrants préfèrent s'installer en milieu urbain, notamment les femmes (84,4%) qui sont plus fortement installées en milieu urbain que les hommes (59%) et selon l'âge, il n'y a pas de différence dont la proportion résidant en milieu urbain tourne autour de 66% alors que pour les personnes de 65 ans ou plus, elle est de 79,6%.

Par rapport au niveau, plus les personnes sont instruites plus la tendance à résider en milieu urbain est forte. La proportion des personnes résidant en milieu urbain passe de 28,5% pour les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction à 84,4% pour les personnes ayant atteint le niveau du supérieur.

Selon l'état matrimonial, les mariés (59%) résident moins en milieu urbain que les célibataires (68,6%) et les séparés ou veufs (81,8%) et quand on se penche sur la variable lien de parenté avec le chef de ménage, par rapport au niveau national, les enfants (62,5%) et autres parents du chef de ménage (63,4%) résident moins en milieu urbain que les autres modalités de lien de parenté qui sont au-delà de 70%.

Tableau 3.5 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la strate de résidence, Guinée-Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Milieu de résidence					Effectif
	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Total	
Masculin	48,9	10,1	59,0	41,0	100,0	11942
Féminin	81,5	3,3	84,8	15,2	100,0	4062
Groupe d'âges						
15-24 ans	57,9	7,6	65,5	34,5	100,0	5142
25-34 ans	55,6	10,7	66,2	33,8	100,0	5243
35-64 ans	60,1	6,7	66,7	33,3	100,0	4068
65 ans et Plus	59,2	20,4	79,6	20,4	100,0	388
Niveau d'instruction						
Aucun	23,6	4,9	28,5	71,5	100,0	2358
Primaire	50,9	12,4	63,3	36,7	100,0	6555
Secondaire	75,0	8,4	83,5	16,5	100,0	4409
Supérieur	84,4	0,0	84,4	15,6	100,0	997
Ne sait pas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Situation matrimoniale						
Célibataire	58,1	10,5	68,6	31,4	100,0	8485
Marié	51,8	7,2	59,0	41,0	100,0	5322
Séparé ou veuf	81,8	0,0	81,8	18,2	100,0	409
Ne sait pas	24,5	22,3	46,8	53,2	100,0	89
Lien parenté						
Chef de ménage	59,4	11,1	70,4	29,6	100,0	1529
Conjoint du chef	75,4	16,7	92,1	7,9	100,0	692
Enfant du chef et/ou du conjoint	55,2	7,4	62,6	37,4	100,0	6762
Père ou mère du CM	94,7	0,0	94,7	5,3	100,0	328
Père ou mère du conjoint	100,0	0,0	100,0	0,0	100,0	22
Autres parentés du CM	54,5	8,9	63,4	36,6	100,0	5957
Autres parentés du conjoint(e)	69,9	4,8	74,7	25,3	100,0	543
Domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Sans lien de parenté	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	114
Guinée Bissau	57,2	8,4	65,6	34,4	100,0	15948

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Pour les personnes qui sont sorties du pays au cours des cinq dernières années ayant précédant l'enquête pour lesquelles on a les renseignements sur leur âge et la durée de résidence à l'extérieur sont disponibles, on constate que les Bissau guinéés qui sont du pays sont majoritairement des jeunes de 15-34 ans avec 70,9% des migrants et les femmes (24,9%) migrent moins que les hommes. L'âge moyen des migrants au départ est de 31 ans et ont fait en moyenne 2 ans à l'extérieur.

Selon le lieu de destination, les migrants qui se sont rendus dans la zone UEMOA et le reste de l'Afrique de l'Ouest sont ceux qui sont plus jeunes avec respectivement 85,6% et 87,3% des jeunes de 15-34 ans et qui avaient en moyenne 26 ans et 28 ans respectivement au moment de leur départ. Les femmes représentent autour du quart des migrants (25,3% des migrants dans la zone UEMOA et 24,6% dans le reste Afrique de l'Ouest) et ils sont partis en moyenne 2 ans et 3 ans avant l'enquête.

Tableau 3.6 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la destination, Guinée-Bissau, 2017

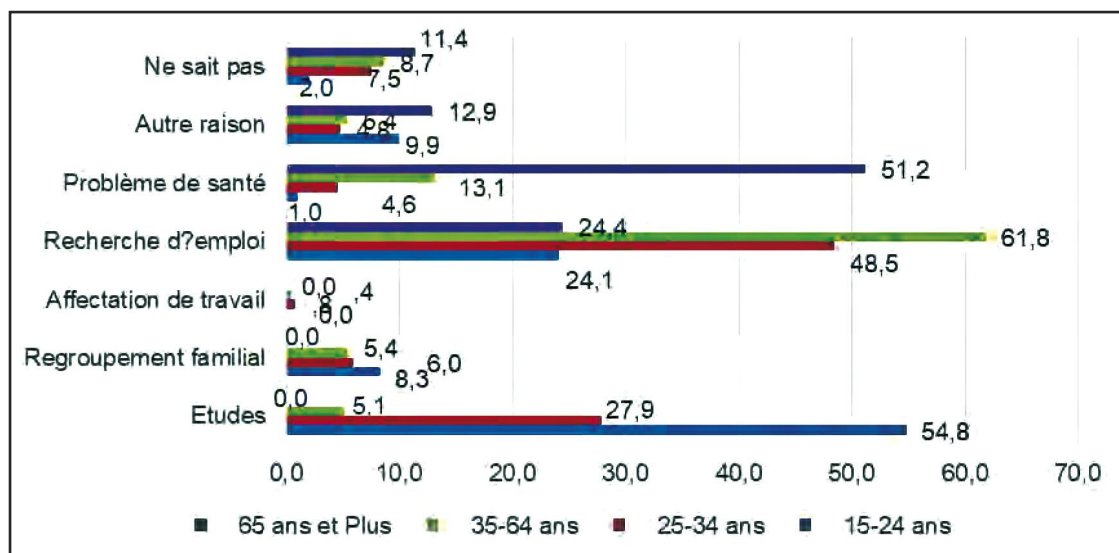
Principale destination	région	de % femmes	de % jeunes 15-34 ans	de % de instruction	sans Age départ	au Nombre d'années départ	Effectif
Bénin		0,00	100,00	0,00	25	3	27
Burkina Faso		0,00	100,00	0,00	17	1	92
Côte d'Ivoire		0,00	100,00	0,00	24	3	38
Guinée Bissau							
Mali		0,00	100,00	0,00	29	2	101
Niger							
Sénégal		27,72	84,27	34,60	26	2	2719
Togo							
Ens. Etats UEMOA		25,32	85,64	31,60	26	2	2977
Afrique de ouest non UEMOA		24,66	87,26	12,39	28	3	2647
Afrique centrale		0,00	73,92	27,17	31	4	190
Autres Etats Afrique		11,88	79,42	20,00	29	3	1089
Etats Europe		27,18	52,23	13,44	37	3	5610
Etats Asie							
Etats Amérique		28,46	78,85	0,00	29	2	1269
Autres Etats non classés ailleurs		27,24	64,07	0,00	27	3	391
Total		24,89	70,88	16,17	31	2	14173

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

3.2.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants

Deux motifs sont principalement à la base de la migration en Guinée-Bissau: la recherche de l'emploi (43%) et les études (30,6%). Pour les hommes le motif principal de migration est la recherche de l'emploi (56,2%), suivi des études (23,7%), chez les femmes le premier motif de migration est les études (51,2%), suivi du regroupement familial (17,7%) et des problèmes de santé (10,7%).

Graphique 3.5 : Principaux motifs de la migration interne par sexe, Guinée Bissau, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Selon l'âge, ces deux motifs restent prépondérants chez les 15-34 ans, avec 54,8% pour les études et 24,1% pour la recherche de l'emploi chez les 15-24 ans, 48,5% pour la recherche de l'emploi et 27,9% pour les études pour les 25-34 ans. Mais pour les personnes de 35-64 ans, leurs motifs sont la recherche de l'emploi (61,8%) et les problèmes de santé (13,1%) et pour celles de 65 ans ou plus, elles migrent pour des problèmes de santé (51,1%) et de recherche de l'emploi (24,4%).

Pour les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction et celles ayant le niveau du primaire, le premier motif de migration reste la recherche de l'emploi respectivement 50,9% et 62% et le second motif est le problème de santé (11,6% pour les sans instruction et 11,8% les études pour le niveau primaire). En ce qui concerne celles ayant le niveau du secondaire ou du supérieur, le premier motif de migration est les études respectivement 67,5% et 49,7%, quant au second motif c'est la recherche de l'emploi (19,6%) pour le niveau du secondaire et le problème de santé (21,9%) pour le niveau du secondaire.

Enfin selon la région de destination, les deux motifs (études et recherche de l'emploi) restent prépondérants,

Tableau 3.7 : Principaux motifs de la migration internationale suivant la région de destination choisie, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques et destination	Principale raison est parti à l'extérieur								Effectif
	Etudes	Regroupement familial	Affectation de travail	Recherche d'emploi	Problème de santé	Autre raison	Ne sait pas	Total	
Masculin	23,7	2,7	,5	56,2	5,3	6,0	5,6	100,0	11942
Féminin	51,2	17,7	0,0	3,6	10,7	9,6	7,2	100,0	4062
15-24 ans	54,8	8,3	0,0	24,1	1,0	9,9	2,0	100,0	5142
25-34 ans	27,9	6,0	,8	48,5	4,6	4,8	7,5	100,0	5243
35-64 ans	5,1	5,4	,4	61,8	13,1	5,4	8,7	100,0	4068
65 ans et Plus	0,0	0,0	0,0	24,4	51,2	12,9	11,4	100,0	388
Aucun	2,9	2,9	1,8	50,9	11,6	16,9	13,1	100,0	2358
Primaire	11,8	9,2	0,0	62,0	5,8	7,2	4,1	100,0	6555
Secondaire	67,5	5,8	0,0	19,6	2,0	3,1	1,9	100,0	4409
Supérieur	49,7	0,0	1,6	6,0	21,9	0,0	20,8	100,0	997
Ne sait pas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Célibataire	42,9	5,1	0,0	39,9	4,2	5,2	2,6	100,0	8485
Marié	10,9	9,2	1,1	50,3	6,5	10,2	11,9	100,0	5322
Séparé ou veuf	28,1	0,0	0,0	11,9	60,1	0,0	0,0	100,0	409
Ne sait pas	44,6	0,0	0,0	26,4	29,0	0,0	0,0	100,0	89
Bénin	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	27
Burkina Faso	61,7	0,0	0,0	38,3	0,0	0,0	0,0	100,0	92
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	38
Guinée Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Mali	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	101
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Sénégal	35,2	2,8	0,0	34,4	0,0	13,8	13,8	100,0	2719
Togo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Ens. Etats UEMOA	34,9	2,6	0,0	37,3	0,0	12,6	12,6	100,0	2977
Afrique de ouest non UEMOA	27,9	4,9	1,5	44,3	6,2	15,1	0,0	100,0	2647
Afrique centrale	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	190
Autres Etats	30,7	1,1	1,5	51,8	0,0	1,0	13,8	100,0	1089
Afrique									
Etats Europe	19,9	11,8	0,0	48,7	13,9	2,6	3,1	100,0	5610
Etats Asie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Etats Amérique	70,0	0,0	0,0	18,7	0,0	4,2	7,1	100,0	1269
Autres Etats non classés ailleurs	53,8	10,2	0,0	22,3	0,0	0,0	13,6	100,0	391
Total	30,6	6,5	,4	43,0	6,6	6,9	6,0	100,0	14173

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

3.3. Structure et composition des ménages

L'analyse de la structure et composition des ménages de tableau 3.8 (ci-dessous) montre que plus de 84% des ménages enquêtés sont dirigés par les hommes et 15,7% par les femmes. Selon le type de ménage, les ménages fortement dirigés par les femmes sont de type monoparental nucléaire (78,8%) et

le monoparental élargi (77,7%). Tous les autres types de ménages sont dirigés par les hommes, allant de 75,6% pour le ménage unipersonnel à 97,5% pour le couple avec enfant.

Tableau 3.8 : Répartition de la population par milieu de résidence et par type de ménage selon le sexe du CM, Guinée-Bissau, 2017/2018

Milieu de Résidence	Sexe		Total	Effectif
	Homme	Femme		
SAB	73.6	26.4	100.0	399 248
Autres urbains	77.6	22.4	100.0	217 555
Rural	90.2	9.8	100.0	967 988
Unipersonnel	75.6	24.4	100.0	3 691
Couple avec enfant	97.5	2.5	100.0	318 943
Couple sans enfant	94.0	6.0	100.0	3 813
Monoparental nucléaire	21.2	78.8	100.0	26 530
Monoparental élargi	22.3	77.7	100.0	204 208
Famille élargie	94.2	5.8	100.0	1 027 606
Guinée Bissau	84.3	15.7	100.0	1 584 791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

L'analyse de la structure et composition des ménages (tableau 3.9) selon la région de résidence montre que dans toutes les régions, le type de ménage dominant est famille élargie à plus de moitié des ménages, allant de 56,3% à Biombo à 78,0% à Oio, suivi du couple avec enfants dont la faible proportion est observée à Bissau (12,2%) et la plus grande à Gabu (30,8%).

Tableau 3.9 : Répartition de la population par milieu de résidence et par type de ménage selon le sexe du CM, Guinée-Bissau, 2017/2018

Typologie	region									
	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafata	Gabu	Cacheu	SAB	Guinée Bissau
Unipersonnel	,1	,2	,1	,3	,4	,2	,1	,2	,5	,2
Couple avec enfant	27,7	19,1	15,7	19,4	24,7	27,7	30,8	16,9	12,2	20,1
Couple sans enfant	,2	,1	,1	,1	,8	,1	,4	,4	,3	,2
Monoparental nucléaire	1,8	,5	,7	3,2	3,4	1,1	1,2	2,8	1,8	1,7
Monoparental élargi	5,1	9,7	5,4	20,8	16,0	7,8	8,2	10,4	24,2	12,9
Famille élargie	65,1	70,3	78,0	56,3	54,8	63,1	59,3	69,3	61,0	64,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif	99609	66462	235394	101742	35457	219675	224841	202363	399248	1584791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Chapitre 4 SCOLARISATION ET ALPHABETISATION

Résultats clés

- Dans l'ensemble, 38,8% de la population n'a jamais fréquenté l'école. Cette proportion est plus élevée en milieu rural (51,4%) et chez les femmes (46,8%).
- 44,3% de la population Bissau guinéenne n'a aucun niveau d'instruction. La proportion des femmes (51,3%) sans niveau d'instruction est plus élevée que celle des hommes (36,8%).
- 68,1% des enfants de 6-11 ans sont à l'école primaire contre 31,9% qui sont hors du système éducatif.
- Au plan national, les raisons de la déperdition scolaire sont principalement préférence pour un apprentissage ou un travail (23,8%), pour aider la famille (19,1%) et pour insuffisance de résultats scolaire (17,8%).
- Le taux d'alphabétisation au niveau national s'établit à 80,7% des individus âgés de 15 ans et plus. Ce taux est de 86,9% pour les hommes et 75,4% pour les femmes.

L'objectif 4 des ODD qui est celui d'obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens et le développement durable. Outre l'amélioration de leur qualité de vie, l'accès à une éducation inclusive et équitable peut aider à doter les populations locales des outils nécessaires pour développer des solutions innovantes aux plus grands problèmes du monde. Cette section traite de la fréquentation scolaire, de la scolarisation des enfants, de la progression scolaire, de la déperdition scolaire et de l'alphabétisation des adultes.

Dans l'analyse de ce chapitre, le niveau d'éducation est utilisé comme indicateur de la qualité des ressources humaines. Il s'agit donc d'un indicateur fondamental pour mesurer le degré de connaissance de la population d'un pays donné.

4.1. La non fréquentation scolaire

Selon les résultats du tableau 4.1, une bonne partie de la population n'a jamais été à l'école (38,8%) et la proportion des femmes jamais à l'école est de 46,1% contre 31,3% pour les hommes. Selon le milieu de résidence, la proportion est de 51,4% en milieu rural, 27,5% en milieu urbain et 15,7% dans la ville de Bissau.

La fréquentation scolaire est un fait de génération car la politique de généralisation de la fréquentation scolaire surtout au primaire est une politique assez récente. Ce qui fait que la proportion des personnes n'ayant jamais fréquenté est plus faible dans les groupes d'âges 5-19 ans, population cible de la scolarisation (avec moins de 20%) et elle augmente avec l'âge à partir de 20-24 ans allant de 22,5% jusqu'à 95,1% à 80 ans ou plus.

Tableau 4.1 : Pourcentage des individus jamais scolarisés par groupe d'âges suivant le sexe et le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017

Groupe d'âges	Pourcentage jamais scolarisé					Total	Effectif
	Sexe		Strates de résidence				
	Homme	Femme	SAB	Autres urbains	Rural		
0-4 ans	79,84	79,90	48,32	73,82	88,73	79,87	233505
5-9 ans	33,55	34,39	5,27	18,37	45,08	33,97	265302
10-14 ans	12,69	13,56	1,39	5,28	19,42	13,11	220134
15-19 ans	13,93	22,13	4,23	9,79	27,20	17,92	181487
20-24 ans	13,62	30,16	7,11	14,58	38,00	22,48	124726
25-29 ans	22,61	44,54	15,03	23,61	52,82	35,29	116191
30-34 ans	27,84	57,96	17,80	36,82	61,26	44,39	94011
35-39 ans	34,42	69,47	28,07	43,38	70,13	54,87	80051
40-44 ans	36,77	70,11	26,19	44,03	72,38	55,56	64036
45-49 ans	39,23	77,61	32,85	52,28	70,14	59,81	48677
50-54 ans	41,94	74,97	30,80	51,13	73,47	59,41	40469
55-59 ans	42,97	82,12	42,06	60,26	72,18	62,25	31155
60-64 ans	46,06	87,82	38,89	54,87	80,33	66,54	28387
65-69 ans	58,23	91,20	52,66	64,79	81,57	73,70	21696
70-74 ans	71,19	96,51	62,46	80,84	86,77	82,33	15580
75-79 ans	69,94	91,48	50,72	71,77	86,50	79,43	9277
80 ans et Plus	81,24	99,14	71,35	86,37	95,12	91,49	10108
Guinée Bissau	31,26	46,08	15,75	27,50	51,42	38,88	1584791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

4.2. La scolarisation

4.2.1. Niveau d'instruction

Le Tableau 4.2 présente la répartition de la population par caractéristiques sociodémographiques selon la Région et le niveau d'instruction. Il se dégage que, 44,3% de la population n'a aucun niveau d'éducation dans le pays, 48,3% ont déclaré avoir un niveau primaire, 6,2% et 1,2% ont déclaré avoir un niveau secondaire et supérieur respectivement.

Dans le tableau mentionné, on peut noter que quatre régions par ordre croissant présentent la population sans niveau d'éducation plus élevés, leur pourcentage est supérieur à la moyenne nationale, à savoir: Gabu (65,4%); Bafatá (58,9%) ; Oio (54,9%) et Tombali (46,6%).

Les proportions de populations ayant atteint le niveau primaire est plus élevé dans les régions de Bolama (58,3%) ; Cacheu (57,9%) ; Biombo (56,2%) ; SAB (55,2%) et Quinara (55,0%).

Aux niveaux secondaire et supérieur, les régions, SAB et Biombo se distinguent. Les proportion des personnes ayant atteint le secondaire et le supérieur est 15,8% et 3,7% à Bissau, 7,5% et 2,0% à Biombo. Ce sont des régions qui concentrent presque tous la matière grise du pays, l'administration et les plus grands établissements d'enseignement du pays.

Il convient de noter que, compte tenu du milieu de résidence, la zone rurale représente la plus grande partie de la population, sans niveau de scolarisation, 55,0% et les autres zones urbaines ont une population avec Niveau instruction Primaire plus importante, 59,2%.

De plus, les filles représentent une population plus importante sans un niveau de 51,3%, contre 36,8% d'hommes. Enfin, au niveau national, 48,3% de la population appartient au niveau primaire, 6,2% au secondaire et 1,2% au supérieur.

Tableau 4.2 : Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d'instruction, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Niveau instruction				Total	Effectif
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur		
Région de résidence						
Tombali	46.6	51.3	2.0	.0	100.0	99 609
Quinara	41.7	55.0	3.0	.3	100.0	66 462
Oio	54.9	43.4	1.5	.2	100.0	235 394
Biombo	34.3	56.2	7.5	2.0	100.0	101 742
Bolama Bijagos	38.5	58.3	2.8	.3	100.0	35 457
Bafata	58.9	38.5	2.4	.2	100.0	219 675
Gabu	65.4	32.9	1.4	.2	100.0	224 841
Cacheu	37.4	57.9	4.3	.3	100.0	202 363
SAB	25.3	55.2	15.8	3.7	100.0	399 248
Milieu de résidence						
SAB	25.3	55.2	15.8	3.7	100.0	399 248
Autres urbains	33.2	59.2	6.9	.7	100.0	217 555
Rural	55.0	42.8	1.9	.3	100.0	967 988
Homme	36.8	53.5	8.1	1.6	100.0	773 641
Femme	51.3	43.4	4.4	.9	100.0	811 150
Guinée Bissau	44.3	48.3	6.2	1.2	100.0	1 584 791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

4.2.2. Taux de scolarisation

L'universalité de la scolarisation telle que préconisée dans le primaire est loin d'être atteinte et aussi, des efforts énormes restent à fournir pour maintenir les élèves à l'école au secondaire.

En effet, les résultats du **Tableau 4.3** montre que le taux net de scolarisation au primaire qui mesure le pourcentage des enfants ayant l'âge officiel d'aller à l'école et qui fréquentent l'école primaire, selon l'enquête ERI-ESI est de 68,1% dont 69% pour les garçons et 67,1% pour les filles, soit 1,9 point en pourcentage en faveur des garçons. La répartition spatiale du taux net de scolarisation indique que trois régions ont un niveau de taux net de scolarisation plus faible que le niveau national : Oio (59,4%), Bafata (59,3%) et Gabu (51,8). le milieu rural présente également un taux faible de scolarisation (59,6%).

Une proportion non négligeable d'enfants en âge d'aller au primaire se trouve hors du système éducatif. En effet, 31,9% d'enfants en âge du primaire se trouve hors du système, notamment 31,0% des filles et 32,9% des garçons. Ce phénomène est plus important dans les régions de Bafata (40,8%) et de Gabu (48,2%). Selon le milieu de résidence, elle est à 17,2% en milieu urbain et 38,5% en milieu rural

Le taux net de scolarisation au secondaire selon l'enquête ERI-ESI est très faible (3,1%) avec peu de différence entre garçons (3,2%) et fille (3,0%). En termes de meilleur taux net de scolarisation, seules les régions de Biombo (5,4%), Bolama Bijagos (6,6%) et Bissau (6,7%) se démarquent.

Aussi, une bonne proportion des enfants d'âge d'être au secondaire est hors du système. Elle est de 22,9% au niveau national, dont 20,4% pour les garçons et 25,6% pour les filles. La déperdition scolaire au secondaire est importante dans les régions de Gabu (47,2%) et de Bafata (43,9%) et en milieu rural (31,4%).

Tableau 4.3 : Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe et la résidence et indice de parité fille/garçon dans les niveaux d'études, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Taux net de scolarisation primaire ajusté [1]			Pourcentage des enfants en âge d'être au primaire qui sont hors du système			Effectif des 6 à 11 ans	Taux net de scolarisation secondaire			Pourcentage des enfants en âge d'être au secondaire qui sont hors du système			Effectif des 12 à 17 ans
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
				□	□	□								
Tombali	71,7	72,5	72	28,3	27,5	27,9	19 897	0,8	1,1	0,9	16,5	25,4	20,6	18 086
Quinara	82,3	79,4	81	17,7	20,6	19,1	13 124	2,9	1,5	2,2	11,1	17,5	14,1	11 788
Oio	62,1	56,2	59	37,9	43,8	40,6	46 976	1,4	1	1,2	18	36,8	26,6	41 458
Biombo	77,4	74,4	76	22,3	25,6	24	20 173	5,3	5,5	5,4	11,3	11,4	11,4	18 944
Bolama Bijagós	77,9	75,4	77	22,3	24,6	23,3	6 839	6,2	7	6,6	13,4	17,4	15,2	6 279
Bafatá	58,7	59,9	59	41,3	40,2	40,8	45 917	1,6	1,4	1,5	46	41,8	43,9	33 600
Gabu	51,7	51,8	52	48,3	48,2	48,2	45 250	0,9	0,5	0,7	42,5	51,9	47,2	36 687
Cacheu	81,8	76,4	79	18,2	23,6	20,7	40 581	2,9	2,3	2,7	12,3	15,8	13,8	40 655
SAB	80	78,3	79	20	21,7	20,9	57 274	7	6,4	6,7	7,3	7	7,1	61 627
SAB	80	78,3	79	20	21,7	20,9	57 274	7	6,4	6,7	7,3	7	7,1	61 627
Autres urbains	82,8	82,8	83	17,2	17,2	17,2	43 732	5	5,3	5,2	12	15,4	13,7	44 543
Rural	63,3	59,6	62	36,7	40,4	38,5	195 025	1,4	0,8	1,2	27,1	36,3	31,4	162 955
Guinée Bissau	69	67,1	68	31	32,9	31,9	296 031	3,2	3	3,1	20,4	25,6	22,9	269 125

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

4.3. Analyse de la progression scolaire

En règle générale, le nombre d'enfants inscrits résulte de l'intersection de la demande scolaire et de la capacité d'accueil scolaire dans les secteurs public et privé. Comme on peut le voir au tableau 4.4, sur dix enfants inscrits en 1^{ère} année du primaire, moins de trois enfants (22,18%) passent en 2^{ème} année. Selon le sexe, cette proportion est de 21,1% pour les filles et 23,2% pour les garçons. Le taux d'admission le plu faible observé est celui de Bafata (18,5%). Pour les autres régions l'écart par rapport au niveau national est faible.

Quel que soit l'année scolaire, les taux d'admission selon les différentes années sont faibles et non différent du taux d'admission de la 1^{ère} année à la 2^{ème} année (ces taux sont largement inférieurs à 30%).

Cela montre que le taux de perte des enfants en âge scolaire est assez élevé et le système de rétention des élèves dans le système scolaire pose problème. ,

Tableau 4.4 : Taux de survie scolaire au primaire, Guinée Bissau, 2017

Région et milieu de résidence	% des enfants ayant fait la 1 ^{ère} année en 2016 et qui sont 2 ^{ème} année en 2017	% des enfants ayant fait la 2 ^{ème} année en 2016 et qui sont 3 ^{ème} année en 2017	% des enfants ayant fait la 3 ^{ème} année en 2016 et qui sont 4 ^{ème} année en 2017	% des enfants ayant fait la 4 ^{ème} année en 2016 et qui sont 5 ^{ème} année en 2017	% des enfants ayant fait la 5 ^{ème} année en 2016 et qui sont 6 ^{ème} année en 2017	% des enfants ayant fait la 6 ^{ème} année en 2016 et qui sont 1 ^{ère} année du secondaire en 2017
Tombali	20.18	20.23	28.56	26.85	18.90	16.08
Quinara	22.68	25.28	22.84	27.38	31.64	28.20
Oio	21.30	25.59	16.53	20.73	21.61	26.78
Biombo	23.63	25.25	23.97	24.50	23.92	23.34
Bolama Bijagos	26.52	28.97	35.30	25.76	35.52	34.70
Bafata	18.46	17.03	22.81	14.21	14.01	25.64
Gabu	23.76	26.15	26.64	21.52	28.76	31.33
Cacheu	22.36	18.15	17.85	14.13	17.17	17.29
SAB	24.97	26.72	24.59	29.26	25.37	31.41
SAB	24.97	26.72	24.59	29.26	25.37	31.41
Autres urbains	23.71	33.96	28.42	26.54	28.52	33.46
Rural	21.10	19.71	20.47	18.14	19.38	19.44
Homme	23.17	23.31	22.34	23.05	25.37	26.82
Femme	21.07	22.97	23.40	21.24	19.47	25.80
Guinée Bissau	22.18	23.14	22.87	22.19	22.77	26.35

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

En ce qui concerne les taux de survie au secondaire (tableau 4.5), nous pouvons observer, que sur dix enfants ayant fait la 1^{ère} année du secondaire, moins de trois enfants passent en 2^{ème} année (22,2%) et ce niveau n'est pas différent de celui du primaire. Les filles (21,1%) sortent plus que les garçons (23,2%), ainsi que les enfants résidant en milieu rural (21,1%). Cela veut la tendance à la sortie prématurée du système éducatif par les enfants reste élevée tant au primaire qu'au secondaire. Par ordre croissant, les cinq régions qui présentent le taux d'admission brut le plus élevé de la 1^{re} année du secondaire en 2016 et qui sont passées en 2^e année en 2017: Gabú (33,47%) ; Bolama (32,97%) ; SAB (29,66%) ; Quinara (26,69%) et Biombo (24,96%). Il convient de noter que Tombali est la région qui présente le taux d'admission le plus faible de la 1^{re} année du secondaire, soit 7,23%.

Les autres zones urbaines représentent les zones résidentielles comptant le plus grand nombre de personnes à ce niveau, soit 30,61%. Par conséquent, les filles sont les plus touchées par cette situation, 26,17% par rapport aux filles, 23,88%. Au niveau national, les enfants admis en première année du secondaire et passés en deuxième année en 2017 correspondent à 24,94%. Par rapport au pourcentage d'enfants en deuxième année du secondaire en 2016 et en 2017 à la troisième année, les régions affichant le taux de scolarisation brut le plus élevé de ce niveau sont les suivantes par ordre croissant: Quinara, 45,74%; SAB, 33,05%; Biombo, 30,04%; Bolama, 29,02% et Bafatá, 25,48% respectivement. Ce qui veut dire que certains élèves ont quitté l'école avant d'avoir atteint la 3^e année.

Par rapport au premier taux, les autres taux augmentent avec les années, cela veut dire la vitesse de sortie des enfants du système scolaire au secondaire se ralentit au fil des années. Le taux d'admission passe de 24,9% entre la 1^{ère} année et la 2^{ème} année à 44,4% entre 6^{ème} année et la 7^{ème} année, mais avec une chute brusque entre 4^{ème} année et la 5^{ème} année (12,0%). Les régions où enfants sortent le moins du système du secondaire sont celle de Quinara (le taux passe de 26,7% entre la 1^{ère} année à la 2^{ème} année à 55,1% entre la 6^{ème} année et la 7^{ème} année), Biombo (de 25% à 49%), Bolama Bijagos (32,9% à 57%). Il noter que les filles sortent moins vite (le taux passe de 26,2% entre la 1^{ère} année à la 2^{ème} année à 57,1% entre la 6^{ème} année et la 7^{ème} année) que les garçons (le taux passe de 23,9% entre la 1^{ère} année à la 2^{ème} année à 35,3% entre la 6^{ème} année et la 7^{ème} année).

Tableau 4.5 : Taux de survie scolaire au secondaire, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	% des enfants ayant fait la 1ère année en 2016 et qui sont 2ème année en 2017	% des enfants ayant fait la 2ème année en 2016 et qui sont 3ème année en 2017	% des enfants ayant fait la 3ème année en 2016 et qui sont 4ème année en 2017	% des enfants ayant fait la 4ème année en 2016 et qui sont 5ème année en 2017	% des enfants ayant fait la 5ème année en 2016 et qui sont 6ème année en 2017	% des enfants ayant fait la 6ème année en 2016 et qui sont 7ème année en 2017	% des enfants ayant fait la 7ème année en 2016 et qui sont 1ère année du supérieur en 2017
Tombali	7.23	25.13	16.06	0.00	0.00	57.90	0.00
Quinara	26.69	45.74	47.10		0.00	55.21	0.00
Oio	16.20	16.34	36.12	0.00		0.00	0.00
Biombo	24.96	30.04	46.28	0.00	20.41	48.95	24.27
Bolama Bijagos	32.90	29.02	48.40			67.78	35.27
Bafata	22.81	25.48	35.21		100.00	81.59	78.09
Gabu	33.47	15.05	31.45		0.00	26.78	100.00
Cacheu	18.72	20.68	34.51	0.00	25.72	19.97	0.00
SAB	29.66	33.05	49.32	26.17	34.53	46.54	20.21
SAB	29.66	33.05	49.32	26.17	34.53	46.54	20.21
Autres urbains	30.61	29.43	42.35	0.00	31.38	44.55	31.38
Rural	16.92	21.83	33.03	0.00	29.65	37.06	23.71
Homme	23.88	28.39	43.74	18.01	24.79	35.31	26.48
Femme	26.17	29.53	45.40	0.00	45.06	57.13	15.76
Guinée Bissau	24.94	28.87	44.48	11.97	32.83	44.42	21.38

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

4.4. La déperdition scolaire

Une analyse de motif de déperdition scolaire en Guinée Bissau, fait apparaître comme motifs principaux : la préférence pour un apprentissage ou un travail (23,8%), suivi d'aide à la famille (19,1%) et pour insuffisance des résultats scolaires (17,8%). Pour les hommes ces trois motifs restent principaux (35,2%

pour apprentissage ou un travail, 17,5% pour l'aide à la famille et 18,2% pour insuffisance des résultats scolaires), pour les filles, les motifs sont à cause d'handicap ou de maladie (32,9%) et pour aider la famille (21,4%) et insuffisance de résultats scolaires (17,2%).

Selon les régions, ces trois motifs restent principaux, mais le motif pour handicap ou maladie vient à plus de 10% comme motif supplémentaire.

Tableau 4.6 : Principaux motifs de la déperdition scolaire au primaire, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Motivo de abandono escolar										Total	Effectif
	Autres	Préférence pour un apprentissage ou un travail	Pour aider la famille	Insuffisance de résultats scolaires	Handicap, maladie	Pas inscrit par manque de place	Pas de cantine scolaire	Ecole trop éloignée	Désintéressement des parents	Autres		
Région de résidence												
Tombali	8.9	29.5	19.6	20.7	13.7	4.2	1.2	2.2	0.0	0.0	100.0	15 659
Quinara	10.6	25.9	19.7	16.9	16.4	5.1	2.8	2.7	0.0	0.0	100.0	11 180
Oio	10.0	22.3	26.4	19.0	14.9	3.5	2.4	1.4	0.0	0.0	100.0	30 918
Biombo	5.9	21.5	18.6	20.2	14.0	12.6	3.2	3.8	0.0	0.0	100.0	20 672
Bolama												
Bijagós	10.0	19.7	22.0	24.4	15.4	4.1	2.3	2.0	0.0	0.0	100.0	7 562
Bafata	11.3	23.5	17.0	20.6	17.5	4.8	2.9	2.4	0.0	0.0	100.0	28 520
Gabu	13.2	20.9	20.1	24.7	14.6	4.5	.8	1.3	0.0	0.0	100.0	22 821
Cacheu	7.6	26.1	20.8	11.2	20.0	9.2	2.9	2.1	0.0	0.0	100.0	38 123
SAB	6.5	23.9	16.7	16.4	10.8	18.3	4.8	2.5	0.0	0.0	100.0	114 863
Milieu de résidence												
SAB	6.5	23.9	16.7	16.4	10.8	18.3	4.8	2.5	0.0	0.0	100.0	114 863
Autres urbains	6.8	26.1	14.4	19.4	18.5	10.6	2.1	2.1	0.0	0.0	100.0	43 729
Rural	10.5	23.1	22.8	18.5	15.6	4.9	2.5	2.2	0.0	0.0	100.0	131 726
Homme	9.4	35.2	17.5	18.2	.9	12.7	3.8	2.3	0.0	0.0	100.0	170 248
Femme	6.9	7.8	21.4	17.2	32.9	8.8	2.7	2.4	0.0	0.0	100.0	1200 70
Guinée Bissau	8.4	23.8	19.1	17.8	14.1	11.1	3.3	2.3	0.0	0.0	100.0	290 318

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

4.5. L'alphabétisation des adultes

L'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire une phrase dans une langue quelconque.

Le taux d'alphabétisation des adultes, selon les résultats de cette l'enquête est estimé à 80,7% pour l'ensemble des personnes âgées de 15 ans et plus avec de fortes disparités entre hommes et femmes (86,9% et 75,4%, respectivement) et une disparité selon le milieu de résidence (90% en milieu urbain et 4,1% en milieu rural). Cette alphabétisation est faite à 54,4% en portugais et 49,% en langue nationale.

Les taux d'alphabétisation les plus élevés sont observés à Bissau (94,8%) et Biombo (85,0%). Selon l'âge, les jeunes de 15-24 ans sont les plus alphabétisés (89,5%) et le taux diminue avec l'âge : il est 77,3% pour les 25-64 ans et 63,8% pour les 65 ans ou plus.

Tableau 4.7 : Taux d'alphabétisation des adultes selon la région par sexe, groupe d'âges et milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018

Région et taux d'alphabétisation des adultes de plus de 15 ans	Sexe		Groupe d'âges			Milieu de résidence		
	Homme	Femme	15-24 ans	25-64 ans	65 ans et Plus	Urbain	Rural	Total
Tombali								
En langue nationale	55,6	43,0	56,5	45,7	38,8	35,7	50,2	48,9
En portugais	61,9	28,4	68,3	33,3	18,2	42,7	44,3	44,2
Dans n'importe quelle langue	86,3	68,1	87,1	71,3	70,7	70,3	77,3	76,7
Quinara								
En langue nationale	51,4	39,4	50,3	43,7	34,9	29,7	48,7	45,2
En portugais	67,1	35,4	78,0	39,1	20,2	59,2	48,6	50,6
Dans n'importe quelle langue	87,6	71,6	92,3	72,7	72,9	73,9	80,5	79,3
Oio								
En langue nationale	45,9	38,4	48,9	39,5	26,2	49,2	40,4	41,9
En portugais	57,2	23,9	64,4	27,3	12,3	54,2	36,4	39,4
Dans n'importe quelle langue	80,4	65,6	83,6	68,5	49,3	75,1	71,9	72,5
Biombo								
En langue nationale	59,2	52,4	62,9	52,6	36,7	43,2	61,0	55,4
En portugais	77,6	52,8	86,4	54,4	15,7	65,4	63,1	63,8
Dans n'importe quelle langue	89,4	81,5	92,9	81,4	70,6	83,5	85,6	85,0
Bolama Bijagos								
En langue nationale	40,2	33,9	41,0	34,3	38,7	49,3	34,6	36,8
En portugais	68,7	44,2	78,1	47,6	22,5	65,4	53,8	55,6
Dans n'importe quelle langue	80,2	65,2	85,2	66,7	60,2	79,3	70,9	72,2
Bafata								
En langue nationale	47,0	40,5	48,5	41,8	37,1	43,5	43,4	43,4
En portugais	43,6	23,8	51,0	26,7	9,2	53,6	28,3	32,7
Dans n'importe quelle langue	80,0	72,6	82,2	73,6	70,1	74,9	76,2	75,9
Gabu								
En langue nationale	39,9	33,6	41,3	35,3	25,7	45,0	34,2	36,6
En portugais	37,3	17,1	44,6	19,0	8,2	49,4	20,0	26,5
Dans n'importe quelle langue	72,7	60,8	75,9	63,1	51,6	79,1	62,7	66,4
Cacheu								
En langue nationale	64,7	43,8	73,1	46,1	23,3	50,6	53,8	53,4
En portugais	77,0	43,1	86,6	48,7	13,5	59,3	58,6	58,7
Dans n'importe quelle langue	88,5	68,3	91,5	71,7	60,3	89,7	75,8	77,6
SAB								
En langue nationale	61,6	58,8	62,5	59,3	47,5	61,2	22,2	60,1
En portugais	89,1	73,3	92,6	75,5	42,5	80,8	86,8	81,0
Dans n'importe quelle langue	97,6	92,1	98,2	93,4	79,1	94,8	94,7	94,8
Guinée Bissau								
En langue nationale	53,9	45,8	56,6	47,2	32,9	56,3	44,8	49,6
En portugais	67,5	42,9	75,0	46,1	17,4	73,3	40,9	54,4
Dans n'importe quelle langue	86,9	75,4	89,5	77,3	63,8	90,0	74,1	80,7
Effectif	492 385	432 201	213 778	274 457	18 306	418 050	506 537	924 586

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Chapitre 5 CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES

Résultats clés

- En Guinée Bissau, **60,1%** des inactifs de 15 ans ou plus sont de sexe féminin et la majorité des inactifs sont âgés de moins de 65 ans, **49,1%** pour les 15-24 ans et **47,5%** pour les 25-64 ans et ils ont réalisé en moyenne 7,5 années d'étude.
- Les principales raisons qui contraignent les personnes à l'inactivité sont autres handicaps ou maladie de longue durée (**69,8%**) ou des handicaps moteurs (**22,7%**).
- Le taux de chômage au sens du BIT est de **7,1%**, dont **7,3%** pour les hommes et **7,0%** pour les femmes. La durée moyenne du chômage est de **9,3 ans**.
- **81,5%** des personnes de 15 ans ou plus sont des actifs occupés et principalement dans le secteur informel (**88,9%**)
- En 2017, le revenu moyen est de **87 251 FCFA** pour **6,4 années** d'étude

5.1. Situation des inactifs

La population inactive est une catégorie résiduelle formée des personnes de toute âge qui ne sont ni pourvues d'un emploi, ni au chômage. Elle englobe toutes les personnes qui, en raison d'un handicap physique, de leur âge (trop jeune ou trop vieux) ou des raisons personnelles, ne sont pas en mesure de travailler ou ne désire pas travailler. De façon spécifique, cette catégorie regroupe les enfants, les élèves et étudiants, les retraités, hommes et femmes au foyer, personnes en incapacités de travailler.

5.1.1 Importance de la population inactive

Les données du tableau ci-dessous montrent que parmi la population de 15ans ou plus, 60,1% des femmes et 39,9% des hommes sont inactifs. La proportion de la population inactive diminue avec l'âge passant de 49,1% pour les 15-24 ans à 3,4% à 65 ans ou plus en passant par 47,5% pour les 25-64 ans.

La situation est analogue avec le niveau d'instruction : 41,5% des personnes de 15 ans ou plus et n'ayant aucun niveau d'istruzione est inactive contre 48,6% pour celle ayant atteint le primaire, 8,1% pour le secondaire et seulement 1% des personnes de 15 ans ou plus ayant atteint le supérieur est inactive.

En ce qui concerne le milieu de résidence, 60,1% de la population inactive du pays vit en zone rurale, contre 30,1% dans la ville de Bissau et 9,7% dans autres urbain. En termes de région de résidence et par rapport au niveau national, les hommes inactifs sont plus concentrés dans les régions de Biombo (63,9%), Bafata (66%) et à Gabu (62,7%) alors les femmes inactives sont plus concentrées à Bissau (43,8%) et à Oio (40,1%).

Tableau 5.1 : Répartition en % de la population inactive âgée de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017 5.1

Caractéristiques sociodémographiques	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafatá	Gabu	Cacheu	SAB	Guinée Bissau
Sexe										
Homme	42,3	39	40,1	36,1	38,5	34	37,3	39,6	43,8	39,9
Femme	57,7	61	59,9	63,9	61,5	66	62,7	60,4	56,2	60,1
Groupe d'âges										
15-24 ans	46,2	46	47,5	59,5	40,2	39,5	42,4	47,8	56,9	49,1
25-64 ans	51,2	50,3	49,1	38,3	55,5	56,2	53,9	45,8	41,1	47,5
65 ans et Plus	2,6	3,8	3,3	2,2	4,3	4,3	3,7	6,4	2	3,4
Niveau d' instruction										
Aucun	46,1	40,6	54,3	26,3	37,7	67,3	69,4	34,8	18,3	41,5
Primaire	51,7	56,5	43,8	61	59	30,2	28,2	59	57,8	48,6
Secondaire	2,2	2,8	1,9	11	2,9	2,3	2,4	6	20,9	8,9
Supérieur	0	0,1	0	1,7	0,4	0,2	0	0,2	3	1
Milieu de résidence										
SAB	0	0	0	0	0	0	0	0	100	30,2
Autres urbains	6,2	12,2	7,2	4,3	17,3	12,8	20,6	22,3	0	9,7
Rural	93,8	87,8	92,8	95,7	82,7	87,2	79,4	77,7	0	60,1
Guinée-Bissau	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Effectif	21388	14758	53503	20773	8817	45234	50813	49711	114722	379 718

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.1.2. Raison d'inactivité

Deux raisons principales conduisent les personnes de 15 ans ou plus dans l'inactivité : autres handicaps ou maladies de longue durée (69,8%) et handicap moteur (22,7%). Quel que soit les caractéristiques sociodémographiques considérées, les deux raisons dans le même ordre et avec la même importance.

Selon le sexe, les hommes (74,1%) sont plus concernés pour la raison d'autres handicaps ou maladie de longue durée que les femmes (66,4%).

Selon les autres caractéristiques, pour la raison principale d'inactivité qui est autres handicaps ou maladies de longue durée, ce sont les jeunes de 15-24 ans (74,1%), les personnes de 15 ans ou plus ayant le supérieur (83,3%), celles résidant à Bissau (79,8%), Bolama Bijagos (90,4%), Bafata (78,2%) et Tombali (76,3%) qui sont les plus concernées.

Tableau 5.2 : Répartition en % des inactifs de 15 ans et plus selon les raisons d'inactivité par région, milieu de résidence, niveau d'instruction et groupe d'âges

Caractéristiques sociodémographiques	Vous ne travaillez pas (ou vous n'êtes pas disponible à travailler) parce que vous êtes :					Total	Effectif
	Malentendant	Mal voyant	Handicapé moteur	Autre handicap maladie ou de longue durée	En cours de scolarité, étudiant		
Homme	6.6	1.1	26	66.4	0	100	26 785
Femme	6.7	0.7	20.5	72.1	0	100	41 178
15-24 ans	5.1	1	19.9	74.1	0	100	35 709
25-64 ans	8.8	0.8	24.7	65.7	0	100	30 117
65 ans et Plus	1.8	0	40.3	57.9	0	100	2 137
Aucun	3.8	0.8	26.9	68.6	0	100	19 542
Primaire	6.1	1	22.4	70.5	0	100	37861
Secondaire	14.8	0.4	17	67.8	0	100	9 216
Supérieur	8	0	8.7	83.3	0	100	1 344
SAB	9.9	1.9	8.4	79.8	0	100	25 681
Autres urbains	4.4	0	29.8	65.8	0	100	14 411
Rural	4.8	0.4	32.1	62.8	0	100	27 871
Tombali	1.1	0	22.6	76.3	0	100	2 223
Quinara	11.4	0.5	20.4	67.8	0	100	2 658
Oio	4.8	0	25.8	69.4	0	100	5 505
Biombo	13.3	0	9.6	77.1	0	100	3 888
Bolama Bijagos	1.2	0	8.4	90.4	0	100	1 585
Bafata	6.1	0.9	14.8	78.2	0	100	5 335
Gabu	1.6	0	23.9	74.5	0	100	6 908
Cacheu	2.8	0.3	55.3	41.6	0	100	14 179
SAB	9.9	1.9	8.4	79.8	0	100	25 681
Guinée Bissau	6.6	0.9	22.7	69.8	0	100	67 963

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.1.3. Mode de survie des personnes en situation d'inactivité

Quant à la recherche de mode de survie des personnes en situation d'inactivité, le tableau 5.3 montre que 79,1% des personnes interrogées déclarent percevoir une autre pension ou une aide (famille, veuvage, divorce, orphelinat) et 20,9% affirment recevoir une pension de travail. Selon le sexe, 21,6% des hommes perçoivent une pension de travail, contre 20,4% des femmes et les femmes perçoivent plus d'aides familiales ou autres (79,6%). La majorité des personnes âgées de 65 ans et plus (94,9%) perçoivent plus "une autre pension ou union (famille, veuvage, divorce, orphelinat)".

Tableau 5.3 : Mode de survie des personnes en situation d'inactivité, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Comment faites-vous pour subvenir à vos besoins ? (resource principales)				Total	Effectif
	Perçoit une pension de travail	Autre aide (famille, divorce, orphelinat)	pension ou veuvage,	Perçoit des revenus de sa propriété, vit de ses rentes		
Homme	21.6	78.4		0.0	100.0	179 374
Femme	20.4	79.6		0.0	100.0	271 729
15-24 ans	21.0	79.0		0.0	100.0	212 488
25-64 ans	22.6	77.4		0.0	100.0	213 613
65 ans et Plus	5.1	94.9		0.0	100.0	25 002
Aucun	17.8	82.2		0.0	100.0	192 106
Primaire	22.8	77.2		0.0	100.0	217 110
Secondaire	25.9	74.1		0.0	100.0	37 361
Supérieur	17.8	82.2		0.0	100.0	4 527
SAB	18.5	81.5		0.0	100.0	138 199
Autres urbains	27.0	73.0		0.0	100.0	43 567
Rural	21.1	78.9		0.0	100.0	269 338
Tombali	21.4	78.6		0.0	100.0	25 015
Quinara	17.1	82.9		0.0	100.0	17 253
Oio	19.6	80.4		0.0	100.0	62 642
Biombo	13.6	86.4		0.0	100.0	23 960
Bolama Bijagos	23.5	76.5		0.0	100.0	10 298
Bafata	15.1	84.9		0.0	100.0	50 060
Gabu	18.0	82.0		0.0	100.0	57 979
Cacheu	37.1	62.9		0.0	100.0	65 697
SAB	18.5	81.5		0.0	100.0	138 199
Guinée Bissau	20.9	79.1		0.0	100.0	451 103

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.2. Sous-utilisation de la main d'œuvre

Le taux de chômage est un des indicateurs des tensions sur le marché du travail, qui marque le déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi. En Guinée Bissau, le taux de chômage selon l'ERI-ESI2017 au sens du BIT est de 7,1%, avec peu de différence entre les hommes (7,3%) et les femmes (6,96%). ce taux est élevé chez les personnes jeunes de 15-24 ans (11,2%) et 15-34 ans (10,3%) et 25-34 ans (9,9%), les personnes ayant un niveau du secondaire (12,4%) ou du supérieur (15,3%), en milieu urbain (9,2%) dont 13,0% à Bissau.

Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage et Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle sont respectivement de 13,0% et 18,53%. Si les hommes sont frappés (13,0% contre 12,5% pour les femmes) pour le premier taux, ce sont les femmes qui sont plus frappées (21,7% contre 15,5% pour les hommes) pour le second taux. Ces différents taux montrent que ce sont les jeunes générations (15-34 ans), les personnes instruites (ayant au moins le niveau secondaire) et résidant en milieu urbain qui sont les plus concernés.

Enfin, la main d'œuvre est totalement sous utilisée avec un taux de 23,7%. Cette sous-utilisation est plus importante chez les femmes (26,4%) que chez les hommes (15,5%), chez les jeunes générations (31,6% chez les 15-24 ans et 21,2% chez les 15-34 ans), les personnes plus instruites (31,9% chez les personnes ayant atteint le supérieur) et en milieu urbain

On peut globalement dire que la Guinée Bissau comme les autres Etas membres d'UEMOA ont plus un problème de sous utilisation de la main d'œuvre disponible et de la main doeuvre potentielle.

Tableau 5.4 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre selon la région et le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018 5.2

Caractéristiques sociodémographiques	Taux de chômage BIT [1]	Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage	Effectif1	Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle	Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre	Effectif3
Homme	7.27	13.50	230 721	15.55	21.22	253 337
Femme	6.96	12.54	193 907	21.70	26.39	230 408
15 - 24 ans	11.16	14.46	93 361	28.94	31.58	116 716
25 - 34 ans	9.99	17.58	114 325	13.60	20.88	119 098
15 - 34 ans	10.52	16.18	207 686	21.19	26.18	235 815
35 - 44 ans	5.62	12.40	92 104	10.30	16.74	96 903
45 - 54 ans	4.33	11.92	56 841	13.09	19.99	62 572
55 - 64 ans	1.83	8.41	35 989	21.23	26.50	44 850
65 ans et plus	.40	1.93	32 008	26.89	28.01	43 606
Aucun	3.93	7.72	177 625	17.60	20.85	207 102
Primaire	8.10	13.33	179 839	19.93	24.49	206 412
Secondaire	12.41	25.44	53 323	16.71	29.10	56 075
Supérieur	15.27	30.37	13 840	17.16	31.92	14 157
SAB	13.01	24.10	127 551	23.57	33.32	145 183
Autres urbains	2.64	6.95	72 356	10.61	14.57	78 809
Ens. Urbain	9.25	17.90	199 907	19.01	26.72	223 991
Rural	5.24	8.75	224 720	18.02	21.06	259 754
Tombali	5.58	9.60	24 976	17.42	20.93	28 556
Quinara	3.15	9.02	17 480	15.21	20.34	19 966
Oio	2.41	5.36	58 975	12.91	15.55	66 090
Biombo	4.44	9.90	31 025	12.94	17.90	34 051
Bolama Bijagos	.07	6.51	9 337	13.54	19.11	10 792
Bafata	4.20	8.44	57 732	11.68	15.60	62 624
Gabu	5.07	8.43	52 849	15.84	18.82	59 613
Cacheu	8.58	10.21	44 702	28.14	29.42	56 870
SAB	13.01	24.10	127 551	23.57	33.32	145 183
Guinée Bissau	7.13	13.06	424 627	18.48	23.68	483 746

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

[1] Indicateur ODD 8.5.2

Le tableau ci-dessous montre que la sous-utilisation frappe plus les jeunes de 15-24 ans (31,6%).

Selon le sexe la sous-utilisation de la main d'œuvre frappe plus les femmes (25,5%) que les hommes (21,1%), particulièrement les jeunes de 15-24 ans (34,4% chez les femmes et 29,1% chez les hommes).

Selon le niveau d'instruction, la sous-utilisation de la main d'œuvre augmente avec le niveau d'instruction, passant de 19,2% chez les personnes sans instruction à 31,6% pour les personnes du supérieur.

Enfin, la sous-utilisation de la main d'œuvre est plus importante en milieu urbain (26,2%) et plus particulièrement à Bissau (32,5%).

Tableau 5.5 : Mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU4) selon le sexe, le niveau instruction et le milieu de résidence par groupe d'âges, Guinée Bissau, 2017

Niveau d'instruction et milieu de résidence par groupe d'âges, Guinée-Bissau, 2017						
Caractéristiques sociodémographiques	Groupe âges spécifiques					Effectif4
	15 - 24	25 - 34	15 - 34	35 - 64	15 - 64	
	ans	ans	ans	ans	ans	
	Taux de sous utilisation de la main oeuvre					
Sexe						
Homme	29,1	21,0	25,0	16,5	21,1	253337
Femme	34,4	20,8	27,4	23,4	25,5	230408
Niveau d'instruction						
Aucun	20,0	15,8	17,3	20,3	19,2	207102
Primaire	34,9	19,1	28,8	16,8	24,6	206412
Secondaire	30,0	28,8	29,2	28,3	28,9	56075
Supérieur	58,9	40,4	43,6	20,0	31,6	14157
Milieu de résidence						
SAB	46,9	30,2	37,7	25,9	32,5	145183
Autres urbains	19,5	12,7	16,6	11,1	14,1	78809
Ens. urbain	36,2	25,1	30,5	20,7	26,2	223991
Rural	27,1	16,6	21,9	19,2	20,6	259754
Guinée Bissau	31,6	20,9	26,2	19,9	23,3	483746

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Il a été montré précédemment qu'il ya 7,13% de chômeurs en 2016 en Guinée Bissau. Les chômeurs sont relativement peu qualifiés car ils n'ont fait en moyenne que 6,7 années d'étude. Les primo demandeurs sont un peu plus qualifiés car ils ont fait 7 ans d'études alors que les anciens actifs n'ont fait que 5,7 ans d'étude. Les chômeurs les plus instruits résident dans la ville de Bissau (9,1 ans d'étude) et à Biombo (7 ans d'étude) et les moins instruits résident dans les régions de Gabu (1,7 an d'étude), Bafata (2,7 ans d'étude) et à Tombali (3,4 ans d'étude).

Il faut également noter qu'une bonne partie de chômeurs n'ont jamais été scolarisés ; En effet, 22,8% de chômeurs n'ont jamais été à l'école, notamment plus les anciens actifs (24,3%) que les primo demandeurs (22,3%). Les chômeurs non scolarisés sont plus présents dans toutes les régions à l'exception de Bissau (9,3%), de Biombo (6,2%) et de Quinara (18,5%).

La durée moyenne dans le chômage s'établit à 9,3 ans. Les primo demandeurs restent 9,9 ans dans le chômage alors que les anciens n'en restent que 7,5 ans avant de trouver un emploi. Cette durée dans le chômage atteint 11,3 ans à Bissau alors qu'elle est de 5,7 ans à Oio et dans la région de Bolama Bijagos, il n'y a pratiquement pas de chômage et le temps passé pour trouver un emploi est de moins d'un an (0,7 an).

Lors de la première recherche de l'emploi, la durée moyenne qu'une personne de 15 ans ou plus met avant de trouver le premier emploi est 4,6 ans, dont 4,7 ans pour les hommes et 4,5 ans pour les femmes. Les durées moyennes les plus longues sont observées dans les régions de Gabu (5,9 ans), Biombo et à Bafata respectivement 5,4 ans et c'est à Cacheu (3,6 ans) qu'on met moins de temps pour trouver le premier emploi.

Enfin, les femmes représentent 44,4% des chômeurs, notamment 47,9% parmi les primo demandeurs et 33,4% parmi les anciens actifs. Elles sont majoritaires dans la région de Bafata (54,6%).

Tableau 5.6 : Principales caractéristiques des chômeurs, Guinée Bissau, 2017 5.3

Principales caractéristiques du chômage		Region									
		Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagós	Bafatá	Gabu	Cacheu	SAB	Guinée Bissau
Nombre année étude	Primo demandeur	3.5	5.0	4.2	7.6		2.5	1.1	4.6	9.4	7.0
	Ancien actif	3.2	6.5	3.8	5.4	0.0	3.1	3.2	4.9	7.8	5.7
	Total	3.4	5.2	4.2	7.0	0.0	2.7	1.7	4.7	9.1	6.7
Durée moyenne de chômage (en années)	Primo demandeur	7.7	9.6	6.1	6.1		7.3	8.2	6.5	11.8	9.9
	Ancien actif	2.7	3.2	3.8	7.7	0.7	5.2	5.1	7.5	9.3	7.5
	Total	6.8	8.7	5.7	6.6	0.7	6.6	7.4	6.9	11.3	9.3
Durée moyenne du chômage avant le premier emploi	Homme	5.1	3.5	5.0	4.7	4.7	5.9	5.5	3.8	4.3	4.7
	Femme	4.4	4.8	4.0	6.0	3.3	4.9	6.5	3.1	4.0	4.5
	Total										
% jamais scolarisés	Primo demandeur	4.7	4.1	4.5	5.4	4.1	5.4	5.9	3.6	4.1	4.6
	Ancien actif	28.1	18.0	28.3	3.8		49.7	80.9	33.8	9.0	22.3
	Total	48.0	22.3	49.1	12.2	100.0	36.0	49.3	31.3	10.3	24.3
% de femmes	Primo demandeur	31.6	18.5	31.7	6.2	100.0	44.8	72.8	32.7	9.3	22.8
	Ancien actif	22.6	40.9	33.8	33.1		54.6	53.3	59.7	49.1	47.9
	Total	48.0	22.3	27.1	31.7	0.0	54.6	37.7	25.9	30.3	33.4
	Total	27.0	38.5	32.7	32.7	0.0	54.6	49.3	45.6	45.5	44.4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.3. Aspirations et Moyens de recherche de l'emploi des chômeurs

Les chômeurs dans leur recherche d'emploi ont une aspiration assez simple en Guinée Bissau : celle d'avoir un emploi permanent (85,5%), si possible un emploi dans une organisation formelle (51,8%) et que cet emploi soit un emploi salarié (65,1%).

Le desoin d'avoir un emploi permanent est une préoccupation tant du primo demandeur (85,6%) que de celle de l'ancien actif (85,4%). Cette aspiration à un emploi permanent est forte dans toutes les régions et plus particulièrement à Oio (97,5%) et un peu dans autres urbains (73,9%).

Aussi le désir de travailler dans une organisation formelle est plus important chez le primo demandeur (52,4%) que chez l'ancien actif (50,1%) et dans les toutes les régions à l'exception de Bafata (15,8%), Gabu (21,6%), de Cacheu (23,9%) et en milieu rural (26,8%).

Enfin, ces chômeurs aimeraient être plus salariés (65,1%) et moins travailleurs indépendants (26,0%) quel que soit le statut du chômeur, et cela plus particulièrement en milieu urbain (81,2%), à Bissau (83,8%), à Biombo (76,7%) et à Quinara (78,7%).

Tableau 5.7 : Principales attentes des chômeurs suivant leur profil, Guinée Bissau, 2017

Principales caractéristiques du chômage		C7a. Etes-vous à la recherche d'un emploi salarié, indépendant ou indifférent ?				% souhaitant un emploi permanent	% souhaitant un emploi dans une organisation formelle	Effectif
		Salarié	Indépendant	Indifférent	Total			
Tombali	Primo demandeur	80.3	12.1	7.7	100	89.7	47.6	1,133
	Ancien actif	18.8	71.4	9.7	100	91.6	10.7	242
	Total	69.5	22.5	8.0	100	90.0	41.6	1,375
Quinara	Primo demandeur	78.8	17.6	3.5	100	78.6	62.5	477
	Ancien actif	77.7	22.3	0.0	100	100.0	77.7	73
	Total	78.7	18.3	3.1	100	81.5	64.6	551
Oio	Primo demandeur	19.3	77.8	2.9	100	97.1	19.3	1,191
	Ancien actif	71.8	28.2	0.0	100	100.0	0.0	228
	Total	27.0	70.5	2.5	100	97.5	16.5	1,419
Biombo	Primo demandeur	81.1	7.3	11.5	100	95.5	64.2	975
	Ancien actif	66.9	13.6	19.5	100	80.6	55.5	386
	Total	76.7	9.3	14.0	100	90.9	61.5	1,361
Bolama Bijagos	Primo demandeur	0.0	0.0	0.0	0			
	Ancien actif	0.0	0.0	100.0	100	0.0	0.0	7
	Total	0.0	0.0	100.0	100	0.0	0.0	7
Bafata	Primo demandeur	35.5	58.2	6.3	100	90.1	11.3	1,554
	Ancien actif	29.5	67.9	2.6	100	79.8	24.1	868
	Total	33.4	61.6	5.0	100	86.5	15.8	2,422
Gabu	Primo demandeur	15.2	73.6	11.2	100	90.9	20.9	1,959
	Ancien actif	58.5	38.0	3.6	100	68.3	23.8	678
	Total	25.5	65.1	9.4	100	85.6	21.6	2,637
Cacheu	Primo demandeur	27.6	68.5	3.9	100	95.8	19.1	2,215
	Ancien actif	43.9	42.3	13.8	100	87.5	31.8	1,577
	Total	33.8	58.5	7.7	100	92.6	23.9	3,792
SAB	Primo demandeur	82.3	6.8	10.9	100	80.8	69.4	13,332
	Ancien actif	89.7	4.1	6.1	100	88.2	73.5	3,234
	Total	83.8	6.3	9.9	100	82.3	70.2	16,565
SAB	Primo demandeur	82.3	6.8	10.9	100	80.8	69.4	13,332
	Ancien actif	89.7	4.1	6.1	100	88.2	73.5	3,234
	Total	83.8	6.3	9.9	100	82.3	70.2	16,565
Autres urbains	Primo demandeur	40.6	46.8	12.6	100	87.4	43.3	643
	Ancien actif	67.9	28.8	3.2	100	67.5	37.0	1,269
	Total	59.1	34.6	6.3	100	73.9	39.1	1,912
Ens. urbain	Primo demandeur	80.4	8.6	11.0	100	81.1	68.2	13,974
	Ancien actif	83.5	11.2	5.3	100	82.3	63.0	4,503
	Total	81.2	9.3	9.6	100	81.4	66.9	18,477
Rural	Primo demandeur	39.6	53.9	6.5	100	92.7	27.4	8,862
	Ancien actif	34.0	53.6	12.4	100	91.5	24.8	2,790
	Total	38.4	53.8	7.7	100	92.4	26.8	11,653
Guinée Bissau	Primo demandeur	64.6	26.2	9.2	100	85.6	52.4	22,837
	Ancien actif	66.7	25.6	7.7	100	85.4	50.1	7,293
	Total	65.1	26.0	8.9	100.0	85.5	51.8	30,130

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Peut être l'une des raisons de la longue attente des chômeurs Bissau guinéens avant de trouver un emploi serait que dans leur majorité ils n'utilisent aucune bonne méthode ou stratégie pour la recherche de l'emploi. En effet, selon l'enquête, en Guinée-Bissau, 52,7% des chômeurs n'utilisent aucun moyen pour rechercher un emploi. En dehors des 19,5% des chômeurs qui utilisent une méthode non spécifiées par l'enquête pour la recherche de l'emploi, 13,4% des chômeurs s'appuient sur leur relation personnelle et 11,7% procèdent par des demandes aux employeurs. Selon le statut des chômeurs, les anciens actifs s'appuient moins sur la chance (41,3%) et plus sur leur relation personnelle (18,2%) et la demande aux employeurs (15,3%) que les primo demandeurs (56,%, 11,9% et 10,5% respectivement). Selon le milieu de résidence, les chômeurs s'appuient encore sur la chance (aucun avec 37,3%) et beaucoup plus sur les relations personnelles (19,1%) et la demande aux employeurs (17,4%) et les hommes font moins confiance à la chance (45,5%) que les femmes et utilisent plus leur relation personnelle (16%) et

la demande aux employeurs (13,9%). Enfin selon la région de résidence, si la chance (aucun moyen) est privilégiée dans toutes les régions, elle est moins à Biombo (46,8%), à Bissau (34,7%) et à Quinara (49,8%).

Tableau 5.8 : Moyen de recherche d'emploi par les chômeurs selon leur profil, Guinée Bissau, 2017

Principales caractéristiques du chômage		Mode recherche d'emploi						Effectif
		Aucun	Relation personnelle	Demande aux employeurs	Service de placement	Autre moyen	Total	
Tombali	Primo demandeur	83.4	4.0	1.8	0.0	10.9	100.0	1 133
	Ancien actif	9.7	8.4	13.1	0.0	68.8	100.0	242
	Total	70.4	4.8	3.8	0.0	21.0	100.0	1 375
Quinara	Primo demandeur	57.5	18.0	6.8	3.5	14.2	100.0	477
	Ancien actif	0.0	0.0	15.9	0.0	84.1	100.0	73
	Total	49.8	15.6	8.1	3.0	23.5	100.0	551
Oio	Primo demandeur	89.7	2.9	0.0	0.0	7.3	100.0	1 191
	Ancien actif	54.1	0.0	0.0	0.0	45.9	100.0	228
	Total	84.5	2.5	0.0	0.0	13.0	100.0	1 419
Biombo	Primo demandeur	43.9	16.3	10.8	3.8	25.3	100.0	975
	Ancien actif	53.5	7.6	4.5	9.8	24.7	100.0	386
	Total	46.8	13.6	8.9	5.6	25.1	100.0	1 361
Bolama Bijagos	Primo demandeur	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
	Ancien actif	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	7
	Total	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	7
Bafata	Primo demandeur	92.7	0.0	0.0	0.0	7.3	100.0	1 554
	Ancien actif	59.2	6.7	4.5	0.0	29.6	100.0	868
	Total	80.3	2.5	1.7	0.0	15.5	100.0	2 422
Gabu	Primo demandeur	92.6	3.2	0.0	0.0	4.2	100.0	1 959
	Ancien actif	86.2	7.1	0.0	0.0	6.7	100.0	678
	Total	91.1	4.1	0.0	0.0	4.8	100.0	2 637
Cacheu	Primo demandeur	92.3	2.0	0.0	2.0	3.7	100.0	2 215
	Ancien actif	47.5	6.3	9.6	3.0	33.6	100.0	1 577
	Total	74.2	3.7	3.9	2.4	15.8	100.0	3 792
SAB	Primo demandeur	36.7	17.0	16.7	4.0	25.6	100.0	13 332
	Ancien actif	26.5	32.2	26.0	3.1	12.2	100.0	3 234
	Total	34.7	20.0	18.5	3.8	23.0	100.0	16 565
Homme	Primo demandeur	48.8	14.1	12.0	4.1	21.0	100.0	11 895
	Ancien actif	37.3	20.9	18.5	3.9	19.5	100.0	4 858
	Total	45.5	16.0	13.9	4.0	20.6	100.0	16 752
Femme	Primo demandeur	64.6	9.5	8.8	1.3	15.8	100.0	10 942
	Ancien actif	49.5	12.7	8.7	0.0	29.0	100.0	2 435

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Tableau 5.8 (suivi): Moyen de recherche d'emploi par les chômeurs selon leur profil, Guinée Bissau, 2017

Principales caractéristiques du chômage		Mode recherche d'emploi						Effectif
		Aucun	Relation personnelle	Demande aux employeurs	Service de placement	Autre moyen	Total	
SAB	Primo demandeur	36.7	17.0	16.7	4.0	25.6	100.0	13 332
	Ancien actif	26.5	32.2	26.0	3.1	12.2	100.0	3 234
	Total	34.7	20.0	18.5	3.8	23.0	100.0	16 565
Autres urbains	Primo demandeur	80.1	17.1	0.0	2.7	0.0	100.0	643
	Ancien actif	49.4	7.8	11.0	6.4	25.5	100.0	1 269
	Total	59.3	10.8	7.5	5.2	17.3	100.0	1 912
Ens. urbain	Primo demandeur	38.7	17.0	15.9	3.9	24.5	100.0	13 974
	Ancien actif	33.0	25.3	21.7	4.1	16.0	100.0	4 503
	Total	37.3	19.1	17.4	4.0	22.4	100.0	18 477
Rural	Primo demandeur	84.8	3.6	1.8	0.9	9.0	100.0	8 862
	Ancien actif	56.2	5.6	3.8	0.0	34.3	100.0	2 790
	Total	78.3	4.1	2.2	0.7	14.8	100.0	11 653
Guinée Bissau	Primo demandeur	56.3	11.9	10.5	2.8	18.5	100.0	22 837
	Ancien actif	41.3	18.2	15.3	2.6	22.6	100.0	7 293
	Total	52.7	13.4	11.7	2.7	19.5	100.0	30 130

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Lorsqu'on cherche à connaître le mode de recherche de l'emploi selon le sexe (tableau 5.9), on s'aperçoit que la majorité des actifs occupés (66,4%) utilisent un moyen de recherche qui n'est pas spécifié dans l'enquête, notamment plus les femmes (74,5%) que les hommes (59,4%). Pour les moyens spécifiés, 28,8% des actifs occupés s'appuient sur leur relation personnelle (les hommes à 33,9% et les femmes à 22,9%).

Tableau 5.9 : Moyen de recherche d'emploi par les chômeurs selon leur profil, Guinée Bissau, 2017

Principales caractéristiques du chômage	Mode recherche d'emploi						Effectif1
	Aucun	Relation personnelle	Demande aux employeurs	Service de placement	Autre moyen	Total	
Homme	0,0	33,9	5,6	1,0	59,4	100,0	213949
Femme	0,0	22,9	2,2	0,4	74,5	100,0	180405
Total	0,0	28,8	4,0	0,8	66,4	100,0	394354

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.4. Bilan de l'emploi

Une analyse de l'emploi, notamment dans les activités principales fait apparaître que la majorité de l'emploi est un emploi informel.

En Guinée Bissau, les actifs occupés dans l'activité principale occupent à 88,9% des emplois informels. Cette situation est plus préoccupante dans le secteur privé avec 99,3% des emplois et même dans le secteur public, l'emploi informel apparaît avec une proportion de 12,9%. Quant aux emplois dans les ménages, ils sont tous informels (100%).

Dans le secteur institutionnel non agricole, la majorité des emplois sont informels (85,9%) et seulement 14,1% des emplois sont formel. La situation est plus aggravée dans le secteur institutionnel agricole avec 99,5% d'emplois informels.

Tableau 5.10 : Bilan de l'emploi, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques de l'emploi		Activité principale			
		Emplois formels	Emplois informels	Total	Effectif
Secteur institutionnel non agricole [1]	Secteur public	87.3	12.7	100.0	28 848
	Secteur privé	.9	99.1	100.0	153 941
	Ménages	0.0	100.0	100.0	5 212
	Total	14.1	85.9	100.0	188 001
Secteur institutionnel agricole	Secteur public	66.7	33.3	100.0	382
	Secteur privé	0.0	100.0	100.0	54 097
	Ménages	0.0	100.0	100.0	24
	Total	.5	99.5	100.0	54 504
Total	Secteur public	87.1	12.9	100.0	29 230
	Secteur privé	.7	99.3	100.0	208 038
	Ménages	0.0	100.0	100.0	5 237
	Total	11.1	88.9	100.0	242 505

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

[1] Indicateur ODD 8.3.1

5.5. Population active

L'activité économique est mesurée à travers les fonctions de production ou de consommation de biens et/ou de services. Si la fonction de consommation concerne l'ensemble de la population, celle de la production n'est assurée que par les individus en emploi (salariés ou non-salariés).

En Guinée-Bissau, 81.5% de la population active sont occupées et par rapport au niveau national, ce sont les régions de Cacheu (71,9%) et de Bissau (76,4%) où la proportion d'actifs occupés est la plus faible. Enfin trois régions ont le plus fort taux d'actifs occupés : Oio et Biombo (87,1% respectivement) et Bafata (88,3%).

6.3% sont Chômeurs au sens du BIT, 8.5 % ne cherchent pas du travail mais sont disposés à l'exercer si l'occasion se présente et seulement 3,7% ne cherchent pas du travail et ne sont pas disponibles à l'exercer mais ils désirent travailler.

Parmi la population active, 6,3% des actifs sont des chômeurs, le milieu urbain se distingue par un taux élevé de chômage (8,% et 11,4% à Bissau) alors que le milieu rural a un faible taux de chômage (4,5%). En dehors de Bissau, la proportion des chômeurs est élevée aussi à Cache (6,7%).

Une proportion non négligeable d'actifs (8,5%) ne cherchent pas de travail mais sont disponibles à l'exercer si l'occasion se présente et c'est dans quatre régions que cette catégorie d'actifs est la plus élevée : Gabu (10,5%), Cacheu (16,8%), Tombali (11,4%) et Quinara (10,7%), ainsi que dans le milieu rural (11,3%).

Aussi, 3,7% des actifs ne cherchent ni de travail, ne sont pas disponibles mais désirent travailler. Cette proportion est élevée à Bolama Bijagos (7,0%), Bafata (7%), Gabu (8%) et à Bissau (7,8%).

Tableau 5.11 : Structure de la population active selon la région et le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Situation d'activité des personnes de 15 ans ou plus					Total	Effectif
	Actif occupé	Chômeur BIT	Cherche du travail mais pas disponible	Pas chercher du travail mais disponible	Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler		
Tombali	82.6	4.9	0.0	11.4	1.1	100.0	28 556
Quinara	84.8	2.8	0.0	10.7	1.7	100.0	19 966
Oio	87.1	2.1	0.0	9.1	1.7	100.0	66 090
Biombo	87.1	4.0	0.0	7.5	1.4	100.0	34 051
Bolama Bijagos	86.5	.1	0.0	6.5	7.0	100.0	10 792
Bafata	88.3	3.9	.0	7.1	.7	100.0	62 624
Gabu	84.2	4.5	0.0	10.5	.8	100.0	59 613
Cacheu	71.9	6.7	0.0	16.8	4.6	100.0	56 870
SAB	76.4	11.4	.2	4.1	7.8	100.0	145 183
SAB	76.4	11.4	.2	4.1	7.8	100.0	145 183
Autres urbains	89.4	2.4	0.0	7.2	.9	100.0	78 809
Ens. Urbain	81.0	8.3	.1	5.2	5.4	100.0	223 991
Rural	82.0	4.5	.0	11.3	2.2	100.0	259 754
Guinée Bissau	81.5	6.3	.1	8.5	3.7	100.0	483 746

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

L'analyse de la structure qui prend en compte la main d'œuvre potentielle, quel que soit l'indicateur pris en compte, le groupe d'âge le plus concernés est celui des jeunes de 15-34 ans que les adultes de 35-64 ans.

En Guinée Bissau, la plus grande proportion des actifs occupés est de 47,1% des jeunes de 15-34 ans. Selon la région de résidence, dans la majorité des cas c'est la situation nationale qui est observée à l'exception des régions de Tombali (46,4%) et de Bolama Bijagos (46,6%) où ce sont les adultes de 35-64 ans qui constituent le gros des actifs dans ces régions.

En ce qui concerne les chômeurs, la majorité des chômeurs sont dans le groupe d'âges 15-34 ans avec 72,2% contre 27,4% pour les 35-64 ans. Dans toutes les régions c'est le groupe d'âges des jeunes de 15-34 ans qui prime.

Pour la main d'œuvre potentielle (MOP), c'est toujours la classe des jeunes de 15-34 ans qui livre la proportion la plus importante au niveau national avec 47,2% et la situation est la même dans toutes les régions.

Tableau 5.12 : Structure de la population active selon la région et le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Groupe âges spécifiques							Effectif
	15 - 24 ans	25 - 34 ans	15 - 34 ans	35 - 64 ans	15 - 64 ans	65 ans et plus	Total	
Tombali								
Actif occupé	21,0	23,0	44,0	46,2	90,2	9,8	100,0	23582
Chômeur BT	42,9	32,4	75,3	24,7	100,0	0,0	100,0	1394
MOP	39,5	11,9	51,4	36,3	87,7	12,3	100,0	3580
Quinara								
Actif occupé	19,5	25,0	44,5	44,4	88,8	11,2	100,0	16930
Chômeur BT	39,9	33,3	73,2	26,8	100,0	0,0	100,0	551
MOP	43,0	8,8	51,9	32,5	84,3	15,7	100,0	2486
Oio								
Actif occupé	24,4	23,6	47,9	42,6	90,6	9,4	100,0	57556
Chômeur BT	39,9	31,7	71,6	28,4	100,0	0,0	100,0	1419
MOP	32,3	8,1	40,4	37,6	78,1	21,9	100,0	7115
Biombo								
Actif occupé	21,3	26,2	47,5	44,7	92,1	7,9	100,0	29646
Chômeur BT	37,6	26,6	64,3	34,5	98,8	1,2	100,0	1379
MOP	39,4	9,9	49,3	21,7	71,0	29,0	100,0	3026
Bolama Bijagos								
Actif occupé	22,4	20,3	42,7	46,6	89,4	10,6	100,0	9330
Chômeur BT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	7
MOP	46,8	18,7	65,5	27,6	93,1	6,9	100,0	1455
Bafata								
Actif occupé	22,5	22,7	45,2	43,5	88,7	11,3	100,0	55310
Chômeur BT	45,5	29,3	74,7	23,7	98,4	1,6	100,0	2422
MOP	31,8	17,1	48,9	32,0	80,9	19,1	100,0	4893
Gabu								
Actif occupé	22,5	23,7	46,2	43,2	89,4	10,6	100,0	50170
Chômeur BT	38,9	36,3	75,2	24,8	100,0	0,0	100,0	2679
MOP	31,0	5,8	36,8	41,8	78,6	21,4	100,0	6764
Cacheu								
Actif occupé	20,1	26,3	46,3	44,4	90,8	9,2	100,0	40869
Chômeur BT	26,8	44,8	71,6	28,4	100,0	0,0	100,0	3834
MOP	31,6	6,2	37,7	38,5	76,3	23,7	100,0	12168
SAB								
Actif occupé	18,3	31,4	49,7	47,0	96,8	3,2	100,0	110962
Chômeur BT	32,3	39,6	71,9	27,7	99,6	,4	100,0	16589
MOP	52,2	5,7	57,9	25,3	83,2	16,8	100,0	17631
Guinée Bissau								
Actif occupé	21,0	26,1	47,1	44,8	91,9	8,1	100,0	394354
Chômeur BT	34,4	37,7	72,2	27,4	99,6	,4	100,0	30273
MOP	39,5	8,1	47,6	32,8	80,4	19,6	100,0	59118,3

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Le présent tableau montre la structure de la population active selon l'âge et la situation dans l'activité par rapport au sexe de la population active.

- Les actifs occupés sont plus les jeunes de 15-34 ans (47,1%) tant chez les femmes (47,9%) que chez les hommes (46,5%) ;
- Le chômage au sens du BIT frappe plus les jeunes de 15-34 ans (72,2%), plus particulièrement les femmes de cette catégorie (75,6%) que les hommes (69,4%)
- Ce sont les adultes de 35-64 ans qui cherchent du travail mais ne sont disponibles pour l'exercer (64,8%), notamment moins les hommes (59,7%) que les femmes (100%) ;
- Ce sont les jeunes de 15-34 ans qui sont les plus nombreux parmi ce qui ne cherchent pas travail mais sont disponibles pour l'exercer si l'occasion se présentent (45,8%), notamment moins les femmes (39,4%) que les hommes (56,9%);

- Par ailleurs, ces jeunes sont aussi majoritaires parmi les personnes qui ne cherchent pas de travail, ne sont disponibles pour l'exercer mais ils désirent travailler avec 51,8% dont les hommes à 59,4% et les femmes (46,6%).

Tableau 5.13 : Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Groupe âges spécifiques							Effectif
	15 - 24 ans	25 - 34 ans	15 - 34 ans	35 - 64 ans	15 - 64 ans	65 ans et plus	Total	
Homme								
Actif occupé	21,1	25,4	46,5	44,5	91,0	9,0	100	213 949
Chômeur BIT	31,5	37,9	69,4	30,1	99,5	0,5	100	16 772
Cherche du travail mais pas disponible	27,5	12,9	40,3	59,7	100,0	0,0	100	281
Pas chercher du travail mais disponible	51,5	5,4	56,9	20,9	77,8	22,2	100	15 050
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	51,2	8,3	59,4	19,2	78,6	21,4	100	7 285
Femme								
Actif occupé	20,9	27,0	47,9	45,1	93,0	7,0	100	180 405
Chômeur BIT	38,0	37,6	75,6	24,1	99,7	0,3	100	13 502
Cherche du travail mais pas disponible	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	100	41
Pas chercher du travail mais disponible	31,3	8,1	39,4	42,1	81,5	18,5	100	25 901
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	34,8	11,7	46,6	35,3	81,9	18,1	100	10 560
Guinée Bissau								
Actif occupé	21,0	26,1	47,1	44,8	91,9	8,1	100	394 354
Chômeur BIT	34,4	37,7	72,2	27,4	99,6	0,4	100	30 273
Cherche du travail mais pas disponible	24,0	11,2	35,2	64,8	100,0	0,0	100	322
Pas chercher du travail mais disponible	38,8	7,1	45,8	34,3	80,1	19,9	100	40 951
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	41,5	10,3	51,8	28,8	80,6	19,4	100	17 845

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.6. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail

Le marché de travail en Guinée-Bissau est caractérisé par une vulnérabilité non négligeable de l'emploi et une frange des jeunes de 15-34 ans ni dans l'emploi ni dans l'éducation. Le tableau 5.14 nous permet d'avoir une idée sur les possibilités d'emploi sur le marché du travail en Guinée-Bissau. Sa lecture nous montre que :

Les personnes se retrouvant dans la vulnérabilité de l'emploi, c'est-à-dire les travailleurs pour propre compte et travailleurs familiaux représentent 41,9% des emplois. Les femmes (51,9%) sont plus vulnérables dans l'emploi que les hommes (33,4%) et cette vulnérabilité dans l'emploi frappe plus les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction (48,6%), celles de 25-34 ans (44,4%) et de 35-64 ans (50,8%), les personnes des régions de Tombali (51,2%) et de Bafata (46,8%) ;

Les emplois disponibles représentent 45,7% des âge de travailler (15 ans ou plus) et cette proportion est plus importante chez les hommes (52,9%), les personnes n'ayant atteint le niveau du secondaire (52%) ou du supérieur (64,7%), les personnes âgées de 35-64 ans (60%) et de 65 ans ou plus (56,2%), les personnes résidant dans autres urbains (61%) et dans les régions de Biombo (54,1%) et Bafata (51,3%)

Le taux d'emploi précaire est de 15,9% et cette précarité de l'emploi est marquante chez les hommes (19,6%), les personnes ayant le niveau du primaire (19,3%) ou du secondaire 24,3%), les jeunes de 25-34 ans (19,8%), et dans la région de Bissau (26,7%) ;

Le taux de pluriactivité ou la proportion de la population exerçant au moins deux activités est de 3,1%. Par rapport au niveau national, les femmes sont plus concernés (3,6%), les personnes ayant atteint le niveau du supérieur (6,8%) et dans la ville de Bissau (5,4%) ;

Une part non négligeable des jeunes de 15-24 ans ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi (25,4%), notamment les femmes (31,8%), ceux n'ayant aucun niveau d'instruction (64,5%) et des régions de Bafata (37,6%) et de Gabu (45,6%) ;

Lorsqu'on se penche sur la situation des jeunes de 15-35 ans, 32,5% d'entre eux ne sont ni dans le système éducatif, ni dans l'emploi et les femmes (40,8%) sont plus concernées que les hommes (23,2%). Ce sont les jeunes de 25-34 ans qui sont plus frappés (41,7%), les jeunes n'ayant aucun niveau d'instruction (59,6%), les jeunes résidant en milieu rural (40,4%) et ceux résidant dans les régions de Bafata (41,3%) et de Gabu (48,5%).

Le taux de salarisation est de 17,9%. Par rapport au niveau national, il est plus important chez les hommes (25,5%), chez les personnes ayant atteint au moins le secondaire (47% pour le secondaire et 81,3% pour le supérieur) et dans la ville de Bissau (38,5%) ;

Le taux de salarisation atteint 19,5% dans le secteur non agricole (27,5% chez les hommes et 9,7% chez les femmes de cette catégorie). Le niveau de salarisation est de 81,4% chez les personnes ayant atteint le supérieur.

Lorsqu'on se penche sur le cas spécifique de la salarisation des femmes dans le secteur non agricole, leur niveau de salarisation augmente avec le niveau d'instruction. Celles n'ayant aucun d'instruction ont un taux de salarisation de 2,9%, celle ayant le niveau du primaire sont à 10,1%, et celles ayant le niveau de secondaire et du supérieur sont respectivement à 32,2% et 84,0%. La catégorie qui sont les plus salariées sont celles de 25-34 ans (13,3%) et celles résidant à Bissau (22,8%),

Tableau 5.14 : Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail, Guinée Bissau, 2017 5.4

Caractéristiques sociodémographiques	Ratio emploi/population des 15 ans et plus	Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et	Taux emplois précaires	Taux de pluriactivité	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi [1]	Jeunes de 15-35 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi [1]	Taux de salarisation	Taux de salarisation dans le secteur non agricole	Taux de salarisation des femmes dans le secteur non agricole	Effectif
Homme	52.9	33.4	19.6	2.6	18.8	23.2	25.5	27.5		213 949
Femme	39.3	51.9	11.5	3.6	31.8	40.8	9.0	9.7	9.7	180 405
Aucun	46.8	48.6	10.7	2.4	64.5	59.6	5.7	5.4	2.9	170 650
Primaire	42.3	41.5	19.3	3.1	13.7	19.0	17.9	18.8	10.1	165 274
Secondaire	52.0	27.4	24.3	4.3	28.2	30.5	47.0	48.3	32.2	46 703
Supérieur	64.7	5.3	10.3	6.8	12.4	19.2	81.3	81.4	84.0	11 728
15 - 24 ans	27.4	25.9	15.5	0.9	25.4	25.4	10.4	10.7	6.8	82 938
25 - 34 ans	49.2	44.4	19.8	3.1		41.7	22.6	24.5	13.3	102 900
35 - 64 ans	60.0	50.8	15.3	4.3		43.0	20.5	23.1	10.5	176 636
65 ans et plus	56.2	25.4	7.8	1.6			8.6	8.8	2.1	31 879
SAB	42.7	40.8	26.7	5.4	17.1	25.8	38.5	39.1	22.8	110 962
Autres urbains	61.0	43.1	16.3	2.7	15.3	18.5	17.6	17.1	5.5	70 445
Rural	43.6	42.0	10.2	1.9	33.6	40.4	7.3	7.7	2.7	212 947
Tombali	47.2	51.2	10.1	3.0	24.9	35.3	5.9	6.7	1.1	23 582
Quinara	48.8	38.0	13.6	2.6	21.1	30.4	12.3	12.8	4.2	16 930
Oio	48.1	38.8	10.7	2.4	29.3	34.9	7.6	7.0	1.8	57 556
Biombo	54.1	41.1	14.1	3.4	15.9	21.2	17.6	19.2	10.8	29 646
Bolama Bijagos	47.6	31.2	14.5	1.9	22.8	31.4	9.3	8.0	2.9	9 330
Bafata	51.3	46.9	11.1	1.6	37.6	41.3	8.0	9.3	1.5	55 310
Gabu	45.4	43.4	9.8	1.4	45.6	48.5	6.5	6.7	1.6	50 170
Cacheu	38.3	39.6	13.9	1.6	20.3	29.7	15.6	16.0	6.3	40 869
SAB	42.7	40.8	26.7	5.4	17.1	25.8	38.5	39.1	22.8	110 962
Guinée Bissau	45.7	41.9	15.9	3.1	25.4	32.5	17.9	19.5	9.7	394 354

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE
[1] Indicateurs ODD 8.6.1

5.7. Structure et dynamique des emplois

5.7.1. Evolution des créations nettes d'emploi

Les études statistiques récentes mettent en évidence un accroissement des contrats à durée déterminée, des contrats intérimaires, et des contrats saisonniers. Cette croissance de ces formes temporaires d'emploi par rapport aux contrats à durée indéterminée se développe aussi bien en France que dans les autres pays d'Europe. Cette tendance a commencé à émerger en Afrique où les Etats adoptent des nouvelles lois qui tendent à fragiliser les emplois. L'objectif de la présente section est de voir la situation de la durée dans l'emploi en Guinée Bissau.

Les données dans le tableau 5.15 montrent que la majorité des actifs occupée (46,4%) travaille depuis moins de 5 ans, 17,7% d'entre eux font entre 5-9 ans de travail et 12,5% entre 10 et 14 ans et seulement moins du quart des travailleurs (23,3%) ont fait au moins 15 ans dans leur activité.

Les hommes durent plus dans l'emploi que les femmes, parce que 44% ont fait moins de 5 ans et 27% ont fait au moins 15 ans dans leur emploi alors que chez les femmes, près de moitié d'entre elles (49,3%) ont fait moins de cinq ans et seulement 19% ont fait plus de 15 ans dans leur emploi.

Lorsque le niveau d'instruction augmente, la proportion des actifs occupés qui ont fait moins de cinq ans dans leur emploi augmente alors que celle de personnes ayant fait au moins 15 ans diminue. Chez les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction, 36,8% ont fait moins de 5 ans dans leur emploi et 30,7% ont fait au moins 15 ans alors que chez les personnes ayant atteint le niveau du supérieur, 56,6% d'entre eux ont fait moins de 5 ans et seulement 16,7% d'entre eux ont fait au moins 15 ans dans leur emploi principal. Ainsi, plus on instruit, plus la tendance à changer d'emploi est grande, ce qui occasionne une certaine instabilité pour les personnes ayant au moins atteint le secondaire.

Selon le secteur d'activité, c'est dans le secteur primaire que les actifs occupent durent plus dans l'emploi car seulement 22,3% des actifs occupés de ce secteur ont fait moins de 5 ans alors ceux qui ont fait au moins 15 ans sont à 44,5%. La situation est contraire dans les autres secteurs où plus de la moitié des actifs occupés ont fait moins de 5 ans (50,3% dans l'industrie, 54,6% dans le commerce et 53,7% dans le service) et moins du cinquième ont fait au moins 15 ans dans l'emploi (19,9% dans l'industrie, 14,1% dans le commerce et 19,4% dans le service).

Les actifs occupés durent plus dans leur emploi dans le milieu rural (37,6% ont fait moins de 5 ans et 31,3% ont fait au moins 15 ans) que dans le milieu urbain, notamment dans la ville capitale Bissau (58,1% des actifs occupés ont fait moins de 5 ans et 16,6% ont fait au moins 15 ans).

Ce sont également dans les régions de Oio (31,2% pour moins de 5 ans et 31,2% pour plus de 15 ans) et de Bolama Bijagos (27,5% de moins de 5 ans et 34,3% de plus de 25 ans) que les actifs occupés sont plus stables dans leur emploi.

Tableau 5.15 : Répartition en % des actifs occupés selon le nombre d'années effectués dans l'emploi principal par région, milieu de résidence, sexe et secteur de atividade, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Nombre d'années dans l'emploi principal						Effectif
	Moins de 5 ans	5 - 9 ans	10 - 14 ans	15 - 24 ans	Plus de 25 ans	Total	
Homme	44.0	16.8	12.2	13.3	13.7	100	124 854
Femme	49.3	18.7	12.9	12.5	6.5	100	105 502
Aucun	36.8	17.4	15.1	16.3	14.4	100	90 534
Primaire	49.4	18.0	11.6	11.9	9.1	100	95 568
Secondaire	59.7	17.8	9.6	8.1	4.8	100	33 990
Supérieur	56.6	17.5	9.2	9.6	7.1	100	10 264
Primaire	22.3	16.1	17.1	22.3	22.2	100	52 574
Industrie	50.3	19.5	10.4	11.5	8.4	100	34 877
Commerce	54.6	19.5	11.8	9.8	4.3	100	74 755
Service	53.7	16.0	10.9	10.1	9.3	100	67 975
SAB	58.1	15.7	9.6	9.7	6.9	100	86 935
Autres urbains	42.8	22.3	16.4	12.5	6.0	100	41 668
Rural	37.6	17.5	13.5	16.0	15.3	100	101 752
Tombali	41.6	18.1	13.0	16.4	10.9	100	13 126
Quinara	49.6	16.8	11.3	11.3	11.0	100	7 931
Oio	31.2	19.3	18.4	17.7	13.5	100	26 029
Biombo	51.3	16.4	11.7	11.3	9.3	100	16 434
Bolama Bijagos	27.5	23.7	14.6	19.7	14.6	100	3 752
Bafata	43.4	21.1	13.0	12.6	9.9	100	30 002
Gabu	36.1	18.5	16.2	16.1	13.1	100	24 583
Cacheu	33.0	18.4	13.5	16.3	18.9	100	21 563
SAB	58.1	15.7	9.6	9.7	6.9	100	86 935
Guinée Bissau	46.4	17.7	12.5	12.9	10.4	100	230 356

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.8. Mobilité dans l'emploi

5.8.1 Principales caractéristiques des actifs ayant quitté leur emploi antérieur

Le changement d'emploi ou la réinsertion dans le monde professionnel peut traduire le dynamisme du marché de travail. La fréquence des changements d'entreprise ou de catégorie socioéconomique (CSE) voire du secteur d'activité et du secteur institutionnel permet d'appréhender la mobilité professionnelle susceptible d'être mise en rapport avec le contexte conjoncturel dans lequel elle s'effectue.

D'où l'importance d'examiner les caractéristiques des principaux bénéficiaires de ces réinsertions pour expliquer leur comportement. Ce chapitre examine les caractéristiques des individus ayant changé d'emploi.

L'ERI-ESI montre (Tableau 5.16) montre que 10,3% des actifs occupés ont changé d'emploi, notamment plus d'hommes (11,4%) que les femmes (9,4%), les personnes ayant un niveau d'étude du secondaire (12,6%) ou du supérieur (20,1%), les actifs occupés résidant à Bissau (12,6%) et à Cacheu (17,6%).

Les actifs occupés qui ont changé d'emploi l'ont fait indépendamment de leur volonté à 77,9% (44,3% de départ involontaire et 33,6% pour autre raison involontaire), plus des femmes (84,4%) que les hommes (71,9%) et les actifs occupés n'ayant aucun niveau d'instruction (88,4%) ou du primaire (76,4%). Seulement 4,5% des actifs occupés ont quitté leur emploi pour le retraite, 8,3% pour une meilleure rémunération et 4,2% pour un travail plus intéressant et 3,9% pour une meilleure condition de travail.

Tableau 5.16 : Pourcentage de personnes âgées de 15 ou plus ayant quitté un emploi antérieur et les raisons liées, Guinée Bissau, 2017 5.5

Caractéristiques sociodémographiques	Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	Pourquoi avez-vous quitté votre emploi antérieur ?											Effectif	
		Retraite	Licenciement, faillite	Famille	Restructuration	Autre raison départ involontaire	Départ Involontaire	Pour une meilleure rémunération	Pour meilleures conditions de travail	Pour un travail plus intéressant	Autre raison départ volontaire	Départ Volontaire		Total
Homme	11.4	5.0	1.3	4.5	1.3	29.9	42.0	10.9	4.8	5.5	36.8	58.0	100.0	404 186
Femme	9.4	3.9	0.9	3.9	0.6	37.5	46.9	5.4	2.9	2.8	42.1	53.1	100.0	458 615
Aucun	9.9	5.9	0.7	4.2	0.6	38.5	49.9	4.7	2.4	3.2	39.9	50.1	100.0	364 101
Primaire	9.7	3.6	1.3	4.8	0.8	33.0	43.4	8.7	4.8	4.6	38.5	56.6	100.0	390 811
Secondaire	12.6	2.5	1.4	3.9	2.7	24.9	35.4	14.5	3.6	3.5	42.9	64.6	100.0	89 760
Supérieur	20.1	5.4	3.1	0.0	0.8	17.9	27.2	19.6	9.5	12.5	31.3	72.8	100.0	18 130
SAB	12.6	2.5	1.9	5.4	1.2	25.9	36.9	13.7	5.0	5.3	39.1	63.1	100.0	259 759
Autres urbains	11.0	4.7	0.4	4.7	2.0	45.2	56.9	9.3	6.1	2.8	25.0	43.1	100.0	115 409
Rural	8.9	5.9	0.8	3.2	0.5	36.1	46.4	3.8	2.3	3.8	43.7	53.6	100.0	487 634
Tombali	10.7	6.4	0.0	3.2	0.4	35.5	45.5	4.1	3.6	5.8	41.0	54.5	100.0	49 930
Quinara	7.1	4.0	3.5	3.6	2.3	20.1	33.6	6.9	6.9	3.9	48.7	66.4	100.0	34 713
Oio	7.2	7.4	0.5	0.3	1.0	35.4	44.6	3.9	6.8	7.6	37.1	55.4	100.0	119 622
Biombo	7.6	2.2	0.6	3.0	1.5	23.3	30.6	13.1	6.2	2.6	47.4	69.4	100.0	54 808
Bolama	6.3	8.3	1.3	6.7	0.0	32.2	48.4	7.4	2.7	9.4	32.0	51.6	100.0	19 609
Bijagos														
Bafata	7.0	2.5	1.2	13.4	3.0	25.0	45.1	9.5	2.7	2.1	40.7	54.9	100.0	107 815
Gabu	7.4	3.5	0.7	2.9	0.0	28.4	35.5	5.2	2.7	4.2	52.3	64.5	100.0	110 088
Cacheu	17.6	7.6	0.3	1.3	0.0	56.0	65.1	1.6	0.6	1.1	31.6	34.9	100.0	106 458
SAB	12.6	2.5	1.9	5.4	1.2	25.9	36.9	13.7	5.0	5.3	39.1	63.1	100.0	259 759
Guinée Bissau	10.3	4.5	1.1	4.2	1.0	33.6	44.3	8.3	3.9	4.2	39.3	55.7	100.0	862 802

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Parmi les 10,3% des actifs occupés qui ont un emploi antérieur (tableau 5.17), 59,9% l'ont fait pour changer de métiers et 59,9% pour changer d'activité principale. Les femmes ont plus changé de métier (60,% contre 59,4% pour les hommes) ou d'activité (60,1% contre 59,7% pour les hommes).

Selon le niveau d'instruction, les actifs occupés du niveau du secondaire ont plus changé de métier (68,8%) que d'activité (66,6%) alors que la situation est contraire pour ceux ayant atteint le supérieur qui ont plus changé d'activité (71,2%) que de métier (69,1%).

Aussi, que ce soit selon le milieu ou la région de résidence, il y a peu d'écart entre la proportion des actifs occupés qui ont changé de métier et la proportion de ceux qui ont changé d'activité.

Tableau 5.17 : Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	% d'actifs occupés ayant changé de métier	% d'actifs occupés ayant changé d'activité
Homme	11.4	59.4	59.7
Femme	9.4	60.6	60.1
Aucun	9.9	53.2	55.5
Primaire	9.7	60.8	59.5
Secondaire	12.6	68.8	66.6
Supérieur	20.1	69.1	71.2
SAB	12.6	63.2	64.7
Autres urbains	11.0	68.2	62.5
Ens. Urbain	12.1	64.4	64.2
Rural	8.9	52.9	53.2
Tombali	10.7	60.1	57.4
Quinara	7.1	48.7	48.2
Oio	7.2	44.6	41.5
Biombo	7.6	61.2	61.2
Bolama Bijagos	6.3	44.6	44.5
Bafata	7.0	67.9	71.4
Gabu	7.4	59.0	50.4
Cacheu	17.6	56.9	57.7
SAB	12.6	63.2	64.7
Guinée Bissau	10.3	59.9	59.9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.9. Analyse des matrices de transition de l'emploi antérieur à l'emploi actuel

La réinsertion dans le groupe socioéconomique concerne plus les travailleurs ayant délibérément choisi de quitter leur emploi antérieur, d'où l'intérêt de comparer l'emploi antérieur et l'emploi actuel en révélant les caractéristiques des personnes qui passent d'un emploi à un autre.

Par rapport à l'emploi antérieur, très peu d'actif occupés occupent actuellement le même statut qu'antérieurement. Ainsi, peu de Salariés du secteur public, salariés du secteur privé formel, Indépendant du secteur non agricole ont tendance à retrouver un emploi dans la même catégorie socioéconomique (16,0%, 14,2% et 10,9% respectivement). Mais ce sont surtout des chômeurs ou des inactifs qui se retrouvent dans les différents groupes socioéconomiques des actifs occupés. Ainsi, par exemple, 74,1% des salariés du secteur public étaient des chômeurs ou inactifs. De même, 80,6% des chômeurs au moment de l'enquête étaient toujours des chômeurs ou inactifs antérieurement selon le tableau 5.20.

Tableau 5.18 : Analyse de la matrice de transition suivant le groupe socioéconomique, Guinée Bissau, 2017

Groupes socioéconomiques dans l'emploi actuel	Groupes socioéconomiques dans l'emploi antérieur							Effectif	
	Salarié du secteur public	Salarié du secteur privé formel	Indépendant du secteur non agricole	agricole Indépendant du secteur agricole	Aide familial et actif assimilé	Chômeur ou inactif	Total		
Salarié du secteur public	16.0	4.3	2.2	0.9	2.6	74.1	100	28 924	
Salarié du secteur privé formel	4.3	14.2	1.5	0.7	4.8	74.5	100.0	41 801	
Indépendant du secteur non agricole	0.3	2.7	10.9	2.2	5.5	78.4	100.0	109 120	
agricole Indépendant du secteur agricole	0.4	0.9	4.2	2.6	2.3	89.6	100.0	43 150	
Aide familial et actif assimilé	0.4	4.4	3.3	0.6	8.4	82.9	100.0	19 243	
Chômeur	3.8	6.4	5.1	0.9	3.2	80.6	100.0	30 273	
Main oeuvre potentielle	0.3	0.7	1.9	4.7	7.2	85.2	100.0	59 118	
Inactif	0.2	0.5	0.7	1.3	2.1	95.2	100.0	379 718	
Total	1.3	2.2	3.0	1.7	3.5	88.5	100.0	711 348	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

La matrice de mobilité des emplois entre les secteurs d'activité fait ressortir une stabilité relative des actifs occupés dans les services, le secteur primaire, commerce et un peu d'industrie, car respectivement 68,8%, 51,5%, 50,9% et 41,6% d'actifs qui exerçaient leur emploi antérieur dans ces secteurs y sont restés. Ainsi, la mobilité dans ces secteurs est fortement intra sectorielle. Par ailleurs, le commerce les actifs quittant le secteur pour migrer vers le secteur primaire avec 30,4%. En général l'effectif se réduire, les actifs quittant ces secteurs pour migrer vers les autres secteurs.

Tableau 5.19 : Analyse de la matrice de transition suivant le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017

Groupes socioéconomiques dans l'emploi actuel	Secteur d'activité dans l'emploi antérieur					Effectif
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total	
Primaire	51.5	9.5	30.4	8.5	100.0	6 045
Industrie	26.8	41.6	10.1	21.5	100.0	8 659
Commerce	24.6	9.0	50.9	15.5	100.0	17 885
Service	13.1	10.9	7.2	68.8	100.0	19 316
Total	23.8	15.2	25.4	35.5	100.0	51 906

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

La mobilité des actifs occupés dans Secteur public, Secteur privé et des Ménages est en grande partie intra sectorielle dans la mesure où 60,2%, 77,7% et 80,1% respectivement sont restés dans le même secteur d'activité. Le secteur ménage où secteur privé en Guinée-Bissau, parfois ne requiert pas très souvent une qualification ou un gros investissement pour s'y insérer, car il s'agit généralement d'activités précaires. Ce qui explique globalement la convergence des actifs occupés des autres secteurs vers le secteur privé et ménage.

Tableau 5.20 : Analyse de la matrice de transition suivant le secteur institutionnel, Guinée Bissau, 2017

Secteur institutionnel dans l'emploi actuel	Secteur institutionnel 2 en activité principale				
	Secteur public	Secteur privé	Ménages	Total	Effectif
Secteur public	60.22	31.42	8.35	100	7 676
Secteur privé	5.83	77.73	16.44	100	40 855
Ménages	4.30	15.58	80.12	100	1 151
Total	14.20	69.13	16.67	100	49 682

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.10. Revenu du travail et ses principales caractéristiques

5.10.1. Analyse du revenu mensuel

Les données du tableau 5.21 montrent que le revenu mensuel moyen des actifs occupés en 2017 est égal à 87 251,1 FCFA et correspond à la moyenne de 6,4 années d'études par personne. Dans le même temps, la rémunération horaire moyenne correspond à 682,5XOF.

Les données montrent également que les hommes sont davantage bénéficiaires que les femmes, tant du point de vue du revenu mensuel que de la rémunération horaire et des années d'études.

Dans ce contexte, les salariés sont ceux qui ont le salaire horaire moyen le plus élevé et égal à 692,2 FCFA avec une moyenne de 9,6 années d'études. Cela reflète donc un bon revenu mensuel moyen de 90 193,6 FCFA.

Du point de vue du secteur d'activité, les travailleurs des ménages sont les plus défavorisés, recevant en moyenne 254,2 FCFA par heure. Cette situation est également observée pour les travailleurs du secteur primaire (425,6 FCFA) en moyenne par heure.

Tableau 5.21 : Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Revenu mensuels	Rémunération horaire moyen [1]	Nombre année étude	Effectif
Groupe socioéconomique				
Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	115 119,4	864,9	14,1	3 016
Cadre moyen, agent de maîtrise	99 064,4	728,1	11,8	3 680
Employé/ouvrier qualifié	99 108,3	767,6	10,0	6 112
Employé/ouvrier semi qualifié	57 680,2	412,1	7,5	5 532
Manœuvre	99 295,8	829,4	6,5	3 712
Apprenti ou stagiaire payé	54 529,8	529,2	9,4	455
Salarié [1]	90 193,6	692,2	9,6	22 507
Employeur	166 652,9	712,7	9,7	223
Travailleur pour compte propre	86 328,9	690,8	3,6	25 856
Indépendant	87 016,5	691,0	3,7	26 080
Aide familial/apprenti	55 559,3	451,3	6,3	1 897
Secteur d'emploi				
APU	93 657,8	605,6	11,2	9 072
EPP	88 130,8	671,8	10,2	2 315
Secteur privé	86 631,6	708,9	5,1	38 418
Ménages	33 726,6	254,2	4,1	679
Secteur d'activité				
Primaire	51 460,0	425,6	2,9	3 261
Industrie	93 750,0	682,5	6,2	7 791
Commerce	89 288,8	741,7	3,7	16 592
Service	88 752,9	675,5	9,0	22 757
Sexe				
Homme	90 364,1	679,2	7,3	28 558
Femme	83 196,4	686,9	5,2	21 925
Guinée Bissau	87 251,1	682,5	6,4	50 484

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.10.2. Taux de bas salaire et taux salaire inférieur au SMIG

L'évaluation de la population des salariés concernés par de bas salaires pose la question de ce que l'on désigne par bas salaires. Pour reprendre les termes de C. Baudelot (1981), « on appellera bas salaires les salaires figurant dans le bas de la distribution des salaires ». La question suivante est naturellement celle du seuil, dans la hiérarchie des salaires, en dessous duquel on dira que les salaires sont bas. Parmi les différentes approches possibles (par exemple Bazén et Benhayoun, 1996), on a retenu pour cette étude deux seuils définis relativement au salaire médian : le seuil des bas salaires est fixé aux deux tiers du salaire médian, celui des « très bas salaires » à la moitié du salaire médian; on appelle « autres bas salaires » ceux dont le montant est supérieur à la moitié et au plus égal aux deux tiers du salaire médian.

Selon le tableau 5.22, la proportion de bas salaire en Guinée-Bissau est 33,3% et taux de salaire inférieur au SMIG est environ 49,5%. En général, les salariés qui occupent des emplois à bas salaire sont plus souvent que la proportion de personnes dont le niveau de diplôme est peu élevé est sensiblement plus forte. Des employeurs, employé/ouvrier semi qualifié et Manœuvre payé respectivement 54,3%, 34,0% et 25,8%. Toujours dans le même sens va au taux de salaire inférieur à SMIG, 54,3% pour les employeurs, 62,3% pour Employé/ouvrier semi qualifié et 49,1% pour Manœuvre.

Le taux de bas salaire est très élevé dans les ménages 64,0% et taux de salaire inférieur au SMIG est 96,1%. Selon les branches d'activités économiques, le secteur primaire est celui qui présente le taux le plus élevé de bas salaires avec 42,2% et taux de salaire inférieur au SMIG avec 59,3%. Selon le sexe, les femmes ont le taux de bas salaires le plus élevé avec 39,7% et taux de salaire inférieur au SMIG avec 53,7%.

**Tableau 5.22 : Taux de bas salaire selon le sexe, la CSP, le secteur institutionnel et l'activité ,
Guinée Bissau, 2017**

Caractéristiques socioéconomiques	Taux de bas salaire (%) (en dessous de 2/3 du salaire mensuel médian)	Taux de salaire inférieur au SMIG (%)	Effectif
Groupe socioéconomique			
Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	14,2	22,6	3 016
Cadre moyen, agent de maîtrise	6,2	25,8	3 680
Employé/ouvrier qualifié	19,3	43,2	6 112
Employé/ouvrier semi qualifié	34,0	62,3	5 532
Manœuvre	25,8	49,1	3 712
Apprenti ou stagiaire payé	24,3	53,3	455
Employeur	54,3	54,3	223
Travailleur pour compte propre	43,3	54,1	25 856
Aide familial/apprenti	37,7	58,3	1 897
Secteur d'emploi			
APU	13,7	30,2	9 072
EPP	15,8	38,0	2 315
Secteur privé	38,5	53,9	38 418
Ménages	64,0	96,1	679
Secteur d'activité			
Primaire	42,2	59,3	3 261
Industrie	27,7	41,1	7 791
Commerce	44,6	56,3	16 592
Service	25,9	46,2	22 757
Sexe			
Homme	28,4	46,2	28 558
Femme	39,7	53,7	21 925
Guinée Bissau	33,3	49,5	50 484

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.10.3. Conditions d'activités

Les données du tableau ci-dessous indiquent qu'au niveau national, 39,58% de la population occupée travaille avec une durée de travail excessive (plus de 48 heures par semaine). Dans ces conditions, 44,04% d'hommes et 34,36% de femmes ont été trouvés. Cette situation touche les persons de 35-44 ans (42,84%), suivis des 64 ans et plus (40,30%).

En milieu rurale, la population active occupée qui déménage avec une durée moyenne de 48 heures par semaine est supérieure à la moyenne nationale et représente 41,55% contre la moyenne du milieu urbain (38,07%). Cette situation touche les populations occupées des régions de Cacheu et de Gabu, qui représentent, respectivement 52,82% et 50,39%.

Les données montrent encore que seulement 36,60% de la population active occupée bénéficie d'une réduction du régime de pension. Près du tiers de la population active est employée dans une organisation de sécurité sanitaire. Dans le même temps, seulement 3,23% de la population active a bénéficié d'un stage de perfectionnement.

Tableau 5.23 : Indicateurs des conditions d'activités sur le marché du travail, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)	Taux de syndicalisation	% actifs occupés salariés cotisant à un régime de	% actifs occupés affiliés à une organisation d'assurance	% actifs occupés ayant bénéficié d'un stage de perfectionnement	abus physique	harcèlement sexuel	accident de travail ou de trajet	problème physique
Homme	44.0	62.0	37.6	1.2	4.6	0.0	1.1	2.4	3.3
Femme	34.4	54.5	33.1	0.5	1.7	0.0	0.3	1.3	1.4
15 - 24 ans	34.8	50.2	11.8	0.2	1.0	0.0	0.3	1.4	1.6
25 - 34 ans	40.0	55.6	26.8	0.8	2.8	0.0	0.6	1.4	1.8
35 - 44 ans	42.8	60.3	39.8	0.6	3.5	0.0	0.8	1.7	2.4
45 - 54 ans	38.8	59.6	51.9	1.2	4.6	0.0	1.0	2.4	2.9
55 - 64 ans	36.3	67.9	60.6	2.1	5.4	0.0	1.1	4.5	5.3
65 ans et plus	40.3	80.5	56.1	1.6	1.2	0.0	0.4	0.9	1.3
SAB	32.8	58.2	40.5	1.9	6.3	0.0	1.3	3.8	4.7
Autres urbains	49.2	66.8	31.3	0.4	1.9	0.0	0.3	0.8	1.2
Ens. urbain	38.1	59.6	38.4	1.4	4.9	0.0	1.0	2.9	3.5
Rural	41.5	61.7	30.2	0.2	1.2	0.0	0.4	0.7	1.0
Tombali	40.2	55.6	24.0	0.4	0.6	0.0	1.1	1.3	2.2
Quinara	33.9	62.1	35.1	0.3	1.9	0.0	0.6	0.9	1.6
Oio	41.2	67.2	26.2	0.3	0.9	0.0	0.0	0.4	0.4
Biombo	36.1	63.5	40.2	0.6	2.8	0.0	0.7	1.4	2.0
Bolama	34.0	69.4	46.7	0.6	0.8	0.0	0.3	0.3	0.3
Bijagos	44.0	47.1	30.6	0.3	0.9	0.0	0.3	0.8	1.0
Bafata	50.2	63.4	26.9	0.0	1.2	0.0	0.1	0.5	0.7
Gabu	52.8	79.1	26.0	0.0	1.9	0.0	0.4	0.4	0.8
SAB	32.8	58.2	40.5	1.9	6.3	0.0	1.3	3.8	4.7
Guinée Bissau	39.6	60.0	36.6	0.9	3.2	0.0	0.7	1.9	2.4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.11. Principales caractéristiques des emplois

5.11.1 Principaux acteurs de l'offre d'emplois

Selon les données le tableau 5.24, les principaux acteurs de l'offre d'emploi en Guinée-Bissau sont les acteurs du secteur privé (85,8%), avec un impact plus important sur les travailleurs privés inactifs (61,9%). Le secteur public ne représente que 12%, dont 9,4% proviennent du secteur de l'administration publique. Les employeurs d'agrégats familiaux représentent 2,2%. Les principaux employeurs, hommes et femmes, sont les acteurs du secteur privé, représentant respectivement 80,3% et 92,3%. Les acteurs du secteur public offrent un emploi aux hommes (17,2%) trois fois plus que les femmes (5,9%), en particulier dans l'administration publique.

En termes de milieu de résidence, le secteur privé est également le secteur qui offre le plus grand nombre d'emplois, en particulier dans les zones rurales (92,5%). Les acteurs du secteur privé sont les plus gros employeurs dans toutes les régions avec plus de 76%, atteignant plus de 90% dans certaines régions, telles que les régions de Tombali, Quinara, Oio, Bafatá et Gabú.

Tableau 5.24 : Principaux acteurs de l'offre d'emploi, Guinée Bissau, 2017

Différents acteurs de l'offre d'empli	initiative privée	autres acteurs	Secteur privé	Administ ration publique	Entreprise publique et parapublique	Secteur public	Ménage employeur	Total
Sexe								
Homme	46.8	33.5	80.3	13.6	3.6	17.2	2.5	100.0
Femme	79.7	12.6	92.3	4.4	1.5	5.9	1.8	100.0
Strates de résidence								
SAB	44.8	31.9	76.7	16.0	5.1	21.1	2.3	100.0
Autres urbains	64.3	24.6	88.9	8.5	1.6	10.0	1.1	100.0
Ens. Urbain	51.0	29.5	80.6	13.6	4.0	17.5	1.9	100.0
Rural	75.7	16.8	92.5	4.1	.9	5.0	2.5	100.0
Region								
Tombali	82.4	14.2	96.6	2.2	.4	2.6	.8	100.0
Quinara	68.1	22.2	90.2	7.2	2.1	9.3	.4	100.0
Oio	74.1	18.7	92.9	4.0	.8	4.8	2.4	100.0
Biombo	64.7	22.1	86.8	10.0	2.4	12.4	.8	100.0
Bolama Bijagos	66.2	21.7	87.8	6.8	5.2	12.0	.2	100.0
Bafata	75.9	17.4	93.3	4.7	.6	5.3	1.4	100.0
Gabu	77.7	15.9	93.5	3.4	.7	4.2	2.3	100.0
Cacheu	62.4	24.1	86.5	7.4	1.0	8.4	5.1	100.0
SAB	44.8	31.9	76.7	16.0	5.1	21.1	2.3	100.0
Guinée Bissau	61.9	23.9	85.8	9.4	2.6	12.0	2.2	100.0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.11.2. Analyse des emplois suivant les secteurs institutionnels

5.11.2.1. Caractéristiques de l'emploi dans les secteurs public et parapublic

Les données du tableau 5.25 ci-dessous montrent que sur les 29 230 actifs occupés du secteur public et parapublic, 22 4% sont de sexe féminin et les jeunes de 15-35 ans représentent 31,5% de cet effectif. Ces actifs occupés ont fait en moyenne 11 ans d'étude et une ancienneté de 9 ans avec un revenu mensuel moyen de 92 534 FCFA. Quatre branches d'activité sont pourvoyeuses d'emploi dans le secteur public et parapublic avec 75% des actifs occupés.

La première est la branche de l'enseignement qui regroupe 28% des actifs occupés dont 17,9% de femmes et 39,4% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen de cette branche est de 91 055 FCFA avec 12 ans d'étude et 8 ans d'ancienneté.

La deuxième branche est celle des activités de l'administration publique qui utilise 23% des actifs occupés avec 11,9% de femmes et 21,6% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen de cette branche est de 109 960 FCFA avec 10 ans d'étude et 12 ans d'ancienneté.

La troisième branche est celle des activités de service de soutien et de bureau avec 18% des actifs occupés, 35,6% de femmes et 30,3% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen de cette branche est de 70 266 FCFA avec 8 ans d'étude et 9 ans d'ancienneté.

La dernière branche pourvoyeuse d'emploi dans le public et le parapublic est celles des Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.) avec 6% des actifs occupés dont 20,7% de femmes et 22% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen de cette branche est de 120 003 FCFA avec 11 ans d'étude et 9 ans d'ancienneté.

Tableau 5.25 : Principales caractéristiques des actifs dans le secteur publique et parapublique, Guinée Bissau, 2017

Branches d'activité	Effectif	%	% de femmes	Pourcentage des jeunes de 15 à 35 ans	Revenu mensuels	Nombre années études	Durée moyenne dans emploi en année
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	255	0,9	57,2	16,7	45 575	5,0	15,2
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	43	0,1	0,0	100,0	43 700	10,0	1,0
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	85	0,3	0,0	70,6	34 094	8,9	4,5
Activités extractives/mines	134	0,5	0,0	52,3	135 000	12,0	3,6
Activités de fabrication	1 019	3,5	31,2	51,0	108 061	11,1	5,0
Activités de production et distribution	205	0,7	0,0	10,6	162 062	9,7	13,5
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets		0,0					
Activités de construction	716	2,4	0,0	55,3	78 925	7,9	4,0
Commerce et réparation des pièces automobiles		0,0					
Commerce de gros	26	0,1	0,0	100,0		9,0	3,0
Commerce de détail		0,0					
Activités de transport	442	1,5	0,0	9,8	162 755	10,5	11,4
Activités d'entreposage	280	1,0	0,0	8,3	152 000	6,6	22,0
Activités d'hébergement et de restauration	28	0,1	100,0	0,0	33 250	0,0	11,0
Activités de l'information et de communication	353	1,2	33,9	36,3	97 751	11,4	9,5
Activités financiers et d'assurance	460	1,6	23,1	21,6	140 513	11,9	10,8
Activités immobiliers		0,0					
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	1 097	3,8	23,5	28,4	103 110	13,2	8,7
Activités de services de soutien et de bureau	5 146	17,6	35,6	30,3	70 266	8,5	9,4
Activités de l'administration publique	6 689	22,9	11,9	21,6	109 960	9,8	12,1
Enseignement	8 218	28,1	17,9	39,4	91 055	12,3	7,9
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	2 013	6,9	54,9	35,1	57 918	12,5	8,2
Activités artistiques, sportives et récréatives	276	0,9	8,8	40,9	81 130	12,8	4,2
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	1 652	5,7	20,7	22,0	120 003	11,7	9,9
Activités spéciales des ménages		0,0					
Activités des organisations internationales	95	0,3	0,0	0,0		9,0	20,0
Guinée Bissau	29 230	100,0	22,4	31,5	92 534	10,7	9,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

2. Caractéristiques de l'emploi dans le secteur privé formel

Les données du tableau 5.26 montrent que, 207 756 actifs occupés ont été dénombrés dans le secteur privé formel avec 49,2% de femmes et 44,2% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen est de 86 680 FCFA avec 4 ans d'étude et 9 ans d'ancienneté. Quatre branches d'activités regroupent plus de 70% des actifs occupés.

La branche du commerce de détail occupe 31,8% des actifs occupés dont 68,7% de femmes et 43,7% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen de cette branche est de 91 050 FCFA avec 3,3 ans d'étude et 6,3% d'ancienneté.

La branche des activités de l'Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien occupe 22% des actifs occupés dont 51,2% de femmes et 36,8% de jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen de cette branche est 44 531 FCFA avec 1,9 an d'étude et 15,8 ans d'ancienneté.

La branche de fabrication utilise 10,6% des actifs occupés avec 45,6% de femmes et 43,3% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen est de 93 935 FCFA avec 4,4 ans d'étude et 9,1 ans d'ancienneté.

Enfin, on a la branche des activités de construction qui occupe 5,6% des actifs occupés avec 4,0% de femmes et 56,2% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen de cette branche est de 91 111 FCFA avec 6,9 ans d'étude et 6,6 ans d'ancienneté.

Tableau 5.26 : Principales caractéristiques des actifs occupés dans le secteur privé formel

Branches d'activité	Effectif	%	% de femmes	Pourcentage des jeunes de 15 à 35 ans	Revenu mensuels	Nombre année étude	Durée moyenne dans emploi en année
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	45 658	22,0	51,2	36,8	44 531	1,9	15,8
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	3 239	1,6	57,0	40,8	44 925	3,5	8,1
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	5 200	2,6	20,4	35,0	70 878	2,7	13,9
Activités extractives/mines	1 489	0,7	50,3	44,3	81 070	3,3	6,3
Activités de fabrication	22 059	10,6	45,6	43,3	93 935	4,4	9,1
Activités de production et distribution		0,0					
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	27	0,0	100,0	100,0	68 400	8,0	1,0
Activités de construction	11 542	5,6	4,0	56,2	91 111	6,9	6,6
Commerce et réparation des pièces automobiles	2 812	1,4	0,0	54,3	68 554	6,7	7,5
Commerce de gros	9 412	4,5	54,2	36,3	79 766	4,1	7,2
Commerce de détail	66 184	31,8	68,6	43,7	91 050	3,3	6,3
Activités de transport	5 487	2,6	0,9	64,4	105 256	5,9	5,1
Activités d'entrepôt	1 260	0,6	8,6	45,5	161 622	9,1	7,1
Activités d'hébergement et de restauration	2 143	1,0	81,5	55,2	69 173	6,4	3,2
Activités de l'information et de communication	1 079	0,5	15,6	60,6	93 225	9,4	5,1
Activités financiers et d'assurance	1 248	0,6	28,4	33,4	106 637	11,3	6,3
Activités immobiliers	749	0,4	6,1	52,6	28 989	6,6	9,5
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	890	0,4	33,6	49,1	103 601	8,3	5,3
Activités de services de soutien et de bureau	9 694	4,7	42,5	56,0	95 582	6,5	5,6
Activités de l'administration publique	106	0,1	0,0	0,0	23 750	11,5	0,2
Enseignement	3 310	1,6	36,2	62,1	60 815	9,7	4,7
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1 171	0,6	42,5	43,3	60 405	7,2	6,1
Activités artistiques, sportives et récréatives	551	0,3	16,6	81,0	57 786	6,7	5,9
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	10 011	4,8	42,2	48,1	96 470	5,4	8,5
Activités spéciales des ménages	2 416	1,2	54,8	31,5	51 012	3,8	9,9
Activités des organisations internationales	22	0,0	100,0	0,0		16,0	0,0
Guinée Bissau	207 756	100,0	49,2	44,1	86 680	4,0	9,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

3. Caractéristiques de l'emploi dans le secteur privé informel

L'ERI ESI a permis de recenser les chefs d'unités de production informelle (tableau 5.27). Au total, 145 594 chefs d'unités de production de secteur privé informel ont été identifiés dont 58,8% des CUIP sont de sexe féminin et 39,9% sont des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen dans le secteur informel est de 86 783 FCFA avec 3,1 ans d'étude et 9,9 ans d'ancienneté. Trois branches d'activité produisent 77,6% des UPI.

La branche d'activité du commerce de détail a créé 42,1% des UPI dont 70,8% appartiennent aux CUIP femmes et 42,4% aux CUIP jeunes de 15-35 ans. Leur revenu mensuel moyen est de 91 111 FFCA avec 3,1 ans d'étude et 6,5 ans d'ancienneté.

La branche des activités d'Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien a créé avec 23,9% des UPI dont 54,4% appartiennent aux CUIP femmes et 36,2% aux CUIP jeunes de 15-35 ans. Leur revenu mensuel moyen est de 42 571 FCFA avec 1,8 an d'étude et 16,4 ans d'ancienneté.

La dernière branche créatrice d'UPI est celle des activités de fabrication avec 11,7% des UPI dont 53,5% appartiennent aux CUPF femmes et 37,3% aux CUPF jeunes de 15-35 ans. Leur revenu mensuel moyen est de 89 299 308 FCFA avec 3,8 ans d'étude et 9,8 ans d'ancienneté.

Tableau 5.27 : Répartition des chefs d'unité de production informelle selon le sexe par type d'activité

Branches	Effectif	Effectif	% de femmes	Pourcentage des jeunes de 15 à 35 ans	Revenu mensuels	Nombre année étude	Durée moyenne dans emploi en année
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	34 793	23,9	54,3	36,2	42 571	1,8	16,3
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	2 695	1,9	61,6	41,0	44 925	2,8	7,7
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	3 271	2,2	22,0	26,0	63 055	2,7	14,8
Activités extractives/mines	1 004	0,7	58,0	41,4	89 335	2,4	7,2
Activités de fabrication	17 035	11,7	53,5	37,3	89 299	3,8	9,8
Activités de production et distribution		0,0					
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	27	0,0	100,0	100,0	68 400	8,0	1,0
Activités de construction	3 341	2,3	4,2	50,8	126 513	6,9	9,2
Commerce et réparation des pièces automobiles	839	0,6	0,0	26,7	76 003	6,7	13,4
Commerce de gros	7 083	4,9	63,9	34,2	85 080	3,4	7,6
Commerce de détail	61 214	42,1	70,8	42,4	91 111	3,1	6,5
Activités de transport	699	0,5	0,0	32,3	215 551	6,3	6,3
Activités d'entreposage	91	0,1	9,8	65,2	19 000	9,2	21,4
Activités d'hébergement et de restauration	1 077	0,7	93,1	60,2	74 460	5,1	4,1
Activités de l'information et de communication	281	0,2	0,0	49,4	27 868	6,4	3,0
Activités financiers et d'assurance	121	0,1	68,2	16,9	33 250	2,9	4,8
Activités immobiliers	645	0,4	7,1	51,0	28 989	6,9	9,9
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	249	0,2	27,8	40,5	26 405	6,4	7,9
Activités de services de soutien et de bureau	2 461	1,7	51,1	47,1	118 364	4,2	7,5
Activités de l'administration publique		0,0					
Enseignement	643	0,4	33,5	57,8	58 092	6,1	6,6
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	280	0,2	43,4	14,1	35 661	3,1	7,8
Activités artistiques, sportives et récréatives	241	0,2	4,8	61,5	66 040	2,5	9,3
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	6 122	4,2	48,0	47,2	111 333	4,3	9,1
Activités spéciales des ménages	1 384	1,0	55,3	20,0	57 073	3,6	12,6
Activités des organisations internationales		0,0					
Guinée Bissau	145 594	100,0	58,8	39,9	86 783	3,1	9,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Les unités de production informelles précédemment décrites ont créé 216 379 emplois dont 48,7% sont féminins et 44,5% des jeunes de 15-35 ans. Leur revenu mensuel moyen est de 84 044 FCFA avec 4,1 ans d'étude et 9 ans d'ancienneté. Globalement quatre branches d'activités contribuent à 67,7% à la création des emplois.

La première branche est celle du commerce de détail qui consomme 30,5% des emplois créés dont 68,5% sont de sexe féminin et 43,8% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen dans cette branche est de 89 387 FCFA avec 3,3 ans d'étude et 6,3 ans d'ancienneté.

La deuxième branche est celle de l'Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien avec 21,2% des actifs occupés dont 51,1% sont de sexe féminin et 36,8% des jeunes de 15-35 ans. Leur revenu mensuel moyen est de 44 531 FCFA avec 1,9 an d'étude et 15,8 ans d'ancienneté.

La troisième branche est celle de l'activité de fabrication avec 10,4% des emplois dont 45,9% sont des femmes et 44,4% des jeunes de 15-35 ans. Leur revenu mensuel moyen est 93 935 FCFA avec 4,5 ans d'étude et 6,5 ans d'ancienneté.

La dernière branche créatrice d'emploi est celle de l'activité de construction qui utilise 5,6% des actifs occupés dont 4,1% des femmes et 57,7% des jeunes de 15-35 ans. Le revenu mensuel moyen de cette branche est 92 402 FCFA avec 7 ans d'étude et 6,5 ans d'ancienneté.

Tableau 5.28 : Principales caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel

Branches	Effectif	%	% de femmes	Pourcentage des jeunes de 15 à 35 ans	Revenu mensuels	Nombre année étude	Durée moyenne dans emploi en année
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	45 799	21,2	51,1	36,8	44 531	1,9	15,8
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	3 266	1,5	56,6	41,3	44 925	3,5	8,1
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	5 284	2,4	20,7	33,7	67 661	2,9	14,1
Activités extractives/mines	1 489	0,7	50,3	44,3	81 070	3,3	6,3
Activités de fabrication	22 524	10,4	45,9	44,4	93 935	4,5	9,0
Activités de production et distribution		0,0					
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	27	0,0	100,0	100,0	68 400	8,0	1,0
Activités de construction	12 138	5,6	4,1	57,7	92 402	7,0	6,5
Commerce et réparation des pièces automobiles	2 773	1,3	0,0	55,1	66 600	6,7	7,3
Commerce de gros	9 321	4,3	54,7	36,6	76 834	4,0	7,2
Commerce de détail	66 066	30,5	68,5	43,8	89 387	3,3	6,3
Activités de transport	5 572	2,6	0,9	63,4	105 256	6,0	5,1
Activités d'entrepôt	1 303	0,6	7,0	45,8	167 534	8,9	6,9
Activités d'hébergement et de restauration	2 062	1,0	84,7	56,0	69 017	6,2	3,2
Activités de l'information et de communication	1 103	0,5	15,2	61,0	53 961	8,8	5,0
Activités financiers et d'assurance	1 171	0,5	30,3	35,6	116 722	10,9	6,0
Activités immobiliers	749	0,3	6,1	52,6	28 989	6,6	9,5
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	898	0,4	39,2	49,5	80 969	8,5	5,3
Activités de services de soutien et de bureau	10 600	4,9	45,0	53,8	92 921	6,7	5,4
Activités de l'administration publique	249	0,1	17,3	22,7	23 750	12,1	4,8
Enseignement	4 361	2,0	30,4	63,9	60 403	10,3	4,8
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1 773	0,8	44,0	48,6	47 888	8,3	6,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	632	0,3	14,5	72,4	66 040	5,9	5,7
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	10 721	5,0	40,5	48,8	95 658	5,2	8,4
Activités spéciales des ménages	6 380	2,9	45,6	36,8	42 932	3,7	12,2
Activités des organisations internationales	117	0,1	18,8	0,0		10,3	16,2
Guinée Bissau	216 379	100,0	48,7	44,5	84 044	4,1	9,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.11.3. Dynamique des emplois

L'analyse de la dynamique de l'emploi des actifs ayant quitté un emploi antérieur pour leur emploi actuel dans tableau 5.29 ci-dessus, révèle que parmi les actifs dépendants salariés, la majorité de travailleurs (74,5%) sont restés, même pour les Indépendants ont gardé leur emploi (87%). Au sein des travailleurs actifs dépendants salariés, 20,5% ont connu une mobilité vers Indépendants et 5,0% vers aides familiaux et similaires. Les données montrent également que parmi les travailleurs familiaux et similaires, seulement 14,1% ont conservé leur emploi, tandis que 62% ont quitté leur emploi précédent et sont maintenant dans l'état de l'emploi indépendants salariés. En même temps, 23,4 autres sont passés aux travailleurs dépendants. Cela signifie qu'une grande mobilité des travailleurs a eu lieu au sein du statut d'emploi familial et similaire à d'autres statuts d'emploi, à savoir : emploi salarié ou indépendant.

Tableau 5.29 : Mobilité par statut des actifs ayant quitté un emploi antérieur pour leur emploi actuel, Guinée Bissau, 2017/2018

Statut dans l'emploi actuel						
Statut dans l'emploi antérieur	Dépendants salariés	Indépendants	Aides familiaux et assimilés	Total	Effectif	
Dépendants salariés	74,5	20,5	5,0	100,0	18 284	
Indépendants	9,2	87,0	3,8	100,0	19 807	
Aides familiaux et assimilés	23,8	62,1	14,1	100,0	11 444	
Guinée Bissau	36,7	56,7	6,6	100,0	49 536	

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Comme l'indiquent les informations économiques figurant dans le **Tableau 5.30**, les actifs occupés peuvent être regroupés en quatre grands groupes avec des spécificités propres. Ce tableau nous permet de distinguer cinq grands groupes qui contiennent au moins 20% des actifs occupés

Le premier groupe est constitué des actifs qualifiés manuels avec 34,6% des actifs occupés avec 40,4% des jeunes de 15-35 ans de ce groupe et le revenu mensuel moyen dans ce groupe est 86 044 FCFA avec 3,5 ans d'étude. Ces emplois sont à 98,5% des emplois informels et sont à 94,8% du secteur privé.

Le deuxième grand groupe est celui du personnel hautement qualifié non manuel avec 28,3% des actifs occupés dont 40,5% des jeunes de 15-35 ans et un revenu mensuel moyen de 87 759 FCFA avec 6,4 ans d'étude et ces emplois sont à 94,8% informels et se retrouvent à 93,8% dans le secteur privé.

Le troisième groupe est celui du personnel peu qualifié non manuel avec 25% des actifs occupés dont 43,3% des jeunes de 15-35 ans et un revenu moyen de 90 840 FCFA avec 4,6 ans d'étude et ces emplois sont à 88% informels et se retrouvent à 85,6% dans le secteur privé.

Tableau 5.30 : Principales caractéristiques des actifs occupés selon les grands groupes de la CITP, Guinée Bissau, 2017/2018

grands groupes de la CITP			Pourcentage des jeunes de 15 à 35 ans	Revenu mensuels	Nombre année étude	Activité principale		Secteur institutionnel		
	Effectif	%				Emplois formels	Emplois informels	Secteur public	Secteur privé	Mén-ages
Directeurs, cadres de direction et gérants	4 001	1,7	28,08	127 486,8	6,92	23,1	76,9	22,7	76,4	0,8
Professions intellectuelles et scientifiques	17 952	7,5	41,25	95 891,1	11,86	58,8	41,2	64,0	35,2	0,8
Professions intermédiaires	46 141	19,2	41,39	78 671,4	4,20	5,1	94,9	5,7	93,9	0,5
Hautement qualifiés non manuels	68 093	28,3	40,57	87 758,6	6,38	20,2	79,8	21,9	77,5	0,6
Employés de type administratif	4 948	2,1	47,97	103 176,8	9,62	41,2	58,8	44,0	49,9	6,1
Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	55 234	23,0	42,88	89 193,1	4,13	9,4	90,6	10,3	88,7	1,0
Peu qualifiés non manuels	60 183	25,0	43,30	90 840,2	4,58	12,0	88,0	12,9	85,6	1,4
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	49 916	20,8	36,44	55 347,4	2,13	,3	99,7	,2	94,9	4,9
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	25 922	10,8	46,75	90 062,1	5,70	2,4	97,6	3,2	96,4	0,5
Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	7 357	3,1	45,31	110 893,6	5,48	6,0	94,0	8,7	88,4	2,9
Qualifiés manuels	83 194	34,6	40,44	86 044,5	3,54	1,5	98,5	1,9	94,8	3,3
Professions élémentaires	25 091	10,4	52,18	68 862,8	4,76	4,2	95,8	4,9	90,8	4,3
Professions militaires	3 898	1,6	56,93	154 425,4	7,15	44,3	55,7	42,5	55,8	1,7
Non qualifiés	28 989	12,1	52,82	77 122,6	5,08	9,4	90,6	10,0	86,0	3,9
Guinée Bissau	240 459	100,0	42,68	86 937,3	4,79	10,4	89,6	11,3	86,6	2,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

5.12. Femmes et marché du travail

Malgré la rapide augmentation dans le monde entier du niveau d'instruction des femmes et de leur taux de participation au marché du travail, la plupart d'entre elles continuent d'être victimes de ségrégation professionnelle sur leur lieu de travail et ne parviennent que rarement à briser le fameux «plafond de verre» qui les empêche d'accéder à des postes de directeurs et de spécialistes de haut niveau.

5.12.1. Egalité de chance sur le marché du travail selon le genre

- Indice de ségrégation horizontale

Même là où elles ont le plus progressé, «c'est généralement dans les secteurs employant un grand nombre de femmes, tels que les services sanitaires et services fournis à la collectivité, l'hôtellerie et la restauration, que la situation des femmes est la meilleure.» les inégalités entre hommes et femmes que l'on observe au sommet de la pyramide organisationnelle constituent simplement l'exemple le plus flagrant de ségrégation professionnelle en fonction du sexe que l'on retrouve dans tout l'éventail des emplois offerts sur le marché du travail. Le tableau 5.31 montre que les poches du travail féminin sont relativement distribués en moyenne, égaux pour les femmes à travers le pays. La ségrégation constitue une caractéristique du monde du travail en Guinée-Bissau, les résultats montrent qu'il y a encore beaucoup d'inégalité dans les emplois dans toutes les régions du pays. Dans le pays en moyenne 15,66%, par région la plus touché est les régions Gabú, Oio et Tombali respectivement 10,78%, 10,9% et 12,8%. La région de Biombo est plus bien placée avec 22%, suivie de Cacheu avec 20% et du SAB avec 19%.

Tableau 5.31 : Indice de segregation horizontale (en %) selon les regions, Guinee Bissau, 2017/2018

Région	Moyenne
Tombali	12,88
Quinara	15,58
Oio	10,96
Biombo	22,85
Bolama Bijagós	16,55
Bafatá	15,05
Gabu	10,78
Cacheu	20,71
SAB	19,04
Ensemble	15,66

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

- Contribution à la ségrégation horizontale selon branche activité dans le secteur informel par région

Selon le résultat tableau 5.32, ségrégation horizontale » propulse les femmes dans des secteurs d'activités déjà fortement féminisés en Guinée-Bissau. Il s'agit des branches de production qui font appel à une main-d'œuvre jeune et peu qualifiée telles que le Commerce de détail et Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien: 39,7% travaille dans commerce de détail et 6,66% dans Agriculture, Elevage, Chasse. Commerce de détail où nous avons plus d'emplois principalement dans les régions de Gabú, SAB, Biombo, Cacheu et Oio respectivement (68,5%, 40,0%, 35,0%, 32,8%, et 26,2%). Dans le même sens, l'agriculture, la chasse et la pêche emploient également une bonne partie des femmes. En Guinée-Bissau, le petit commerce de rue, les services à domicile, la petite restauration et les activités de petite production au sein de microentreprises ou à domicile (broderie, petite confection...) mobilisent nombre de femmes et de fillettes dans la sphère urbaine.

Tableau 5.32 : Contribution a la segregation horizontale (en %) selon les regions, Guinee Bissau, 2017/2018

Branche activité dans le secteur informel	Région									
	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagós	Bafatá	Gabu	Cacheu	SAB	Ensemble
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	16,8	4,6	26,0	12,5	0,1	34,3	3,5	12,2	3,9	6,6
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	0,5	0,2	7,6	2,8	0,5	0,4	2,0	1,0	0,5	0,9
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	5,6	8,0		3,0	23,7		□	6,6		3,7
Activités extractives/mines	3,7	3,1	0,5	0,9	5,6	0,0		0,8	0,8	0,0
Activités de fabrication	21,4	7,9	6,1	8,4	22,2	12,3	8,3	9,3	1,7	0,3
Activités de production et distribution	-	□	□	□	□	□	□	□	□	
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-	□	□	□	□	□	□	□	0,1	0,0
Activités de construction	11,7		□	11,8		□	□	8,0	16,0	13,7
Commerce et réparation des pièces automobiles	-	□	□	□	□	□	□	□	□	
Commerce de gros	0,8	5,9	0,5	3,1	2,2	3,3		1,1	3,9	2,1
Commerce de détail	32,7	41,5	26,2	35,0	23,2	25,9	68,5	32,9	40,1	39,8
Activités de transport		□	□	□	□	□	□	6,2		7,0
Activités d'entreposage	0,3		□	1,7		□	□	□	2,5	1,6
Activités d'hébergement et de restauration	-	1,5	4,5	0,2	0,8	1,9		□	2,9	2,1
Activités de l'information et de communication	-	□	□	□	□	□	□	□	0,9	1,0
Activités financiers et d'assurance	-	□	1,1	1,4		□	□	□	1,3	0,8
Activités immobiliers	-	□	□	□	□	□	□	□	1,2	0,8
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	-	□	□	1,1		□	□	0,5	1,6	1,0
Activités de services de soutien et de bureau	1,9	3,4	2,7	4,3	0,6	5,1	3,7	2,2	0,5	2,0
Activités de l'administration publique	-	□	□	4,5	0,0		□	0,5	10,0	6,1
Enseignement	-	13,1	10,5	5,0	17,3	7,6	7,5	5,9	4,5	7,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	-	1,7	0,3	0,6	0,8		□	1,2	1,2	0,3
Activités artistiques, sportives et récréatives	-	1,7		0,4		□	□	□	1,3	0,8
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	1,3	7,5	9,7	3,3	2,5	7,4	6,6	6,0	0,7	2,3
Activités spéciales des ménages	3,3		4,5	0,2	0,6	1,8		5,8	4,6	0,0
Activités des organisations internationales	-								0,1	0,1

Source : Enquête regionale integree sur l' emploi et le secteur informel, 2017, INS

- Part de femme (en %) dans la branche d'activité**

Dans toutes les branches d'activité, la participation des femmes est variable et elle est importante dans les branches suivantes.

Les femmes sont dominantes dans la branche d'Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien (51,1%), notamment dans les régions de Bissau (75%), de Bafata (63%), Biombo (69,1%) et d'Oio (55,3%), dans la branche de Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien (55,8%) et dans les régions précédemment citées, dans la branche du commerce de détail ((68,5%), notamment dans toutes les régions de Guinée Bissau et dans la branche du commerce de gros (54,1%) à l'exception des régions d'Oio (44,2%), Bolama

Bijagos (18%) et de Cacheu (23,9%). Elles sont également majoritaires dans la branche d'hébergement et restauration (81,7%) et dans toutes les régions concernées.

Tableau 5.33 : Part de femmes (en %) dans la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Branche activité dans le secteur informel	Région de résidence									Ensemble
	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafata	Gabu	Cacheu	SAB	
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	42,5	45,6	55,3	69,1	42,7	63,0	41,4	30,7	75,0	51,1
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	40,6	39,4	69,6	78,0	41,3	53,2	22,6	23,3	60,0	55,8
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	39,0	16,9		36,4	23,6			15,2		20,1
Activités extractives/mines	88,6	70,6	33,3	32,2	69,5	47,3		68,9	24,3	46,2
Activités de fabrication	68,8	53,7	54,4	35,2	72,5	29,1	24,1	57,7	42,9	45,1
Activités de production et distribution	-									
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-								100,0	100,0
Activités de construction	8,1			1,9				10,3	4,5	4,0
Commerce et réparation des pièces automobiles										
Commerce de gros	51,5	58,0	44,2	66,2	18,0	75,4		23,9	59,5	54,1
Commerce de détail	64,2	69,8	57,8	83,2	64,6	58,4	59,1	72,4	77,4	68,5
Activités de transport								5,9		0,9
Activités d'entreposage	100,0			10,8					7,3	6,7
Activités d'hébergement et de restauration	-	69,8	100,0	65,0	100,0	77,9			80,4	81,7
Activités de l'information et de communication	-								29,4	19,5
Activités financiers et d'assurance	-		100,0	13,6					28,8	27,0
Activités immobiliers	-								8,4	6,1
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	-			39,8				61,3	25,8	27,1
Activités de services de soutien et de bureau	25,5	27,0	28,1	34,8	35,8	14,1	15,8	19,9	45,7	40,6
Activités de l'administration publique	-			24,5	42,6			50,7	10,4	11,7
Enseignement	-	7,3	12,1	21,4	10,1	16,0	23,2	23,0	30,6	22,9
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	-	29,7	50,2	46,1	54,0			100,0	56,9	49,4
Activités artistiques, sportives et récréatives	-	82,4		100,0					5,5	12,4
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	41,6	9,1	24,7	26,1	56,9	16,7	21,5	70,2	44,7	38,6
Activités spéciales des ménages	16,7		25,9	50,2	100,0	26,7		17,7	73,5	45,6
Activités des organisations internationales	-								100,0	18,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Le tableau 5.34 résume la situation des femmes dans les différentes branches d'activité. Les femmes peuvent être dominantes dans une branche donnée mais pas dans certaines régions.

Tableau 5.34 : Part de femmes (en %) dans la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Grand groupe	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafat a	Gabu	Cacheu	SAB	Ensemble
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	Mixte	Mixte	Mixte	FEM	Mixte	FEM	Mixte	Mixte	FEM	Mixte
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	Mixte	Mixte	FEM	FEM	Mixte	Mixte	MASC	MASC	Mixte	Mixte
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	Mixte	MASC	-	MASC	MASC	-	-	MASC	-	MASC
Activités extractives/mines	FEM	FEM	Mixte	MASC	FEM	Mixte	-	FEM	MASC	Mixte
Activités de fabrication	FEM	Mixte	Mixte	MASC	FEM	MASC	MASC	FEM	Mixte	Mixte
Activités de production et distribution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-	-	-	-	-	-	-	-	FEM	FEM
Activités de construction	MASC	-	-	MASC	-	-	-	MASC	MASC	MASC
Commerce et réparation des pièces automobiles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce de gros	Mixte	FEM	Mixte	Mixte	MASC	FEM	-	MASC	Mixte	Mixte
Commerce de détail	Mixte	FEM	Mixte	FEM	FEM	Mixte	FEM	FEM	FEM	FEM
Activités de transport	-	-	-	-	-	-	-	MASC	-	MASC
Activités d'entreposage	FEM	-	-	MASC	-	-	-	-	MASC	MASC
Activités d'hébergement et de restauration	-	FEM	FEM	Mixte	FEM	FEM	-	-	FEM	FEM
Activités de l'information et de communication	-	-	-	-	-	-	-	-	MASC	MASC
Activités financiers et d'assurance	-	-	FEM	MASC	-	-	-	-	MASC	MASC
Activités immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	MASC	MASC
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	-	-	-	Mixte	-	-	-	FEM	MASC	MASC
Activités de services de soutien et de bureau	MASC	MASC	MASC	MASC	Mixte	MASC	MASC	MASC	Mixte	Mixte
Activités de l'administration publique	-	-	-	MASC	Mixte	-	-	Mixte	MASC	MASC
Enseignement	-	MASC	MASC	MASC	MASC	MASC	MASC	MASC	MASC	MASC
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	-	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte	-	-	FEM	Mixte	Mixte
Activités artistiques, sportives et récréatives	-	FEM	-	FEM	-	-	-	-	MASC	MASC
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	Mixte	MASC	MASC	MASC	Mixte	MASC	MASC	FEM	Mixte	Mixte
Activités spéciales des ménages	MASC	-	MASC	Mixte	FEM	MASC	-	MASC	FEM	Mixte
Activités des organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	FEM	MASC

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017,

INS

MASC = Masculin

FEM = Féminin

• Indice de ségrégation verticale selon la région et le milieu de résidence

La « ségrégation verticale » montre que, malgré une tendance récente positive, les possibilités d'accès à des postes élevés de la hiérarchie professionnelle restent limitées. Selon le tableau 5.35 en moyenne en Guinée-Bissau 16,22% ont accès à des poste de directions. Par région capital SAB est mieux place avec

20,7%. Certes ces données laissent entrevoir l'existence d'un changement, toutefois celui-ci ne peut être considéré comme structurel et représentatif d'une nouvelle situation des femmes Bissau Guinéennes. Il est néanmoins significatif d'une évolution au sein des emplois hautement qualifiés; évolution qui demandera à être suivie avec attention afin de vérifier s'il s'agit d'un indicateur de tendances à venir plus profondes et plus étendues. En effet, bien que l'accès des femmes au travail se soit élargi, il reste largement circonscrit dans les emplois les plus modestes de la hiérarchie professionnelle et les secteurs les plus « informatisés ».

Tableau 5.35 : Indice de segregation verticale (en %) selon les regions, Guinée Bissau, 2017/2018

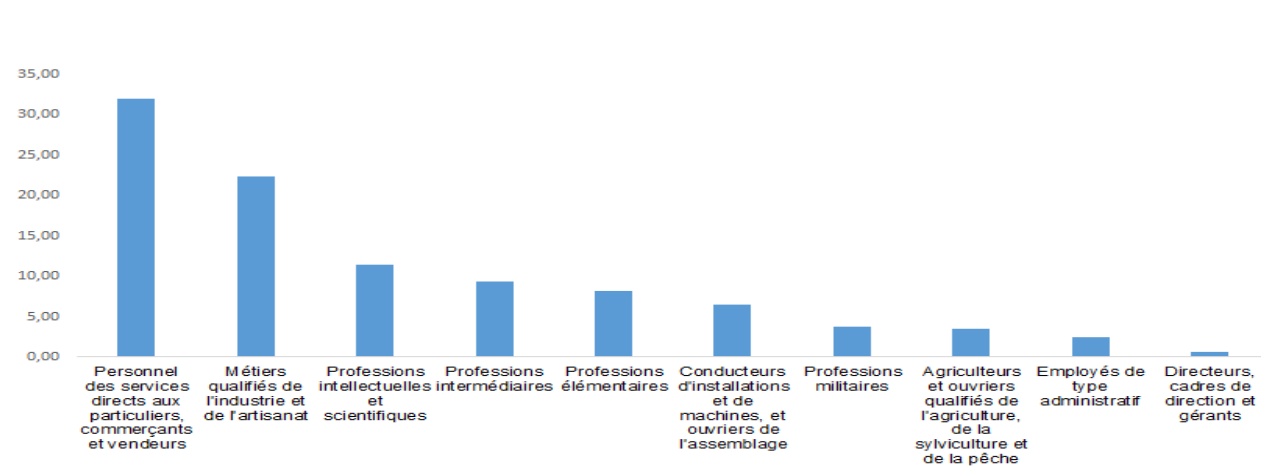
Region		Moyenne
	Tombali	14,08
	Quinara	15,10
	Oio	16,12
	Biombo	18,75
	Bolama Bijagos	15,66
	Bafata	14,22
	Gabu	12,92
	Cacheu	17,84
	SAB	20,71
	Ensemble	16,22

Source : Enquête regionale integree sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

- **Contribution à la ségrégation verticale selon région et grand groupe de la CITP**

La ségrégation horizontale se double d'une ségrégation verticale, avec les femmes de moins en moins nombreuses au fur et à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des métiers et la hiérarchie des catégories socioprofessionnelles. Cela est bien illustré par le graphique 5.1. Alors que les femmes représentent 31,98 % de personnel des services directs aux particuliers, Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat 22,29%, 11,49% des professions intellectuelles et scientifiques, Professions intermédiaires avec 9,29 et 8,15% Professions élémentaires. Pour cadres de direction et gérants seulement 0,56%.

Graphique 5.1 : ontribution a la ségrégation verticale (en %), Guinée Bissau, 2017/2018



La branche de Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs est celle qui présente la plus grande ségrégation verticale (32,0%) et elle est plus marquante dans les régions de Quinara '44,2°, Gabu (42,9) et Cacheu (39).

Tableau 5.36 : Contribution a la segregation verticale (en %) selon les regions , Guinee Bissau, 2017/2018

Grand groupe de la CIP	Region									Ensemble
	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafata	Gabu	Cacheu	SAB	
Directeurs, cadres de direction et gérants	1,5	0,6	0,4	0,6		0,2		0,1	1,7	0,6
Professions intellectuelles et scientifiques	8,5	15,8	9,6	14,3	20,5	11,2	11,9	5,8	10,6	11,5
Professions intermédiaires	12,1	3,9	8,5	14,9	15,3	4,6	12,3	13,1	10,0	9,3
Employés de type administratif	-	2,5		3,5	0,8				3,6	2,4
Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	27,3	44,2	30,5	25,4	23,7	24,1	42,9	39,0	26,2	32,0
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	27,4	7,5	5,8	5,6	28,4	19,5	14,4	33,8	2,4	3,5
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	9,6	20,8	20,4	21,3	3,8	31,9	18,1	6,7	24,0	22,3
Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	0,2	1,5	11,0	7,7					6,8	6,5
Professions élémentaires	13,3	3,2	13,5	3,5	7,5	4,7	0,4	1,6	9,7	8,1
Professions militaires			0,3	3,3	0,0	3,9			5,0	3,8

Source : Enquête regionale integree sur l' emploi et le secteur informel, 2017, INS

5.12.2. Contribution des femmes aux activités économiques

Le tableau ci-dessous met en évidence la contribution des femmes aux activités économiques en Guinée Bissau. En général, les femmes participent à toutes les activités économiques et elles sont majoritaires dans la branche d'Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien (51,1%), de Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien (55,8%), du commerce de gros (54,1%), commerce de détail (68,5%) et dans la branche d'hébergement et restauration (81,4%). Toute fois, il existe des régions où elles ne sont pas majoritaires malgré la dominance dans la branche et également dans lesquelles elles dominantes malgré qu'elles ne soient majoritaires dans la branche d'activité considérée.

Tableau 5.37 : Part de femmes (en %) dans la profession, Guinée Bissau, 2017/2018

Branche activité dans le secteur informel	Région										Ensemble
	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafata	Gabu	Cacheu	SAB		
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	42,5	45,6	55,3	69,1	42,7	63,0	41,4	30,7	75,0	51,1	
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	40,6	39,4	69,6	78,0	41,3	53,2	22,6	23,3	60,0	55,8	
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	39,0	16,9		36,4	23,6			15,2		20,1	
Activités extractives/mines	88,6	70,6	33,3	32,2	69,5	47,3		68,9	24,3	46,2	
Activités de fabrication	68,8	53,7	54,4	35,2	72,5	29,1	24,1	57,7	42,9	45,1	
Activités de production et distribution	-										
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-								100,0	100,0	
Activités de construction	8,1			1,9				10,3	4,5	4,0	
Commerce et réparation des pièces automobiles	-										
Commerce de gros	51,5	58,0	44,2	66,2	18,0	75,4		23,9	59,5	54,1	
Commerce de détail	64,2	69,8	57,8	83,2	64,6	58,4	59,1	72,4	77,4	68,5	
Activités de transport								5,9		0,9	
Activités d'entreposage	100,0			10,8					7,3	6,7	
Activités d'hébergement et de restauration		69,8	100,0	65,0	100,0	77,9			80,4	81,7	
Activités de l'information et de communication	-								29,4	19,5	
Activités financiers et d'assurance	-		100,0	13,6					28,8	27,0	
Activités immobiliers	-								8,4	6,1	
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	-			39,8				61,3	25,8	27,1	
Activités de services de soutien et de bureau	25,5	27,0	28,1	34,8	35,8	14,1	15,8	19,9	45,7	40,6	
Activités de l'administration publique	-			24,5	42,6			50,7	10,4	11,7	
Enseignement	-	7,3	12,1	21,4	10,1	16,0	23,2	23,0	30,6	22,9	
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	-	29,7	50,2	46,1	54,0			100,0	56,9	49,4	
Activités artistiques, sportives et récréatives	-	82,4		100,0					5,5	12,4	
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	41,6	9,1	24,7	26,1	56,9	16,7	21,5	70,2	44,7	38,6	
Activités spéciales des ménages	16,7		25,9	50,2	100,0	26,7		17,7	73,5	45,6	
Activités des organisations internationales	-								100,0	18,8	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INS

Le tableau 5.38 résume au mieux les branches d'activités dans lesquelles les femmes sont majoritaires, ainsi que des régions dans lesquelles leur participation est importante.

Tableau 5.38 : Contribution des femmes aux activités économiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Grand groupe	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafat a	Gabu	Cacheu	SAB	Ensemble
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	Mixte	Mixte	Mixte	FEM	Mixte	FEM	Mixte	Mixte	FEM	Mixte
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	Mixte	Mixte	FEM	FEM	Mixte	Mixte	MASC	MASC	Mixte	Mixte
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	Mixte	MASC	-	MASC	MASC	-	-	MASC	-	MASC
Activités extractives/mines	FEM	FEM	Mixte	MASC	FEM	Mixte	-	FEM	MASC	Mixte
Activités de fabrication	FEM	Mixte	Mixte	MASC	FEM	MASC	MASC	FEM	Mixte	Mixte
Activités de production et distribution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	-	-	-	-	-	-	-	-	FEM	FEM
Activités de construction	MASC	-	-	MASC	-	-	-	MASC	MASC	MASC
Commerce et réparation des pièces automobiles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce de gros	Mixte	FEM	Mixte	Mixte	MASC	FEM	-	MASC	Mixte	Mixte
Commerce de détail	Mixte	FEM	Mixte	FEM	FEM	Mixte	FEM	FEM	FEM	FEM
Activités de transport	-	-	-	-	-	-	-	MASC	-	MASC
Activités d'entreposage	FEM	-	-	MASC	-	-	-	-	MASC	MASC
Activités d'hébergement et de restauration	-	FEM	FEM	Mixte	FEM	FEM	-	-	FEM	FEM
Activités de l'information et de communication	-	-	-	-	-	-	-	-	MASC	MASC
Activités financiers et d'assurance	-	-	FEM	MASC	-	-	-	-	MASC	MASC
Activités immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	MASC	MASC
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	-	-	-	Mixte	-	-	-	FEM	MASC	MASC
Activités de services de soutien et de bureau	MASC	MASC	MAS C	MASC	Mixte	MASC	MASC	MASC	Mixte	Mixte
Activités de l'administration publique	-	-	-	MASC	Mixte	-	-	Mixte	MASC	MASC
Enseignement	-	MASC	MAS C	MASC	MASC	MASC	MASC	MASC	MASC	MASC
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	-	Mixte	Mixte	Mixte	Mixte	-	-	FEM	Mixte	Mixte
Activités artistiques, sportives et récréatives	-	FEM	-	FEM	-	-	-	-	MASC	MASC
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	Mixte	MASC	MAS C	MASC	Mixte	MASC	MASC	FEM	Mixte	Mixte
Activités spéciales des ménages	MASC	-	MAS C	Mixte	FEM	MASC	-	MASC	FEM	Mixte
Activités des organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	FEM	MASC

Source : Enquête regionale integree sur l' emploi et le secteur informel, 2017, INS

MASC = Masculin FEM = Féminin

Selon le tableau 5.39, les jeunes femmes de 15 à 24 ans représentent 45,52%, des jeunes de cette tranche d'âge ayant un emploi dans Commerce de détail et les entreprises, 58,52% dans Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien, alors la même tendance est observée dans les groupes d'âge pour les femmes de 15 à 34 ans et pour 15 à 64 ans. Il est à noter que dans les groupes d'âge de 15 à 24 ans, 15 à 34 ans et de 15 à 64 ans, les femmes actives occupés dans les activités d'hébergement et de restauration atteignent 93,13%, 79,09 et 81,39%, respectivement.

Tableau 5.39 : Contribution des femmes aux activités économiques par région, secteur d'activité et branche d'activité

	Pourcentage des femmes de 15 à 24 ans actives occupées	Pourcentage des femmes de 15 à 34 ans actives occupées	Pourcentage des femmes de 15 à 64 ans actives occupées
5.6Caractéristiques socioéconomiques			
APU	21,32	22,80	21,87
EPP	33,01	35,41	27,09
Secteur privé	51,00	49,86	49,88
Ménages	41,68	44,59	39,92
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	58,52	60,61	53,33
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	46,31	59,22	57,74
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	31,09	23,21	20,92
Activités extractives/mines	0,00	49,49	45,45
Activités de fabrication	40,19	42,78	45,58
Activités de production et distribution		0,00	0,00
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	100,00	100,00	100,00
Activités de construction	6,45	5,50	4,02
Commerce et réparation des pièces automobiles	0,00	0,00	0,00
Commerce de gros	55,84	55,77	53,85
Commerce de détail	68,41	68,33	68,81
Activités de transport	0,00	0,49	0,87
Activités d'entreposage	0,00	8,67	5,84
Activités d'hébergement et de restauration	93,13	79,09	81,39
Activités de l'information et de communication	16,09	32,10	20,89
Activités financiers et d'assurance	0,00	49,93	30,40
Activités immobiliers	0,00	0,00	6,50
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,00	38,06	27,07
Activités de services de soutien et de bureau	60,90	42,18	41,36
Activités de l'administration publique	15,21	15,00	12,61
Enseignement	24,02	25,65	23,16
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	32,85	46,44	50,53
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,00	11,45	12,38
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	60,22	44,05	41,05
Activités spéciales des ménages	72,45	60,56	47,24
Activités des organisations internationales			18,82
Tombali	51,65	54,98	49,46
Quinara	40,90	42,71	43,54
Oio	43,47	48,48	47,51
Biombo	44,81	48,07	48,83
Bolama Bijagos	42,30	45,54	44,94
Bafata	45,07	48,75	45,41
Gabu	46,62	45,93	43,77
Cacheu	43,32	42,70	44,73
SAB	47,30	44,59	46,85
Guinée Bissau	45,52	46,49	46,27

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Encadré 1 : Indice de ségrégation sectorielle (professionnelle) selon le sexe

L'indice de Karmel-MacLachlan (IP), mesurant la somme des réaffectations professionnelles ou sectorielles qu'il faudrait effectuer afin que les distributions des professions ou des secteurs soient identiques pour les deux sexes. Il s'écrit de la manière suivante :

$$IP = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^n \left| \left(1 - \frac{M}{N}\right) * M_i - \frac{M}{N} * F_i \right|$$

IP est symétrique et s'écrit aussi :

$$IP = \frac{F}{N} \sum_{i=1}^n \left| \frac{N_i}{N} - \frac{F_i}{F} \right| = \frac{M}{N} \sum_{i=1}^n \left| \frac{N_i}{N} - \frac{M_i}{M} \right|$$

avec

- N l'emploi total et N_i l'emploi dans la profession ou le secteur i ;
- M l'emploi masculin et M_i , l'emploi masculin dans la profession ou le secteur i ;
- F l'emploi féminin et F_i l'emploi féminin dans la profession ou le secteur.

Cet indicateur dépend positivement de la part des femmes dans l'emploi total (F/N). Son évolution peut traduire celle des différences de professions ou de secteurs entre les hommes et les femmes, celle de la part des femmes dans l'emploi total et, en partie, celle des structures professionnelles et sectorielles de l'économie. Au total, son interprétation, en matière de comparaisons internationales et temporelles notamment, doit prendre en compte les facteurs « exogènes » aux disparités de professions et de secteurs entre les hommes et les femmes, influençant son niveau et son évolution.

Critère de Dominance de Hakim C.

L'indice de ségrégation peut être couplé au critère de dominance pour caractériser les professions féminines. Ce critère n'est bien sûr pas une mesure à proprement parler du caractère sexué des métiers. Cependant, il constitue une illustration simple et parlante de ce phénomène.

- Si la part des femmes dans un métier est supérieure de 15 points à la part des femmes dans l'ensemble des métiers, alors ce métier est dit « féminin ».
- Si cette part est inférieure de 15 points à la moyenne nationale, le métier est identifié comme « masculin ».
- Entre ces deux catégories se situent les métiers « mixtes ».

Chapitre 6 HABITAT, STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT ET EQUIPEMENTS DES MENAGES

Résultats clés

- En Guinée Bissau, les ménages habitent les villas (**62,7%**) et **33,1%** des logements sont constitués de logements à plusieurs unités. Aussi, **78,2%** des ménages sont propriétaires de leur logement.
- Seulement **66%** des ménages ont accès à l' eau potable, notamment **82,5%** en milieu urbain et **54,6%** en milieu rural
- En matière d' éclairage 46,2% ménages ont accès à l' électricité dont 95,3% en milieu urbain et 77,2% en milieu rural.
 - Au plan national, 65,0% des ménages utilisent le bois de chauffage comme principale source d'énergie pour la cuisson et 32,0% utilisent charbon
- Moins de trois sur ménages sur cinq (53,8%) ont recourt au dépotoir sauvage comme mode d' évacuation des ordures et 24,8% à l' incinération des ordures.

6.1. Caractéristiques et statut d'occupation des logements

Selon l'enquête, dans l'ensemble les ménages en Guinée-Bissau, habitent majoritairement dans une villa. Environ 62,7% et 33,1% sont des logements constitués de plusieurs unités de logements. En ce que concerne le statut d'occupation des logements, 78, 2% de ménage est propriétaire des logements où ils habitent. Les menages vivant dans des logements en locations représentent 10,9%. La proportion des propriétaires des logements au sein des menages constitués par des personnes nombreuses (9 personnes et plus) est plus élevée (86,4%). Cette proportion diminue à mesure que le nombre de personnes dans le ménage diminue. Parmi les menages nombreuses, il y a également moins de locataires (4,7%) Les menages occupés gratuitement et oute, represente 8,9%. Les hommes représentent 79,6% des propriétaires des logements où ils habitent contra 72,5% des femmes.

En milieu urbain, le pourcentage de ménages vivant en logement locatif est plus élevé (25%) avec une incidence plus élevée à Bissau, la capitale du pays (31,9%).

Tableau 6.1: Répartition des ménages selon le type de logement, le statut d'occupation par région, milieu de résidence, taille des ménages, sexe du chef de ménage et situation d'activité du chef de ménage Guinée-Bissau 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Type de logement		Statut d'occupation					Total	Effectif
	villa	Appartement	Maison à plusieurs logements	Autre type de logement	Propriétaire	Locataire	Logé gratuit et autre		
Tombali	59,0	0,0	39,5	1,5	91,2	1,7	7,0	100,0	11 926
Quinara	65,9	0,0	32,5	1,7	89,7	2,0	8,3	100,0	7 781
Oio	64,5	0,0	35,1	,5	91,9	1,2	6,9	100,0	24 857
Biombo	65,4	,4	33,1	1,1	78,9	7,4	13,7	100,0	12 542
Bolama Bijagos	56,8	0,0	41,7	1,5	92,2	3,3	4,6	100,0	5 713
Bafata	63,1	0,0	34,3	2,6	90,3	1,0	8,8	100,0	24 721
Gabu	59,8	,1	29,6	10,4	88,8	3,6	7,7	100,0	27 295
Cacheu	72,4	,4	23,9	3,2	74,9	6,2	18,9	100,0	24 466
SAB	58,8	2,0	35,6	3,5	55,2	31,9	12,9	100,0	51 165
Guinée Bissau	62,7	,7	33,1	3,5	78,2	10,9	10,9	100,0	190 467
SAB	58,8	2,0	35,6	3,5	55,2	31,9	12,9	100,0	51 165
Autres urbains	76,0	,3	21,8	1,9	69,4	12,6	17,9	100,0	26 397
Ens. Urbain	64,7	1,4	30,9	3,0	60,0	25,3	14,6	100,0	77 562
Rural	61,3	,1	34,7	3,9	90,7	1,0	8,3	100,0	112 905
Une personnes	54,9	1,1	25,2	18,9	39,1	31,3	29,6	100,0	3 691
2 à 3 personnes	62,9	3,5	29,8	3,9	60,3	25,5	14,2	100,0	14 750
4 à 5 personnes	64,6	,8	29,1	5,5	72,8	15,8	11,4	100,0	37 652
6 à 8 personnes	64,1	,3	32,5	3,2	78,4	10,7	10,9	100,0	60 766
9 Personnes et plus	60,9	,3	36,8	2,0	86,4	4,7	8,9	100,0	73 608
Homme	62,0	,5	34,1	3,4	79,6	10,0	10,5	100,0	154 185
Femme	65,5	1,3	29,3	4,0	72,5	15,0	12,5	100,0	36 281
Actif occupé	64,8	,7	31,1	3,3	74,9	12,6	12,5	100,0	129 983
Chômeur BIT	60,3	0,0	36,3	3,4	73,6	16,4	10,1	100,0	5 597
Inactif	58,9	,6	35,6	4,9	86,4	7,0	6,6	100,0	41 927
Population de moins de 15 ans	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0	289
Cherche du travail mais pas disponible	64,1	0,0	35,9	0,0	50,3	49,7	0,0	100,0	191
Pas chercher du travail mais disponible	53,0	0,0	44,5	2,5	90,7	2,5	6,7	100,0	7 830
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	58,2	0,0	41,8	0,0	85,8	3,8	10,3	100,0	3 460

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

6.2. Eléments de confort des ménages

Du point de vue du confort, en Guinée-Bissau, 30, 4% des ménages consomment de l'eau via un puits non protégé, contre 22, 4% des ménages disposant de puits protégés. Les ménages avec de l'eau canalisée dans l'habitation ne représentent que 5, 6%.

En termes d'électricité, 20, 0% des ménages utilisent l'électricité comme principale source d'énergie pour l'éclairage. Le panneau solaire est utilisé par 21, 1% des ménages. Alors que d'autres sources d'énergie pour l'éclairage sont utilisées par 48,6% des ménages.

En matière d'assainissement, 48% des ménages disposent d'une salle de bain reliée à la fosse septique; 33,8% ont des latrines publiques et seulement 1,8% des ménages ont des *toilettes* avec chasse d'eau.

En ce qui concerne l'utilisation de l'énergie pour la cuisine, il est vérifié que 65,0% des ménages utilisent le bois de chauffage comme principale source d'énergie pour la cuisson, 32,0% utilisent charbon.

Tableau 6.2 : Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques du logement	Region					Strates de résidence								
	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafata	Gabu	Cacheu	SAB	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Guinée Bissau
Source d'approvisionnement en eau de boisson														
Eau courante à la maison	,5	,7	2,0	3,5	,2	1,5	2,1	1,6	16,4	16,4	6,1	12,9	,7	5,6
Eau courante dans une autre cour	12,5	11,1	6,0	17,3	4,7	10,8	4,4	9,8	42,8	42,8	16,2	33,8	7,3	18,1
Robinet (fontaine) public (publique)	3,9	15,3	6,7	6,5	8,7	19,8	12,3	5,8	9,5	9,5	10,5	9,8	10,2	10,1
Forage équipé de pompe manuelle	10,7	14,2	10,3	5,3	4,8	16,4	13,9	19,8	,1	,1	5,1	1,8	15,3	9,8
Puits protégé	21,7	27,3	17,6	31,5	29,7	19,5	27,0	24,0	19,1	19,1	34,0	24,2	21,1	22,4
Puits protégé non	43,2	26,0	53,4	30,2	43,9	29,9	36,2	37,0	9,3	9,3	25,0	14,6	41,2	30,4
Source aménagée	2,4	2,6	2,5	3,9	1,1	1,0	2,4	,8	1,0	1,0	2,9	1,6	1,8	1,7
Cours d'eau	3,7	1,9	,5	,8	6,4	,1	,9	,7	,2	,2	,0	,1	1,4	,9
Autres (à préciser)	1,3	,9	1,1	1,0	,5	1,0	1,0	,3	1,6	1,6	,3	1,2	1,0	1,1
Mode d'éclairage														
Electricité	3,1	2,9	2,4	10,3	1,5	9,2	4,3	4,3	60,7	60,7	18,8	46,4	1,9	20,0
Groupe électrogène	,5	,6	,5	2,1	,9	,2	0,0	,7	,7	,7	1,2	,9	,4	,6
Energie solaire	20,9	25,8	30,8	14,8	7,9	32,8	32,9	29,5	2,9	2,9	23,0	9,7	28,9	21,1
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	,1	0,0	0,0	,2	,2	0,0	,1	,0	,1
Pétrôle	0,0	0,0	0,0	,9	,2	0,0	,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	,1	,1
Autre (à préciser)	67,4	61,4	59,0	57,6	84,7	50,5	55,9	57,9	21,7	21,7	47,2	30,3	61,1	48,6
Vela	8,2	9,3	7,4	14,3	4,7	7,2	6,9	7,6	13,9	13,9	9,9	12,5	7,5	9,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Tableau 6.2 (suivi): Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques du logement	Region					Strates de résidence								
	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama Bijagos	Bafata	Gabu	Cacheu	SAB	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Guinée Bissau
Mode d'évacuation des ordures														
Dépotoir public	,6	,9	2,7	2,5	5,3	2,2	1,3	,4	17,0	17,0	,7	11,5	2,0	5,9
Enlèvement (service public)	0,0	0,0	0,0	,6	,1	,1	0,0	0,0	13,3	13,3	0,0	8,8	,1	3,6
Enlèvement (service privé)	0,0	,2	,1	1,7	0,0	,2	0,0	0,0	6,3	6,3	0,0	4,1	,3	1,8
Incinération	21,1	21,6	21,4	35,5	12,0	25,6	25,1	24,7	26,0	26,0	45,9	32,8	19,3	24,8
Enfouissement	8,7	4,6	2,7	5,7	4,7	3,2	3,0	5,7	5,3	5,3	4,8	5,1	4,2	4,6
Dépotoir sauvage	65,6	67,5	69,0	49,5	72,0	63,0	63,3	67,2	24,7	24,7	39,5	29,8	70,3	53,8
Autre (à préciser)	3,9	5,1	4,0	4,6	5,9	5,7	7,3	2,0	7,4	7,4	9,1	7,9	3,8	5,5
Type d'aisance														
WC individuel avec chasse eau	,8	2,6	,3	7,5	,2	1,8	1,7	1,2	11,2	11,2	4,5	8,9	1,2	4,4
WC commun avec chasse eau	5,9	4,6	4,8	13,8	2,4	10,2	5,0	7,3	23,1	23,1	14,7	20,3	5,2	11,3
Fosse étanche	47,9	46,5	37,8	36,2	24,3	48,0	49,3	49,8	36,4	36,4	54,1	42,4	42,4	42,4
Latrine publique	24,7	34,9	24,4	27,7	26,9	33,8	30,7	15,7	25,6	25,6	20,0	23,7	28,4	26,5
Dans la nature	12,5	6,4	27,3	11,4	35,3	1,7	5,1	14,6	,9	,9	1,4	1,1	15,2	9,5
Autre (à préciser)	8,1	4,9	5,3	3,4	11,0	4,6	8,3	11,4	2,7	2,7	5,3	3,6	7,6	5,9
Combustibles pour la cuisson														
Electricité	,2	,1	0,0	0,0	0,0	0,0	,3	0,0	1,3	1,3	,3	1,0	,0	,4
Gaz	0,0	,5	,2	,7	0,0	0,0	0,0	,4	4,2	4,2	,6	3,0	,1	1,3
Pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Charbon	2,9	9,5	6,5	30,1	4,9	8,2	14,1	11,3	88,9	88,9	41,0	72,6	4,0	32,0
Bois	96,3	89,1	92,8	68,6	94,8	89,7	84,6	88,0	3,0	3,0	56,5	21,2	95,1	65,0
Autre (à préciser)	,6	,7	,6	,6	,3	2,1	1,0	,4	2,6	2,6	1,6	2,3	,7	1,4
Total	100,0	100,0	100	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

En résumé des efforts restent à fournir en matière d'approvisionnement en eau de boisson. Seulement 66% des ménages ont accès à l'eau potable, 82,5% en milieu urbain et 54,6% en milieu rural et avec des variations importantes selon la région de résidence. Il s'agit particulièrement des régions de Tombali (49,3%), Oio (42,5%) et Bolama Bijagos (48,1%).

En matière d'éclairage 46,2% ménages ont accès à l'électricité dont 95,3% en milieu urbain et 77,2% en milieu rural. C'est dans la ville de Bissau que les ménages ont plus accès à l'électricité (74,9%).

L'accès à des latrines est une réalité en Guinée puisque 84,% des ménages ont accès à des latrines. La situation encore meilleure en milieu urbain (95,3%) et encore plus à Bissau (96,4%) qu'en milieu rural (77,2%).

Enfin à des combustible propres pour la cuisson est un luxe en Guinée Bissau puisque 1,7% des ménages ont accès à ce mode cuisson, plus en milieu urbain (4%) qu'en milieu rural (1%).

Tableau 6.3 : Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques du logement	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable [1]	Proportion de la population ayant accès à latrines [2]	Proportion de la population ayant accès à l'électricité [3]	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson [4]
region				
Tombali	49,3	79,4	26,6	,2
Quinara	68,6	88,6	32,4	,7
Oio	42,5	67,3	36,3	,2
Biombo	64,1	85,2	31,7	,7
Bolama Bijagos	48,1	53,8	10,9	0,0
Bafata	68,0	93,8	45,6	0,0
Gabu	59,6	86,6	39,9	,3
Cacheu	61,2	74,0	37,3	,4
SAB	87,9	96,4	74,9	5,5
Strates de résidence				
SAB	87,9	96,4	74,9	5,5
Autres urbains	71,8	93,3	47,7	,9
Ens. urbain	82,5	95,3	65,3	4,0
Rural	54,6	77,2	33,8	,1
Guinée Bissau	66,0	84,6	46,2	1,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

[1] Indicateur ODD 6.1.1

[2] Proxy Indicateur ODD 6.2.1

[3] Indicateur ODD 7.1.1

[4] Proxy Indicateur ODD 7.1.2

6.3. Analyse de la pauvreté selon les conditions de vie

L'indicateur de niveau de vie non monétaire est un critère d'évaluation du bien-être économique qui repartie la population en cinq groupes grâce à des scores appelé quintiles de bien-être.

En termes de conditions de vie des ménages, en Guinée-Bissau, les ménages les plus pauvres représentent 17,3%, contre 23,4% pour les plus riches. Du point de vue du milieu de résidence, les ménages ruraux les plus pauvres représentent 19,5% contre 13,7% des zones urbaines. En ce qui concerne le sexe, il n'y a pas beaucoup de disparité entre pourcentage des ménages dirigés par hommes et femmes plus pauvres et plus riches. La région avec les ménages les plus pauvres est la région de Bolama Bijagos avec 31,0% et la région Bafatá avec ménages moins pauvres 8,8%.

Tableau 6.4 : Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Indicateur de niveau de vie non monétaire					Total	Effectif
	Le plus pauvre	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche		
Homme	17,3	18,5	20,4	20,5	23,3	100	1 336 110
Femme	17,0	18,2	18,8	22,5	23,6	100	248 681
SAB	16,0	15,9	18,8	23,8	25,5	100	399 248
Autres urbains	9,5	15,6	17,5	18,9	38,6	100	217 555
Ens. Urbain	13,7	15,8	18,4	22,1	30,1	100	616 803
Rural	19,5	20,1	21,2	20,1	19,1	100	967 988
Tombali	19,2	23,9	21,0	15,7	20,1	100	99 609
Quinara	12,1	15,9	21,7	27,1	23,3	100	66 462
Oio	26,7	22,2	19,1	14,5	17,4	100	235 394
Biombo	18,9	16,1	17,3	20,0	27,7	100	101 742
Bolama Bijagos	31,0	25,1	20,2	14,2	9,5	100	35 457
Bafata	8,8	15,8	21,7	25,6	28,0	100	219 675
Gabu	11,3	19,2	20,5	21,8	27,3	100	224 841
Cacheu	22,0	19,1	22,1	18,1	18,6	100	202 363
SAB	16,0	15,9	18,8	23,8	25,5	100	399 248
Guinée-Bissau	17,3	18,4	20,1	20,8	23,4	100	1 584 791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Encadré 2 : Méthodologie de création de l'indicateur de niveau de vie non monétaire

L'indicateur de niveau de vie non monétaire est un indice composite, fondé sur l'Analyse en Composante Principale (ACP), qui rend compte du niveau de vie basé sur les variables de conditions de vie et de patrimoine du ménage. Les travaux traditionnels y afférents, notamment ceux de Filmer et Pritchett (1998, 2011), Hammer, (1998), Sahn et Stifel (2001) ; Pradhan, Sahn et Younger, (2002) et Vodounou et Ahoey (2002) et Vodounou (2003) et l'approche adoptée dans les enquêtes EDS et MICS retiennent le premier axe factoriel comme indicateur du niveau de vie.

Cette approche a deux inconvénients majeurs. En premier lieu, le premier axe est retenu quel que soit le pourcentage de l'inertie expliquée, en l'occurrence même s'il est très faible (moins de 20%). En second lieu pour certaines données d'enquêtes, le choix du premier axe conduit à une interprétation en termes de richesse contre intuitive ; les ménages aisés pouvant avoir des coordonnées négatives et les ménages pauvres, des coordonnées positives. Et ce, en raison d'un classement différencié des ménages en fonction des variables. En outre, il privilégie le caractère rural de la pauvreté.

Pour remédier à cette situation, l'indice composite retenu est calculé comme moyenne pondérée des coordonnées de tous les axes factoriels [(Vodounou (2009 et 2015) pour des études transversales et, Pradhan et al. (2014) et Yilmaz et al. (2018) pour des perspectives dynamiques], sans perte d'information en stratifiant le pays suivant le milieu de résidence (Urbain/rural).

Indicateur de niveau de vie = $\sum_i^k \frac{\lambda_i}{\sum \lambda_i} \text{Fact}_i$ où λ_i est la valeur propre associée à l'axe i , k le nombre de variables et Fact les axes factoriels.

Chapitre 7 FORMATION PROFESSIONNELLE ET QUALITE DE L'INSERTION SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

Résultats clés

- Sur l'ensemble du territoire, plus de 8 sortants sur 10 (82%) du système d'éducation et de formation sont sans qualification dont 96,5% en milieu rural et 72,3% en milieu urbain.
- 18,7% de la population interrogée a achevé son formation de base, dont 16,3% actuellement exercent le métier qu' ils ont appris contre 4,6% de ceux qui n' exercent pas le métier qui a été appris.
- 81,1% des personnes ayant changé de métier n' ont pas pu spécifiés le motif et seulement 14,6% ont changé de profession de base, du fait que la profession dans laquelle ils se sont formés n'offre pas de grandes opportunités de développement
- 45,4% des actifs occupés sont des travailleurs indépendants et 31,5% actifs occupés sont dans la catégorie "autres (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial)"
- La grande majorité des actifs occupés dans le pays est sous-qualifiée (86,3%) pour l'emploi occupé, les hommes (84,2%) moins que les femmes (88,7%).

7.1. Caractéristiques des individus sortants du système éducatif

Comme la montre le graphique du tableau 7.1, le pourcentage des filles ayant achevé une étape du système d'éducation et de formation professionnelle, représentent 6,09% par rapport aux hommes (5,77%). Au niveau des régions et milieu des résidences, le SAB et toutes les zones urbaines sont les zones où les sortants du système d'éducation et de formation atteignent le plus haut niveau de formation professionnelle, représentant 7, 51% et 6,70%, respectivement. Les chômeurs BIT 23,74%, et les secteurs d'activité économique tels que, Industrie, 26,10%; le service, 25,58% et le commerce, 23,23%; représentent des conglomerats où les gens peuvent sortir de n'importe quelle phase d'éducation et de formation.

En ce qui concerne les personnes qui ont quitté le système éducatif et qui ont suivi une formation prématurément, sans avoir achevé aucun niveau du système d'éducation et de formation, la femme reste la plus grande proportion de la population (23,76%); Selon les données du tableau, en milieu rurales il y a plus les personnes qui ont quitté le précoces de système éducatif et de formation (41,42%) avant d'avoir terminé un certain niveau d'instruction, et par conséquent les personnes sans profession, c'est-à-dire inactives 36,86% et ceux du secteur d'activité, primaire, 23,06% constituent des populations plus vulnérables qui abandonnent par avance tout système d'éducation et de formation.

Femmes, 82,96%; continuer à être le groupe cible le plus vulnérable, laissant tout système éducatif sans qualification. Les populations des zones rurales, qui sont traditionnellement les plus vulnérables dans les pays africains, sont celles qui abandonnent leurs systèmes d'éducation et de formation sans aucune qualification. Dans le même temps, l'inactif, 89,74%; ceux du secteur primaire (1er), 94,88%; constituent la plus grande partie de la population présentant ces caractéristiques.

Tableau 7.1 : Pourcentage de sortants, % de sortants précoces et % de sortants sans qualification du Système Educatif et de Formation selon les caractéristiques socioéconomiques, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Sortants du système d'éducation et de formation	Effectif des scolarisés de l'année dernière	Sortants précoces du système d'éducation et de formation	Sortants sans qualification du système d'éducation et de formation	Effectif des sortants du système d'éducation et de formation
Homme	5,8	247 946	21,1	81,1	14 316
Femme	6,1	223 236	23,8	83,0	13 605
SAB	7,5	176 618	9,0	67,8	13 256
Autres urbains	4,8	753 47	13,6	88,8	3 626
Ens. Urbain	6,7	251 965	10,0	72,3	16 882
Rural	5,0	219 218	41,4	96,9	11 039
Guinée Bissau	5,9	471 183	22,4	82,0	27 921
Actif occupé	9,5	170 291	13,9	79,8	16 245
Chômeur BIT	23,7	8 571	6,0	64,9	2 034
Main d'oeuvr potentielle	4,8	19 067	29,8	78,6	905
Inactif	4,6	175 260	36,9	89,7	8 138
Primaire	14,8	2 307	23,1	94,9	342
Industrie	26,1	6 065	11,9	89,4	1 583
Commerce	23,2	8 164	9,2	79,0	1 897
Service	25,6	11 141	4,0	55,6	2 850

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE
Les questions sur emploi ont été posées aux individus de 10 ans et plus

7.2. Formation professionnelle

Selon les résultats du tableau 7.2, 18,7% de la population interrogée a achevé son formation de base, dont 16,3% actuellement exercent le métier qui a été appris contre 4,6% de ceux qui n'exercent pas le métier qui a été appris. En même temps, 32,6% avaient suivi un enseignement non formel, 54,1% avaient suivi une formation ou un apprentissage informel, et non dans un centre de formation. 24,9% avaient un apprentissage fortuit ou aléatoire.

Tableau 7.2 : Principales caractéristiques des actifs suivant la formation reçue, Guinée Bissau, 2017/201

Type de formation	Pourcentage ayant achevé leur formation de base	Effectif	Pourcentage qui exerce actuellement le métier qui a été appris	Pourcentage qui n'exerce pas le métier qui a été appris
Enseignement formel	14,3	132 844	19,8	6,2
Enseignement non formel	32,6	7 803	7,3	2,7
Apprentissage informel	54,1	13 799	6,7	1,0
Apprentissage fortuit ou aléatoire	24,9	466	56,7	0,0
Guinée Bissau	18,7	154 912	16,3	4,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

7.3. Raison de mutation et de non exercice du métier

Selon les résultats du tableau 7.3, 81,1% des personnes ayant changé de métier n'ont pas pu spécifier le motif et seulement 14,6% de la population interrogée ont changé de profession de base, du fait que la profession dans laquelle ils se sont formés n'offre pas de grandes opportunités de développement et 4,3% ont justifié qu'ils ont changé parce que le salaire et les conditions de travail où ils exercent la

profession sont très difficiles, ou le salaire est très bas. Les autres 81,1 % des personnes ont justifié leur changement de profession par diverses raisons ou bien par d'autres raisons non précisées.

Concernant la raison pour laquelle elle n'exerce pas encore sa profession de base (1,1%) justifie le manque de financement pour créer sa propre entreprise, 6,8% ; 5,4% et 86,7% justifient le manque d'emploi, le manque d'intérêt pour cette profession et enfin, la manque de formation, respectivement.

Tableau 7.3 : Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Guinée Bissau, 2017
Propension à changer d'activité suivant la formation reçue, Guinée Bissau, 2017

Type de formation	Enseignement formel	Enseignement non formel	Apprentissage informel	Apprentissage fortuit ou aléatoire	Guinée ou Bissau
Faible débouché pour le métier de base	17.2	14.7	0.0	0.0	14.6
Métier de base déclassé à cause du progrès technique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Métier de base à faible rémunération ou aux conditions de travail pénible	2.4	9.7	11.7	0.0	4.3
Autre raison (à préciser)	80.4	75.7	88.3	0.0	81.1
Effectif1	2 997	282	529		3 808
Pourquoi n'avez-vous pas encore ou pas du tout exercé le métier de base?					
Absence de financement pour s'installer à son propre compte	1.1	2.0	1.3	0.0	1.1
N'a pas encore obtenu un emploi	7.1	7.2	3.2	39.0	6.8
N'est plus intéressé par ce métier	5.8	2.1	2.8	0.0	5.4
Formation inachevée	86.1	88.8	92.7	61.0	86.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Effectif	37 310	1 265	1 865	222	40 663

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

7.4. Statut socioprofessionnel et formation de base reçue

Tout comme dans l'ensemble des pays sous-développés, la majorité des actifs occupés sont des travailleurs indépendants ou des apprentis/ aides familiaux.

En effet (tableau 7.4), 45,4% des actifs occupés sont des travailleurs indépendants et c'est parmi ceux ayant reçu un apprentissage informel qu'on trouve le plus de travailleurs indépendants (58,6%). Aussi, 31,5% actifs occupés sont dans la catégorie "autres (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial)", notamment parmi ceux ayant reçu un enseignement informel (35,5%).

On ne compte que 3,7 % des cadres supérieurs, des ingénieurs et assimilé, etc., dont 5,3 % ont reçu une formation de base en enseignement non formelle et 5,0 % en apprentissage aléatoire ou fortuit.

Les cadres moyens et agent de maîtrise représentent 4,8 % des répondants, dont 5,2 % et 3,8 % ont suivi respectivement un enseignement formel et non formel. Les travailleurs qualifiés, semi-qualifiés et indépendants représentent 7,1 %, 7,6 % et 45,4 % de la population active interrogée, respectivement, dont la majorité a reçu une formation de base en enseignement formelle, enseignement non formelle et en apprentissage aléatoire ou fortuit.

Tableau 7.4 : Formation de base reçue et statut socioprofessionnel dans l'emploi pour les 10 ans et plus, Guinée Bissau, 2017

Type de formation	Statut socioprofessionnel dans l'emploi						Total	Effectif
	Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	Cadre moyen, agent de maîtrise	Employé /ouvrier qualifié	Employé/ ouvrier semi qualifié	Travailleur Indépendant (patron, compte propre)	Autres (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial)		
Enseignement formel	3.7	5.2	7.1	7.8	44.4	31.8	100.0	158 952
Enseignement non formel	5.3	3.8	9.9	3.6	41.8	35.5	100.0	11 280
Apprentissage informel	1.8	1.2	5.0	8.5	58.6	25.0	100.0	15 459
Apprentissage fortuit ou aléatoire	5.0	1.9	11.5	13.5	39.3	28.8	100.0	539
Guinée Bissau	3.7	4.8	7.1	7.6	45.4	31.5	100.0	186 231

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

7.5. Adéquation entre la qualification des travailleurs et les emplois occupés

La sous-qualification et la sur-qualification des travailleurs est une question largement étudiée, qui témoigne de l'importance du phénomène. Cette préoccupation est le résultat d'au moins deux éléments : Tout d'abord, on peut se demander si la suréducation ne serait pas un gaspillage - du moins une partie - des ressources considérables que la société consacre à l'éducation. Deuxièmement, la sur-qualification signifierait une sous-utilisation du potentiel productif national, puisque les compétences des travailleurs sur-qualifiés ne sont pas pleinement utilisées. D'autre part, la sous-qualification est souvent une source de frustration et de faible motivation, car elle est souvent associée à des salaires plus bas et à une utilisation moins des compétences acquises à l'école.

Il existe plusieurs façons de mesurer la sur-qualification et la sous-qualification. Nous privilégions l'approche dite "objective", basée sur les niveaux de qualification associés à chaque métier, et l'approche subjective, basée sur l'évaluation faite par les travailleurs en fonction du manque et de la sur-qualification.

En général, les régions où les pourcentages de chômage sont les plus élevés sont aussi celles où les taux de sur-qualification sont les plus élevés. La sur-qualification touche surtout les jeunes diplômés des collèges et des universités, mais elle tend à diminuer avec l'âge de plus de 64 ans (0%). La sur-qualification touche plus d'hommes migrants (2,52 %) que de non-migrants (1,22%). L'écart est particulièrement important chez les femmes migrantes, 2,16%, que chez les femmes non-migrantes, 0,84%.

Le secteur des services (2,44%) représente le pourcentage le plus élevé de travailleurs sur-qualifiés au pays. En revanche, l'industrie (2,08%) et le commerce (0,82%) et ils ont les taux de sur-qualification les plus faibles.

Dans les activités liées à la classification nationale des professions, la catégorie des administrateurs, des cadres et des gestionnaires, ainsi que les professions intellectuelles et scientifiques, ne sont pas représentées dans les groupes de travailleurs sur-qualifiés dans la profession qu'ils exercent, 0%. Les femmes employées dans l'administration, 22,32%, contre 13,63 % d'hommes, représentent le pourcentage le plus élevé de professionnels sur-qualifiés dans les activités qu'il exerce.

Au niveau national, les personnes dans la situation des travailleurs sur-qualifiés représentent 1,33 %, dont 1,50 % sont des hommes et 1,12 % des femmes. En termes de travailleurs sous-qualifiés pour la profession dans laquelle ils travaillent, les femmes, 98,18% contre 95,43% des hommes, représentent le plus grand groupe de travailleurs dans cette situation et contrairement aux travailleurs qualifiés, dont le pourcentage tend à diminuer avec l'âge, dans ce cas, le pourcentage tend à augmenter avec l'âge de plus de 65 ans.

Tableau 7.5 : Répartition des travailleurs sous-qualifiés ou surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent selon les caractéristiques sociodémographique et les grands groupes de la CITP, Guinée Bissau, 2017/2018

grands groupes de la CITP	Pourcentage de travailleurs sur-qualifiés pour l'emploi occupé						Pourcentage de travailleurs sous-qualifiés pour l'emploi occupé			Effectif
	Sexe			Sexe			Sexe			
	Hom me	Fem me	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
15-24 ans	1.30	1.55	1.42	26.21	13.87	20.13	72.49	84.58	78.45	31 963
25-64 ans	1.64	1.08	1.38	13.13	9.88	11.64	85.23	89.03	86.98	197 847
65 ans et Plus	0.00	0.00	0.00	4.57	1.82	3.72	95.43	98.18	96.28	10 650
Non migrant	1.22	.84	1.05	13.31	8.91	11.29	85.47	90.26	87.66	189 284
Migrant	2.52	2.16	2.35	17.81	15.10	16.58	79.67	82.75	81.07	51 175
Primaire	.09	.14	.12	4.25	2.95	3.62	95.65	96.91	96.26	54 387
Industrie	2.52	1.12	2.08	20.41	10.56	17.32	77.08	88.31	80.60	37 229
Commerce	1.32	.55	.82	7.04	5.89	6.30	91.64	93.56	92.88	78 353
Service	1.90	3.69	2.44	20.99	28.91	23.40	77.11	67.40	74.16	69 752
Directeurs, cadres de direction et gérants	0.00	0.00	0.00	14.96	14.02	14.48	85.04	85.98	85.52	4 001
Professions intellectuelles et scientifiques	0.00	0.00	0.00	28.42	32.17	29.20	71.58	67.83	70.80	17 952
Professions intermédiaires	0.00	0.00	0.00	4.33	2.60	3.41	95.67	97.40	96.59	46 141
Hautement qualifiés non manuels	0.00	0.00	0.00	14.00	6.98	10.86	86.00	93.02	89.14	68 093
Employés de type administratif	13.63	22.32	15.93	22.27	14.93	20.33	64.10	62.75	63.74	4 948
Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	2.64	1.09	1.58	5.15	2.17	3.11	92.21	96.75	95.31	55 234
Peu qualifiés non manuels	4.53	1.80	2.76	8.09	2.59	4.53	87.37	95.61	92.71	60 183
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	.06	0.00	.04	.80	.28	.58	99.14	99.72	99.39	49 916
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	.53	1.02	.59	6.13	3.90	5.86	93.34	95.09	93.55	25 922
Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	.77	0.00	.68	4.81	3.36	4.65	94.42	96.64	94.67	7 357
Qualifiés manuels	.33	.13	.27	3.35	.82	2.58	96.32	99.05	97.15	83 194
Professions élémentaires	6.29	3.25	4.51	72.95	52.39	60.95	20.76	44.36	34.54	25 091
Professions militaires	4.34	5.63	4.45	58.61	64.00	59.05	37.05	30.37	36.51	3 898
Non qualifiés	5.79	3.30	4.50	69.29	52.64	60.70	24.92	44.07	34.80	28 989
Guinée Bissau	1.50	1.12	1.33	14.27	10.21	12.42	84.23	88.67	86.26	240 459

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Chapitre 8 TRAJECTOIRE ET PERSPECTIVES

Résultats clés

- Au niveau national, le nombre moyen d'année d'études est estimé à 7,8 ans. Il varie de 7,5 ans chez les femmes à 7,9 ans chez les hommes.
- Près de six jeunes sur dix (64,1%) a une instruction de niveau primaire et 21,6% ont le niveau du secondaire.
 - Plus le statut socioprofessionnel dans l'emploi du parent est élevé plus élevé est le niveau d'instruction de l'enfant l'est. En effet 46,4% des enfants dont les deux parents sont des cadres ont atteint au moins le secondaire et 43,8% des enfants des enfants dont l'un des parents est un cadre.
- Peu d'actifs de la Guinée Bissau bénéficient de transfert d'argent hors emploi. Au niveau national, 2,66% de la population bénéficie de transferts d'autres ménages à l'étranger, 1,63% bénéficie d'autres ménages résidant dans le pays et 1,26% bénéficie d'autres revenus non spécifiés.

8.1. Mobilité sociale

Dans l'analyse de ce chapitre, le niveau d'éducation est utilisé comme indicateur de la qualité des ressources humaines; c'est indice de capital humain. Par conséquent, le niveau d'éducation est un indicateur clé pour mesurer le degré de connaissance de la population d'un pays donné.

À partir des informations recueillies sur la classe la plus élevée achevée avec succès; Questions TP5b et TP10b du questionnaire, le pourcentage de la population ayant un certain niveau d'instruction est calculé.

Les résultats du tableau 8.1 indiquent qu'au niveau national, c'est-à-dire en Guinée-Bissau, le nombre moyen d'années de scolarisation des enfants de 15 ans et plus et de leurs parents, en fonction des caractéristiques des enfants, est de 7,8 ans. Les différences ne sont pas significatives entre les sexes (7,9 ans pour les hommes et 7,5 ans pour les femmes). Quant au non-migrant, le nombre d'années d'études est de 7,5 contre 9,8% du migrant.

Par rapport au niveau atteint par les parents, on s'aperçoit qu'il n'existe pas de différence avec le niveau atteint par les pères (7,8 ans) et il est légèrement supérieur au niveau atteint par la mère (6,2 ans).

Tableau 8.1 : Nombre moyen d'années d'études des enfants de plus de 15 ans et des parents selon les caractéristiques des enfants, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Nombre étude	Si oui, quelle est la dernière classe qu'il a suivie avec succès ?	Si oui, quelle est la dernière classe qu'elle a suivie avec succès ?	Effectif
Homme	7.9	7.7	6.2	16 703
Femme	7.5	8.0	6.2	15 540
Guinée Bissau	7.8	7.8	6.2	32 243
Non migrant	7.5	7.6	6.1	28 911
Migrant	9.8	10.0	6.9	3 332

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

L'expérience courante de la vie montre que lorsque les parents sont relativement instruits la tendance à pousser à dépasser leur niveau d'instruction est grande.

Les données issues de cette enquête confirment cette tendance (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**),

En effet, plus de la moitié enfants ont effectué un nombre d'années égal ou supérieur à celui de leur père. Ainsi 57,2% des jeunes de 15-24 ans ont effectué un nombre d'années égal ou supérieur à celui de leur père et le nombre d'années faites en plus par ces jeunes est de 2,2 ans. Selon le niveau d'instruction du père, cette proportion et le nombre d'années en plus diminuent lorsque le niveau d'instruction du père augmente. On passe de 100% des enfants de 15-24 ans avec 3,2 ans d'étude en plus lorsque le père est sans instruction à 2,8% avec 0,5 an d'étude en plus lorsque le père atteint le niveau du supérieur.

Les mêmes observations peuvent être faites pour les jeunes de 25-34 ans dont 67,3% d'entre eux ont effectué un nombre d'années égal ou supérieur à celui de leur père avec 3,8 ans d'étude en plus.

Tableau 8.2 : Table de mobilité scolaire, Guinée Bissau, 2017

	Niveau d'instruction du père				Guinée Bissau
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur	
Niveau instruction					
Aucun	51,4	8,7	5,0	2,6	7,9
Primaire	42,6	68,1	68,0	48,4	64,1
Secondaire	5,0	18,7	22,9	31,0	21,6
Supérieur	1,0	4,5	4,1	18,0	6,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
% de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d' années d' études supérieur ou égal à celui de leur père	100,0	88,6	43,5	2,8	57,2
Nombre d' années d'étude en plus des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à leur père [1]	3,2	2,8	,9	,5	2,2
% de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d' années d' études supérieur ou égal à celui de leur père	100,0	83,5	62,4	32,8	67,3
Nombre d' années d'étude en plus des jeunes de 25 à 34 ans par rapport à leur père [1]	2,8	5,3	1,7	,9	3,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

8.2. Mobilité professionnelle

8.2.1. Par rapport au secteur d'activité des parents

Une analyse de la situation d'activité des enfants âgés de 15 ans et plus révèle que 43,7% des personnes concernées sont des actifs occupés, suivi par les inactifs (44,3%). L'analyse selon la situation socioprofessionnelle des parents fait apparaître le fait que les enfants ont plus de chance d'être occupés lorsque l'un des parents au moins est un travailleur indépendant. En effet, 47,7% des actifs de 15 ans ou plus sont occupés lorsque les deux parents sont des travailleurs indépendants et 48,1% sont occupés lorsque l'un des parents est un travailleur indépendant.

Tableau 8.3 : Situation d'activité des enfants suivant l'origine socioculturelle de leurs parents, Guinée Bissau, 2017

Catégorie socioprofessionnelle des parents	Situation activité des 15 ans et plus					Effectif
	Actif occupé	Chômeur BT	MOP	Inactif	Total	
Les deux parents sont cadres	37,3	8,3	14,7	39,7	100,0	3032
L' un des parents est cadres	42,0	11,0	5,4	41,7	100,0	8971
Les deux parents sont employés	37,6	6,3	7,1	49,0	100,0	5224
L' un des parents est employé	46,8	8,9	5,9	38,4	100,0	15716
Les deux parents sont travailleurs indépendants	47,7	3,4	4,9	44,0	100,0	96079
L' un des parents est travailleurs indépendants	48,1	4,7	6,5	40,6	100,0	35256
Autres catégories socioprofessionnelles des parents	38,8	6,7	7,8	46,7	100,0	109320
Ensemble	43,7	5,6	6,5	44,3	100,0	273598

Source : Enquête régionale intégrée sur l' emploi et le secteur informel, 2017, INE

Les données disponibles dans cette enquête (tableau 8.4) montrent que globalement les enfants exercent dans le secteur du commerce quel que soit le secteur d'activité des parents (33,2% pour le père et 34,1% pour la mère) et dans le service (30,6% des enfants pour le père et 29,1% des enfants pour la mère) et permet de constater qu'une frange des enfants ont tendance à adopter le statut social de leurs parents, notamment dans le secteur du commerce.

En effet, lorsque le secteur d'activité des parents est le commerce, une bonne partie des enfants s'investissent dans ce secteur (53,8% des enfants du père et 44,0% des enfants de la mère) et les autres enfants préfèrent le secteur de service (24,5% des enfants du père et 32,7% des enfants de la mère).

Pour les parents exerçant dans le secteur de l'industrie, moins du tiers des enfants exercent dans le même secteur que leurs parents (21,7% des enfants pour le père et 34,4% des enfants pour la mère). Les secteurs d'activité préférentiel des enfants est le commerce (24,5%) et le service (45,1%) pour les enfants dont le père a été dans l'industrie, le service (38,0%) lorsque c'est la mère qui a exercé dans l'industrie.

Pour les enfants dont les parents ont exercé dans le secteur primaire, ils préfèrent les secteurs du commerce (29,8%) et du service (24%) lorsque c'est le père qui y a exercé et les secteurs du commerce (28,6%) et des services (25,3%) pour les enfants dont la mère a exercé dans le commerce.

Tableau 8.4 : Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Guinée Bissau, 2017

Secteur d'activité des parents	Secteur d'activité					Effectif des enfants
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total	
Agriculture	31,0	15,1	29,8	24,0	100	69 715
Industrie	8,8	21,7	24,5	45,1	100,0	2 849
Commerce	9,7	12,0	53,8	24,5	100,0	10 453
Service	7,3	15,9	34,3	42,4	100,0	40 672
Ensemble père	20,9	15,3	33,2	30,6	100,0	123 689
Agriculture	30,0	16,0	28,6	25,3	100,0	66 896
Industrie	9,7	34,4	17,9	38,0	100,0	756
Commerce	11,3	12,0	44,0	32,7	100,0	17 998
Service	7,9	13,1	42,2	36,8	100,0	24 156
Ensemble mère	22,0	14,9	34,1	29,1	100,0	109 806

8.2.2. Par rapport à la catégorie socioprofessionnelle des parents

Les données du tableau 8.5 montrent que quel que soit le statut socioprofessionnel des parents, les enfants sont majoritairement des travailleurs indépendants (64,8% des enfants du père et 65,7% des enfants de mère), suivi des autres catégories (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial) respectivement 14,8% des enfants du père et 15,7% des enfants de la mère.

Lorsque les parents sont des cadres supérieurs, ingénieurs ou assimilés, les enfants de la mère deviennent plus des cadres supérieurs que les enfants du père (70,8% des enfants de mère contre 33,6% des enfants de père).

Lorsque les deux parents sont des travailleurs indépendants, plus sept enfants sur dix sont des travailleurs indépendants (73,7% des enfants du père et 70,2% des enfants de la mère).

D'une manière générale, on constate que les enfants ont tendance à passer de la catégorie socioprofessionnelle de leur emploi à celle des travailleurs indépendants, quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle de leurs parents (père ou mère).

Tableau 8.5 : Mobilité intergénérationnelle des catégories socioprofessionnelles entre le Père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Guinée Bissau, 2017

Catégorie socioprofessionnelle des parents	Statut socioprofessionnel dans l'emploi							Effectif des enfants
	Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	Cadre moyen, agent de maîtrise	Employé /ouvrier qualifié	Employé/ouvrier semi qualifié	Travailleur Indépendant (patron, compte propre)	Autres (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial)	Total	
Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	33,6	19,2	10,8	7,7	26,6	2,1	100,0	2 060
Cadre moyen, agent de maîtrise	4,0	21,7	14,6	10,1	31,1	18,5	100,0	4 233
Employé /ouvrier qualifié	3,3	6,8	21,7	7,4	46,8	14,0	100,0	5 915
Employé/ouvrier semi qualifié	3,2	4,7	12,0	25,6	44,6	10,0	100,0	4 804
Travailleur Indépendant (patron, compte propre)	1,8	2,4	4,0	4,8	73,7	13,4	100,0	52 934
Autres (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial)	1,5	4,6	5,5	6,4	63,3	18,6	100,0	29 183
Ensemble père	2,6	4,6	6,5	6,7	64,8	14,8	100,0	99 130
Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	70,8	0,0	0,0	2,6	26,6	0,0	100,0	641
Cadre moyen, agent de maîtrise	13,1	16,3	9,7	6,6	38,1	16,3	100,0	1 055
Employé /ouvrier qualifié	3,6	12,5	36,9	1,7	30,6	14,9	100,0	1 641
Employé/ouvrier semi qualifié	7,2	6,4	10,6	23,8	33,3	18,6	100,0	1 995
Travailleur Indépendant (patron, compte propre)	1,9	2,8	4,5	5,6	70,2	15,1	100,0	45 257
Autres (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial)	1,8	4,6	5,8	6,1	65,0	16,7	100,0	35 103
Ensemble mère	2,6	3,9	5,8	6,2	65,7	15,7	100,0	85 691

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

8.2.3. Impact de l'origine sociale des parents sur la scolarité et l'emploi des enfants

Les données du tableau 8.6 indiquent le niveau d'instruction des enfants en fonction de la catégorie socioprofessionnelle des parents. Au niveau national, il est à noter que huit enfants sur dix n'ont pas

dépassé le primaire (la majorité des enfants ont achevé le niveau d’instruction primaire (48,7%) et 41,2% sans niveau d’instruction). Seulement 8,1% ont atteint le niveau d’enseignement secondaire et 2,0% du niveau universitaire.

Parmi les groupes socioprofessionnels n’ayant aucun niveau d’éducation, il existe des pourcentages relativement élevés dans les catégories où un des parent est un travailleur indépendant (40,0%) les deux sont des travailleurs indépendants (40,0%). Cependant, 32,4% des enfants ont un niveau d’enseignement secondaire, où l’un des parents est cadre

Pour les enfants dont l’un au moins des parents est un cadre, moins de la moitié d’entre n’ont pas atteint au moins le niveau du secondaire : 46,4% des enfants dont les deux parents sont des cadres ont atteint au moins le secondaire et 43,8% des enfants des enfants dont l’un des parents est un cadre.

Tableau 8.6 : Niveau d’études atteint par les jeunes ayant achevé leur scolarité suivant l’origine socioculturelle de leurs parents, Guinée Bissau, 2017

Catégorie socioculturelle des parents	Niveau instruction				Total	Effectif
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur		
Les deux parents sont cadres	10,5	43,1	23,8	22,6	100	3 032
L’un des parents est cadres	6,2	50,0	32,4	11,4	100	8 993
Les deux parents sont employés	8,2	54,1	25,4	12,3	100	5 223
L’un des parents est employé	11,0	64,0	21,3	3,7	100	15 716
Les deux parents sont travailleurs indépendants	39,9	51,7	7,1	1,4	100	96 079
L’un des parents est travailleurs indépendants	40,0	51,3	7,7	0,9	100	35 255
Autres catégories socioprofessionnelles des parents	52,4	42,7	4,1	0,8	100,0	109 320
Ensemble	41,2	48,7	8,1	2,0	100	273 619

Source : Enquête régionale intégrée sur l’emploi et le secteur informel, 2017, INE

Au niveau national, selon les résultats de l’enquête du tableau 8.7, le taux d’accès des enfants à une profession supérieure ou intermédiaire est de 28,3% avec peu de différence selon le sexe : 27,8% pour les hommes et 28,9% pour les femmes.

Ce taux d’accès à une profession supérieure ou intermédiaire des actifs diplômés de l’enseignement supérieur augmente lorsque l’origine sociale des parents devient importante. Ce taux passe de 18,9% des enfants dont les parents sont des travailleurs indépendants à 39,9% pour les enfants dont les parents sont des cadres supérieurs.

Dans le même temps, le taux d’accès des enfants de parents d’une autre catégorie socioprofessionnelle est de 38,2%. Il existe une grande disparité selon le sexe. Les hommes sont plus favorisés (45,1%) que les femmes (33,1%).

Tableau 8.7 : Taux d’accès à une profession supérieure ou intermédiaire des actifs diplômés de l’enseignement supérieur suivant le diplôme le sexe et l’origine sociale des parents, Guinée Bissau, 2017

Diplômés de l’enseignement supérieur	Sexe			Effectif
	Homme	Femme	Ensemble	
	Taux d’accès à une profession supérieure ou intermédiaire	Taux d’accès à une profession supérieure ou intermédiaire	Taux d’accès à une profession supérieure ou intermédiaire	
Origine sociale des parents				
Enfants de cadres	40,0	39,8	39,9	3912
Enfants d’ employés	29,2	32,0	30,7	6927
Enfants de travailleurs indépendants	23,4	18,9	21,4	39679
Enfants De parents ayant une autres CSP	33,1	45,1	38,2	21638
Ensemble	27,8	28,9	28,3	72156

Source : Enquête régionale intégrée sur l’emploi et le secteur informel, 2017, INE

8.3. Perspectives

Le tableau 8.8 présente le projet d'emploi futur des hommes et des femmes qui travaillent, des chômeurs BIT, de la MOP et des inactifs. L'analyse des données du tableau montre qu'au niveau national, 47,5% des personnes souhaitent obtenir un emploi quel que soit leur secteur d'activité, 32,2% souhaitent conserver leur emploi actuel, tandis que les chômeurs (16,2%) sont à la recherche de leur premier emploi.

En ce qui concerne le sexe, 48,0% des hommes et 47,1% des femmes, respectivement, veulent un emploi dans n'importe quel secteur. Il n'y a pas une grande disparité entre ceux qui veulent conserver leur emploi actuel et ceux qui s'attendent à trouver un emploi dans n'importe quel secteur, soit 42,25% et 42,5% respectivement. Alors que 80,1% des chômeurs BIT s'attendent à trouver leur premier emploi.

Tableau 8.8 : Projets d'emploi à venir des jeunes de 15 à 24 ans, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Quels sont vos projets d'emploi pour l'avenir ?							Effectif
	Obtenir un premier emploi	Obtenir un nouvel emploi dans la même entreprise	Obtenir un nouvel emploi dans une autre entreprise	Garder l'emploi que vous avez maintenant	Obtenir un emploi, peu importe le secteur	Rester inactif	Total	
Homme	17,4	1,3	2,8	30,5	48,0	0,0	100,0	149 499
Femme	15,1	1,1	3,0	33,8	47,1	0,0	100,0	153 304
Actif occupé	7,2	2,3	5,9	42,2	42,5	0,0	100,0	82 938
Chômeur BIT	80,1	3,6	6,5	4,6	5,2	0,0	100,0	10 422
MOP	25,9	0,0	,4	16,9	56,8	0,0	100,0	23 356
Inactif	15,5	,7	1,7	31,2	51,0	0,0	100,0	186 072
Guinée Bissau	16,2	1,2	2,9	32,2	47,5	0	100	302 789

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Les données du tableau 8.9 montrent qu'en Guinée-Bissau, 34,7% des personnes âgées de 15 ans et plus actuellement actives souhaitent atteindre la catégorie socioprofessionnelle des travailleurs indépendants (employeurs, indépendants), même ceux qui sont en situation d'occupation, au chômage BIT, MOP, ainsi que les inactifs.

Les travailleurs indépendants qui souhaitent conserver toujours leur statut socioprofessionnel représentent 54,1%. Dans le même temps, 19,8 % disent vouloir atteindre la catégorie des cadres supérieurs, des ingénieurs, etc.

Tableau 8.9 : Emplois désirés par les individus de 15 et plus actuellement en activité suivant la situation d'activité, Guinée Bissau, 2017

Situation d'activité	Catégorie socio professionnelle désirée						Total	Effectif
	Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	Cadre moyen, agent de maîtrise	Employé /ouvrier qualifié	Employé/ ouvrier semi qualifié	Travailleur Indépendant (patron, compte propre)	Autres (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial)		
Actif occupé	20,9	10,0	15,3	8,0	36,3	9,4	100	43 251
Chômeur BT	16,6	13,1	16,2	10,7	35,1	8,3	100	24 103
MOP	17,6	31,1	16,1	4,9	24,8	5,6	100	8 130
Inactif	20,6	16,5	10,3	4,6	34,8	13,2	100	57 453
Guinée Bissau	19,8	14,7	13,4	6,8	34,7	10,6	100	132 937
Cadre	61,9	18,8	4,8	0,0	12,0	2,5	100	3 081
Ouvrier/manœuvre	24,4	9,8	28,8	16,1	17,9	3,0	100	5 470
Travailleur Indépendant (patron, compte propre)	9,7	7,3	13,3	7,9	54,1	7,7	100	15 503
Autres (manœuvre, apprenti ou stagiaire payé, aide familial)	14,3	12,0	17,5	5,8	28,3	22,2	100	7 534

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Deux secteurs institutionnels sont désirés par les actifs en Guinée Bissau : ils désirent travailler dans (i) le secteur public et parapublic ou (ii) les sociétés privées/PME/association.

Selon le tableau 8.10 ci-dessous, au niveau national, les actifs désirent travailler à 44,8% dans le secteur public et parapublic et 51,% dans les sociétés privées/PME.

Pour ceux qui désirent travailler dans le secteur public ou parapublic, le désir est plus prononcé dans la main d'oeuvre potentielle (58,5%) et chez les inactifs (46,7%). Pour ceux qui sont déjà dans le secteur public, 75,4% d'entre eux préfèrent y rester.

Pour ceux qui désirent travailler dans le secteur privé, cette intention est plus prononcée chez les actifs occupés (55,2%) et chez les chômeurs au sens du BIT (53,3%). Pour ceux qui y travaillent, leur volonté est d'y rester pour 63,6% d'entre eux et 31,7% désirent aller dans le secteur public.

Tableau 8.10 : Emploi désiré par les individus de 15 ans actuellement en activité suivant le secteur institutionnel plus ayant eu un emploi antérieur selon le secteur institutionnel, Guinée Bissau, 2017

Situation d'activité	Secteur institutionnel désiré					Effectif
	Secteur public et parapublic	Société privée/PME/association	Entrepreneuriat	Ménage	Total	
Actif occupé	40.9	55.2	0.8	3.1	100	42
Chômeur BT	42.7	53.3	.7	3.2	100.0	23
MOP	58.5	38.4	2.0	1.1	100.0	8
Inactif	46.7	49.7	.4	3.2	100.0	56
Guinée Bissau	44.8	51.5	.7	3.0	100.0	129
Secteur public	75.4	23.4	.7	.5	100.0	5
Secteur privé	31.7	63.8	1.2	3.3	100.0	26
Ménages	17.5	44.1	0.0	38.4	100.0	299

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Les données du tableau 8.11 pour le futur projet d'emploi des 15-24 ans montrent qu'au niveau national, 47,5% des jeunes veulent trouver un emploi quel que soit le secteur d'activité économique, 32,2% veulent conserver leur emploi actuel. Alors que 16,2% des jeunes qui sont encore au chômage veulent obtenir leur premier emploi.

Du point de vue du genre, la majorité des jeunes hommes et des jeunes femmes veulent aujourd'hui conserver leur emploi et obtenir un emploi quel que soit le secteur dans lequel ils travaillent, représentant respectivement 30,5% et 48,0% pour les hommes, 33,8% et 47,1% pour les femmes.

Parmi les chômeurs, le principal projet pour l'avenir est de trouver un premier emploi (80,1%). Environ 50% des personnes inactives veulent obtenir un emploi dans n'importe quel secteur d'activité contre 31,2% de celles qui ne veulent pas changer l'emploi qu'elles occupent actuellement. Il n'y a pas beaucoup de disparité entre ceux qui travaillent et qui veulent conserver leur emploi actuel et ceux qui n'ont pas le choix du futur secteur d'activité, soit 42,2% et 42,5% respectivement.

Tableau 8.11 : Projets d'emploi à venir des jeunes de 15 à 24 ans, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Quels sont vos projets d'emploi pour l'avenir ?						Total	Effectif
	Obtenir un premier emploi	Obtenir un nouvel emploi dans la même entreprise	Obtenir un nouvel emploi dans une autre entreprise	Garder l'emploi que vous avez maintenant	Obtenir un emploi, peu importe le secteur	Rester inactif		
Homme	17.4	1.3	2.8	30.5	48.0	0.0	100.0	149 499
Femme	15.1	1.1	3.0	33.8	47.1	0.0	100.0	153 304
Actif occupé	7.2	2.3	5.9	42.2	42.5	0.0	100.0	82 938
Chômeur BT	80.1	3.6	6.5	4.6	5.2	0.0	100.0	10 422
MOP	25.9	0.0	.4	16.9	56.8	0.0	100.0	23 356
Inactif	15.5	.7	1.7	31.2	51.0	0.0	100.0	186 072
Guinée Bissau	16.2	1.2	2.9	32.2	47.5	0.0	100.0	302 789

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

8.4. Transfert en espèce et revenus hors emplois reçus

Les données du tableau 8.12 ci-dessous sur la répartition en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus ayant bénéficié d'un revenu hors emploi montrent que peu d'actifs de la Guinée Bissau bénéficient de transfert d'argent hors emploi. Au niveau national, 2,66% de la population bénéficie de transferts d'autres ménages à l'étranger, 1,63% bénéficie d'autres ménages résidant dans le pays et 1,26% bénéficie d'autres revenus non spécifiés.

Quelle que soit la situation d'activité de la population de cet âge, une grande partie d'entre eux bénéficie de transferts ou d'un soutien d'autres ménages résidant dans le pays ou à l'étranger. Il est à noter que 7,00 % et 3,33 % des chômeurs bénéficient d'autres revenus non précisés et de leurs biens, respectivement.

En termes de milieu de résidence, 2,84% et 4,91 % de la population reçoivent des transferts des ménages résidant dans le pays et dans l'étranger, respectivement. A cet égard, SAB se distingue par rapport aux autres zones urbaines du pays, représentant 5,58% et 3,25% de la population recevant des transferts d'autres ménages résidant dans le pays et à l'étranger, respectivement contre 1,915 et 3,36% pour les autres zones urbaines. La population des zones rurales perçoit moins de revenus en dehors de leur emploi.

Tableau 8.12 : Répartition en % de la population âgée de 15 ans et plus bénéficiant d'un revenu hors emploi, Guinée Bissau, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Pensions du travail	Autres pensions	Revenu de la propriété	Revenu financier	Transfert reçu d'autres ménages résidant	Transfert reçu d'autres ménages à l'étranger	Bourses d'études	Autres revenus	Effectif
Actif occupé	,45	,13	1,22	,41	1,51	2,89	,03	,68	394 280
Chômeur BT	1,26	,58	3,33	,66	2,25	4,66	,09	7,00	30 273
MOP	,79	,23	2,64	,67	2,54	2,64	0,00	3,08	59 118
Inactif	,25	,12	,80	,33	1,58	2,33	,09	1,15	379 008
SAB	1,10	,40	2,27	,98	3,25	5,58	,18	,56	265 194
Autres urbains	,07	,11	,70	,26	1,91	3,36	0,00	,72	115 566
Ens. Urbain	,79	,31	1,79	,76	2,84	4,91	,12	,61	380 760
Rural	,12	,02	,72	,11	,70	,92	,01	1,76	491 508
Guinée Bissau	,41	,14	1,19	,40	1,63	2,66	,06	1,26	872 268

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Selon les données du tableau 8.13 ci-dessous, au niveau national, le revenu mensuel moyen provenant de la pension de travail est supérieur aux autres types de revenus perçus par les personnes âgées de 15 ans et plus en dehors de l'emploi et atteint 3 866 208 FCFA, suivi par les autres revenus (962 563 FCFA) et le revenu mensuel moyen provenant des biens (114 832 FCFA).

Du point de vue de l'activité économique, la MOP est le principal bénéficiaire du revenu mensuel moyen des pensions de travail (28 713 262 francs FCFA) contre 76 582 francs CFA pour les personnes inactives. Alors que les actifs occupés perçoivent davantage de revenus mensuels moyens provenant d'autres sources de revenus non spécifiées, un montant correspondant à 3 768 486 francs CFA.

Tableau 8.13 : Montant moyen des revenus mensuels hors emploi bénéficiés par les personnes âgées de 15 ans et plus, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques socioéconomiques	Montant mensuel Pensions du travail	Montant mensuel du Autres pensions	Montant mensuel Revenu de la propriété	Montant mensuel Revenu financier	Montant mensuel Transfert reçu d'autres ménages résidant	Montant mensuel Transfert reçu d'autres ménages à l'étranger	Montant mensuel Bourses d'études	Montant mensuel Autres revenus	Effectif
Actif occupé	624 295	65 880	175 304	423 895	50 892	58 013	8 847	3 768 486	394 280
Chômeur BT	615 224	53 527	51 637	46 436	20 577	87 862	33 333	98 011	30 273
MOP	28 713 262	15 554	69 795	54 059	20 305	34 708		54 563	59 118
Inactif	76 582	37 860	61 632	84 592	30 391	84 206	30 780	69 031	379 008
SAB	498 125	47 113	147 617	292 559	48 793	62 248	24 224	250 468	265 194
Autres urbains	190 056	25 840	46 168	104 783	18 734	42 633		70 228	115 566
Ens. Urbain	483 786	44 851	135 916	273 842	42 678	58 162	24 224	190 742	380 760
Rural	20 534 093	88 721	73 631	79 558	20 738	107 836	33 333	1 184 043	491 508
Guinée Bissau	3 866 208	47 978	114 832	241 539	37 415	68 000	24 703	962 563	872 268

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

Le tableau 8.14 montre qu'en moyenne 52,9 % de tous les transferts reçus sont utilisés pour les dépenses du ménage, 18 % pour l'éducation et 15,4 % pour la santé. Pour la construction de logements, 2,9 % et 7,9 % ont été utilisés à d'autres fins. L'analyse de la structure d'origine des fonds transférés montre que 79,3% de l'ensemble des transferts reçus proviennent des Etats européens, suivis de l'Afrique avec 15,7% (dont 12,3% d'Afrique de l'Ouest, y compris l'UEMOA (6,1%) et 2,1% des Etats nord-américains).

Selon le Tableau 8.15 ci-dessus Le canal formel constitue l'un des principaux canaux de transfert de fonds en Guinée-Bissau avec 94,6%, contre environ 5% des informels. Plus de neuf transferts urbains sur dix sont formels. 14,1% de tous les transferts ruraux sont informels et représente environ 376 millions de francs CFA.

Tableau 8.15 : Principaux canaux des transferts de fonds reçus suivant le milieu de résidence (en% de la valeur totale des fonds), Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques socio-économiques	Canaux de transfert utilisés			Montant reçu (FCFA)	Montant reçu (FCFA)	Effectif
	Formel	Informel	Total			
SAB	97,6	2,4	100,0	1 172 770 082	65,7	16 138
Autres urbains	93,6	6,4	100,0	236 117 395	13,2	4 036
Ens. Urbaine	96,9	3,1	100,0	1 408 887 477	78,9	20 173
Rural	85,9	14,1	100,0	375 903 916	21,1	4 247
Guinée Bissau	94,6	5,4	100,0	1 784 791 393	100,0	24 421

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INE

SECTEUR INFORMEL

Chapitre 9 CONDITIONS D'ACTIVITE DU SECTEUR INFORMEL

Résultats clés

- Pour les unités de production informelles existantes, 98% sont créées dans l'activité principale et 2% dans l'activité secondaire
- La taille moyenne des UPI à la création est 1,2 actif occupé, dont 1,6 dans l'industrie, 1,1 dans le commerce et 1,2 dans le service
- 80,25% de la main d'œuvre du secteur informel sont constituées des patrons et des travailleurs pour comptes propres. On rencontre, cependant quelques emplois salarié (3,9%) et des travailleurs dépendants non rémunérés (15%).
- 41,3% des UPI exercent leurs activités sans local professionnel, 43,2% dans leurs maisons et seulement 15,5% dans un local professionnel.
- Les Chefs d'UPI déclarent que le financement de la création des UPI provient de l'épargne Propre/tontine (70%) et les Prêts informels, des amis ou des parents (13,9%)

9.1. Cadre conceptuel et méthodologique général relatif au secteur informel

La définition du secteur informel repose essentiellement sur les recommandations des groupes de référence suivants (i) - 15ème conférence Internationale des statisticiens du travail (CIST), (ii) - Recommandations du groupe Delhi en 1993 ou (iii)- Les réserves exprimées par le Groupe Consultatif d'Expert sur le système de Comptabilité Nationale (SCN).

A des fins statistiques, la 15e Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (15e CIST) de janvier 1993, définit le secteur informel comme un ensemble d'unités de production qui, selon les définitions et classifications contenues dans le système de comptabilité nationale des Nations Unies (Rev.4), font partie du secteur institutionnel des ménages en tant qu'entreprises individuelles ou en tant qu'entreprises individuelles appartenant à des ménages et opérant à l'intérieur du domaine de la production du SCN. Les trois premiers critères de la définition des entreprises du secteur informel de la résolution de la 15e CIST font référence à l'organisation juridique des entreprises, au type de propriété et au type de comptabilité tenue. Cependant si toutes les entreprises du secteur informel peuvent être considérées comme des entreprises individuelles non constituées en sociétés, toutes les entreprises individuelles non constituées en sociétés ne font pas parties du secteur informel.

Selon la définition opérationnelle de la CIST compatible avec le système de comptabilité Nationale (SCN), le secteur informel est considéré comme un ensemble d'unités de production qui font partie du secteur institutionnel des ménages en tant qu'entreprises individuelles. Dans ce secteur institutionnel des ménages le secteur informel comprend:

- Les entreprises informelles de personnes travaillant pour leurs propre compte (aucun salarié, présence éventuelle des aides familiaux);
- Les entreprises d'employeurs informels (au moins un salarié avec eux);

- Pour des raisons opérationnelles nationales, les entreprises peuvent être définies selon plusieurs critères (taille des unités en termes d'effectif, non enregistrement de l'entreprise ou non tenue d'une comptabilité complète).

Selon les recommandations du groupe de Delhi lors des discussions sur la révision du système de Comptabilité Nationale est définie comme secteur informel:

- Les unités informelles sont des entreprises privées appartenant à des individus ou à des ménages; elles ne constituent pas une entité légale indépendante de leur propriétaire et ne possèdent pas une comptabilité formelle; elles englobent les entreprises individuelles des associations ou coopératives dès lors que celles-ci ne tiennent pas une comptabilité formelle.
- La totalité ou une partie des biens et services produits sont marchands;
- La taille en termes d'emploi de l'entreprise est au-dessous d'un seuil à déterminer selon les pays et les branches d'activité;
- Les entreprises ne sont pas enregistrées conformément à la législation régissant
- D'activité de l'unité ne doit pas relever du secteur agricole, même si l'unité agricole peut être informelle au titre de son activité secondaire non agricole.

Par ailleurs, selon les normes internationales du BIT les trois premiers critères de la définition des entreprises du secteur informel de la résolution de la 15^e CIST font référence à l'organisation juridique des entreprises, au type de propriété et au type de comptabilité tenue. Cependant si toutes les entreprises du secteur informel peuvent être considérées comme des entreprises individuelles non constituées en sociétés, toutes les entreprises individuelles non constituées en sociétés ne font pas parties du secteur informel. Le secteur informel se compose d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages et opérant à l'intérieur du domaine de la production du SCN. Ces unités sont divisées en deux sous-ensembles:

- Entreprises non constituées en sociétés sans salariés. Le terme employé par le BIT pour désigner ces unités est celui «d'entreprises informelles de personnes travaillant pour leur propre compte»;
- Entreprises non constituées en sociétés avec salariés. Le terme employé par le BIT pour désigner ces unités est celui d'entreprises d'employeurs informels».

Les critères d'identification des unités de production informelle (UPI).

De façon opérationnelle, l'algorithme d'identification des unités de production informelle est caractérisé dans le tableau suivant. On remarquera que le processus consiste à identifier les chefs d'unités de production informelle aussi bien dans leur emploi principal que dans leurs différentes activités secondaires. Dans ces conditions, un même individu identifié dans l'enquête Emploi comme chef d'une UPI pourrait en posséder dans d'autres activités secondaires. Il sera alors retenu trois fois lors de l'enquête sur le secteur informel : en activité principale et pour chacune de ses activités secondaires. Bien entendu, tous les chefs d'unités de production informelle identifiés en phase 2 devraient provenir de l'enquête Emploi. C'est un impératif.

Tableau 9.1 : Algorithme d'identification des chefs d'unité de production informelle

A RENSEIGNER PAR LES EMPLOYEURS (PATRONS) ET LES PERSONNES A COMPTE PROPRE					
Identification dans l'emploi	Quel est votre catégorie socio-Professionnelle ?	Tenez-vous une comptabilité ?	Votre établissement est-il enregistré officiellement (NIF)?	L'unité dans laquelle vous travaillez réalise-t-elle une activité de production de biens ou de services ?	L'enquête (e) est-il (elle) éligible comme chef d'unité de production informelle ?
	1. Employeur 2. Compte propre	1. Rien 2. Comptabilité, plan comptable du Burundi 3. Comptabilité simplifiée 4. Cahier de recettes ou autre (préciser)	1. Oui 2. Non	1. Oui, et cette production totalement vendue 2. Oui, et cette production partiellement Vendue 3. Non	1. Oui 2. Non
En activité principale	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En activité secondaire					
• 1 ^{ère} activité secondaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• 2 ^{ème} activité secondaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ELIGIBLE COMME CHEF UPI SI ET SEULEMENT SI (A)=7 ou 8 et [(B) =1,4 ou (C)=2] et D = 1,2					

Le champ géographique et thématique de l'enquête sur le secteur informel

L'enquête sur le secteur informel a couvert l'ensemble des régions du pays, aussi bien le milieu urbain que le milieu rural. Mais l'enquête n'a ciblé que les unités de production informelle du secteur non agricole. Les unités de production informelle des secteurs agricoles sont en principe mieux captées dans le cadre des opérations statistiques ciblant spécifiquement ce secteur d'activité.

L'emploi informel

Le concept de l'emploi informel a été adopté par la 17^{ème} CIST de 2003. Sont considérées comme ayant des emplois informels, les personnes dont l'emploi est, en pratique, non soumis à la législation nationale du travail, à la taxation de revenu, à la protection sociale ou au droit à certains avantages (le préavis de renvoi, l'indemnité de licenciement, les congés payés ou les congés de maladies, etc.). Ainsi, l'emploi informel se définit surtout par rapport aux conditions d'exercice des employés aussi bien dans leur emploi principal que secondaire. *De façon opérationnelle, dans les unités de production (formelle, informelle) et dans les ménages, les employés sont considérés être pourvus d'un emploi informel si au moins l'une des conditions suivantes n'est pas remplie (critère d'informalité de l'emploi) :*

- paiement par l'employeur d'indemnité de protection de sécurité sociale ;
- congés de maladie rémunérés ;
- congés annuels rémunérés ou compensation éventuelle.

En réalité, dans la pratique sur le terrain, la stricte application simultanée des trois critères de l'informalité de l'emploi conduit à une très importante proportion d'emplois informels aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur non formel (informel, ménage). *C'est la raison pour laquelle, de façon opérationnelle on conviendra de se limiter au critère qui semble le mieux caractériser les conditions d'emplois plus ou moins formelles. Il s'agit du paiement par l'employeur d'indemnité de protection de sécurité sociale. Dans le cas de Capitale, l'emploi sera dit informel si l'employé ne verse pas une indemnité de protection sociale auprès de la Caisse nationale de sécurité sociale. Autrement, l'emploi est dit formel.*

Les travailleurs dépendants

Ce groupe de travailleurs comprend tous les actifs occupés qui attendent (ou non) une rémunération périodique de leurs prestations par un employeur (cadres, employés, manœuvres, apprentis ou stagiaires payés, aides familiaux, apprentis ou stagiaires non payés).

Les travailleurs indépendants

Cette catégorie comprend tous les autres actifs qui travaillent pour leur compte, soit en employant une main d'œuvre rémunérée (patron), soit seul ou avec une main d'œuvre non rémunérée (travailleur pour compte propre).

Le calcul des coefficients de pondération (extrapolation) du volet secteur informel

En dépit du fait que le dispositif de collecte des données intègre deux enquêtes complémentaires (Emploi, secteur informel) qui se réalisent quasi simultanément, l'on peut avoir une légère déformation de la structure par branche d'activité et statut dans l'emploi des CUI. En effet, des erreurs fréquentes peuvent apparaître : incorrecte appréciation que le CUI a de son statut, erreur attribuable à l'enquêteur qui peut ne pas avoir bien saisi le statut du chef, erreur de codification de la branche d'activité par l'enquêteur entre la phase 1 et la phase 2, etc.

En outre, en dépit de la simultanéité de la collecte des données, certaines UPI peuvent disparaître ou tout simplement, certains CUI peuvent refuser, pour diverses raisons, de répondre aux questions de l'enquête sur le secteur informel. Dans l'une ou l'autre de ces situations, la conséquence est une déformation de la structure par branche d'activité et selon le statut des CUI entre les deux volets de l'enquête. Il devient alors nécessaire de redresser les coefficients de pondération de l'enquête sur l'emploi afin de mettre en adéquation la structure par branche d'activité et statut des CUI de l'échantillon final des UPI de l'enquête sur le secteur informel.

Ce coefficient de pondération servira pour l'extrapolation des résultats de l'échantillon à l'ensemble de l'univers. Afin d'assurer la cohérence des données entre les deux échantillons, il convient de corriger/caler sur les marges la structure des deux échantillons. Depuis 2013, cette procédure de calage sur marge est désormais systématiquement réalisée à l'aide de la macro Calmar 2, développée par l'INSEE. Elle permet de réconcilier les structures des deux échantillons en jouant sur les poids initiaux de l'enquête Emploi.

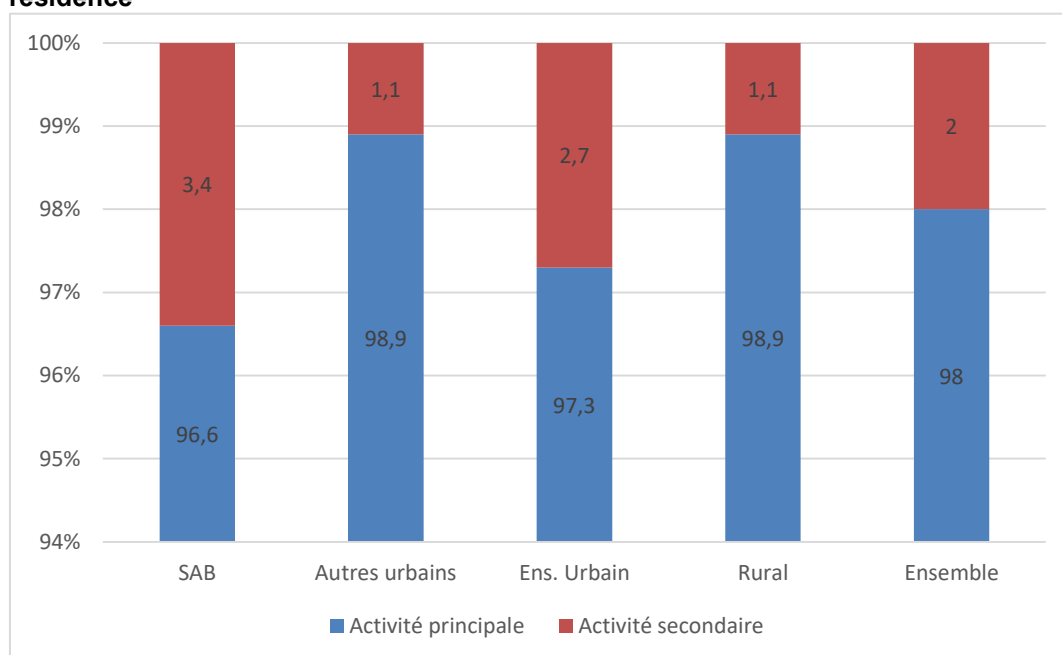
9.2. Effectifs et structure comparée par branche et secteur d'activité des emplois en phase 1 et phase 2

9.2.1 Analyse de la structure des emplois obtenue dans l'enquête Emploi (phase 1)

Les données de l'ERI ESI ont permis de recenser 248 391 emplois dans le secteur informel dont 243 395 emplois dans l'activité principale (98%) et 4 996 emplois dans l'activité secondaire (2%) dont la structure est la suivante:

Dans la ville de Bissau, les emplois de l'activité principale représentent 96,% de la ville et dans le milieu rural, l'activité principale renferme 98,% des emplois du milieu.

Graphique 9.1 : Structure des emplois de personnes de 15 ans ou plus selon le milieu de résidence



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

En analysant la structure obtenue dans l'enquête Emploi (phase 1) selon le tableau 9.2, la structure des emplois selon le secteur d'activité montre que :

- 22,5% des emplois sont dans le secteur primaire avec 6,5% en milieu urbain et 43% en milieu rural ;
- 15,5% des emplois sont du secteur de l'industrie avec 16,8% en milieu urbain et 13,7% en milieu rural ;
- 32,2% des emplois sont du secteur du commerce (27% en milieu rural et 36,4% en milieu urbain) ;
- 29,8% dans le secteur du service avec 16,4% en milieu rural et 40,2% en milieu urbain.

La structure selon la branche d'activité montre qu'il y a six branches d'activités consommatrices de la main d'oeuvre (72% des emplois).

La première branche est celle du commerce de détail qui utilise 27,2% des emplois dont 29,9% des emplois du milieu urbain et 23,7% des emplois du milieu rural.

La deuxième branche est celle de l'Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien qui emploie 18,9% des emplois dont 4,6% en milieu urbain et 37,2% en milieu rural.

La troisième est celle de l'activité de fabrication avec 9,6% des emplois dont 9,7% en milieu rural et 9,5% en milieu urbain.

La quatrième est celle de l'activité de service de soutien et de bureau avec 6,1% des emplois avec 1,7% en milieu rural et 9,6% en milieu urbain.

Les deux dernières sont à 5,1% respectivement l'activité de construction (3,4% en milieu rural et 6,5% en milieu urbain) et Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc) dont 4,1% en milieu rural et 5,9% en milieu urbain.

Tableau 9.2 : Effectif des emplois, individus de 15 ans et plus (Activités principale), Guinée Bissau, 2017/2018

Secteur et branche d'activité	Milieu de résidence				Ensemble
	SAB	Autres urbains	Ens. Urbain	Rural	
Primaire					
Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	2,6	9,0	4,6	37,2	18,9
Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	0,6	1,3	0,9	2,0	1,4
Pêche, Pisciculture, Aquaculture	0,6	2,0	1,1	3,8	2,2
Ensemble	3,8	12,3	6,5	43,0	22,5
Industrie					
Activités extractives/mines	0,7	0,9	0,7	0,6	0,7
Activités de fabrication	9,0	10,5	9,5	9,7	9,6
Activités de production et distribution	0,2	-	0,1	0,0	0,1
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,0	-	0,0	-	0,0
Activités de construction	7,2	4,9	6,5	3,4	5,1
Ensemble	17,1	16,3	16,8	13,7	15,5
Commerce					
Commerce et réparation des pièces automobiles	2,0	0,9	1,6	0,5	1,2
Commerce de gros	5,7	2,9	4,8	2,7	3,9
Commerce de détail	24,7	41,1	29,9	23,7	27,2
Ensemble	32,4	44,9	36,4	27,0	32,3
Service					
Activités de transport	3,0	4,2	3,4	1,3	2,4
Activités d'entreposage	1,2	0,7	1,0	0,2	0,7
Activités d'hébergement et de restauration	1,6	1,1	1,4	0,2	0,9
Activités de l'information et de communication	1,1	0,5	0,9	0,3	0,6
Activités financiers et d'assurance	1,4	0,4	1,1	0,2	0,7
Activités immobiliers	0,6	0,4	0,5	0,0	0,3
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	1,4	0,5	1,1	0,5	0,8
Activités de services de soutien et de bureau	12,2	4,0	9,6	1,7	6,1
Activités de l'administration publique	5,3	2,4	4,3	0,8	2,8
Enseignement	5,4	6,9	5,9	3,6	4,9
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	2,2	1,1	1,9	0,8	1,4
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,6	0,2	0,5	0,3	0,4
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	7,4	2,8	5,9	4,1	5,1
Activités spéciales des ménages	3,2	1,3	2,6	2,6	2,6
Activités des organisations internationales	0,0	0,2	0,1	-	0,0
Ensemble	46,7	26,5	40,2	16,4	29,8
Effectif	93 125	43 590	136 715	106 679	243 395
% effectif	38,3	17,9	56,2	43,8	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Compte tenu de la faiblesse de l'emploi créé par les activités secondaires, la structure définie par l'activité principale reste valable pour l'ensemble des emplois.

Tableau 9.3 : Effectif des emplois, individus de 15 ans et plus (secondaire), Guinée Bissau, 2017/2018

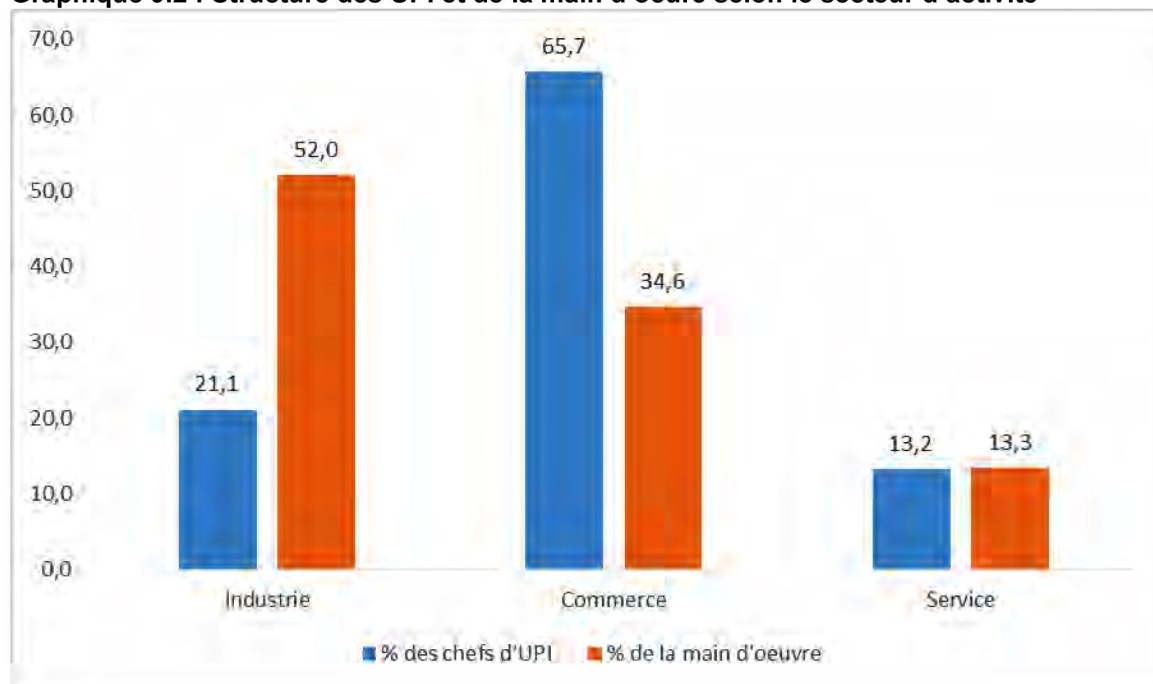
Secteur et branche d'activité		Milieu de résidence			
		SAB	Autres urbains	Ens. Urbain	Rural Ensemble
Branche d'activité					
Primaire	Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	108		108	317
	Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien		52	52	125
	Pêche, Pisciculture, Aquaculture	161		161	36
	Activités de fabrication	46		46	20
	Activités de construction				9
	Commerce de gros	60		60	
	Commerce de détail	46		46	37
	Ensemble	421	52	473	545
Industrie	Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien				12
	Activités de fabrication	345		345	61
	Activités de construction	129		129	16
	Commerce de détail	122		122	
	Activités spécialisés, scientifiques et techniques	43		43	
	Activités de services de soutien et de bureau	59		59	
	Activités pour la santé humaine et l'action sociale	42		42	21
	Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.	25		25	
	Ensemble	765		765	110
					875
Commerce	Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	72		72	72
	Sylviculture, Exploitation forestière et activités de soutien	37		37	12
	Activités de fabrication	136	10	146	30
	Activités de construction	33		33	13
	Commerce de gros	90	12	102	20
	Commerce de détail	125	264	389	198
	Activités de l'information et de communication				27
	Activités financiers et d'assurance	85		85	
	Activités de services de soutien et de bureau	27		27	
	Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.	39		39	
	Ensemble	645	285	930	371
					1 301
	Agriculture, Elevage, Chasse et activités de soutien	89		89	37
Service	Activités extractives/mines	46		46	
	Activités de fabrication	124		124	51
	Activités de production et distribution	27		27	
	Activités de construction	97		97	
	Commerce de gros	-		-	20
	Commerce de détail	93	146	239	
	Activités de transport	100		100	
	Activités spécialisés, scientifiques et techniques	88		88	
	Activités de services de soutien et de bureau	185	20	205	19
	Activités de l'administration publique	256		256	
	Enseignement	113		113	
	Activités pour la santé humaine et l'action sociale	41		41	32
	Activités artistiques, sportives et récréatives	38		38	
	Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.	82		82	
	Activités spéciales des ménages	97		97	
	Ensemble	1 477	166	1 643	159
					1 803

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.2.2 Analyse de la structure des emplois en phase 2 dans l'informel

Les données de l'ERI ESI montrent que les UPI créées et la main d'oeuvre utilisée se répartissent à 65,7% des UPI et 34,6% de emplois sont dans le secteur du commerce, alors dans le secteur de l'industrie, on a 21,1% ds UPI et 52% de la main d'oeuvre t dans le secteur de service, on 13,% des UPI et 13,1% des emplois.

Graphique 9.2 : Structure des UPI et de la main d'oeuvre selon le secteur d'activité



Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

La structure selon la branche d'activité montre que quatre branches d'activités sont pourvoyeuses d'UPI et de la main d'oeuvre:

1. La branche de fabrication dans l'industrie qui dans le ville de Bissau regroupe 17,3% des UPI et 27,3% des emplois de la ville, dans autres urbains, on a 13,3% des UPI et 32,5% des emplois et en milieu rural 17,9% des UPI et 23,3% des emplois ;
2. La branche du commerce de détail qui dans la ville de Bissau renferme 51% des UPI et 24,3% des emplois, dans autres urbains, on a 68,8% des UPI et 19% des emplois dans le milieu rural ;
3. La branche du commerce de gros avec 8,6% des UPI et 4,7% des emplois dans la ville de Bissau, 5,3% des UPI et 5,4% des emplois dans autres urbains, enfin 6,8% des UPI et 4,6% des emplois en milieu rural ;
4. La dernière branche est celle des Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc. avec 5% des UPI et 3,8% des emplois dans la ville de Bissau, 3,7% des UPI et 3,6% des emplois dans autres urbains et 7,3% des UPI et 4,9% des emplois dans le milieu rural.

Tableau 9.4 : Effectif et structure des CUI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole

Milieu de résidence et Secteur et branche d'activité		Effectif des chefs d'UPI	Effectif de la main d'oeuvre	% des chefs d'UPI	% de la main d'oeuvre
SAB					
Industrie	Activités extractives/mines	169		0,4	0
	Activités de fabrication	7 162	4 499	17,3	27,6
	Activités de production et distribution	138	212	0,3	1,3
	Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	27		0,1	0
	Activités de construction	2 158	4 261	5,2	26,1
	Ensemble	9 655	8 973	23,4	55
Commerce	Commerce et réparation des pièces automobiles	347	452	0,8	2,8
	Commerce de gros	3 558	769	8,6	4,7
	Commerce de détail	21 049	3 970	51	24,3
	Ensemble	24 954	5 191	60,4	31,8
Service	Activités de transport	41		0,1	0
	Activités d'hébergement et de restauration	654	70	1,6	0,4
	Activités de l'information et de communication	121	121	0,3	0,7
	Activités financiers et d'assurance	119		0,3	0
	Activités immobiliers	457	687	1,1	4,2
	Activités de services de soutien et de bureau	1 563	342	3,8	2,1
	Enseignement	767	26	1,9	0,2
	Activités pour la santé humaine et l'action sociale	214		0,5	0
	Activités artistiques, sportives et récréatives	44		0,1	0
	Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	2 060	613	5	3,8
	Activités spéciales des ménages	642	294	1,6	1,8
	Ensemble	6 682	2 152	16,2	13,2
Autres urbains					
Industrie	Activités extractives/mines	202		0,8	0
	Activités de fabrication	3 272	1 382	13,3	32,5
	Activités de production et distribution	42		0,2	
	Activités de construction	220	584	0,9	13,7
	Ensemble	3 736	1 966	15,2	46,3
Commerce	Commerce et réparation des pièces automobiles	149	265	0,6	6,2
	Commerce de gros	1 310	231	5,3	5,4
	Commerce de détail	16 943	807	68,8	19
	Ensemble	18 401	1 304	74,7	30,7
Service	Activités de transport	289	345	1,2	8,1
	Activités d'entreposage	91	91	0,4	2,1
	Activités d'hébergement et de restauration	317	23	1,3	0,5
	Activités immobiliers	130	130	0,5	3,1
	Activités de services de soutien et de bureau	377		1,5	0
	Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.	900	151	3,7	3,6
	Activités spéciales des ménages	399	238	1,6	5,6
	Ensemble	2 503	979	10,2	23
Rural					
Industrie	Activités extractives/mines	741	272	1,5	2,6
	Activités de fabrication	8 572	2 455	17,9	23,3
	Activités de production et distribution	59		0,1	
	Activités de construction	1 258	2 501	2,6	23,8
	Ensemble	10 630	5 229	22,2	49,7
Commerce	Commerce et réparation des pièces automobiles	414	434	0,9	4,1
	Commerce de gros	3 252	486	6,8	4,6
	Commerce de détail	27 815	3 358	58	31,9
	Ensemble	31 482	4 278	65,6	40,6
Service	Activités de transport	342	120	0,7	1,1
	Activités d'hébergement et de restauration	238		0,5	0
	Activités de l'information et de communication	198		0,4	0
	Activités immobiliers	58		0,1	0
	Activités spécialisés, scientifiques et techniques	323	126	0,7	1,2
	Activités de services de soutien et de bureau	518	146	1,1	1,4

Milieu de résidence et Secteur et branche d'activité	Effectif des chefs d'UPI	Effectif de la main d'oeuvre	% des chefs d'UPI	% de la main d'oeuvre
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	65	65	0,1	0,6
Activités artistiques, sportives et récréatives	219	47	0,5	0,4
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	3 515	516	7,3	4,9
Activités spéciales des ménages	391		0,8	0
Ensemble	5 867	1 019	12,2	9,7

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.2.3 Effectif moyen de l'UPI au démarrage de ses activités par zone et sexe suivant le secteur

Selon le tableau 9.5 ci-dessus, en Guinée-Bissau les effectifs moyens d'UPI au démarrage de ses activités est 1,2. Selon secteur d'activité dans l'emploi antérieur les effectifs moyens d'UPI au démarrage dans l'industrie avec 1,6, le commerce légèrement en baisse par rapport à la moyenne nationale avec 1,1. Par rapport milieu urbain les effectifs moyens d'UPI au démarrage de ses activités par secteur d'Industrie, commerce et service sont (1,7, 1,2 et 1,3) respectivement, contre 1,4 d'Industrie, 1,1 de commerce et 1,1 service dans milieu rural.

Tableau 9.5 : Effectif moyen de l'UPI au démarrage de ses activités par secteur d'activité selon le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence	Secteur d'activité dans l'emploi antérieur			
	Industrie	Commerce	Service	Ensemble
SAB	1,8	1,2	1,3	1,4
Autres Urbains	1,4	1,1	1,2	1,1
Ens. Urbain	1,7	1,2	1,3	1,3
Rural	1,4	1,1	1,1	1,2
Guinée Bissau	1,6	1,1	1,2	1,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.2.3 Matrices des emplois

Selon le tableau 9.6 ci-dessus, les travailleurs pour leur propre compte et les patrons constituent l'essentiel de la population active occupée par le secteur informel en Guinée-Bissau. En effet, selon leur statut dans l'emploi, 80,25% de la main d'œuvre du secteur informel sont constituées des patrons et des travailleurs pour comptes propres. Généralement les emplois du secteur ne sont pas salariés. On rencontre, cependant quelques emplois salarié (3,9%). Les travailleurs dépendants non rémunérés 15% de la population occupée dans le secteur informel. Par secteur d'activité 64,81% des patrons et travailleurs pour comptes propres sont dans l'industrie, 9,7% sont travailleurs dépendants rémunérés et 25,48% sont travailleurs dépendants non rémunérés. Le commerce 87,8% sont patrons et des travailleurs pour comptes propres et aussi 78,52% des patrons et des travailleurs pour comptes propres dans activité Service.

Tableau 9.6 : Répartition (en %) des emplois des actifs occupés de 15 ans et plus sur le marché du travail par secteur d'activité selon le statut dans l'emploi, Guinée Bissau, 2017/2018

Secteurs d'activité	Statut dans l'emploi (activité principale et secondaire)					Total	Effectif
	Patrons, associés	Comptes propres	Travailleurs dépendants rémunérés	Travailleurs dépendants non rémunérés			
Industrie	7,80	57,01	9,71	25,48		100,00	40 189
Commerce	1,11	86,77	1,23	10,89		100,00	85 609
Service	2,17	76,35	3,67	17,81		100,00	19 203
Guinée-Bissau	3,11	77,14	3,90	15,85		100,00	145 001

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.3. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel

9.3.1. Disponibilité des services de base dans les UPI

Le secteur informel se caractérise généralement en Afrique par une grande précarité des conditions d'activité : locaux inadaptés, non accès aux principaux services publics (eau, électricité téléphone) La présente enquête montre que la situation n'a pas changé. Les Unités de production Informelles fonctionnent dans des conditions d'hygiène déplorable. Selon les données du Tableau 9.7 :

- ✓ peu d'UPI disposent de système d'évacuation des déchets (9,8%) et la situation est plus déplorable en milieu rural (9,4%) et dans autres urbains (3,8%) et c'est à Bissau que la situation est moins bonne (14,1%). Par rapport au secteur, l'absence de système d'évacuation est plus prononcée dans le service (5,9%) ;
- ✓ De même, la disponibilité de wc ou des latrines est également faible (10,8%) tant au milieu rural (10,7%), en autres urbains (5,4%) et dans le commerce (8,91%) qu'à Bissau (14,5%) ;
- ✓ Moins d'une UPI sur dix (9,4%) est éclairée à l'électricité. Les UPI du milieu rural est moins éclairé (4,9%) et plus dans le secteur du commerce (6,7%) ;
- ✓ l'accès en eau potable est encore très faible 3,2%), notamment en milieu rural (1,8%), dans le secteur du commerce (2,5%) ;
- ✓ . l'accès à un service de poste, de connexion à l'internet est un véritable problème pour les UPI en Guinée Bissau avec 0,1% des PUI ayant accès à un service de poste et 1,0% à une connexion à l'internet ;
- ✓ La possession de l'ordinateur est jusqu'à présent un luxe pour les UPI avec 0,8% des UPI qui en possède et il en est de même du téléphone fixe qui perd de son utilité avec l'apparition de la téléphone mobile ;

C'est ainsi que 61,6% des chefs d'UPI possèdent de téléphones mobiles, notamment à Bissau (58,6% et dans autres urbains (62,8%) et il n'y a de différence selon le secteur d'activité.

Tableau 9.7 : Disponibilité des services de base dans les UPI, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et Secteurs d'activité		% ayant accès à un système d'évacuation des déchets	% ayant un wc ou des latrines	% ayant de l'électricité	% ayant une eau courante	% ayant accès à un service de poste	% ayant accès à un service de santé	% ayant une connexion internet	% ayant un ordinateur	% ayant un téléphone mobile	% ayant un téléphone fixe
SAB	Industrie	10,2	13,0	15,4	4,4	0,0	0,0	0,5	0,0	62,5	1,1
	Commerce	18,0	11,4	14,3	5,7	0,5	0,0	2,3	1,2	55,4	0,5
	Service	6,2	26,2	29,8	6,8	0,0	0,0	1,3	0,5	65,0	0,0
	Ensemble	14,1	14,5	17,5	5,6	0,3	0,0	1,6	0,8	58,6	0,5
Autres urbains	Industrie	10,6	14,4	5,7	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	76,2	0,0
	Commerce	3,0	2,6	1,9	0,7	0,0	0,0	0,2	0,5	62,4	0,0
	Service	0,0	11,2	20,9	5,1	0,0	0,0	0,0	5,3	47,9	0,0
	Ensemble	3,8	5,4	4,5	1,8	0,0	0,0	0,2	1,0	62,8	0,0
Rural	Industrie	14,4	9,7	2,1	3,3	0,0	0,3	1,1	0,5	65,0	0,0
	Commerce	7,8	11,0	3,8	1,3	0,0	0,7	0,7	0,4	64,3	0,8
	Service	8,7	11,0	16,6	1,8	0,0	0,0	0,9	2,0	58,8	1,9
	Ensemble	9,4	10,7	4,9	1,8	0,0	0,5	0,8	0,6	63,7	0,8
Guinée-Bissau	Industrie	12,1	11,9	8,2	4,1	0,0	0,1	0,7	0,2	65,6	0,5
	Commerce	9,9	8,9	6,7	2,5	0,2	0,3	1,1	0,7	60,8	0,5
	Service	5,9	18,3	23,8	4,7	0,0	0,0	0,9	1,9	59,7	0,7
	Ensemble	9,8	10,8	9,4	3,2	0,1	0,2	1,0	0,8	61,6	0,5

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.3.2. Disponibilité des locaux pour les activités

L'une des caractéristiques des UPI dans l'exercice de leur fonction est la précarité ou l'inadéquation du local professionnel avec l'activité exercée.

Selon le tableau 9.8, les résultats de l'enquête en Guinée-Bissau indiquent que (41,27%) des UPI exercent leurs activités sans local professionnel, 43,2% dans leurs maisons et seulement 15,52% dans un local professionnel. En milieu rural, les promoteurs des unités de production informelles exercent généralement (53,53%) à domicile.

Pour ce qui est des activités du commerce, 16,59% seulement des UPI ont lieu dans un local fixe. La plus grande partie des activités du commerce reste donc sans local fixe et s'exerce au domicile du promoteur (39,81%), à l'intérieur ou à proximité d'un marché public (43,59%). En milieu rural, le commerce s'exerce principalement sans installations particulières chez le promoteur de l'unité de production informelle. S'agissant des activités d'Industrie, seule (12,27%) des promoteurs disposent d'un local professionnel pour leurs activités. Les promoteurs exercent principalement leurs activités à domicile (47,68%), sur une voie publique, à proximité d'un marché public ou de façon ambulante (40,01%).

Tableau 9.8 : Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et Secteurs d'activité		Type de local utilisé pour les activités (en %)				Effectif
		Sans local professionnel	Dans un local domicile	Dans un local professionnel	Ensemble	
SAB	Industrie	42,33	45,13	12,54	100	8 899
	Commerce	48,94	33,05	18,01	100	23 727
	Service	21,77	59,35	18,87	100	6 573
	Ensemble	42,89	40,20	16,91	100	39 199
Autres urbains	Industrie	46,08	34,60	19,33	100	3 736
	Commerce	45,27	29,70	25,04	100	18 401
	Service	61,45	12,60	25,95	100	2 503
	Ensemble	47,04	28,70	24,26	100	24 641
Rural	Industrie	35,84	54,74	9,42	100	10 138
	Commerce	38,37	51,32	10,31	100	30 120
	Service	30,35	62,90	6,75	100	5 790
	Ensemble	36,80	53,53	9,67	100	46 049
Guinée-Bissau	Industrie	40,05	47,68	12,27	100	22 774
	Commerce	43,60	39,81	16,59	100	72 249
	Service	31,80	52,86	15,34	100	14 867
	Ensemble	41,27	43,21	15,52	100	109 889

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.4. Création brute des unités de production informelles (UPI)

9.4.1 Age des créateurs des unités de production informelles (UPI)

Selon leur âge, les promoteurs des unités de production informelles sont majoritairement âgés entre 25 et 54 ans avec (75,8%). Cette enquête a également mis en évidence la présence de promoteurs jeunes, âgés de moins de 25 ans avec (13,0%). L'âge égal ou supérieur à 55 ans sont 11,8%. Par ailleurs, pour les personnes âgées entre 34 et 44 ans on rencontre (44,5%) des unités de production informelles entre 2005 à 2010. Entre 1995 à 2000 (42,7%) et entre 2000 à 2005 (40,4%). Neuf sur dix unités de production informelles entreprises ont été créées entre 1995 et 2018. Ce n'est que ces dernières années entre 2010 à 2018 que les entreprises créées par des jeunes de moins de 25 ans se sont multipliées selon le Tableau 9.8 ci-dessus.

Tableau 9.9 : Profil par groupe d'âges du chef des UPI « créées » dans le temps, Guinée Bissau, 2017/2018

Année de Création	Groupes d'âges							Effectif
	Moins de 25 ans	25 - 34 ans	35 - 44 ans	45 - 54 ans	55 - 64 ans	65 ans et plus	Tota l	
Avant 1990		3,1	9,6	25,4	38,4	23,6	100	3 613
1990 à 1995	1,7	0,6	12,2	53,3	15,9	16,2	100	2 588
1995 à 2000		6,5	42,7	35,9	12,1	2,7	100	5 785
2000 à 2005	2,7	22,3	40,4	21	10,1	3,5	100	12 668
2005 à 2010	5	27,1	44,5	11,5	8,9	3	100	16 461
2010 à 2015	16,7	35,9	27,4	13,1	4,6	2,3	100	31 627
2015 à 2018	23,1	37,3	25,7	7,2	5,3	1,4	100	32 422
Ne sait pas	6,6	25,3	30,7	18,3	13,5	5,5	100	4 724
Guinée-Bissau	13	29,5	31	14,8	8,3	3,5	100	109 889

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.4.1 Périodes de création des unités de production informelles (UPI)

Selon le tableau 9.9., la majorité des promoteurs ont créé eux-mêmes leur unité de production ou ont pris eux-mêmes la décision de mener cette activité de façon individuelle (95,2%). (20,7%) des ces UPI appartiennent au secteur industriel, 65,5% au commerce et seulement 13,5% au secteur des services. En général, 67,4% des unités de production informelles du service commercial ont été créées entre 2000 et 2018. L'âge moyen des promoteurs est compris entre 33 et 42 ans. Selon leur nombre année d'étude, les promoteurs des UPI sont principalement sans niveau d'instruction, mais en moyenne, nous pouvons voir 3,7 ans d'études. Par ailleurs, 61,4% des promotrices sont des femmes, où 75% d'entre eux ne connaissent pas l'année de création de leur UPI.

Tableau 9.10 : Principales caractéristiques des UPI créées dans le temps, Guinée Bissau, 2017/2018

Année de création	% secteur Industrie	% secteur commerce	% secteur service	% activités +/- de l'Etat	% ayant créé seul leur UPI	% de femmes CUPI	Âge	Nombre année étude
Avant 1990	28,2	50,0	21,8	12,3	95,2	33,3	57,9	2,8
1990 à 1995	29,0	59,0	12,0	9,2	99,3	46,0	50,8	2,8
1995 à 2000	32,6	37,7	29,8	7,8	93,9	52,2	45,3	3,3
2000 à 2005	19,5	68,2	12,2	8,4	95,8	63,2	42,2	2,8
2005 à 2010	21,0	63,1	15,9	9,3	96,0	58,6	39,6	3,3
2010 à 2015	20,0	65,7	14,3	6,8	95,0	62,8	35,1	3,9
2015 à 2018	17,2	72,9	9,9	4,3	94,6	64,8	33,2	4,1
Ne sait pas	27,2	69,6	3,2	6,1	95,7	75,6	41,2	3,9
Guinée-Bissau	20,7	65,7	13,5	6,9	95,2	61,4	38,0	3,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.5. Motif de création de l'UPI par zone et secteur d'activité

Selon le tableau 9.11, les raisons qui motivent les promoteurs du secteur informel à créer ou décider de diriger (exploiter) une unité de production informelle ne sont pas systématiquement liées au chômage. En effet, même pas un sur dix des promoteurs (7,4%) exercent ou dirigent une activité dans une unité de production informelle pour des raisons d'avoir trouvé du travail non rémunérés dans petite (5,8%) et grande entreprise (1,6%). Par contre, 43,7% exercent dans le secteur informel de façon volontariste pour améliorer le niveau de leur revenu, 23,6% simplement pour travailler de manière indépendante et 11,2% des individus pratiquent des activités dans une unité de production informelles par tradition familiale.

Selon le milieu de résidence du promoteur de l'unité informelle, les motivations changent fortement entre urbain et rural. En effet, en milieu urbain en moyenne 41,65% et 46,9% en milieu rural les principales motivations avancées restent l'amélioration du niveau du revenu, en milieu urbain 27,0% recherche de l'indépendance contre 18,9% de milieu rural.

Le commerce et les activités de services attirent beaucoup de promoteurs d'unités de production informelles pour obtenir de meilleurs revenus ou en raison de l'absence d'une autre opportunité.

Tableau 9.11 : Motifs de création de l'UPI par zone et secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

		CUP Principalement, pourquoi avez-vous créé ou décidé de gérer (exploiter) cette unité de production ?							
Milieu de résidence et secteur d'activité		Trouvé du travail non rémunéré (grande entreprise)	Trouvé du travail non rémunéré (petite entreprise)	Pour meilleure revenue	de Être indépendant (patron)	Par tradition familiale	Autro	Total	Effectif
SAB	Industrie	9,8	5,9	35,6	19,2	11,0	18,3	100	8 899
	Commerce	0,6	4,0	45,6	29,0	8,0	12,9	100	23 727
	Service	3,6	12,9	29,1	32,2	6,0	16,3	100	6 573
	Ensemble	3,2	5,9	40,6	27,3	8,3	14,7	100	39 199
Autres urbains	Industrie	1,5	8,7	56,0	26,0	4,9	3,0	100	3 736
	Commerce	1,5	13,4	43,4	25,4	8,2	8,2	100	18 401
	Service	3,6	15,4	18,2	37,3	19,0	6,6	100	2 503
	Ensemble	1,7	12,9	42,7	26,7	8,8	7,2	100	24 641
Rural	Industrie		1,3	40,3	22,9	20,1	15,3	100	10 138
	Commerce	0,1	1,7	50,8	17,4	11,7	18,3	100	30 120
	Service	0,8	3,5	38,0	19,4	22,3	15,9	100	5 790
	Ensemble	0,2	1,9	46,9	18,9	14,9	17,3	100	46 049
	Industrie	4,1	4,3	41,1	22,0	14,1	14,5	100	22 774
	Commerce	0,6	5,4	47,2	23,2	9,6	13,9	100	72 249
	Service	2,5	9,6	30,8	28,1	14,5	14,5	100	14 867
	Ensemble	1,6	5,8	43,7	23,6	11,2	14,1	100	109 889

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.6. Principales raisons du choix du produit vendu ou du service rendu par l'UPI

Selon le tableau 9.12, les problèmes liés au choix du produit vendu ou du service rendu par l'UPI, indique que globalement 30,5% des entrepreneurs déclarent vouloir en tirer un meilleur profit, 18,3% déclarent obtenir des recettes stables, 15,0% pour la tradition familiale, 17,8% pour le métier connu et 18,5% déclarent Autre motif non spécifié par l'enquête. Plus de la moitié des promoteurs du commerce déclarent vouloir obtenir un meilleur profit (33%) et des recettes stables (21%). On observe la même tendance en milieu urbain comme en milieu rural les promoteurs du secteur du commerce déclarent Meilleur profit et Recettes stables comme problèmes liés à choix du produit avec plus de 50%. Contrairement aux commerces, les promoteurs du secteur des services déclarent plus Métier connu et Meilleur profit problèmes liés à choix du produit vendu ou du service rendu.

Tableau 9.12 : Principales raisons du choix du produit vendu ou du service rendu par l'UPI, Guinée Bissau, 2017/2018

		Quelle est la principale raison qui vous a fait choisir le type de produit / service que vous vendez ?							
Milieu de résidence et secteur d'activité		Tradition familiale	Métier connu	Meilleur profit	Recettes stables	Autre	Total	Effectif	
SAB	Industrie	16,9	31,9	23,9	5,9	21,4	100	8 899	
	Commerce	12,5	15,0	39,4	11,4	21,7	100	23 727	
	Service	9,0	33,7	14,0	13,5	29,8	100	6 573	
	Ensemble	12,9	21,9	31,6	10,5	23,0	100	39 199	
	Industrie	11,1	20,9	47,9	9,6	10,5	100	3 679	
Autres urbains	Commerce	9,0	13,9	31,9	32,6	12,6	100	18 300	
	Service	20,2	22,6	21,7	34,9	0,5	100	2 503	
	Ensemble	10,5	15,8	33,3	29,4	11,0	100	24 482	
	Industrie	22,0	25,7	24,8	14,4	13,1	100	10 138	
Rural	Commerce	17,4	11,6	28,5	21,6	20,9	100	30 033	
	Service	23,2	16,0	31,3	13,3	16,2	100	5 790	
	Ensemble	19,2	15,3	28,1	19,0	18,6	100	45 961	
	Industrie	18,2	27,3	28,2	10,3	15,9	100	22 716	
Guinée-Bissau	Commerce	13,7	13,3	33,0	21,0	19,0	100	72 060	
	Service	16,4	24,9	22,0	17,1	19,5	100	14 867	
	Ensemble	15,0	17,8	30,5	18,3	18,5	100	109 643	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

9.7. Origine du capital des UPI au démarrage de leurs activités

L'analyse selon les sources de financement montre que l'épargne Propre/tontine (70%), les Prêts informels, des amis ou des parents (13,9%) constituent près de 84% des sources de financement au démarrage des activités. Par ailleurs, on note aussi que les Dons, Héritages 5% et Autres 0,9% constituent des sources de financement alternatives pour le secteur informel en Guinée-Bissau.

Par secteur d'activité, la situation reste quasi identique en matière de financement sur l'épargne qui représente 63,8% pour les activités d'Industrie, 72,0% pour les activités de commerce et 70,0% pour les activités de service. Même au milieu de résidence la situation est identique selon le Tableau 9.13 ci-dessus. Presque tous les promoteurs ne demandent pas de prêts bancaires.

Tableau 9.13 : Principales sources du financement du capital des UPI au démarrage de leurs activités, Guinée Bissau, 2017/2018

		Principale source du capital au démarrage des activités de l'UPI							
Milieu de résidence et secteur d'activité		Epargne Propre/tontine	Contribution des associés	Prêts bancaires/institution de microfinance	Dons, Héritages	Prêts informels (des amis ou des parents)	Autres	Total	Effectif
SAB	Industrie	58,4	0,7		3,6	19,7	17,6	100,0	8 899
	Commerce	65,4	,2		6,3	23,3	4,9	100,0	23 727
	Service	71,8		□	6,1	9,7	12,4	100,0	6 573
	Ensemble	64,9	,3		5,6	20,2	9,0	100,0	39 199
	Industrie	75,5	1,1		,6	18,8	3,9	100,0	3 736
Autres urbains	Commerce	79,9		,1	3,0	10,7	6,3	100,0	18 401
	Service	77,2		□	10,9	11,2	,7	100,0	2 503
	Ensemble	79,0	,2	,1	3,4	12,0	5,3	100,0	24 641
	Industrie	64,2		□	5,4	10,2	20,2	100,0	10 138
Rural	Commerce	72,5		,1	4,6	9,7	13,2	100,0	30 120
	Service	64,8	,2		8,9	6,4	19,7	100,0	5 790
	Ensemble	69,7	,0	,1	5,3	9,4	15,5	100,0	46 049
	Industrie	63,8	,4		3,9	15,3	16,5	100,0	22 774
Guinée-Bissau	Commerce	72,0	,1	,1	4,7	14,4	8,7	100,0	72 249
	Service	70,0	,1		8,0	8,7	13,3	100,0	14 867
	Ensemble	70,0	,1	,0	5,0	13,8	10,9	100,0	109 889

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

L'accès au financement est une question essentielle à laquelle il y a lieu, pour le chef d'entreprise, d'apporter des réponses adéquates. Malgré les différentes sources de financement existantes, plusieurs facteurs freinent l'accès à ces financements, de telle sorte que les entrepreneurs sont obligés se rabattre sur les sources alternatives de financement.

L'ERI ESI montre qu'outres les 37,4% des sources de financement non spécifiées par l'enquête, 31,4% des financements proviennent de la vente des produits agricoles et 22,4% des emplois antérieurs exercés dans le secteur informel ou dans les petites entreprises.

Ces deux sources restent principales pour tous les secteurs d'activité mais avec des variations. Dans l'industrie, le financement provient à 15,9% des emplois antérieurs et 23,8% des ventes de produits agricoles alors dans le commerce, ce financement provient à 21,6% des emplois antérieurs et 35,8% des ventes des produits agricoles.

Tableau 9.14 principales sources de financement du capital des UPI au démarrage de leurs activités, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Si épargne propre, quelle était la principale source ?					Total	Effectif
	Emploi antérieur dans le secteur public/ entreprises privées	Emplois antérieurs dans le secteur informel / Petites entreprises	Vente des produits agricoles	Vente d'autres biens (bovins, propriétés,)	Autre (spécifier)		
SAB							
Industrie	11,9	11,8	4,7	2,3	69,3	100,0	5 194
Commerce	6,8	10,5	19,7	3,3	59,7	100,0	15 613
Service	5,2	41,9	6,0	5,1	41,7	100,0	4 721
Ensemble	7,6	16,6	14,1	3,5	58,3	100,0	25 527
Autres urbains							
Industrie	1,9	30,8	28,0	10,8	28,5	100,0	2 962
Commerce	0,7	48,0	35,1	3,7	12,5	100,0	14 923
Service		71,0	2,3	8,7	18,0	100,0	1 932
Ensemble	0,8	47,7	30,8	5,2	15,5	100,0	19 817
Rural							
Industrie	3,4	12,6	36,9	2,1	45,1	100,0	6 674
Commerce	1,1	11,6	47,9	9,2	30,3	100,0	21 857
Service	3,6	8,4	46,1	2,2	39,7	100,0	3 752
Ensemble	1,9	11,4	45,4	6,9	34,4	100,0	32 282
Ensemble							
Industrie	6,1	15,9	23,8	3,9	50,3	100,0	14 829
Commerce	2,7	21,6	35,8	5,9	34,0	100,0	52 392
Service	3,7	35,2	19,8	4,7	36,6	100,0	10 405
Ensemble	3,5	22,4	31,4	5,3	37,4	100	77 626

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Chapitre 10 MAIN D'ŒUVRE ET EMPLOI DANS LE SECTEUR INFORMEL

Résultats clés

- Taille moyenne des UPI : 1,3 actif occupé. Elle est 1,7 dans l'industrie, 1,2 dans le commerce et 1,3 dans le service.
- Le taux de salarisation est de 5,6% en Guinée Bissau, dont 13,9% dans l'industrie, 1,8% dans le commerce et 9,6% dans le service.
- Les femmes sont majoritaires (54,8%), plus dans le commerce (67,6%) et pas dans l'industrie (37,8%) et dans le service (33,5%).
- La rémunération horaire moyenne est de 222 FCFA et les femmes sont mieux rémunérées (275 FCFA) que les hommes (157 FCFA), Il est de 256 FFCA en milieu urbain et 172 FCFA au milieu rural

L'essor du secteur informel reflète le manque d'opportunité d'emplois dans le secteur moderne pour absorber la croissance de l'offre de travail résultant de la croissance démographique et de l'exode rural. La création d'emplois massifs pour la jeunesse est actuellement le défi le plus important auquel les pays africains doivent faire face. En Guinée-Bissau, par exemple, le taux de croissance démographique se situe à environ 2,2% par an. La jeunesse représente environ 62% de la population (INE, Projection de la Population 2009-2030) et est majoritairement soit au chômage soit sous employée, avec seulement 2 à 5% trouvant un emploi dans les secteurs public et privé formels. Ces tendances démographiques exercent de très fortes pressions sur le niveau de vie des populations. Ce chapitre donnera une idée de l'organisation du travail, saisonnalité de la main d'œuvre, caractéristiques des emplois, prime et avantages, rémunération et horaire de travail etc..

10.1. Organisation du travail dans le secteur informel

Le tableau 10.1 montre que, Le taux de salarisation en Guinée-Bissau est de 3,9%. Pour les secteurs d'activité, l'industrie ayant le taux de salarisation le plus élevé dans ensemble du pays, il ne représente que 13,9%, ensuite le secteur des services avec 4,6% et enfin le secteur du commerce avec le taux le plus bas de 1, 8% et inférieur à la moyenne nationale. Par milieu de résidence, Ensemble Urbain secteur de l'industrie continue d'avoir le taux de salarisation le plus élevé, 24,6%. Tandis que dans le milieu rural, l'activité l'industrie a le taux de salarisation le plus élevé 5,2%. Mais les taux sont bas dans pratiquement toutes les activités et inférieur à la moyenne nationale.

Quant à l'organisation du travail en Guinée Bissau, l'auto-emploi est prédominants (78,7%), suivi de l'emploi non salarié (14,8%) et l'emploi salarié ne fait que 5,6%. L'auto emploi ou emploi indépendant est perçu comme une source très importante pour le développement de l'entrepreneuriat et de la petite entreprise dans le secteur informel. Ce qui représente un potentiel de croissance de l'emploi à long terme. Selon la définition internationale « un emploi indépendant est un emploi dont la rémunération est directement liée au bénéfice et dont le titulaire prend les décisions de gestion affectant l'entreprise ou est tenu responsable de la bonne santé de l'entreprise» Six emplois sur dix dans le secteur d'industrie sont des emplois indépendants (62,%), Plus de huit emplois sur dix sont des emplois indépendants dans le secteur du commerce (86,5%) et plus de 70% dans

secteur des services (77,8%). Le secteur du commerce est celui qui occupe le plus les emplois indépendants de tous les autres secteurs dans milieu urbain, représentent 87,1% des emplois indépendants, 10,5% non salariale, 1,7% salariale et 0,7% mixte. Dans le milieu rural, tous les secteurs d'activité, les emplois indépendants sont supérieurs à la moyenne nationale. Dans le seul secteur de l'industrie, les emplois indépendants sont inférieurs à la moyenne nationale et représente 69,0%.

Tableau 10.1 : Organisation du travail suivant le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		Taille de UPI	Taux de salarisation	Combinaison du travail				Total	Effectif
				Auto emploi	Non salariale	Salariale	Mixte		
SAB	Industrie	2,2	24,6	51,2	21,5	24,6	2,7	100,0	297
	Commerce	1,3	3,0	81,5	14,3	3,0	1,1	100,0	531
	Service	1,4	4,8	75,0	19,0	4,8	1,2	100,0	84
	Ensemble	1,5	10,2	71,1	17,1	10,2	1,6	100,0	912
Autres urbains	Industrie	1,5	17,1	64,8	17,1	17,1	1,0	100,0	105
	Commerce	1,1	1,8	92,7	5,6	1,8		100,0	341
	Service	1,4	4,3	70,2	25,5	4,3		100,0	47
	Ensemble	1,2	5,3	84,6	9,9	5,3	,2	100,0	493
Ens. Urbain	Industrie	2,0	22,6	54,7	20,4	22,6	2,2	100,0	402
	Commerce	1,2	2,5	85,9	10,9	2,5	,7	100,0	872
	Service	1,4	4,6	73,3	21,4	4,6	,8	100,0	131
	Ensemble	1,4	8,5	75,8	14,6	8,5	1,1	100,0	1 405
Rural	Industrie	1,5	5,2	70,1	22,9	5,3	1,8	100,0	398
	Commerce	1,2	1,0	87,2	11,7	1,0	,1	100,0	829
	Service	1,2	4,6	83,3	12,0	4,6		100,0	108
	Ensemble	1,3	2,5	81,8	15,1	2,5	,6	100,0	1 335
Guinée-Bissau	Industrie	1,7	13,9	62,4	21,6	14,0	2,0	100,0	800
	Commerce	1,2	1,8	86,5	11,3	1,8	,4	100,0	1 701
	Service	1,3	4,6	77,8	17,2	4,6	,4	100,0	239
	Ensemble	1,3	5,6	78,7	14,8	5,6	,9	100,0	2 740

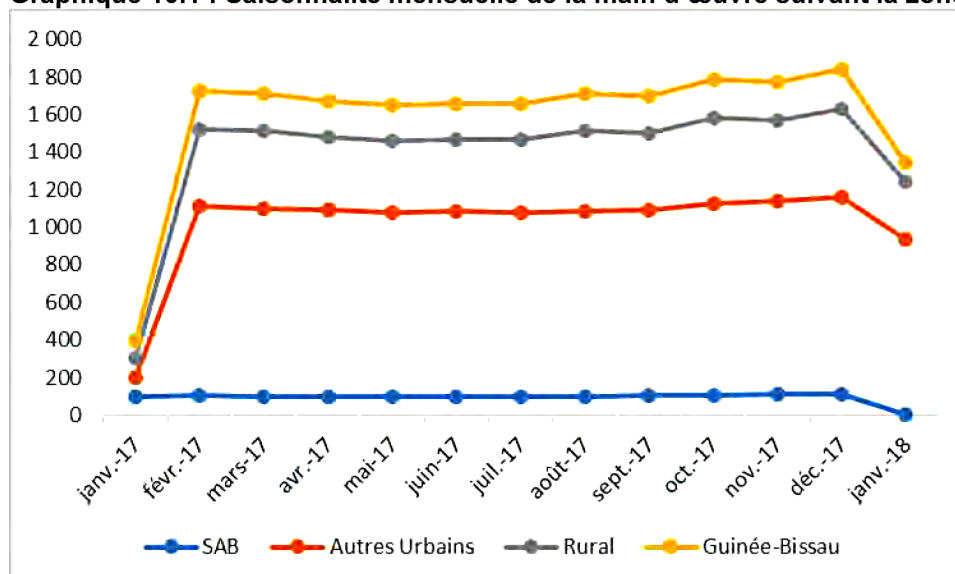
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

10.2. Saisonnalité de la main d'œuvre dans le secteur informel au cours des 12 derniers mois

Le constat qui ressort de l'analyse du graphique 10.1 et tableau 10.2 ci-dessus, de la Saisonnalité mensuelle de la main d'œuvre suivant le milieu de résidence montre que, dans ensemble du pays la main d'œuvre a augmenté du double de janvier à février de 2017 (de 42713 à 85880), puis a connu une relative stabilité jusqu'en septembre 2017 avant de subir une augmentation de 10 à 16% entre octobre et décembre 2017, suivi d'une chute brusque en janvier 2018.

Selon le milieu de résidence, la main d'œuvre de la ville de Bissau a peu évolué pendant la période concernée alors pour celle des autres urbains, la main d'œuvre de janvier 2017 a été multipliée par dix en février 2017 avant de stabiliser tout le long de la période. Cette période est connue comme la période de pré-campagne de la noix de cajou en Guinée-Bissau où de nombreux emplois indépendants se développent dans le pays. C'est aussi la période de début de la récolte des fruits et des céréales et aussi de la période des fêtes où de nombreux emplois saisonniers émergent dans le pays, principalement dans les activités commerciales. En pratique, l'évolution de la main-d'œuvre suit la même tendance dans les zones urbaines et rurales du pays.

Graphique 10.1 : Saisonnalité mensuelle de la main d'œuvre suivant la zone



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Tableau 10.2 : Saisonnalité mensuelle de la main d'œuvre suivant le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence	Effectif				Evolution de la main d'œuvre (Base= 100 en janvier 2017)			
	SAB	Autres Urbains	Rural	Guinée-Bissau	SAB	Autres Urbains	Rural	Guinée-Bissau
janv-17	33 990	2 485	6 238	42 713	100	100	100	100
févr-17	35 245	25 105	25 531	85 880	104	1 010	409	201
mars-17	34 153	24 883	25 775	84 811	100	1 001	413	199
avr-17	33 956	24 610	24 316	82 882	100	990	390	194
mai-17	32 495	24 347	24 119	80 962	96	980	387	190
juin-17	32 040	24 636	23 869	80 545	94	991	383	189
juil-17	32 829	24 420	24 009	81 259	97	983	385	190
août-17	33 382	24 506	26 798	84 686	98	986	430	198
sept-17	35 269	24 643	25 092	85 004	104	992	402	199
oct-17	36 131	25 398	28 169	89 697	106	1 022	452	210
nov-17	37 255	25 558	26 713	89 526	110	1 028	428	210
déc-17	36 936	26 081	29 305	92 323	109	1 050	470	216
janv-18		23 287	19 205	42 491	0	937	308	99

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

L'évolution de la main d'oeuvre selon le secteur d'activité (**tableau 10.3**), montre qu'entre janvier et février 2017, la main d'oeuvre a augmenté de 69% dans l'industrie et de 79% dans le commerce alors qu'il a plus que doublé dans le commerce (128%) et s'est stabilisé ensuite jusqu'à décembre 2017 avant de baisser brusquement au mois de janvier 2018.

Tableau 10.3 : Saisonnalité mensuelle de la main d'œuvre suivant secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Période de référence	Secteur d'activité				Evolution de la main d'œuvre (Base=100 janvier 2017)			
	Industrie	Commerce	Service	Guinée-Bissau	Industrie	Commerce	Service	Guinée-Bissau
janv-17	14 164	22 100	6 449	42 713	100	100	100	100
févr-17	23 880	50 445	11 555	85 880	169	228	179	201
mars-17	24 288	48 903	11 620	84 811	171	221	180	199
avr-17	23 016	48 617	11 249	82 882	162	220	174	194
mai-17	21 968	47 851	11 144	80 962	155	217	173	190
juin-17	22 044	47 829	10 672	80 545	156	216	165	189
juil-17	22 270	48 156	10 832	81 259	157	218	168	190
août-17	22 604	51 065	11 017	84 686	160	231	171	198
sept-17	23 784	49 252	11 968	85 004	168	223	186	199
oct-17	26 068	51 432	12 197	89 697	184	233	189	210
nov-17	25 433	51 780	12 313	89 526	180	234	191	210
déc-17	24 448	54 353	13 522	92 323	173	246	210	216
janv-18	9 276	28 508	4 708	42 491	65	129	73	99

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

10.3. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel

Les données du tableau 10.4, met en évidence le fait qu'il existe une forte relation familiale ou autre entre les membres des UPI, ce qui explique la précarité économique dans laquelle vit cette main d'oeuvre.

En effet, seulement 6,8% des actifs occupés n'ont aucun lien de parenté avec le CUPi et dans l'industrie que cette part est plus élevée (17,7%), ainsi qu'en milieu urbain (8,7%) et plus particulièrement dans la ville de Bissau (11,%).

Aussi, 18,5% des actifs occupés sont non rémunérés ou payés en nature. C'est dans l'industrie (2,7%) et dans la ville de Bissau (22,8%) que la part des non rémunérés est assez élevée.

Ces actifs occupés sont relativement jeunes car leur âge moyen est de 35,5 ans et 20,% de ces actifs occupés ont moins de 25 ans et les femmes sont majoritaires (54,8%). les actifs occupés les plus âgés sont ceux exerçant dans le commerce (36,3 ans) avec 17,7% des jeunes de moins de 25 ans.

Ces actifs occupés ont fait en moyenne 6,7 ans (7 ans dans l'industrie, 6,3 ans dans le commerce et 8,1 ans dans le service) dans leur emploi avec une durée moyenne d'étude réussie de 4,5 ans (5,2 ans dans l'industrie, 3,8 ans dans le commerce et 5,9 ans dans le service).

Tableau 10.4 : Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		% non apparenté au chef d'UPI	% non rémunéré ou payé en nature	% de jeunes de moins de 15 ans	% de jeunes de moins de 25 ans	% de femmes	Ancienneté Moyenne dans l'emploi en année	Age moyen des actifs en année	Durée moyenne d'année d'études réussies
SAB	Industrie	25,5	36,1	2,4	21,8	35,4	6,4	33,3	6,8
	Commerce	3,0	15,3	2,2	16,8	77,7	7,2	36,7	5,4
	Service	10,1	20,8	,7	32,8	43,3	7,2	32,2	7,0
	Ensemble	11,4	22,8	2,0	20,9	58,7	6,9	34,9	6,1
Autres urbains	Industrie	12,9	24,6	4,3	34,1	48,9	5,9	32,7	5,5
	Commerce	,2	6,2	2,5	16,0	75,4	6,3	36,9	3,5
	Service	6,4	27,4	2,8	22,5	27,2	9,3	36,0	7,4
	Ensemble	3,5	12,4	2,9	20,3	64,4	6,6	35,9	4,4
Ens. Urbain	Industrie	22,5	33,4	2,8	24,7	38,5	6,3	33,2	6,5
	Commerce	1,9	11,7	2,3	16,5	76,8	6,9	36,7	4,7
	Service	9,0	22,7	1,3	29,9	38,8	7,8	33,3	7,1
	Ensemble	8,7	19,3	2,3	20,7	60,6	6,8	35,2	5,5
Rural	Industrie	10,2	31,5	6,2	21,9	36,8	8,0	35,4	3,2
	Commerce	,8	11,9	2,8	19,4	54,7	5,6	35,8	2,6
	Service	5,7	12,3	1,4	18,7	24,1	8,7	36,7	3,8
	Ensemble	4,0	17,3	3,5	20,0	46,2	6,6	35,8	2,9
Guinée-Bissau	Industrie	17,7	32,7	4,2	23,6	37,8	7,0	34,1	5,2
	Commerce	1,5	11,8	2,5	17,7	67,6	6,3	36,3	3,8
	Service	7,8	18,9	1,3	25,8	33,5	8,1	34,5	5,9
	Ensemble	6,8	18,5	2,8	20,4	54,8	6,7	35,5	4,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

10.4. Caractéristiques des primes et avantages des actifs du secteur informel

Selon le tableau 10.5, les primes et avantages ne représentent pas grand-chose pour les actifs occupés dans le pays, juste après le tableau 10.5 ci-dessous. On constate que seule la rémunération, plus de neuf actifs sur dix bénéficient d'un emploi permanent, 0,1% d'un contrat de travail et seulement 0,3% d'autres avantages, les choses ne diffèrent pas entre le milieu urbain et rural, et aussi par branche d'activité, par rapport au niveau national.

Tableau 10.5 : Caractéristiques des primes et avantages des actifs du secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	% contrat écrit	% prime de fin d'année	% bénéficiant d'une sécurité sociale	% bénéficiant de congés annuels	% bénéficiant de congés maladie	% bénéficiant de participation aux bénéfices	% bénéficiant d'autres avantages en nature	% avec un emploi permanent
Milieu de résidence								
SAB	Industrie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	94,1
	Commerce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	96,5
	Service	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	90,6
	Ensemble	,2	0,0	0,0	0,0	0,0	,8	94,8
Autres urbains	Industrie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	81,8
	Commerce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	97,9
	Service	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	91,9
	Ensemble	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,0
Ens. urbain	Industrie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	91,2
	Commerce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	97,1
	Service	,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	91,0
	Ensemble	,1	0,0	0,0	0,0	0,0	,5	94,5
Rural	Industrie	0,0	0,0	0,0	0,0	,5	0,0	88,4
	Commerce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	97,3
	Service	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	95,7
	Ensemble	0,0	0,0	0,0	0,0	,1	0,0	94,7
Guinée-Bissau	Industrie	0,0	0,0	0,0	0,0	,2	1,2	90,1
	Commerce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	97,1
	Service	,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	92,7
	Ensemble	,1	0,0	0,0	0,0	,1	,3	94,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

10.5. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel

Globalement, les employés du secteur informel ne sont pas rémunérés par des salaires fixes car le niveau du revenu dépend de la durée de travail exécuté et de la rémunération horaire du travail. Le revenu mensuel moyen en Guinée Bissau est de 78 985 FCFA, les hommes sont à 87 145 FCFA et les femmes à 71 231 FCFA.

La durée hebdomadaire de travail est en moyenne de 49 H, avec 58,8 H pour les hommes et 42,0 H pour les femmes. La rémunération horaire moyenne est de 222 FCFA et les femmes sont mieux rémunérées (275 FCFA) que les hommes (157 FCFA), avec des variations selon le milieu de résidence et le secteur d'activité.

Les actifs occupés du secteur de l'industrie travaillent en 52,3 H par semaine et sont rémunérés à 158 FCFA/h, ceux du commerce 49 H à 292 FCFA/h et ceux du secteur de service 54,6 H à 40 FCFA/h.

Tableau 10.6 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques socioéconomiques		Revenu Mensuel (en FCFA)		Horaire (en d'heures)	mensuel nombre	Horaire Hebdomadaire	Revenu Horaire (en FCFA)	
Milieu de résidence								
SAB	Industrie	61 658	50 000	207,8	234,0	48,17	54,6	275
	Commerce	81 245	50 000	197,4	208,0	45,96	48,5	520
	Service	33 890	30 000	176,9	168,0	41,27	39,2	36
	Ensemble	69 756	50 000	197,6	210,0	45,96	49,0	368
Autres Urbains	Industrie	43 182	15 000	197,0	210,0	45,62	49,0	49
	Commerce	32 850	15 000	225,5	210,0	52,47	49,0	19
	Service	100 236	60 000	263,1	300,0	61,39	70,0	87
	Ensemble	48 541	20 000	224,5	210,0	52,20	49,0	33
Ens. Urbain	Industrie	57 091	40 000	205,2	234,0	47,56	54,6	222
	Commerce	67 487	35 000	208,5	210,0	48,53	49,0	322
	Service	70 743	35 000	201,6	216,0	47,05	50,4	51
	Ensemble	63 501	35 000	206,6	210,0	48,05	49,0	256
Rural	Industrie	91 315	45 000	193,3	208,0	44,94	48,5	62
	Commerce	126 377	45 000	227,0	240,0	52,73	56,0	250
	Service	34 844	15 000	239,3	260,0	55,83	60,7	22
	Ensemble	109 126	45 000	219,3	234,0	50,98	53,2	172
Guinée-Bissau	Industrie	64 993	40 000	200,4	224,0	46,52	52,3	158
	Commerce	91 587	40 000	216,2	210,0	50,29	49,0	292
	Service	58 511	35 000	215,2	234,0	50,22	54,6	40
	Ensemble	78 985	40 000	211,7	210,0	49,24	49,0	222
Sexe		□	□	□	□	□	□	
Masculino		87 145	48 500	240,1	252,0	55,96	58,8	157
Feminino		71 237	30 000	188,3	180,0	43,70	42,0	275
Niveau de scolarité		□	□	□	□	□	□	
Aucun		74 462	25 000	207,1	210,0	48,09	49,0	228
Primaire		80 977	40 000	213,4	216,0	49,67	49,0	188
Secondaire		84 563	45 000	220,5	234,0	51,23	54,6	386
Supérieur		78 244	52 500	222,3	168,0	51,86	39,2	67
Dans un cadre formel		48 533	30 000	220,4	234,0	51,12	52,3	64
Autres modes de formation		85 969	40 000	210,1	210,0	48,89	49,0	252

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

10.6. Mode de fixation des salaires

Il faut noter d'abord que 28,4% des actifs occupés ne sont pas salariés dans leur établissement, notamment 13,6% dans l'industrie, 33% dans le commerce et 46,8% dans le service. Pour ceux qui le sont, le salaire est fixé en négociant avec chaque employé (57,2%) dont 79,8% dans l'industrie, 52,3% dans le commerce et 25,9% dans le service. Aussi, la fixation des salaires se fait généralement selon la grille salariale officielle (9,9%), en les fixant soi-même fin d'assurer un bénéfice (4,5%).

Tableau 10.7 : Principaux mode de fixation des salaires dans le secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		Mode de fixation des salaires					Effectif
		Pas de salaire dans l'établissement	Selon grille salariale officielle	En la alignant sur les salaires des concurrents	En les négociant avec chaque employé	En les fixant soi-même afin de m'assurer un bénéfice	
Mileu de résidence							
SAB	Industrie		6,9		84,0	9,1	308
	Commerce	44,8		□	45,9	9,3	383
	Service	23,6		□	76,4		94
	Ensemble	24,7	2,7		64,5	8,1	785
Autres urbains	Industrie	31,4		□	68,6		293
	Commerce		□	□	100,0		152
	Service	100,0		□	□	□	183
	Ensemble	43,8		□	56,2		628
Ens. urbain	Industrie	15,3	3,5		76,5	4,7	601
	Commerce	32,1		□	61,2	6,7	535
	Service	74,2		□	25,8		277
	Ensemble	33,2	1,5		60,8	4,5	1 414
Rural	Industrie	6,0		□	94,0		139
	Commerce	38,1	41,9		□	20,0	91
	Service		74,0		26,0		162
	Ensemble	11,0	40,3		44,1	4,6	393
Guinée-Bissau	Industrie	13,6	2,9		79,8	3,8	741
	Commerce	33,0	6,1		52,3	8,6	626
	Service	46,8	27,3		25,9		439
	Ensemble	28,4	9,9		57,2	4,5	1 806

Source: Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INS

10.7. Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel

Le tableau 10.8 Ci-dessus, montre qu'environ un quart des actifs employés dans le secteur informel n'ont aucune formation, notamment 13,1% dans l'industrie, 29,4% dans le commerce et 33,9% dans le service.. Le résultat a permis encore de constater que l'apprentissage sur le tas constitue un mode de formation prisé avec 27,3% des actifs occupés, notamment 57,3% dans l'industrie, 6,2% dans le commerce et 33,7% dans le service. Le mode de formation prisé dans l'informel en Guinée Bissau est la formation par atelier (45,9%), plus dans le commerce (63,6%) que dans l'industrie (25,3%) et dans le service (30,4%).

Tableau 10.8 : Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Comment assurez-vous normalement la formation de votre personnel?					Effectif (à)
	Pas de formation	Sur le tas	Ateliers de formation organisés	de Apprentissage	Autre (à préciser)	
SAB						
Industrie	18,8	76,8	4,4			1 663
Commerce	39,1	7,1	52,4	1,4		2 136
Service	70,6		22,5	7		640
Ensemble	36	32,2	30,1	1,7		4 439
Autres urbains						
Industrie	31,2	20,4	14,8	33,6		389
Commerce	53,2	2,3	44,5			902
Service		100				331
Ensemble	37,1	26,6	28,3	8,1		1 622
Ens. Urbain						
Industrie	21,1	66,1	6,3	6,4		2 052
Commerce	43,3	5,7	50	1		3 038
Service	46,5	34,1	14,8	4,6		971
Ensemble	36,3	30,7	29,6	3,4		6 061
Rural						
Industrie	7,4	51,1	38,5	3		2 923
Commerce	20,5	6,5	72,3	0,7		4 710
Service	24,2	33,5	42,4			1 258
Ensemble	16,7	25	57	1,3		8 890
Guinée-Bissau						
Industrie	13,1	57,3	25,3	4,4		4 974
Commerce	29,4	6,2	63,6	0,8		7 748
Service	33,9	33,7	30,4	2		2 229
Ensemble	24,6	27,3	45,9	2,2		14 951

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INS

10.8. Mode d'apprentissage de l'emploi dans le secteur informel

Parmi les modes d'apprentissage spécifiés dans l'enquête (tableau 10.9), le mode d'apprentissage dominant est "Tout seul par la pratique" dans 69,7% des cas, plus dans le secteur de l'industrie (73%) et du commerce (70,8%) que dans le service (58%). le deuxième mode dominant est l'apprentissage dans un cadre formel avec 17,5% des cas, plus dans le setrvce (29,1%) que dans l'industrie (17%) et le commerce (15,1%). enfin, le dernier mode d'apprentissage choisi est par l'école technique avec 13,9%), plus dans le service (25,4%) que dans l'industrie (12,9%) ety le commerce (11,7%).

Tableau 10.9 : Mode d'apprentissage de l'emploi dans le secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Apprentissage							Effectif
	Ecole technique	Ecole professionnelle	Grande entreprise	Total apprentissage dans un cadre formel	Petite entreprise (comme celle-ci)	Tout seul par la pratique	Autre	Total
SAB								
Industrie	17,4	3,8		21,2	1,2	68	9,7	18 628
Commerce	10,6	2,5		13,1	1,7	66,5	18,7	30 069
Service	32,7	1,2		33,9	2,6	48,8	14,7	8 748
Ensemble	16,2	2,7		18,9	1,7	64,3	15,2	57 444
Autres urbains								
Industrie	24,6	12,7		37,4	0,6	46,5	15,5	5 702
Commerce	28,7	10,2		38,9	0,1	47,6	13,4	19 705
Service	30,5	14,9		45,4	0,6	46,1	8	3 482
Ensemble	28,1	11,3		39,4	0,2	47,2	13,1	28 890
Ens. Urbain								
Industrie	19,1	5,9		25	1	63	11	24 330
Commerce	17,8	5,5		23,3	1,1	59	16,6	49 774
Service	32,1	5,1		37,2	2	48	12,8	12 230
Ensemble	20,2	5,6		25,7	1,2	58,6	14,5	86 334
Rural								
Industrie	3,6	1,2		4,7	0,4	88,4	6,5	15 858
Commerce	3,2	0,5		3,8	0,5	87,3	8,5	35 759
Service	13,5	1,3		14,8	1,1	75,8	8,3	6 886
Ensemble	4,5	0,8		5,3	0,5	86,2	7,9	58 504
Guinée-Bissau								
Industrie	12,9	4		17	0,8	73	9,2	40 189
Commerce	11,7	3,4		15,1	0,8	70,8	13,2	85 533
Service	25,4	3,7		29,1	1,7	58	11,2	19 117
Ensemble	13,9	3,6		17,5	0,9	69,7	11,8	144 838

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Chapitre 11 CAPITAL, INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT DANS LE SECTEUR INFORMEL

Résultats clés

- Le capital du secteur informel, calculé au coût de remplacement est estimé à : 29 302,9 millions de FCFA. Il se répartit comme suit : Bissau : 27 225,3 millions de FCFA (92,9%), les autres milieux urbains 517,5 millions de FCFA (1,8%) et 1 560,2 millions de FCFA (5,8%) en milieu rural.
- Ce capital est composé principalement de terrain (89,9%), de motos (3%) et de machines (2,8%).
- Le capital productif des UPI est acquis neuf (74%) et les équipements usagers, à 24%,
- La propriété du capital dans le secteur informel est composée de biens personnels (98,4%) mais aussi de biens de location (0,2%). Ainsi que de prêt ou propriété partagée (1,4%). Ce capital est financé par les ménages ou particuliers (35,3%) des petites entreprises commerciales privées (34,0%) et des grandes entreprises commerciales privées (14 %).
- L'investissement total réalisé entre 2017 s'élève à 1 091,20 millions de F CFA. Il se répartit comme suit : 28,3% dans la Capitale, 4,3% dans les Autres milieux urbains et 67,4% dans les milieux ruraux. Ce capital a servi à financer l'acquisition de motos (49,3%), de véhicules professionnels (7,1%), de machines (17,7%) et du terrain (8,0%).

La problématique du financement des unités économiques du secteur informel se trouve aujourd'hui au cœur des débats sur le développement. Si le recours au secteur bancaire est une solution pour les entreprises du secteur moderne, il n'en va pas de même pour celles du secteur informel qui sont, en permanence, confrontées aux difficultés d'accès à cette source de financement. Elles se trouvent obligées de développer leur propre système de financement basé sur l'entraide et les mutuelles, mais ces systèmes ont des ressources limitées et n'arrivent pas à assurer le niveau optimal de financement recherché. L'efficacité du secteur financier informel a été pendant longtemps mise en cause. Fondée sur des relations de proximité, la finance informelle se pratique en circuit fermé, entre les personnes qui se connaissent et qui se rencontrent régulièrement. L'argent ne peut circuler qu'au sein de groupes relativement restreints. L'allocation des ressources n'est donc pas optimale. La Guinée-Bissau n'échappe pas à cette situation où le financement des actifs constitue l'un des principaux obstacles au développement des activités du secteur informel. La présente analyse s'attache donc à établir la corrélation entre les différentes sources de financement et les résultats économiques de l'activité informelle dans le pays. Ce chapitre donnera une idée de la manière dont les unités de production informelles s'autofinancent et connaissent leurs actifs.

11.1. Dotations, structure et caractéristiques du capital des UPI

11.1.1. Dotation et structure du capital

Si l'on analyse les données du tableau 11.1 concernant la structure du capital du secteur informel selon les secteurs d'activité et le milieu de résidence, on constate qu'au niveau national, la valeur totale du capital actuel des UPI correspond à 29 302,9 millions de FCFA, dont 89,9% proviennent du capital du terrain, 3% des motos et 2,8% des machines.

Selon le milieu de résidence, SAB représente 92,9% de la capitale du pays et seulement 1,8% se retrouve dans autres urbains et 5,3% en milieu rural. Ce capital est composé à Bissau de terrains

(96,4%) et des machines (2,3%), dans autres urbains des motos (7,3%), des véhicules professionnels (45,2%), des mobiliers et équipements (12,1%) et des machines (17,3%), alors qu'en milieu rural, il est composé de motos (50%), de véhicules professionnels (17,2%), des machines 7,4%) et de terrains (5,7%).

Il a été dénombré 138 UPI dont 40,4% sont localisées à Bissau, 21,7% dans autres urbains et 37,9% en milieu rural. Il est également important de mentionner que le SAB contribue avec 40% de tous les effectifs de l'UPI au niveau national. En termes de milieu de résidence, 94,7% de la capitale actuelle du pays provient de milieu urbain contre 5,3% de rural. Ainsi, un peu plus de six effectifs des UPI sur dix proviennent de milieu urbain.

Tableau 11.1 : Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d' activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et type d'équipement	Valeur de Capital Actuelle,	% Par rapport Milieu	% par rapport pays	Effectif	% Effectif par rapport pays
SAB					
Terrain	26 232,10	96,4	89,5	783	0,6
Local	16	0,1	0,1	32	0
Motos	54	0,2	0,2	83	0,1
Vélos					
Brouettes, Pousse-Pousse	8	0	0	394	0,3
Véhicules professionnels	38,4	0,1	0,1	58	0
Mobilier et équipement de bureau	89,9	0,3	0,3	10 573	7,7
Machines	612,8	2,3	2,1	5 936	4,3
Outillage	139,7	0,5	0,5	29 125	21,1
Autres	34,4	0,1	0,1	8 807	6,4
Total	27 225,30	100	92,9	55 790	40,4
Autres urbains					
Terrain	19,6	3,8	0,1	20	0
Local					
Motos	37,7	7,3	0,1	229	0,2
Vélos	28,2	5,5	0,1	953	0,7
Brouettes, Pousse-Pousse					
Véhicules professionnels	233,7	45,2	0,8	122	0,1
Mobilier et équipement de bureau	62,4	12,1	0,2	13 822	10
Machines	89,7	17,3	0,3	1 450	1,1
Outillage	25,4	4,9	0,1	8 423	6,1
Autres	20,8	4	0,1	4 878	3,5
Total	517,5	100	1,8	29 898	21,7
Rural					
Terrain	88,3	5,7	0,3	439	0,3
Local	0,2	0	0	72	0,1
Motos	780,3	50	2,7	3 528	2,6
Vélos	125,9	8,1	0,4	5 481	
Brouettes, Pousse-Pousse	8,4	0,5	0	360	0,3
Véhicules professionnels	268,5	17,2	0,9	199	0,1
Mobilier et équipement de bureau	76,2	4,9	0,3	8 859	6,4
Machines	115,3	7,4	0,4	2 332	1,7
Outillage	72,8	4,7	0,2	24 680	17,9
Autres	24,4	1,6	0,1	6 380	4,6
Total	1 560,20	100	5,3	52 330	37,9
Guinée-Bissau					
Terrain	26 340,00	89,9	89,9	1 241	0,9
Local	16,2	0,1	0,1	104	0,1
Motos	872	3	3	3 840	2,8
Vélos	154,1	0,5	0,5	6 434	4,7
Brouettes, Pousse-Pousse	16,3	0,1	0,1	754	0,5
Véhicules professionnels	540,5	1,8	1,8	380	0,3
Mobilier et équipement de bureau	228,5	0,8	0,8	33 255	24,1
Machines	817,8	2,8	2,8	9 718	7
Outillage	237,8	0,8	0,8	62 229	45,1
Autres	79,6	0,3	0,3	20 065	14,5
Total	29 302,90	100	100	138 019	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Ce capital se répartit à 94% dans le commerce, 5% dans l'industrie et 2% dans le secteur du service. Quand au nombre des UPI, on les rencontre à 35,8% dans l'industrie, 43,1% dans le commerce et 21,1% dans le service.

Tableau 11.2 : Montant (en millions de FCFA) et Structure(en %) du capital du secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Valeur de Capital Actuelle, (millions de FCFA)	%	Effectif	% effectif
SAB				
Industrie	1 019,00	3,0	22 481	16,3
Commerce	26 072,40	89,0	17 491	12,7
Service	133,9	0,0	15 818	11,5
Ensemble	27 225,30	93,0	55 790	40,4
Autres urbains				
Industrie	92,9	0,0	7 175	5,2
Commerce	311,6	1,0	16 722	12,1
Service	113	0,0	6 002	4,3
Ensemble	517,5	2,0	29 898	21,7
Rural				
Industrie	308	1,0	19 762	14,3
Commerce	1 019,70	3,0	25 290	18,3
Service	232,5	1,0	7 279	5,3
Ensemble	1 560,20	5,0	52 330	37,9
Guinée-Bissau				
Industrie	1 419,90	5,0	49 417	35,8
Commerce	27 403,70	94,0	59 502	43,1
Service	479,3	2,0	29 100	21,1
Ensemble	29 302,90	100,0	138 019	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

11.2. Caractéristiques du capital

11.2.1. Qualité du capital du secteur informel

Selon les données du tableau 11.3, le montant total des dépenses d'équipement de l'UPI au niveau national s'élève à 5 044,4 millions de francs CFA. On constate que 74% de ce capital sont acquis à l'état neuf et 24 % des matériaux à l'état usager. Selon le milieu de résidence, l'acquisition de ce capital est faite à 31% pour la ville de Bissau, 15% pour autres urbains et 54% pour le milieu rural.

Tableau 11.3: Montant et structure du capital par zone suivant le type et la qualité de l'équipement, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et qualité de l'équipement	Valeur de Capital Actuelle, (millions de FCFA)	% Par rapport SAB	% par rapport pays	Effectif
SAB				
Neuf à l'achat	952,9	61	19	47 901
Usagé à l'achat	546,5	35	11	5 661
Autoproduction	1,6	0	0	442
Non applicable	56,1	4	1	1 004
Total	1 557,1	100	31	55 007
Autres urbains				
Neuf à l'achat	650,6	87	13	27 464
Usagé à l'achat	94,4	13	2	2 215
Autoproduction	0,0	0	0	34
Non applicable	0,1	0	0	48
Total	745,1	100	15	29 761
Rural				
Neuf à l'achat	2 125,3	78	42	46 072
Usagé à l'achat	582,8	21	12	4 974
Autoproduction	11,4	0	0	376
Non applicable	22,7	1	0	471
Total	2 742,2	100	54	51 892
Guinée-Bissau				
Neuf à l'achat	3 728,8	74	74	121 436
Usagé à l'achat	1 223,7	24	24	12 849
Autoproduction	13,1	0	0	852
Non applicable	78,9	2	2	1 523
Total	5 044,4	100	100	136 660

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

11.2.2. Propriétés du capital

Les données de tableau 11.4 ci-dessous, par rapport au montant et à la structure du capital actuel par milieu de résidence et par type de propriété en Guinée-Bissau, montrent que, le montant global du capital actuel est de 5 912,4 millions de francs CFA. De ce montant, 98,4% appartiennent à des biens personnels contre 1,6% du capital appartenant aux biens loués et prêtés ou associés.

En termes de milieu de résidence, la propriété personnelle du SAB représente 39,4 % de l'ensemble du capital actuel provenant de la propriété personnelle du pays. La propriété personnelle du SAB et des autres zones urbaines représente 54,2% du capital personnel total du pays contre 46% de la propriété personnelle du capital rural.

Tableau 11.4 : Montant et structure du capital suivant la zone et la propriété, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et la propriété	Valeur de Capital Actuelle, (millions de FCFA)	% rapport milieu de résidence	Par % par pays	Effectif
SAB				
Propriété personnelle	2 331,1	99,9	39,4	54 928
Location				
Prêt ou propriété partagé	1,7	0,1	0,0	862
Total	2 332,8	100,0	39,5	55 790
Autres urbains				
Propriété personnelle	766,1	99,8	13,0	29 527
Location	0,9	0,1	0,0	169
Prêt ou propriété partagé	0,6	0,1	0,0	202
Total	767,6	100,0	13,0	29 898
Rural				
Propriété personnelle	2 722,6	96,8	46,0	51 409
Location	11,2	0,4	0,2	116
Prêt ou propriété partagé	78,2	2,8	1,3	806
Total	2 812,0	100,0	47,6	52 330
Guinée-Bissau				
Propriété personnelle	5 819,8	98,4	98,4	135 864
Location	12,1	0,2	0,2	285
Prêt ou propriété partagé	80,5	1,4	1,4	1 870
Total	5 912,4	100,0	100,0	138 019

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

11.2.3. Origine et mode de financement du capital

Les ressources nécessaires pour l'acquisition du capital productif (tableau 11.5) provient au niveau national, des ménages ou particuliers (35,3%) des petites entreprises commerciales privées (34,0%) et des grandes entreprises commerciales privées (14 %).

En termes de milieu de résidence, on observe la même tendance, où les ménages continuent d'être les principaux bailleurs de fonds des UPI avec un peu plus de 17,4% du financement du pays. Si l'on inclut les autres zones urbaines, ce pourcentage augmente et atteint 19,0% du financement global des UPI par les ménages urbains. Les ménages ruraux contribuent à hauteur de 16,4 % au financement total de l'UPI.

Tableau 11.5 : Montant (en millions de F CFA) et structure du capital (%) selon la zone, le secteur et l'origine, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et origine	Valeur de Capital Actuelle, (millions de FCFA)	% rapport SAB	% rapport pays	par Effectif
SAB				
Secteur privé et parapublic	47,3	2	0,8	3 988
Grande entreprise privée commerciale	234,2	10	4	6 962
Petite entreprise privée commerciale	487,5	20,9	8,2	32 474
Grande entreprise privée non commerciale	0,8	0	0	160
Petite entreprise non commerciale	88,5	3,8	1,5	1 046
Ménage / particulier	1 028,50	44,1	17,4	10 060
Importation directe	427,6	18,3	7,2	254
Autre	18,5	0,8	0,3	846
Total	2 332,80	100	39,5	55 790
Autres urbains				
Secteur privé et parapublic	2,5	0,3	0	804
Grande entreprise privée commerciale	92,2	12	1,6	2 308
Petite entreprise privée commerciale	577,1	75,2	9,8	19 861
Grande entreprise privée non commerciale				.
Petite entreprise non commerciale	6,1	0,8	0,1	1 324
Ménage / particulier	89,4	11,7	1,5	5 513
Importation directe	0,2	0	0	54
Autre	0	0	0	34
Total	767,6	100	13	29 898
Rural				
Secteur privé et parapublic	173,8	6,2	2,9	5 384
Grande entreprise privée commerciale	521,7	18,6	8,8	2 856
Petite entreprise privée commerciale	943	33,5	15,9	24 025
Grande entreprise privée non commerciale	2,7	0,1	0	180
Petite entreprise non commerciale	132,4	4,7	2,2	2 292
Ménage / particulier	969,4	34,5	16,4	17 307
Importation directe	58,3	2,1	1	114
Autre	10,8	0,4	0,2	173
Total	2 812,00	100	47,6	52 330
Guinée-Bissau				
Secteur privé et parapublic	223,5	3,8	3,8	10 176
Grande entreprise privée commerciale	848,1	14,3	14,3	12 127
Petite entreprise privée commerciale	2 007,70	34	34	76 361
Grande entreprise privée non commerciale	3,5	0,1	0,1	340
Petite entreprise non commerciale	226,9	3,8	3,8	4 662
Ménage / particulier	2 087,40	35,3	35,3	32 879
Importation directe	486,1	8,2	8,2	421
Autre	29,3	0,5	0,5	1 053
Total	5 912,40	100	100	138 019

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

11.3. Financement du capital dans le secteur informel

Si l'on analyse les données du tableau 11.6, on constate qu'au niveau national, l'épargne, les dons et les héritages représentent 82,8 % de la source de financement des UPI constituées pour la valeur actuelle du capital. Suivi du prêt familial (4,9 %). Il est à noter que les autres sources non précisées représentent 12,0 % du financement du capital actuel.

Du point de vue de milieu de résidence, l'épargne, les dons et les héritages sont des sources importantes de financement, tant en milieu urbain qu'en milieu rural (39,7% e 43,1%, respectivement.

Tableau 11.6 : Montant (en millions de F CFA) et structure du capital suivant la zone, le secteur d'activité et la source de financement, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et source de financement	Valeur de Capital Actuelle, (millions de FCFA)	% rapport SAB	Par % par pays	rapport Effectif
SAB				
Epargne, don, héritage	1 598,3	68,5	27,0	47 577
Emprunt familial	106,7	4,6	1,8	4 692
Emprunt bancaire	0,6	0,0	0,0	101
Tontine	0,5	0,0	0,0	
Autre	626,5	26,9	10,6	3 420
Total	2 332,8	100,0	39,5	55 790
Autres urbains				
Epargne, don, héritage	751,7	97,9	12,7	28 057
Emprunt familial	14,4	1,9	0,2	1 331
Emprunt auprès des fournisseurs	0,3	0,0	0,0	65
Autre	1,2	0,2	0,0	446
Total	767,6	100,0	13,0	29 898
Rural				
Epargne, don, héritage	2 548,3	90,6	43,1	49 285
Emprunt familial	165,8	5,9	2,8	1 052
Emprunt auprès des fournisseurs	9,1	0,3	0,2	46
Emprunts auprès des usuriers	0,2	0,0	0,0	24
Emprunt bancaire	3,3	0,1	0,1	89
Tontine	0,6	0,0	0,0	62
Autre	84,8	3,0	1,4	1 772
Total	2 812,0	100,0	47,6	52 330
Guinée-Bissau				
Epargne, don, héritage	4 898,4	82,8	82,8	124 919
Emprunt familial	287,0	4,9	4,9	7 075
Emprunt auprès des fournisseurs	9,4	0,2	0,2	110
Emprunts auprès des usuriers	0,2	0,0	0,0	24
Emprunt bancaire	3,9	0,1	0,1	191
Tontine	1,1	0,0	0,0	62
Autre	712,4	12,0	12,0	5 637
Total	5 912,4	100,0	100,0	138 019

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

11.4. Investissement dans le secteur informel.

Le montant total des investissements réalisés dans le secteur informel de la Guinée Bissau (tableau 11.7) s'élève à 1 091,20 millions de FCFA, réalisé à 28,3% dans le milieu de Bissau, 4,3% dans autres urbains et 67,4% en milieu rural. Cet investissement est réalisé à 49,3% sur les motos, 17,7% sur les machines, 8% sur le terrain, 7,1% sur les véhicules professionnels et 7,2% sur les mobiliers et équipements de bureau, cela, avec des variations selon le milieu de résidence. .

Tableau 11.7 : Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et type d'équipement	Valor FCFA, FCFA)	d'acquisition (millions de rapport SAB	% Par % rapport pays	Effectif
SAB				
Terrain	85,4	28,4	8	43
Brouettes, Pousse-Pousse	0,3	0,1	0	21
Mobilier et équipement de bureau	16,8	5,6	1,6	2 479
Machines	158,3	52,5	14,9	749
Outillage	27,7	9	2,5	7 910
Autres	13,5	4,4	1,2	4 810
Total	302,2	100	28,3	16 011
Autres urbains				
Mobilier et équipement de bureau	34,6	75,4	3,3	2 958
Machines	6,7	14,6	0,6	268
Outillage	1,8	3,7	0,2	1 313
Autres	2,9	6,3	0,3	885
Total	46	100	4,3	5 424
Rural				
Terrain	0,1	0	0	13
Local	0,3	0	0	72
Motos	541,7	73,1	49,3	1 423
Vélos	39,9	4,9	3,3	930
Brouettes, Pousse-Pousse	6,9	1	0,7	194
Véhicules professionnels	75,9	10,6	7,1	28
Mobilier et équipement de bureau	25,4	3,5	2,4	2 157
Machines	23,9	3,3	2,2	258
Outillage	17,6	2,1	1,4	6 986
Autres	11,3	1,4	1	2 174
Total	743,1	100	67,4	14 235
Guinée-Bissau				
Terrain	85,5	8	8	55
Local	0,3	0	0	72
Motos	541,7	49,3	49,3	1 423
Vélos	39,9	3,3	3,3	930
Brouettes, Pousse-Pousse	7,3	0,7	0,7	216
Véhicules professionnels	75,9	7,1	7,1	28
Mobilier et équipement de bureau	76,8	7,2	7,2	7 593
Machines	188,9	17,7	17,7	1 275
Outillage	47,2	4,1	4,1	16 209
Autres	27,7	2,5	2,5	7 869
Total	1 091,20	100	100	35 670

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Si l'on examine les données du tableau 11.8, on constate que le coût global d'achat des matières premières pour la vente après transformation est de 6 060,4 millions de francs CFA. Ces dépenses pour l'achat de matières premières destinées à la vente après transformation représentent 60,1% des dépenses totales. Ensuite les dépenses de l'industrie (33,5 %) et les dépenses de services (6,4 %). La plupart de ces dépenses proviennent de petites entreprises commerciales du secteur commercial, représentant 79,5 % de l'ensemble des dépenses totales pour l'acquisition de matières premières destinées à la vente après transformation dans le secteur commercial. Suivent les dépenses des ménages pour l'achat de matières premières destinées à la vente après transformation dans le secteur industriel (34,4%). En termes de volume des dépenses pour l'acquisition de matières premières destinées à la vente après transformation, on constate que, dans tous les secteurs d'activité, après les dépenses des petites entreprises commerciales (58,0%) suit les dépenses des ménages (20,2%). Du point de vue des moyens de subsistance, l'urbain représente 70,9% de l'ensemble des achats de matières premières pour la vente après transformation dans tous les secteurs d'activité contre 29,1% du milieu rural.

Tableau 11.8 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en millions F CFA), Guinée Bissau, 2017/2018

		Secteur d'activité dans l'emploi antérieur			
Milieu de résidence et origine des matières premières	Industrie	Commerce	Service	Ensemble	% ensemble
	Dépenses totales en matières premières pour les ventes après transformation recalculées				
SAB					
Colheita		1,6		1,6	0
Sector publico et parapublic	21	21,2		42,2	0,7
Grande empresa privada comercial	9,5	10		19,5	0,3
Pequena empresa comercial	243,5	2 626,10	21,2	2 890,80	47,7
Grande empresa não comercial	0,4	-	-	0,4	0
Pequena empresa não comercial	28,2	0,8	-	29	0,5
Agregado / particular	82,3	118,5	203	403,8	6,7
Importação directa	-	8,1	-	8,1	0,1
UPI ele mesmo	42,5	43,6	18,1	104,2	1,7
Outro	90,4	-	-	90,4	1,5
Total	517,9	2 829,90	242,4	3 590,20	59,2
Autres urbains					
Colheita	-	1,3		1,3	0
Sector publico et parapublic	-	4,3		4,3	0,1
Grande empresa privada comercial	-	0,1		0,1	0
Pequena empresa comercial	95,9	133	86,8	315,7	5,2
Pequena empresa não comercial	-	1,3		1,3	0
Agregado / particular	17,2	15,9		33,2	0,5
UPI ele mesmo	83,9	224,6	25,7	334,2	5,5
Outro	13,8	2,6		16,4	0,3
Total	210,9	382,9	112,6	706,4	11,7
Rural					
Colheita	318,1	22,8	1,1	342	5,6
Sector publico et parapublic	150,6	75,6	4,8	231	3,8
Grande empresa privada comercial	1,9	0,1		2	0
Pequena empresa comercial	173,2	135,5	1,1	309,8	5,1
Pequena empresa não comercial	28,9	2,8	5,9	37,6	0,6
Agregado / particular	598,7	186,4	3,8	788,9	13
Importação directa		0,1		0,1	0
UPI ele mesmo	10,7	5,6	16,5	32,7	0,5
Outro	19,8			19,8	0,3
Total	1 301,80	429	33,1	1 763,80	29,1
Guinée-Bissau					
Colheita	318,1	25,7	1,1	344,9	5,7
Sector publico et parapublic	171,6	101	4,8	277,4	4,6
Grande empresa privada comercial	11,4	10,2	-	21,6	0,4
Pequena empresa comercial	512,6	2 894,60	109,1	3 516,30	58
Grande empresa não comercial	0,4	-	-	0,4	0
Pequena empresa não comercial	57,1	4,9	5,9	67,9	1,1
Agregado / particular	698,2	320,8	206,8	1 225,90	20,2
Importação directa		8,3		8,3	0,1
UPI ele mesmo	137,1	273,7	60,3	471,2	7,8
Outro	124	2,6	-	126,5	2,1
Total	2 030,60	3 641,80	388,1	6 060,40	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Chapitre 12 PRODUCTION, INSERTION ET CONCURRENCE

Résultats clés

- Le chiffre annuel du secteur informel s'élève à 845 366,30 millions de FCFA et il est réalisé à 65,4% par les activités de construction, à 18,2% par le commerce de détail et 7,7% du commerce de gros et 4,6% par les activités de fabrication
- La valeur ajoutée annuelle des activités du secteur informel est de 760 070,90 millions de FCFA et elle à 76% issue des activités de construction, 11,6% du commerce de détail et 6% du commerce de gros. Le revenu mixte annuel représente 98,4% de la valeur ajoutée annuelle
- Le revenu mixte du secteur informel s'élève à 714 593,9 millions de FCFA dont la branche de 77,1%, la branche du commerce de détail à 11,1% et celle du commerce de gros à 6%.
- les deux déciles les plus riches produisent 94,8% de la valeur ajoutée alors que les deux déciles les plus pauvres ne produisent que 0,1% de la valeur ajoutée.

Ce chapitre aborde cinq sections traitant des données relatives aux comptes d'exploitation des unités de production informelle, à leur insertion dans le circuit économique national et à la concurrence qu'elles subissent. Dans cette perspective, on analysera non seulement l'origine des matières premières consommées par ces unités, mais aussi celles des produits qu'elles vendent en l'état ainsi que la commercialisation des produits transformés. Un intérêt tout particulier sera accordé à l'examen des principaux agrégats du secteur informel (chiffre d'affaires, production, valeur ajoutée, revenu mixte ou excédent brut d'exploitation), à la décomposition de la valeur ajoutée, à l'étude de la saisonnalité de la production mensuelle moyenne de ces unités mais aussi à l'analyse de quelques indices de productivité.

12.1. Origine des matières premières consommées par les UPI en 2017

Selon les données du tableau 12.1, au niveau national, les dépenses globales de demande de biens vendus non transformées correspondent à 65 424,6 millions de francs CFA, dont 70,2% pour le commerce, 22,5% pour l'industrie et 7,3% pour les services.

Ces matières proviennent à 29,2% des UPI elles-mêmes, à 32,6% des petites entreprises non commerciales et à 16,5% des petites entreprises commerciales.

Tableau 12.1 : Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel (Valeur total du chiffre d'affaires des produits vendus en l'état), Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et origine des matières premières	Dépenses totales pour se procurer les produits vendus sans transformation recalculées selon el secteur d'activité dans l'emploi antérieur				
	Industrie	Commerce	Service	Ensemble	%
Guinée-Bissau					
Colheita	11,4	2 431,60	78,6	2 521,60	3,9
Sector publico para	230	5 871,70	6	6 107,70	9,3
Grande empresa privada comercial	1,4	3 788,70	2,4	3 792,50	5,8
Pequena empresa comercial	419,2	8 488,40	1 904,70	10 812,30	16,5
Grande empresa não comercial	10,4	51	16,5	77,9	0,1
Pequena empresa não comercial	39,4	581,3	149	769,7	1,2
Agregado / particular	4 264,60	15 008,80	2 087,70	21 361,10	32,6
Importação directa	-	290,9	-	290,9	0,4
UPI ele mesmo	9 641,40	8 942,30	517	19 100,60	29,2
Outro	124,9	458,9	6,5	590,4	0,9
Total	14 742,70	45 913,50	4 768,50	65 424,60	100
% total	22,5	70,2	7,3	100,0	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Selon le milieu de résidence, les dépenses globales de demande de biens vendus non transformées sont réalisées à 57,3% dans la ville de Bissau, à 8,9% dans autres urbains et à 33,8% dans le milieu rural.

Les données montrent que l'origine des produits/matières premières vendus à l'État sans transformation par les UPI de secteur informel, dans la ville de Bissau est à 14,1% du secteur public et parapublic, à 23,5% des ménages ou des particuliers et à 44,7% des UPI elles-mêmes. Dans autres urbains, les produits proviennent des grandes entreprises commerciales (14,1%), des petites entreprises commerciales (33,8%), des ménages ou des particuliers (23,3%) et des UPI elles-mêmes (27,4%) et dans le milieu rural ils proviennent des petites entreprises commerciales (29,3%) et des ménages ou des particuliers (52,6%).

Tableau 12,1 : Suite1...Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel (Valeur total du chiffre d'affaires des produits vendus en l'état), Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et origine des matières premières	Dépenses totales pour se procurer les produits vendus sans transformation recalculées selon le secteur d'activité dans l'emploi antérieur					% secteur
	Industrie	Commerce	Service	Ensemble	%	
SAB						
Colheita	1,4	1 421,60	15,4	1 438,40	2,2	3,8
Sector publico para	134,6	5 153,10	0,1	5 287,80	8,1	14,1
Grande empresa privada comercial	-	2 637,90		2 637,90	4	7,0
Pequena empresa comercial	32,7	2 214,90	109,3	2 356,90	3,6	6,3
Grande empresa não comercial	10,4	30,3		40,7	0,1	0,1
Pequena empresa não comercial	36,3	0,4		36,6	0,1	0,1
Agregado / particular	646,7	5 923,20	1 860,80	8 430,70	12,9	22,5
Importação directa	-	250,6	-	250,6	0,4	0,7
UPI ele mesmo	9 296,30	7 410,00	32	16 738,20	25,6	44,7
Outro	124,3	137,1	3,7	265,1	0,4	0,7
Total	10 282,70	25 179,00	2 021,20	37 482,80	57,3	100,0
Autres urbains						
Colheita	-	23,3	-	23,3	0	0,4
Sector publico para		25,6		25,6	0	0,4
Grande empresa privada comercial		821,8		821,8	1,3	14,1
Pequena empresa comercial	372,5	1 597,30		1 969,80	3	33,8
Grande empresa não comercial		0		0	0	0,0
Pequena empresa não comercial		65,9	1	66,9	0,1	1,1
Agregado / particular	706,7	410,5	182,9	1 300,00	2	22,3
Importação directa		1,9		1,9	0	0,0
UPI ele mesmo	179,8	1 136,60	280,9	1 597,40	2,4	27,4
Outro	0,6	14,3		14,9	0	0,3
Total	1 259,60	4 097,20	464,8	5 821,60	8,9	100,0
Rural						
Colheita	9,9	986,7	63,3	1 059,90	1,6	4,8
Sector publico para	95,4	693	5,9	794,3	1,2	3,6
Grande empresa privada comercial	1,4	329,1	2,4	332,8	0,5	1,5
Pequena empresa comercial	14	4 676,10	1 795,50	6 485,60	9,9	29,3
Grande empresa não comercial		20,6	16,5	37,2	0,1	0,2
Pequena empresa não comercial	3,2	515	148	666,1	1	3,0
Agregado / particular	2 911,20	8 675,20	44	11 630,40	17,8	52,6
Importação directa		38,5		38,5	0,1	0,2
UPI ele mesmo	165,3	395,7	204,1	765,1	1,2	3,5
Outro		307,5	2,9	310,3	0,5	1,4
Total	3 200,40	16 637,30	2 282,50	22 120,20	33,8	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

12.2. Origine des produits vendus en l'état par les UPI

Le montant des produits vendus dans le secteur informel (tableau 12.2) de la Guinée Bissau s'élève à 14 701,1 millions de francs CFA, dont 54,0% proviennent du secteur industriel, du secteur commercial avec 35,6 % et le secteur des services (10,0 %). En termes d'origine du revenu total des produits transformés et vendus, les ménages représentent 74,4% du revenu mensuel total, suivis par les petites entreprises commerciales (8%).

En termes de revenu par milieu de résidence, 9,9% des recettes sont réalisées dans la ville de Bissau, 9,9% dans autres urbains et 40,2% dans le milieu rural. Comme origine des recettes par rapport au niveau national, on a les ménages ou particuliers de Bissau (32,1%), et ceux du milieu rural (4,4%).

Tableau 12.2 : Principales destinations du chiffre d'affaires des produits transformés vendus par les UPI (Valeur total du chiffre d'affaires des produits vendus en l'état), Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et origine des matières premières	Recettes totales mensuelles des produits transformés selon le secteur d'activité				
	Industrie	Commerce	Service	Total	%
SAB					
Sector privado e para	472	18,9	0,2	491,2	3,3
Grandes empresas comerciais	1,5	1	848,4	850,9	5,8
Pequenas empresas comerciais	91,1	829,9	0,5	921,5	6,3
Grande empresas privados não comerciais	0	360,9	0	360,9	2,5
Agregado / particular	2088,4	2197,2	431,9	4717,4	32,1
Total	2653	3407,9	1281	7341,9	49,9
Autres urbains					
Sector privado e para	44,9	54,7	0	99,6	0,7
Grandes empresas comerciais	0	0,5	0	0,5	0
Pequenas empresas comerciais	14,6	114,9	53,8	183,4	1,2
Pequenas empresas não comerciais	1,8	0	0	1,8	0
Agregado / particular	343	707	114,4	1164,4	7,9
Exportação directa	0	1	0	1	0
Total	404,3	878,1	168,2	1450,6	9,9
Rural					
Sector privado e para	214	44,5	20,1	278,7	1,9
Grandes empresas comerciais	0,1	101,8	0	102	0,7
Pequenas empresas comerciais	44,8	25,9	0	70,7	0,5
Grande empresas privados não comerciais	390,9	0	0	390,9	2,7
Pequenas empresas não comerciais	0,3	0	0	0,3	0
Agregado / particular	4220,1	775,1	65,2	5060,4	34,4
Exportação directa	5,1	0,4	0	5,5	0
Total	4875,5	947,7	85,3	5908,5	40,2
Guinée-Bissau					
Sector privado e para	731	118,1	20,3	869,4	5,9
Grandes empresas comerciais	1,6	103,3	848,4	953,3	6,5
Pequenas empresas comerciais	150,6	970,7	54,4	1175,7	8
Grande empresas privados não comerciais	390,9	360,9	0	751,8	5,1
Pequenas empresas não comerciais	2,1	0	0	2,1	0
Agregado / particular	6651,5	3679,3	611,5	10942,3	74,4
Exportação directa	5,1	1,3	0	6,5	0
Total	7932,9	5233,7	1534,6	14701,1	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

12.3. Commercialisation des produits vendus par les UPI

Les principaux agrégats macroéconomiques du secteur informel en Guinée Bissau (tableau 12.3) permet de mettre en lumière l'importance du secteur informel dans l'économie.

Le chiffre annuel du secteur informel s'élève à 845 366,30 millions de FCFA et il est réalisé à 65,4% par les activités de construction, à 18,2% par le commerce de détail et 7,7% du commerce de gros et 4,6% par les activités de fabrication.

La production annuelle est de 744 993,40 millions de FCFA et elle est issue à 74,1% des activités de construction, 12,3% du commerce de détail et 6% du commerce de gros.

La valeur ajoutée annuelle des activités du secteur informel est de 760 070,90 millions de FCFA et elle à 76% issue des activités de construction, 11,6% du commerce de détail et 6% du commerce de gros. Le revenu mixte annuel est de 714 593,90 millions de FCFA et il représente 98,4% de la valeur ajoutée annuelle.

Tableau 12.3 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Secteur et branche d'activité	Chiffre affaire annuel calculé	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel
Guinée-Bissau				
Activités extractives/mines	0,1	0,1	0,1	99,8
Activités de fabrication	4,6	4,1	3,2	89,8
Activités de production et distribution	0,0	0,0	0,0	92,7
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités de construction	65,4	74,1	76,0	99,8
Commerce et réparation des pièces automobiles	0,3	0,3	0,3	89,3
Commerce de gros	7,7	6,0	6,1	96,2
Commerce de détail	18,2	12,3	11,6	94,3
Activités de transport	0,3	0,4	0,3	92,8
Activités d'entreposage	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités d'hébergement et de restauration	0,2	0,2	0,1	96,2
Activités de l'information et de communication	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités financiers et d'assurance	0,4	0,1	0,1	100,0
Activités immobiliers	0,4	0,4	0,3	100,0
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,0	0,0	0,0	75,9
Activités de services de soutien et de bureau	0,6	0,6	0,5	99,5
Enseignement	0,1	0,1	0,1	99,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,0	0,0	0,0	73,9
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	1,4	0,9	0,9	90,9
Activités spéciales des ménages	0,3	0,3	0,3	87,5
Total	100,0	100,0	100,0	98,4
Montant	845 366,30	744 993,40	726 070,90	714 593,90

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Selon le secteur d'activité, dans l'industrie est réalisé 70,1% du chiffre d'affaire annuel, 78,4% de la production annuelle et 79,4% de la valeur ajoutée annuelle et le revenu mixte annuel représente 99,4% de la valeur ajoutée annuelle.

Pour le secteur du commerce, le chiffre d'affaire est réalisé à 26,2%, la production annuelle de 18,6% et la valeur ajoutée annuelle à 18%. le revenu mixte annuel du commerce est 94,9% de la valeur ajoutée de ce secteur.

Enfin le secteur du service contribue à 3,7% au chiffre d'affaire, 3,1% de la production annuelle et 2,6% de la valeur ajoutée annuelle. Son revenu mixte annuel est de 87,5% de sa valeur ajoutée.

Tableau 12.4 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Secteur et branche d'activité	Chiffre affaire annuel calculé	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel
Industrie				
Activités extractives/mines	0,1	0,1	0,1	99,8
Activités de fabrication	4,6	4,1	3,2	89,8
Activités de production et distribution	0,0	0,0	0,0	92,7
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités de construction	65,4	74,1	76,0	99,8
Total	70,1	78,4	79,4	99,4
Commerce				
Commerce et réparation des pièces automobiles	0,3	0,3	0,3	89,3
Commerce de gros	7,7	6,0	6,1	96,2
Commerce de détail	18,2	12,3	11,6	94,3
Total	26,2	18,6	18,0	94,9
Service				
Activités de transport	0,3	0,4	0,3	92,8
Activités d'entreposage	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités d'hébergement et de restauration	0,2	0,2	0,1	96,2
Activités de l'information et de communication	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités financiers et d'assurance	0,4	0,1	0,1	100,0
Activités immobiliers	0,4	0,4	0,3	100,0
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,0	0,0	0,0	75,9
Activités de services de soutien et de bureau	0,6	0,6	0,5	99,5
Enseignement	0,1	0,1	0,1	99,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,0	0,0	0,0	100,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,0	0,0	0,0	73,9
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	1,4	0,9	0,9	90,9
Activités spéciales des ménages	0,3	0,3	0,3	87,5
Total	3,7	3,1	2,6	94,4
Ensemble	845 366,30	744 993,50	726 70,90	714 593,90

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

12.4. Principaux agrégats du secteur informel

Une analyse des différents agrégats selon le milieu de résidence et le secteur d'activité fait apparaître les situations suivantes (tableau 12.4) ;

Selon le secteur d'activité, la ville de Bissau contribue à 77,6% du chiffre d'affaire annuel, 83,4% de la production annuelle et 84,6% de la valeur ajoutée annuelle. Le revenu mixte annuel de la ville qui s'élève à 607 286,3 millions de FCFA représente 99% de la valeur ajoutée de la ville.

Pour les autres urbains, sa contribution au chiffre d'affaire annuel est 10,4%, 9,0% à la production annuelle et 8,4% à la valeur ajoutée annuelle. Son revenu mixte annuel qui s'élève à 57 566,6 millions de FCFA représente 94,9% de sa valeur ajoutée.

Quand au milieu rural, sa contribution est de 12% au chiffre d'affaire annuel, 7,6% à la production annuelle et 7,1% à la valeur ajoutée annuelle. Son revenu mixte annuel qui s'élève à 49 741,1 millions de FCFA, représente 98,4% de sa valeur ajoutée annuelle.

Selon le secteur d'activité, on a :

- Le secteur de l'industrie contribue à 70,1% au chiffre d'affaire annuel, 78,4% à la production annuelle et 79,4% de la valeur ajoutée annuelle. Son revenu mixte annuel qui s'élève à 572 925,6 millions de FCFA représente 99,4% de sa valeur ajoutée annuelle ;
- Le secteur du commerce contribue à 20,2% au chiffre d'affaire annuel, 18,6% à la production annuelle et 18% de la valeur ajoutée annuelle. Son revenu mixte annuel qui s'élève à 123 833,3 millions de FCFA représente 94,9% de sa valeur ajoutée ;
- Le secteur du service contribue 3,7% du chiffre d'affaire, 3,1% de la production annuelle et 2,6% de la valeur ajoutée annuelle. Son revenu mixte annuel qui s'élève à 17 835 millions de FCFA représente 94,4% de sa valeur ajoutée annuelle.

Tableau 12.5 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Chiffre affaire annuel calculé avec imputation	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel
SAB				
Industrie	66,5	75,2	76,8	99,6
Commerce	9,4	6,7	6,4	91,8
Service	1,7	1,5	1,3	97,3
Total	77,6	83,4	84,5	99,0
Autres urbains				
Industrie	1,2	1,0	0,8	89,9
Commerce	8,2	7,2	6,9	96,5
Service	1,0	0,9	0,6	84,1
Total	10,4	9,0	8,4	94,9
Rural				
Industrie	2,4	2,1	1,8	93,7
Commerce	8,6	4,8	4,6	96,7
Service	0,9	0,7	0,7	98,3
Total	12,0	7,6	7,1	96,1
Ensemble				
Industrie	70,1	78,4	79,4	99,4
Commerce	26,2	18,6	18,0	94,9
Service	3,7	3,1	2,6	94,4
Total	100,0	100,0	100,0	98,4
Total	845 366,30	744 993,40	726 070,90	714 593,90

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

12.5. Distribution de la valeur ajoutée annuelle moyenne réalisée par les UPI

Selon l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel de 2017/2018, les deux déciles les plus riches produisent 94,8% de la valeur ajoutée alors que les deux déciles les plus pauvres ne produisent que 0,1% de la valeur ajoutée. Le premier décile (D1) d'effectif des UPI les plus pauvres en Guinée-Bissau produit 30,2 mil FCFA de valeur ajoutée annuelle. Près de la moitié des UPI bénéficient de 14% de la valeur ajoutée, correspondent à 385,7 mil FCFA. Au même temps, 10% des effectifs les plus riches obtiennent 91,8% de toute la valeur ajoutée des UPI du pays, correspondent à 1,97 millions de FCFA.

Tableau 12.6 : Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) et leur inégalité, Guinée Bissau, 2017/2018

	Effectif Effectif d'UPI	Valeur ajoutée annuelle	Valeur annuelle	ajoutée
Déciles de la valeur ajoutée				
10% les plus faibles	10,0	30,2	,0	
2ième Decile	10,0	91,7	,1	
3ième décile	9,9	168,8	,3	
4ième décile	10,1	260,6	,4	
5ième décile	10,0	385,7	,6	
6ième décile	10,0	549,6	,8	
7ième décile	10,0	770,2	1,2	
8ième décile	10,0	1 166,9	1,8	
9ième décile	10,0	1 973,3	3,0	
10% les plus riches	10,0	60 737,1	91,8	
Total	100,0	6 621,3	100,0	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Selon les données du tableau 12.7 ci-dessous, 10% des UPI les plus pauvres en milieu urbain bénéficient de 30,7 mille FCFA contre 40,5 mille FCFA dans les autres zones urbaines. Les UPI de SAB obtiennent une valeur ajoutée moyenne égale à 25,2 mille FCFA. En milieu rural, cette valeur est inférieure à la moyenne nationale et supérieure à la valeur du SAB et correspond à 29,6 mille FCFA. Dans le même temps, en milieu urbain, la moitié des UPI correspondant au 5ème décile de valeur ajoutée, bénéficient en moyenne de 388,2 mille FCFA. La valeur ajoutée du milieu rural est inférieure à la moyenne nationale, urbaine, autre urbaine et SAB, soit 381,9 mille francs CFA en moyenne.

Dans le même temps, 10% des UPI urbaines les plus riches bénéficient de la quasi-totalité de la valeur ajoutée au niveau national, soit 1,96 million de francs CFA par an. Cette valeur est approximativement égale à la valeur ajoutée moyenne des UPI plus riches dans les zones rurales, les autres zones urbaines et les SAB.

Tableau 12.7 : Valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) par décile selon le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018

	Strates de résidence				
	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Ensemble
Déciles de la valeur ajoutée					
10% les plus faibles	25,2	40,5	30,7	29,7	30,2
2ième Decile	85,5	93,5	88,6	94,9	91,7
3ième décile	169,7	170,2	169,9	167,7	168,8
4ième décile	260,2	261,1	260,6	260,5	260,6
5ième décile	390,5	385,4	388,2	381,9	385,7
6ième décile	560,8	549,6	556,1	539,2	549,6
7ième décile	762,5	777,6	767,5	774,2	770,2
8ième décile	1 169,8	1 160,8	1 166,0	1 168,1	1 166,9
9ième décile	1 913,8	2 030,7	1 961,6	1 993,4	1 973,3
10% les plus riches	109 803,4	28 712,3	91 251,8	7 068,0	60 737,1
Total	15 689,9	2 466,7	10 586,3	1 126,5	6 621,3

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Selon le résultat du tableau 12.8, les 10% des UPI plus pauvres dans le secteur des services ont la valeur ajoutée annuelle moyenne inférieure (26,6 mil CFA) par rapport aux autres secteurs d'activité. Le secteur de l'industrie est celui avec une valeur ajoutée relativement supérieure (33 533 FCFA) à la moyenne nationale. Nous avons constaté que le secteur des services affiche également la valeur ajoutée moyenne annuelle la plus élevée (2 015 064 FCFA). Comme vous pouvez le constater, 10% des plus riches du secteur d'industrie ont une plus grande valeur ajoutée annuelle moyenne, soit 231,9 millions de FCFA.

Tableau 12.8 : Valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) par décile selon le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Déciles de la valeur ajoutée	Secteur d'activité dans l'emploi antérieur			
	Industrie	Commerce	Service	Ensemble
10% les plus faibles	33 533	30 050	26 658	30 220
2ième Decile	92 289	91 845	88 537	91 699
3ième décile	171 773	169 018	163 190	168 834
4ième décile	265 381	261 888	245 551	260 573
5ième décile	379 450	388 045	385 489	385 672
6ième décile	541 315	553 624	541 600	549 609
7ième décile	761 779	775 092	765 079	770 248
8ième décile	1 150 953	1 161 574	1 198 359	1 166 920
9ième décile	1 954 024	1 971 323	2 015 064	1 973 303
10% les plus riches	231 882 931	14 322 662	4 827 180	60 737 096
Total	25 384 909	1 809 520	1 276 509	6 621 270

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Dans cette section, il est question de mettre en exergue la contribution des différents branches d'activités aux agrégats du secteur informel.

En Guinée Bissau, les branches d'activités fortement impliquées dans les agrégats sont :

- La branche de construction a contribué à 65,4% du chiffre d'affaire, 74,1% de la production annuelle, 76% de la valeur ajoutée. Par rapport à la valeur ajoutée de la branche de construction, le revenu mixte annuel représente 99,8%, la masse salariale annuelle 0,2% et l'impôt annuel est nul;
- La branche du commerce de détail contribue à 18,2% du chiffre d'affaire, 12,3% de la production annuelle et 11,6% de la valeur ajoutée annuelle. Le revenu mixte annuel représente 94,3% de la valeur ajoutée du commerce de détail, la masse salariale annuelle 5,3% et l'impôt 0,4% de sa valeur ajoutée;
- Le commerce de gros contribue à 7,7% au chiffre d'affaire annuel, 6% à la production annuelle et à 6,1% à la valeur ajoutée. Par rapport à la valeur ajoutée du commerce de gros, le revenu mixte annuel représente 96,2% de sa valeur, la masse salariale annuelle 0,9% et l'impôt annuel 2,9% de sa valeur ajoutée.

Tableau 12.9: Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel (calculer les ratios à partir des chiffres), Guinée Bissau, 2017/2018

secteur et branche d'activité	Chiffre annuel avec imputation	affaire calculé	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel	Masse salariale annuelle	Impôt annuel
Guinée-Bissau							
Activités extractives/mines	0,1		0,1	0,1	99,8	0,2	0,0
Activités de fabrication	4,6		4,1	3,2	89,8	10,1	0,1
Activités de production et distribution	0,0		0,0	0,0	92,7	7,3	0,0
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,0		0,0	0,0	100,0	-	0,0
Activités de construction	65,4		74,1	76,0	99,8	0,2	0,0
Commerce et réparation des pièces automobiles	0,3		0,3	0,3	89,3	9,7	1,0
Commerce de gros	7,7		6,0	6,1	96,2	0,9	2,9
Commerce de détail	18,2		12,3	11,6	94,3	5,3	0,4
Activités de transport	0,3		0,4	0,3	92,8	4,8	2,4
Activités d'entrepotage	0,0		0,0	0,0	100,0	-	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	0,2		0,2	0,1	96,2	3,7	0,0
Activités de l'information et de communication	0,0		0,0	0,0	100,0	-	0,0
Activités financiers et d'assurance	0,4		0,1	0,1	100,0	-	0,0
Activités immobiliers	0,4		0,4	0,3	100,0	-	-
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,0		0,0	0,0	75,9	24,1	0,0
Activités de services de soutien et de bureau	0,6		0,6	0,5	99,5	-	0,5
Enseignement	0,1		0,1	0,1	99,0	-	1,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,0		0,0	0,0	100,0	-	0,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,0		0,0	0,0	73,9	26,2	0,0
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	1,4		0,9	0,9	90,9	8,5	0,7
Activités spéciales des ménages	0,3		0,3	0,3	87,5	12,4	0,0
Total	100,0		100,0	100,0	98,4	1,3	0,3
Montant (Millions de FCA)	845 366,30		744 993,40	726 070,90	714 593,90	9 658,60	1 818,40

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Une analyse de la contribution des branches d'activités aux agrégats présente une forte variabilité selon le secteur d'activité.

Dans le secteur de l'industrie, deux branches d'activités prédominent:

La branche de construction contribue à 93,2% au chiffre d'affaire, 94,6% de la production annuelle de la branche et 95,7% de la valeur ajoutée de l'industrie. Son revenu mixte annuel représente 99,8% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale annuelle 0,2% et l'impôt annuel nul par rapport à sa valeur ajoutée.

La seconde branche est celle de fabrication avec 6,6% du chiffre d'affaire, 5,2% de la production annuelle et 4,1% de la valeur ajoutée du secteur de l'industrie. Son revenu mixte annuel représente 89,8% de la valeur ajoutée de fabrication, sa masse salariale annuelle 7,3% de sa valeur ajoutée.

Dans le secteur du commerce, il se dégage aussi deux branches d'activité :

La branche du commerce de détail contribue à 69,4% au chiffre d'affaire du secteur, 66,1% de la production annuelle et 64,5% de la valeur ajoutée. Son revenu mixte annuel représente 94,3% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale annuelle 5,3% et l'impôt annuel 0,4% de sa valeur ajoutée.

La branche du commerce de gros contribue à 29,5% au chiffre d'affaire du secteur, 32,4% de la production annuelle et 34% à la valeur ajoutée du commerce. Son revenu mixte annuel fait 96,2% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale annuelle 0,9% et son impôt annuel 2,9% de sa valeur ajoutée.

Le secteur du service a plusieurs branches d'activité qui contribuent au moins à 10% du chiffre d'affaire du service.

La première branche est des Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.) qui contribue à 38,3% au chiffre d'affaire du service, 30,4% de la production annuelle et 34% de la valeur ajoutée du service. Son revenu mixte annuel représente 90,9% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale annuelle 8,5% et son impôt annuel 0,7% de sa valeur ajoutée/

L'autre branche est celle des Activités de services de soutien et de bureau avec 10,4% du chiffre d'affaire, 4% de la production annuelle et 4,8% de la valeur ajoutée du service? Son revenu mixte annuel représente 100% de sa valeur ajoutée.

La branche suivante est celle des Activités financiers et d'assurance dont 10,4% du chiffre d'affaire, 4% de la production annuelle du service et 4,8% de sa valeur ajoutée. Son revenu mixte annuel représente 100% de la valeur ajoutée de la branche.

Enfin, on a branche des Activités immobilières qui contribue à 9,8% du chiffre d'affaire, 13,2% de la production annuelle et 11,1% de la valeur ajoutée du service. Son revenu mixte annuel représente 100% de la valeur ajoutée de la branche.

Tableau 12.10 : Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018

secteur et branche d'activité	Chiffre annuel	affaire	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel	Masse salariale annuelle	Impôt annuel
Industrie							
Activités extractives/mines	0,2		0,2	0,2	99,8	0,2	0,0
Activités de fabrication	6,6		5,2	4,1	89,8	10,1	0,1
Activités de production et distribution	0,0		0,0	0,0	92,7	7,3	0,0
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,0		0,0	0,0	100,0	-	0,0
Activités de construction	93,2		94,6	95,7	99,8	0,2	0,0
Total	100,0		100,0	100,0	99,4	0,6	0,0
Commerce							
Commerce et réparation des pièces automobiles	1,1		1,5	1,5	89,3	9,7	1,0
Commerce de gros	29,5		32,4	34,0	96,2	0,9	2,9
Commerce de détail	69,4		66,1	64,5	94,3	5,3	0,4
Total	100,0		100,0	100,0	94,9	3,9	1,3
Service							
Activités de transport	8,7		11,9	10,6	92,8	4,8	2,4
Activités d'entreposage	0,2		0,3	0,3	100,0	-	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	4,7		5,5	4,6	96,2	3,7	0,0
Activités de l'information et de communication	1,0		0,6	0,7	100,0	-	0,0
Activités financiers et d'assurance	10,4		4,0	4,8	100,0	-	0,0
Activités immobiliers	9,8		13,2	11,1	100,0	-	0,0
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,5		0,6	0,7	75,9	24,1	0,0
Activités de services de soutien et de bureau	15,6		18,9	18,8	99,5	-	0,5
Enseignement	2,3		3,1	3,8	99,0	-	1,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,5		0,6	0,7	100,0	-	0,0
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,4		0,5	0,4	73,9	26,2	0,0
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	38,3		30,4	34,0	90,9	8,5	0,7
Activités spéciales des ménages	7,7		10,3	9,7	87,5	12,4	0,0
Total	100,0		100,0	100,0	94,4	5,0	0,6
Ensemble	845 366,30		744 993,50	726 070,90	714 593,90	9 658,60	1 818,40

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Les données du tableau 12.11 ci-dessous mettent en évidence la contribution des secteurs d'activité aux agrégats du secteur informel.

Le secteur de l'industrie contribue à 70,1% du chiffre d'affaire annuel, 78,4% de la production annuelle et 79,4% de la valeur ajoutée annuelle. Par rapport à la valeur ajoutée de l'industrie, le revenu mixte annuel représente 99,4% de cette valeur ajoutée, sa masse salariale 0,6%.

Quand au secteur du commerce, il contribue à 26,1% au chiffre d'affaire, 18,6% de la production annuelle et 18% de la valeur ajoutée annuelle. Son revenu mixte annuel est de 94,9% de sa valeur ajoutée, sa masse salariale est de 3,9% et son impôt annuel 1,3% de sa valeur ajoutée annuelle.

Enfin le secteur du service contribue à 3,7% au chiffre d'affaire, 3,1% à la production annuelle et 2,6% à la valeur ajoutée du secteur informel. Par rapport à la valeur ajoutée du service, son revenu mixte annuel est 94,4%, sa masse salariale 5% et son impôt annuel de 0,6% de sa valeur ajoutée annuelle.

Tableau 12.11 : Structure par zone et secteurs d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Chiffre annuel	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel	Masse salariale annuelle	Impôt annuel
SAB						
Industrie	85,7	90,2	90,9	99,6	0,4	0,0
Commerce	12,1	8,0	7,6	91,8	7,6	0,6
Service	2,2	1,8	1,5	97,3	2,1	0,5
Total	100,0	100,0	100,0	99,0	1,0	0,1
Autres urbains						
Industrie	11,4	11,1	9,2	89,9	10,0	0,1
Commerce	79,0	79,4	83,1	96,5	1,4	2,2
Service	9,6	9,4	7,7	84,1	14,6	1,2
Total	100,0	100,0	100,0	94,9	3,2	1,9
Rural						
Industrie	19,9	28,1	25,6	93,7	6,2	0,1
Commerce	72,2	62,4	65,0	96,7	2,4	1,0
Service	7,9	9,4	9,4	98,3	1,5	0,2
Total	0,0	0,0	0,0	99,4	0,6	0,0
Ensemble						
Industrie	70,1	78,4	79,4	99,4	0,6	0,0
Commerce	26,2	18,6	18,0	94,9	3,9	1,3
Service	3,7	3,1	2,6	94,4	5,0	0,6
Total	100,0	100,0	100,0	98,4	1,3	0,3
Montant (Million FCFA)	845 366,30	744 993,40	726 070,90	714 593,90	9 658,60	1 818,40

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Ci-dessus, la productivité des facteurs de production, il se définit comme l'ensemble des capacités physiques et intellectuel des hommes mobilisées pour la création de biens et de services pouvant satisfaire leurs besoins. Selon le tableau 12.12, au niveau national, ce facteur du travail, au niveau national est égale à 2 578 FCFA/Moi, correspondent 4,51 FCFA/Unité de capital et 34,52 FCFA/heures de travail dans l'emploi. Cette valeur change selon le secteur d'activité.

La valeur le secteur de l'industrie est la plus élevée (3 278 FCFA/Moi) par rapport à la moyenne nationale et correspondre à 2,99 FCFA/unité de capital. La valeur la plus basse provient du secteur des services avec 956 FCFA/Moi, 2,63 FCFA/Unité de capital et 10,96 heures de travail dans le mois. Afin d'avoir du capital fixe, l'entreprise est obligée d'investir, et l'investissement est une dépense faite par l'entreprise pour créer, renouveler ou maintenir son stock en capital. en termes de milieu de résidence, SAB a une plus grande productivité du travail mensuel par rapport aux autres zones urbaines et rurales, représentant 43,18 FCFA /heures de travail mensuel contre 21,61 FCFA / heures de travail mensuel et 34,05 FCFA / heures de travail mensuel en zone rurale, respectivement.

Tableau 12.12 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	VA/L FCFA/Mois)	(En VA/K FCFA/ unité de capital)	(En VA/H /nombre d'heure de travail dans le mois)	(En FCFA d'heure de travail)
SAB				
Industrie	5 464	1,91	28,6	
Commerce	2 862	9,16	56,24	
Service	708	1,17	15,98	
Total	3 092	4,69	43,18	
Autres Urbains				
Industrie	1 300	2,17	13,45	
Commerce	4 033	3,76	25,18	
Service	1 369	1,78	7,17	
Total	3 353	3,22	21,61	
Rural				
Industrie	2 076	4,2	44,53	
Commerce	1 734	5,59	35,72	
Service	1 060	4,91	6,85	
Total	1 726	5,12	34,05	
Guinée-Bissau				
Industrie	3 278	2,99	33,27	
Commerce	2 690	5,83	39,76	
Service	956	2,63	10,96	
Total	2 578	4,51	34,52	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Chapitre 13 LE SECTEUR INFORMEL ET L'ETAT

Résultats clés

- Seules 3,5% des UPI sont enregistrés dans au moins un registre de l'Etat. La proportion la plus élevée est observée chez les UPI opérant dans le secteur du commerce (4,0%) tandis que les UPI du secteur de l'industrie sont les moins enregistrées (2,1%) contre 3,6% pour le service. □
- Moins de 1 UPI sur 10 (7,3%) sont favorables au principe du guichet unique pour les impôts. Les UPI de la capitale sont plus réfractaires à cette idée avec seulement 7,9% d'entre elles qui approuvent l'idée. □
- Elles sont 9,2% d'UPI favorables à un impôt unique sur leur activité. Cette proportion est de 10,7% dans l'industrie, 9,1% dans le commerce et 7,3% dans le service □
- Moins du cinquième (19,7%) des UPI sont disposées à payer leurs impôts, notamment 23,1% dans l'industrie, 17,3% dans le commerce et 25,9% dans le service. □
- Pour ce qui est de la gestion des impôts, 40,1% des UPI pensent que la gestion des impôts doit revenir à l'administration centrale, 31,7% au secteur et 18,1% aux régions. □



13.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs (NIF, RC, INSS)

L'analyse des données du tableau 13.1 montre 96,5% des UPI ne sont enregistrés dans aucun registre. La situation est plus marquante dans l'industrie (97,9%) que dans le commerce (96,1%) et du service (96,4%). seulement 0,5% des UPI sont enregistrés (0,5% enregistrés dans un registre et 1% dans deux registres). avec des inégalités entre les pourcentages de statut d'enregistrement UPI dans les registres administratifs de la Guinée-Bissau. En termes généraux, UPI avec NIF représente 1,5%, UPI avec RC 2,6% et UPI avec INSS, Représente seulement 0,5%. En ce qui concerne le milieu de résidence, le SAB représente 1,4% de tous les UPI avec NIF, les autres zones urbaines 2,4% et les zones rurales avec seulement 1,2%.

Tableau 13.1 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs

					Situation de l'inscription dans les registres administratifs				
					Enregistré dans aucun registre	Enregistré dans un registre	Enregistré dans au moins deux registres	Total	Effectif
					% UPI avec NIF	% UPI avec RC	% UPI avec N° Inss		
Milieu de résidence et secteur d'activité									
SAB	Industrie	1,5	3,3	0	96,7	1,8	1,5	100	8 899
	Commerce	1,4	3,5	1	95,3	4	0,7	100	23 727
	Service	1,2	1,1	0	98,7	0,3	1	100	6 573
	Ensemble	1,4	3	0,6	96,2	2,8	1	100	39 199
Autres urbains	Industrie	0,5	2,3	0,8	97	2,5	0,5	100	3 736
	Commerce	1,8	1,8	1	96,1	3,1	0,7	100	18 401
	Service	9,5	4,5	0	90,5	5	4,5	100	2 503
	Ensemble	2,4	2,2	0,8	95,7	3,2	1,1	100	24 641
Rural	Industrie	0,3	0,7	0	99,3	0,4	0,3	100	10 138
	Commerce	1,2	3,1	0,2	96,6	2,4	1	100	30 120
	Service	2,8	3	0,8	96,3	1,7	2,1	100	5 790
	Ensemble	1,2	2,5	0,2	97,1	1,9	1	100	46 049
Guinée-Bissau	Industrie	0,8	2	0,1	97,9	1,3	0,8	100	22 774
	Commerce	1,4	2,9	0,6	96,1	3,1	0,9	100	72 249
	Service	3,2	2,4	0,3	96,4	1,6	2	100	14 867
	Ensemble	1,5	2,6	0,5	96,5	2,5	1	100	109 889

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INS

13.2. Principales raisons du non inscription dans les registres administratifs (NIF, INSS).

Le tableau 13.2 présente les motifs de non-enregistrement ou NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité en Guinée-Bissau en 2017/2018. Au niveau national, 44,5% des répondants ont déclaré qu'ils ne savaient pas s'il était nécessaire de s'inscrire, notamment à 40% dans l'industrie, 46,7% du commerce et à 49,8% du service De plus, 14,1% des CUPI ont dit que la démarche était très compliquée (15,7% dans l'industrie, 13,5% dans le commerce et 14,8% dans le service), 14,0% des CUPI ont dit que l'enregistrement était très coûteux, 9,6% des répondants ont dit que l'enregistrement n'est pas obligatoire contre seulement 0,1% a répondu que l'enregistrement était en cours.

En ce qui concerne le milieu de résidence, le SAB représente 45,0% de ceux qui ont déclaré ne pas savoir s'il était nécessaire de s'enregistrer, 17,6% ont déclaré que le début était très compliqué et ceux qui ont répondu que l'enregistrement était en cours ne correspondaient qu'à 0,1% %. Dans d'autres zones urbaines, ils ne savent pas s'il est nécessaire d'enregistrer 46,8%, suivis par un registre très coûteux avec 23,7% et seulement 2,6% ont répondu ne pas collaborer avec l'État. Dans les zones rurales, 42,9% ne savent pas s'il est nécessaire de s'inscrire contre seulement 0,3% de ceux qui ont déclaré que l'enregistrement était en cours.

Tableau 13.2 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, Guinée-Bissau, 2017/2018

		Si non pourquoi								
Milieu de résidence et secteur d'activité		Démarche trop compliquée	Trop cher	Inscription en cours	Non obligatoire	Pas collaborer avec Etat	Ne sait pas s'il faut s'inscrire	Autre	Total	Effectif
SAB	Industrie	20,5	16,9	0	11,1	3,9	39,1	8,7	100	8 779
	Commerce	14,7	13,2	0,2	9,7	3,3	49,5	9,4	100	23 403
	Service	24	13,6	0	7,6	1,7	36,7	16,4	100	6 497
	Ensemble	17,6	14,1	0,1	9,7	3,1	45	10,4	100	38 679
Autres urbains	Industrie	19,8	26,4	0	10,1	2,5	35,6	5,6	100	3 717
	Commerce	18,5	20,8	0	4,5	2	50,8	3,3	100	18 064
	Service	17,2	42,4	0	0	7,3	33	0	100	2 266
	Ensemble	18,6	23,7	0	5	2,6	46,8	3,3	100	24 047
Rural	Industrie	10	6,1	0,5	13,6	9,5	42,4	17,8	100	10 109
	Commerce	9,4	9,2	0,2	11,4	7,9	42	19,9	100	29 771
	Service	3,1	10,6	0	12,1	8	48,6	17,6	100	5 626
	Ensemble	8,8	8,7	0,3	12	8,3	42,9	19,1	100	45 507
Guinée-Bissau	Industrie	15,7	13,6	0,2	12,1	6,1	40	12,3	100	22 604
	Commerce	13,5	13,5	0,1	9,1	4,9	46,7	12,2	100	71 239
	Service	14,8	17	0	8,2	5,1	40,8	14,3	100	14 389
	Ensemble	14,1	14	0,1	9,6	5,2	44,5	12,5	100	108 233

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INS

Le tableau 13.3 indique également que la répartition des raisons pour lesquelles l'UPI n'a pas été enregistrée dans l'INSS en fonction du milieu de résidence et du secteur d'activité en Guinée-Bissau en 2017/2018. En Guinée-Bissau, 46,8% des personnes interrogées ont déclaré ne pas savoir si l'enregistrement était nécessaire (45,1% dans l'industrie, 48,1% dans le commerce et 41% dans le service), 14,8% ont déclaré que l'enregistrement était très coûteux (13,9% dans l'industrie, 13,6% dans le commerce et 22,1% dans le service), 12,1% ont indiqué que l'enregistrement n'était pas obligatoire et seulement 0,2 % ont répondu que l'enregistrement est en cours.

En ce qui concerne le milieu de résidence, 48,6% des SAB ont déclaré ne pas savoir s'il était nécessaire de s'inscrire, 14,8% ont déclaré que l'enregistrement coûtait très cher et ceux qui avaient répondu que l'enregistrement était en cours ne correspondaient qu'à 0,2%. Dans les autres centres urbains, le pourcentage de ceux qui ne savent pas s'il est nécessaire de s'inscrire est de 48,8%, très coûteux, avec l'État. . En ce qui concerne milieu rural, 44,3% ne savent pas s'il est nécessaire de s'enregistrer, 14,4% de ceux qui ont déclaré l'enregistrement non obligatoire et 0,4% de ceux qui ont confirmé que l'enregistrement était en cours.

Tableau 13.3 : Les raisons du non enregistrement au numéro CNSS des UPI selon la zone et le secteur d'activité

Milieu de résidence et secteur d'activité		Si non pourquoi							Total	Effectif
		Démarche trop compliquée	Trop cher	Inscription en cours	Non obligatoire	Pas collaborer avec Etat	Ne sait pas s'il faut s'inscrire	Autre		
SAB	Industrie	13,5	13,2	0	18,5	0,3	48,4	6,3	100	8 899
	Commerce	11,9	11,2	0,2	13,3	2	52	9,4	100	23 501
	Service	8,7	28,7	0,4	7,6	1,7	36,9	16,1	100	6 573
	Ensemble	11,7	14,6	0,2	13,5	1,5	48,6	9,8	100	38 974
Autres urbains	Industrie	11,7	33	0	11,1	0,7	37,9	5,6	100	3 707
	Commerce	12,4	25,3	0	4,9	1,6	52,4	3,3	100	18 224
	Service	20,8	32	0	2,3	6,6	38,2	0	100	2 503
	Ensemble	13,2	27,2	0	5,6	2	48,8	3,3	100	24 435
Rural	Industrie	6,5	7,6	0,3	17	6,8	44,8	16,9	100	10 138
	Commerce	8,1	8,3	0,5	13,8	7,4	43,6	18,4	100	30 073
	Service	2,3	10,2	0	12,5	8,7	47	19,3	100	5 744
	Ensemble	7	8,4	0,4	14,4	7,4	44,3	18,2	100	45 955
Guinée-Bissau	Industrie	10,1	13,9	0,1	16,6	3,3	45,1	10,9	100	22 745
	Commerce	10,4	13,6	0,3	11,4	4,1	48,6	11,6	100	71 798
	Service	8,2	22,1	0,2	8,6	5,2	41	14,6	100	14 821
	Ensemble	10,1	14,8	0,2	12,1	4,1	46,8	11,9	100	109 364

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

13.3. Le secteur Informel et sa réintégration dans les circuits officiels

13.3.1: Détermination des prix dans les activités du secteur informel

Afin de déterminer les prix des produits ou des services en fonction des UPI, il est noté qu'au niveau national, le pourcentage des CUPi qui estiment que les prix doivent être fixés par la loi de l'offre et de la demande est de 62,3%, notamment à 68,6% dans l'industrie, 61,7% dans le commerce et 55,7% dans le service, suivi des prix fixés par l'association des producteurs 26,3% (23,6% dans l'industrie, 26,3% dans le commerce et 28,4% dans le service), et la fixation de prix fixes par l'État à 11,7%. En ce qui concerne le milieu de résidence, la fixation du prix fixe par la loi de l'offre et de la demande dans le SAB correspond à 64,5% et le pourcentage de prix fixes fixés par l'État à 13,4%. Dans les autres zones urbaines, 55,0% des prix fixes ont été fixés par la loi de l'offre et de la demande, contre 7,5% des prix fixes par l'État et la fixation des prix ruraux par 64,4% par la loi de l'offre et de la demande. de la demande est 12,5% de prix fixes par l'État.

Tableau 13.4 : Mode de détermination des prix des produits ou services selon les CUIP, Guinée-Bissau, 2017/2018

		A votre avis, quelle est la meilleure façon de déterminer le prix des produits / services que vous vendez?					
Milieu de résidence et secteur d'activité		Fixation de prix par l'Etat	Fixation de prix par l'association des producteurs	Fixation de prix par l'offre et de la demande	Fixation de prix par la loi	Ne sait pas	Total Effectif
		SAB					
SAB	Industrie	8	22,1	69,9	0	100	8 899
	Commerce	12,6	22,1	65,3	0	100	23 642
	Service	23,5	22,2	54,3	0	100	6 573
	Ensemble	13,4	22,1	64,5	0	100	39 114
Autres urbains	Industrie	6,6	27,7	65,7	0	100	3 679
	Commerce	6,8	38,7	54,5	0	100	18 300
	Service	14,1	43,3	42,6	0	100	2 503
	Ensemble	7,5	37,5	55	0	100	24 482
Rural	Industrie	8,5	23	68,6	0	100	10 138
	Commerce	14,7	22,1	63,2	0	100	29 989
	Service	8,1	29	62,9	0	100	5 739
	Ensemble	12,5	23,1	64,4	0	100	45 867
Guinée-Bissau	Industrie	8	23,4	68,6	0	100	22 716
	Commerce	12	26,3	61,7	0	100	71 932
	Service	15,9	28,4	55,7	0	100	14 816
	Ensemble	11,7	26	62,3	0	100	109 463

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INS

13.3.2. Examen de l'intention de se faire enregistrer

Les données du tableau 13.5 montrent les intentions générales des UPI par rapport au registre administratif en Guinée-Bissau. De manière générale, il est à noter que la majorité (66,8%) n'a pas ce programme ou projet contre seulement 0,4% qui disent que le processus d'enregistrement est en cours. Concernant le milieu de résidence, le SAB représente 66,2% de ceux qui ne pas ce programme et 0,2% de ceux qui ont un projet en cours. Dans les autres zones urbaines, le pourcentage de ceux qui ne pas ce programme est supérieur à (78,5%), contre seulement 0,6% de ceux qui se sont déjà inscrits. Dans les zones rurales, 61,0% ont déclaré ne pas avoir ce programme / projet et seulement 0,2% ont des processus en cours.

Tableau 13.5 : Intentions générales des CUIP par rapport à l'enregistrement administratif, Guinée-Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		Avez-vous en projet d'enregistrer votre activité auprès de l'administration ?					Total	Effectif
		Déjà enregistré	Procédure en cours	Oui, très prochainement	Pas de programme / projet	Ne sait pas		
SAB	Industrie	1,5	0	5,8	68,9	23,8	100	8 898
	Commerce	0,6	0,4	2,7	63,7	32,6	100	23 727
	Service	0,4	0	0,2	71,8	27,6	100	6 573
	Ensemble	0,8	0,2	3	66,2	29,8	100	39 199
Autres urbains	Industrie	0	0	0	80,6	19,4	100	3 679
	Commerce	0,5	1,3	2,6	76,9	18,6	100	18 246
	Service	2,4	0	0	86,7	10,9	100	2 503
	Ensemble	0,6	1	1,9	78,5	18	100	24 428
Rural	Industrie	0,3	0	3,4	62,6	33,7	100	10 075
	Commerce	1,6	0,3	3	61,7	33,4	100	30 033
	Service	1,7	0	4,8	54,3	39,2	100	5 790
	Ensemble	1,4	0,2	3,3	61	34,2	100	45 898
Guinée-Bissau	Industrie	0,7	0	3,8	68	27,5	100	22 652
	Commerce	1	0,6	2,8	66,2	29,4	100	72 006
	Service	1,3	0	1,9	67,5	29,3	100	14 867
	Ensemble	1	0,4	2,9	66,8	29	100	109 525

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INS

13.3.3. Principal intérêt de se faire enregistrer au guichet unique

Les résultats du tableau 13.6 indiquent qu'au niveau national, 97,4% des chefs d'unités de production informelles n'ont jamais essayé de faire enregistrer leur UPI au guichet unique, notamment 98,3% dans le secteur du service, 97,9% dans l'industrie et 97,1% dans le commerce. Seulement 1,4% des CUIP se sont enregistrés avec succès (0,9% dans l'industrie, 1,5% dans le commerce et 1,6% dans le service) et 1,2% des CUIP ont essayé sans succès (1,2% dans l'industrie, 1,5% dans le commerce et 0,1% dans le service).

Quant au milieu rural, Non ne représente que 96,4%, mais sans succès 2,0%, mais avec succès 1,6%.

Tableau 13.6 : Principal intérêt pour les CUIP de se faire enregistrer, Guinée-Bissau, 2017/2018

		Avez-vous déjà essayé d'enregistrer votre établissement au guichet unique?					
Milieu de résidence et secteur d'activité		Oui, succès	avec succès	Oui, sans succès	Non	Total	Effectif
SAB	Industrie	1,5		0,1	98,3	100	8 839
	Commerce	1,3		0,7	98	100	23 727
	Service	1,2		0,2	98,7	100	6 510
	Ensemble	1,3		0,5	98,2	100	39 076
Autres urbains	Industrie	0		1,3	98,7	100	3 679
	Commerce	1		1,1	97,9	100	18 300
	Service	2,4		0	97,6	100	2 503
	Ensemble	1		1	98	100	24 482
Rural	Industrie	0,6		2,1	97,2	100	10 122
	Commerce	1,8		2,3	95,8	100	29 994
	Service	1,7		0	98,3	100	5 790
	Ensemble	1,6		2	96,4	100	45 907
Guinée-Bissau	Industrie	0,9		1,2	97,9	100	22 640
	Commerce	1,5		1,5	97,1	100	72 021
	Service	1,6		0,1	98,3	100	14 803
	Ensemble	1,4		1,2	97,4	100	109 465

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

13.3.4. Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer

Selon les données du tableau 13.7, en fonction de la question (G31D: A votre avis, quel est le principal intérêt de se faire enregistrer?) au niveau national 67,1% des CUPI ont répondu sans intérêt, notamment 69,1% dans l'industrie, 68% dans le commerce et 59,5% dans le service. Seulement 8,0% des CUPI pensent qu'ils peuvent avoir accès au crédit dont 9,4% dans l'industrie, 8% dans le commerce et 7,3% dans le service. Enfin certains CUPI pensent qu'ils peuvent vendre leurs produits aux grandes entreprises 1,2% ou pour assurer une bonne publicité (0,5%) à leur entreprise.

En ce qui concerne le milieu de résidence, le pourcentage d'intérêt nul dans le SAB est de 66,4%, suivi de l'accès au crédit avec 9,7% et de la publicité seulement 0,2%. Les autres urbains sans intérêt représentent 68,0% et la publicité 0,2%. Dans le milieu rural, 67,1% aucun intérêt, 5,5% d'accès au crédit et 0,8% de vente de produits aux grandes entreprises.

Tableau 13.7 : Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer, Guinée-Bissau, 2017/2018

Tableau 10.7 : Principal intérêt selon les OPI de se faire enregistrer, Guinée-Bissau, 2017/2018												
Milieu de résidence et secteur d'activité	A votre avis, quel est le principal intérêt de se faire enregistrer ?										Effectif	
	Accès crédit	au	Accès meilleur emplacement sur le marché	au	Vente produits grandes sociétés	de aux	Publicité	Aucun intérêt	Autre	Ne sait pas		Total
SAB												
Industrie	11,8		5,6		0,7		0,0	70,1	0,0	11,7	100	8 899
Commerce	9,8		4,3		1,3		0,4	65,8	0,0	18,5	100	23 727
Service	6,6		0,9		0,0		0,0	63,8	0,0	28,7	100	6 573
Ensemble	9,7		4,1		0,9		0,2	66,4	0,0	18,7	100	39 199
Autres Urbains												
Industrie	16,8		10,8		1,1		1,2	62,7	0,0	7,4	100	3 679
Commerce	7,8		14,0		1,1		0,1	69,7	0,0	7,2	100	18 300
Service	16,6		3,6		14,2		0,0	63,2	0,0	2,4	100	2 503
Ensemble	10,1		12,5		2,5		0,2	68,0	0,0	6,7	100	24 482
Rural												
Industrie	4,6		1,9		0,7		1,5	70,6	0,0	20,7	100	10 138
Commerce	6,1		1,9		0,9		0,5	68,8	0,0	21,8	100	30 033
Service	4,0		5,4		0,8		1,6	53,1	0,0	35,1	100	5 790
Ensemble	5,5		2,4		0,8		0,9	67,2	0,0	23,2	100	45 961
Guinée-Bissau												
Industrie	9,4		4,8		0,8		0,9	69,1	0,0	15,0	100	22 716
Commerce	7,8		5,8		1,1		0,4	68,0	0,0	17,0	100	72 060
Service	7,3		3,1		2,7		0,6	59,5	0,0	26,8	100	14 867
Ensemble	8,0		5,2		1,2		0,5	67,1	0,0	17,9	100	109 643

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

13.3.5. Opinions générales par rapport à l'impôt

Selon les résultats de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, les données du tableau 13.8, la question (G31A: Pour simplifier les démarches d'enregistrement, êtes-vous favorable au principe du guichet unique?). Au niveau national, le pourcentage de la population qui a donné la réponse - Ne sait pas- est 56,7% contre 7,3% des ceux qui ont répondu oui et 36,0% qui ont répondu, non

En milieu de résidence, ce pourcentage est inférieure dans les autres centres urbains (41,7%) par rapport aux SAB 56,4% et milieu rurales (65,0%).

Par rapport à la question (G32A: Seriez-vous favorable à la mise en place d'un impôt unique sur votre activité?), au niveau national, la réponse de ce qu'on répondu Non et 90,8% contre seulement 9,2% de ceux qui ont dit oui.

Tableau 13.8 : Opinions générales des UPI par rapport à l'impôt, Guinée-Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Pour simplifier les démarches d'enregistrement, êtes-vous favorable au principe du guichet unique ?				Seriez-vous favorable à la mise en place d'un impôt unique sur votre activité ?			Effectif	L'impôt doit être payé par:					
	Oui	Non	Ne sait	Total	Oui	Non	Total		Jour	Semaine	Mois	Trimestre	Année	Total
SAB														
Industrie	12,1	39,4	48,5	100	15,3	84,7	100	8 899	0	0	58,6	16,6	24,8	100
Commerce	7	34,2	58,8	100	8,5	91,5	100	23 727	13,8	2,3	54,6	11,9	17,3	100
Service	5,4	36,1	58,5	100	3,4	96,6	100	6 573	2,9	0	71,5	7,1	18,6	100
Ensemble	7,9	35,7	56,4	100	9,2	90,8	100	39 199	7,9	1,3	58,2	12,8	19,9	100
Autres urbains														
Industrie	7,1	42	50,9	100	11,7	88,3	100	3 679	22,3	0	53,3	10,3	14,2	100
Commerce	11,1	47	41,9	100	8,1	91,9	100	18 300	22,5	0	33	11,1	33,5	100
Service	18,5	55,2	26,3	100	2,4	97,6	100	2 503	0	0	0	100	0	100
Ensemble	11,2	47,1	41,7	100	8	92	100	24 482	21,7	0	36,4	13,6	28,2	100
Rural														
Industrie	3,4	27,1	69,5	100	6,2	93,8	100	10 138	0	0	41,3	15,1	43,6	100
Commerce	4,5	33,3	62,2	100	10,3	89,7	100	30 033	1,4	0,5	42,8	22,6	32,8	100
Service	7,1	21,1	71,8	100	14	86	100	5 790	0	0	61,1	20,6	18,3	100
Ensemble	4,6	30,4	65	100	9,8	90,2	100	45 961	0,9	0,3	45,7	21,1	32	100
Guinée-Bissau														
Industrie	7,4	34,3	58,3	100	10,7	89,3	100	22 716	3,8	0	52,7	15,1	28,4	100
Commerce	7	37,1	55,9	100	9,1	90,9	100	72 060	10	1	44,6	16,6	27,8	100
Service	8,3	33,5	58,3	100	7,3	92,7	100	14 867	1,2	0	62,8	18,4	17,6	100
Ensemble	7,3	36	56,7	100	9,2	90,8	100	109 643	7,4	0,6	48,9	16,5	26,6	100

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INS

Le tableau 13.9 indique la répartition en pourcentage des répondants en fonction de la question (G35 Seriez-vous prêt à payer des impôts sur votre activité?).

On observe également que dans le même cadre, 77,0% des répondants au niveau national ne sont pas prêts à payer des impôts sur leurs activités (75,3% dans l'industrie, 79,5% dans le commerce et 7,% dans le service), 19,7% ont donné une réponse favorable (23,1% dans l'industrie, 17,3% dans le commerce et 25,9% dans le service) et 3,3% ont admis avoir déjà payé.

Dans le même tableau en ce qui concerne le milieu de résidence, nous constatons que la réponse du SAB de ce qu'ont répondu Non représente 76,2%, mais 19,8% et a déjà payé 4,0%. Dans les autres centres urbains, ce qu'ont répondu Non représenté à 72,4%, oui 25,2%, et déjà payé avec 2,4%.

Tableau 13.9 : Disposition générale des UPI à payer l'impôt sur leurs activités, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		Seriez-vous prêt à payer des impôts sur votre activité ?				Effectif
		Je paie déjà	Oui	Non	Total	
SAB	Industrie	2,6	27,9	69,5	100,0	8 899
	Commerce	3,1	16,5	80,4	100,0	23 727
	Service	9,2	20,7	70,1	100,0	6 573
	Ensemble	4,0	19,8	76,2	100,0	39 199
Autres urbains	Industrie	1,3	29,9	68,9	100,0	3 679
	Commerce	2,1	22,1	75,8	100,0	18 300
	Service	6,4	40,9	52,7	100,0	2 503
	Ensemble	2,4	25,2	72,4	100,0	24 482
Rural	Industrie	,9	16,4	82,7	100,0	10 138
	Commerce	3,9	15,0	81,1	100,0	30 033
	Service	3,6	25,2	71,2	100,0	5 790
	Ensemble	3,2	16,6	80,2	100,0	45 961
Guinée-Bissau	Industrie	1,6	23,1	75,3	100,0	22 716
	Commerce	3,2	17,3	79,5	100,0	72 060
	Service	6,5	25,9	67,6	100,0	14 867
	Ensemble	3,3	19,7	77,0	100,0	109 643

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

L'analyse des données du tableau 13.10 montre les différences d'opinions entre les personnes interrogées sur la question (G33: selon vous, quelle institution devrait rembourser les Impôts?).

Au niveau des pays, 40,1% étaient des opinions de l'administration centrale à 31,5% favorables au secteur et 18,1% à la région. En ce qui concerne les moyens de résidence, le SAB dans son ensemble a émis 71,9% des avis de l'administration centrale et de 15,2% de la région. Dans les autres zones urbaines, la région représente 32,1%, le secteur 31,1% et l'Administration centrale 28,7%. En ce qui concerne le secteur rural, le secteur représente 56,9% des opinions des personnes interrogées, l'Administration centrale 19,6%, la région 14,4% et ne sait pas s'il se situe dans 9,2% du total des avis des personnes interrogées.

Tableau 13.10 : Gestion administrative de l'impôt de l'impôt selon les UPI, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		À votre avis, quelle institution devrait rembourser la taxe?					Effectif
		Administration centrale	Région	Secteur	Ne sais pas	Total	
SAB	Industrie	82,5	13,4	-	4,1	100	1 365
	Commerce	61,2	18,3	-	20,5	100	2 026
	Service	100	-	-	-	100	257
	Ensemble	71,9	15,2	-	12,9	100	3 648
Autres urbains	Industrie	24,4	53,3	22,3	-	100	431
	Commerce	31,1	27,2	31,1	10,7	100	1 475
	Service	-	-	100	-	100	60
	Ensemble	28,7	32,1	31,3	8	100	1 966
Rural	Industrie	19,5	1,3	68,3	10,9	100	652
	Commerce	19	17,2	52,5	11,3	100	3 082
	Service	21,6	14,1	64,2	-	100	809
	Ensemble	19,6	14,4	56,9	9,2	100	4 544
Guinée-Bissau	Industrie	55,5	17,2	22,1	5,2	100	2 448
	Commerce	34,7	19,8	31,5	14	100	6 583
	Service	38,4	10,2	51,5	-	100	1 126
	Ensemble	40,1	18,1	31,5	10,3	100	10 157

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Les données du tableau 13.11 montrent qu'au niveau national, la majorité (90,2%) de la population interrogée sûr la question (G34 : Domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les UPI). Ont répondu sûr l'éducation et santé, 5,2% dans les infrastructures (routes, marchés, écoles, hôpitaux, etc.), salaires des employés 3,6% et 0,3% du fonds de soutien aux microentreprises.

Toujours par rapport au même tableau, il est observé qu'au niveau de milieude la ville de Bissau, 89,9% des CUIPI affirment que la priorité des dépenses des impôts doit être à l'Éducation et Santé, 8,3% du salaire des fonctionnaires et 0,8% du fonds. En faveur des microentreprises, dans les autres zones urbaines, la priorité des dépenses fiscales devrait être l'éducation et la santé, qui représente 90,4%, et l'infrastructure (routes, marchés, écoles, hôpitaux, etc.), 9,6%, en milieu rural. Les pourcentages des répondants qui pensaient que la priorité des dépenses fiscales devrait être l'éducation et la santé, 6,6% dans l'infrastructures et 1,3% du salaire des employés.

Tableau 13.11 : Domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les CUIPI, Guinée-Bissau, 2017/2018

		Dans quel domaine en priorité doivent être dépensés les impôts reçus ?							Total	Effectif
		Education, santé	Infrastructures (routes, marchés, etc)	Salaire des fonctionnaires	Autres dépenses de fonctionnement de l'Etat	Alimentation d'un fonds d'appui micro-entreprises	Ne sait pas	Autre		
Milieu de résidence et secteur d'activité										
SAB	Industrie	85,0	0,0	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	1 365
	Commerce	94,6	1,3	2,7	0,0	1,5	0,0	0,0	100,0	2 026
	Service	78,5	3,5	18,1	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	221
	Ensemble	89,9	,9	8,3	0,0	,8	0,0	0,0	100,0	3 612
Autres urbains	Industrie	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	431
	Commerce	91,3	8,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	1 475
	Service	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	60
	Ensemble	90,4	9,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	1 966
Rural	Industrie	92,5	0,0	0,0	0,0	0,0	7,5	0,0	100,0	652
	Commerce	89,3	7,7	1,9	0,0	0,0	1,1	0,0	100,0	3 082
	Service	92,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	809
	Ensemble	90,3	6,6	1,3	0,0	0,0	1,8	0,0	100,0	4 544
Guinée-Bissau	Industrie	89,6	0,0	8,4	0,0	0,0	2,0	0,0	100,0	2 448
	Commerce	91,4	5,9	1,7	0,0	,5	,5	0,0	100,0	6 583
	Service	84,2	12,1	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	1 090
	Ensemble	90,2	5,2	3,6	0,0	,3	,8	0,0	100,0	10 121

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Chapitre 14 PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Résultats clés

- 20,1% des CUIP affirment avoir de difficulté d'accès au crédit, le manque de clientèle (18,4%) et de problème de crédit trop cher (10,1%)..
- Pour des difficultés d'ordre technique, on a le manque de machines et équipements (18%), des problèmes d'approvisionnement en matières premières (12,3%), des problèmes d'énergie (9,7%) et les difficultés techniques de fabrication (5,6%).
- Elles sont 7,6 d'UIP à souligner le problème de manque de compétences en gestion. des difficultés d'organisation et de gestion (5,8%), des préoccupations diverses, des problèmes de sécurité (5,3%), du manque de personnel qualifié (5,2%) et l'instabilité du personnel avec 3,4%.
- Pour ce qui est des appuis souhaités par les UIP, 43,5% désirent des appuis pour accroître le stock de matières premières, 12,8% pour ouvrir un autre établissement, et ^pour améliorer le local dans lequel s'exerce leur activité (10,6%),
- La branche du primaire est celle qui attire le plus les chefs d'unité de production informelle puisque plus de la moitié (58,9%) de ceux-ci souhaiteraient y créer une nouvelle entreprise s'ils obtenaient un crédit potentiel.

14.1. Principaux problèmes rencontrés par les UIP

Diverses préoccupations freinent le bon fonctionnement des UIP, parmi celles ci, (tableau 14.1) on dénombre la difficulté d'accès au crédit selon 20,1% des CUIP dont 23,6% dans l'industrie, 18,8% dans le commerce et 21,3% dans le service. Comme autre difficulté, on a le manque de clientèle avec 18,4% ds CUIP, notamment 23,7% dans l'industrie, 16,3% dans le commerce et 22,2% dans le service et crédit trop cher selon 10,1% des CUIP (12,% dans l'industrie, 9,1% dans le commerce et 11,8% dans le service.).

En ce qui concerne le milieu de résidence, le pourcentage est relativement élevé (23,4%) dans les zones rurales, où il y a un manque de clientèle par rapport au SAB, qu'est égal à 18,9% et les autres zones urbaines, 6,6%. Difficultés d'accès au crédit rural 24,8%, SAB 22,9% et autres zones urbaines 6,9% (voir tableau 14.1).

Tableau 14.1 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre économique, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		Manque de clientèle	Manque de place, de local adapté	Difficultés d'accès au crédit	Crédit trop cher
SAB	Industrie	24,4	11,0	23,0	17,6
	Commerce	16,3	10,2	22,0	9,0
	Service	20,9	5,7	25,8	4,0
	Ensemble	18,9	9,6	22,9	10,1
Autres urbains	Industrie	5,9	1,1	8,6	1,1
	Commerce	6,5	3,8	7,1	2,4
	Service	8,4	3,1	3,1	3,1
	Ensemble	6,6	3,3	6,9	2,3
Rural	Industrie	27,4	11,1	29,7	11,8
	Commerce	22,2	9,3	23,3	13,3
	Service	29,5	15,6	23,9	24,3
	Ensemble	24,3	10,5	24,8	14,3
Guinée-Bissau	Industrie	22,7	9,4	23,6	12,3
	Commerce	16,3	8,2	18,8	9,1
	Service	22,2	9,1	21,3	11,8
	Ensemble	18,4	8,6	20,1	10,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

D'après les résultats de l'Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, plusieurs difficultés d'ordre technique entravent le bon fonctionnement des UPI (tableau 14.2) et parmi lesquelles on a le manque de machines et équipements avec 18% ds CUI dont 21,8% dans l'industrie, 14,9% dans le commerce et 27,9% dans le service. Selon le milieu de résidence, on a 20,% as la vile de Bissau 5,6% dans autres urbains et 2é,5% dans le milieu rural.

Comme autre difficulté, on a des problèmes d'approvisionnement en matières premières. 12,3% des CUI (14,7% dans l'industrie, 11,% dans le commerce et 13,2% dans le service), les problème d'énergie selon 9,7% des CUI (13,5% dans l'industrie, 8,1% dans le commerce et 11,6% dans le service) et les difficultés techniques de fabrication avec 5,6% des CUI (9,6% dans l'indutrie, 3,9% dns le comcece et 7,6% dans le service).

Selon le milieu de résidence, il existe de grandes disparités dans les pourcentages de milieu rural, de SAB et d'autres milieux urbains (17,2%, 4,8% et 3,4%) respectivement.

Tableau 14.2 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		Difficultés techniques de fabrication	Manque de machine, d'équipements	Obsolescence des équipements	Problèmes d'énergie	Approvisionnement en matières premières	Trop de réglementation, d'impôts et de taxes
SAB	Industrie	8,4	28,4	5,1	6,6	13,3	5,6
	Commerce	2,9	16,7	2,8	4,6	9,8	6,7
	Service	3,4	23,7	2,1	2,7	5,1	1,7
	Ensemble	4,3	20,5	3,2	4,8	9,8	5,6
Autres urbains	Industrie	3,3	2,1	0,0	9,2	3,7	1,7
	Commerce	1,6	5,9	3,0	2,3	5,3	4,6
	Service	3,1	8,4	3,1	3,1	3,1	3,1
	Ensemble	2,0	5,6	2,6	3,4	4,8	4,0
Rural	Industrie	12,6	23,1	7,4	21,1	20,0	3,4
	Commerce	6,1	19,0	6,2	14,3	16,2	5,5
	Service	14,4	39,3	12,9	25,3	26,8	9,3
	Ensemble	8,6	22,5	7,3	17,2	18,4	5,5
Guinée-Bissau	Industrie	9,5	21,8	5,3	13,5	14,7	4,0
	Commerce	3,9	14,9	4,3	8,1	11,3	5,7
	Service	7,6	27,2	6,5	11,6	13,2	4,9
	Ensemble	5,6	18,0	4,8	9,7	12,3	5,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Le tableau 14.3 présente les difficultés des UPI liées aux diverses préoccupations rencontrées lors de l'enquête sur la Guinée-Bissau en 2017/2018. Au niveau des pays, le pourcentage de personnes signalant un manque de compétences en gestion, 7,6%, des difficultés d'organisation et de gestion, 5,8%, des préoccupations diverses, des problèmes de sécurité de 5,3%, du manque de personnel qualifié 5,2% et l'instabilité du personnel avec 3,4%. En ce qui concerne le milieu de résidence, le tableau 14.3 montre que, dans le cas du SAB, le pourcentage de personnes ayant déclaré un manque de compétence en matière de gestion 4,1%, préoccupations diverses, problèmes de sécurité 3,7%, manque de personnel 2,5% d'instabilité du personnel et 1,7%. Dans les autres zones urbaines, le manque de compétences managériales représente 4,4%, contre 2,3% d'instabilité du personnel. Dans les milieux ruraux, le manque de compétences managériales est de 12,3%, les difficultés d'organisation et de gestion, 10,4% et l'instabilité du personnel de 5,5%.

Tableau 14.3 : Difficultés par rapport aux préoccupations d'ordre managérial et diverses, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		Manque de personnel qualifié	Instabilité du personnel	Difficultés d'organisation, de gestion	Manque de compétence en gestion	Préoccupations diverses problème de sécurité
SAB	Industrie	7,77	2,00	3,56	3,81	2,31
	Commerce	1,22	1,52	2,47	4,33	4,20
	Service	-	2,23	-	3,43	3,83
	Ensemble	2,51	1,74	2,30	4,06	3,71
Autres urbains	Industrie	2,87	9,17	1,50	-	9,17
	Commerce	3,12	1,24	2,72	5,51	1,83
	Service	3,15	-	3,15	3,15	3,09
	Ensemble	3,09	2,30	2,58	4,44	3,06
Rural	Industrie	11,38	4,47	12,16	17,38	10,04
	Commerce	5,81	4,90	9,37	9,96	6,62
	Service	19,28	10,42	12,93	15,79	10,17
	Ensemble	8,74	5,50	10,43	12,33	7,82
Guinée-Bissau	Industrie	8,59	4,26	7,06	9,25	6,87
	Commerce	3,62	2,86	5,41	6,98	4,61
	Service	8,04	5,04	5,57	8,20	6,17
	Ensemble	5,25	3,44	5,77	7,61	5,29

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

14.2. Principaux appuis souhaités par les UPI par domaine thématique

Face aux difficultés et préoccupations précitées, un certain nombre d'approches de solutions ont été identifiées (tableau 14.4) et parmi lesquels on peut citer par ordre d'importance :

- L'accès aux informations sur le marché pour 93,2% des CUIP dont 89,6% dans l'industrie, 94,3% dans le commerce et 94,1% dans le service ;
- L'accès au crédit pour 92,5% des CUIP avec 92,6% dans l'industrie, 92,8% dans le commerce et 91,3% dans le service ;
- L'assistance pour approvisionnement des matières premières pour 85,1% des CUIP, notamment 79,3% dans l'industrie, 90,9% dans le commerce et 67,2% dans le service ;
- L'accès aux grosses commandes pour 84,8% des CUIP avec 82,9% dans l'industrie, 88,3% dans le commerce et 71,8% dans le service ;
- Bénéficier de la publicité pour les nouveaux produits avec 84,4% des CUIP avec peu variations selon le secteur d'activité.

Tableau 14.4 : Appuis souhaités par les UPI dans les domaines de la gestion et de la stratégie commerciale, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité		Formation à l'organisation et aux comptes	Assistance pour l'approvisionnement	Accès au crédit	Accès aux informations sur le marché	Accès aux grosses commandes	Publicité pour vos nouveaux produits
SAB	Industrie	39	66,5	89,4	86,1	73,9	76,5
	Commerce	31,1	81,8	82,9	89,4	80,4	77,9
	Service	34,7	38,7	93,9	94,1	48,2	74,4
	Ensemble	33,5	70,4	86,5	89,3	73,1	76,9
Autres urbains	Industrie	46,5	99,7	99,1	99,1	98,7	99,7
	Commerce	49,4	96	96,5	98,3	94,1	95,1
	Service	39,4	91,2	100	100	81,4	91,2
	Ensemble	47,9	96,2	97,2	98,5	93,7	95,5
Rural	Industrie	43,4	81,4	92,6	88,7	84	82,9
	Commerce	40,6	92,8	95,9	94,3	88,8	81
	Service	50	81,5	86,3	92	87,1	90,2
	Ensemble	42,4	88,5	93,8	92,7	87,4	82,8
Guinée-Bissau	Industrie	42,2	79,3	92,6	89,6	82,9	83,5
	Commerce	39,7	90,9	92,8	94,3	88,3	84,7
	Service	41,4	67,2	91,3	94,1	71,8	84,5
	Ensemble	40,5	85,1	92,5	93,2	84,8	84,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

En dehors des approches précédemment cités, d'autres appuis sont sollicités (tableau 14.5) et parmi lesquels on peut citer par ordre d'importance :

- L'enregistrement des UPI pour 83,8% des CUPI, notamment 85,5% des CUPI du milieu rural, 94,9% dans autres urbains et 71,3% dans la ville de Bissau ;
- L'accès aux machines modernes pour 77,6% avec 87,2% dans l'industrie, 75% dans le commerce et 74,9% dans le service;
- Accès à des formations techniques pour 33,5% des CUPI avec 46,1% dans l'industrie, 29,3% dans le commerce et 34,7% dans le service.

Concernent le milieu de résidence, on peut constater que l'enregistrement de votre activité par le SAB représente 71,3%, l'accès aux machines modernes à 65,8% et la formation technique à 28,0%. Toujours dans ce contexte vis-à-vis des autres centres urbains, on constate que les pourcentages sont relativement élevés dans le registre d'activité et dans l'accès aux machines modernes (94,9% et 93,1%) respectivement contre seulement 34,4% de la formation. Technique.

La situation est la même dans les milieux rurales, les pourcentages sont très élevés dans le registre des activités et l'accès aux machines modernes (85,5% et 76,3%) et la formation technique représente environ 38,0% (voir tableau ci-dessous).

Tableau 14.5 : Appuis souhaités par les UPI dans le domaine technique, légal et divers, Guinée Bissau, 2017/2018

		Formation technique	Accès à des Machines modernes	Enregistrement de votre activité
Milieu de résidence et secteur d'activité				
SAB	Industrie	49,8	84,4	74,6
	Commerce	21,7	59,0	68,9
	Service	21,1	59,7	73,8
	Ensemble	28,0	65,8	71,3
Autres urbains	Industrie	44,0	100,0	98,7
	Commerce	32,2	91,1	94,6
	Service	35,7	100,0	91,2
	Ensemble	34,4	93,1	94,9
Rural	Industrie	43,5	84,4	80,5
	Commerce	33,5	72,9	86,7
	Service	49,7	78,4	88,0
	Ensemble	37,8	76,3	85,5
Guinée-Bissau	Industrie	46,1	87,2	81,6
	Commerce	29,3	75,0	84,6
	Service	34,7	74,9	83,3
	Ensemble	33,5	77,6	83,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

14.3. Perspectives de l'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI

Come l'accès aux crédits est l'une des solutions envisagées par les CUPI, il est intéressant de savoir à quoi peut servir un éventuel crédit.

Les données du tableau 14.6, présentent les perspectives d'utilisation du crédit par les UPI en Guinée-Bissau.

Les chefs d'unité de production informelles affirment qu'un éventuel crédit va servir à accroître le stock des matières premières (43,5% des CUPI), notamment 37,4% dans l'industrie, 48,9% dans le commerce et 26,6% dans le service. Par ailleurs, ils estiment pouvoir ouvrir un autre établissement dans le même secteur (12,8%) dont 13,7% dans l'industrie, 13,1% dans le commerce et 9,8% dans le service. Enfin, ce éventuel crédit peut permettre d'améliorer le local dans lequel s'exerce l'activité avec 10,6% des CUPI, particulièrement dans le secteur du service(18,7%) que dans le commerce (9,7%) et l'industrie (8,%).

Selon les milieux de résidence, il a été constaté que l'Accroître votre stock de matières premières enregistrerait des pourcentages élevés à la fois en SAB, ainsi que dans les autres centres urbains et dans les zones rurales, avec respectivement 33,9%, 48,1% et 49,2%.

Tableau 14.6 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Que feriez-vous en priorité si vous pouviez bénéficier d'un crédit pour votre activité ?									Effectif
	Accroître votre stock de matières premières	Améliorer le local, emplacement	Améliorer vos machines, mobilier, outils	Embaucher	Engager des dépenses en dehors de l'établissement	Ouvrir autre établissement dans la même activité	autre établissement dans autre activité	Autre	Total	
SAB										
Industrie	31,8	3,9	16,1	1,9	2,7	16,9	1,4	25,3	100	8 899
Commerce	37,9	11,5	2,2	0,9	0,1	15,3	-	32	100	23 727
Service	22,2	19	18	1,8	-	14,2	-	24,8	100	6 573
Ensemble	33,9	11,1	8	1,3	0,7	15,5	0,3	29,3	100	39 199
Autres urbains										
Industrie	39,5	20,5	5,3	-	1,3	20,9	-	12,5	100	3 679
Commerce	53,2	11,8	0,8	-	1,3	16,6	-	16,7	100	18 300
Service	23,3	32,7	29,1	-	1,3	9,6	0,7	4,6	100	2 503
Ensemble	48,1	15,3	4,4	-	1,3	16,5	0,1	14,9	100	24 482
Rural										
Industrie	41,6	7,9	12,8	3,7	1,3	8,3	0,9	24,6	100	10 138
Commerce	54,9	6,9	3,6	0,5	1,3	9,1	0,4	23,7	100	30 033
Service	32,9	11,4	18,2	-	1,3	4,9	3,7	26,1	100	5 790
Ensemble	49,2	7,7	7,5	1,2	1,3	8,4	0,9	24,2	100	45 961
Guinée-Bissau										
Industrie	37,4	8,4	12,9	2,4	1,3	13,7	0,9	22,9	100	22 716
Commerce	48,9	9,7	2,4	0,5	1,3	13,1	0,2	24,7	100	72 060
Service	26,6	18,3	19,9	0,8	1,3	9,8	1,5	21,9	100	14 867
Ensemble	43,5	10,6	7	0,9	1,3	12,8	0,5	23,9	100	109 643

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Pour les chefs d'unités de production informelles qui pensent ouvrir un autre établissement, on veut déterminer le secteur privilégié. Globalement en dehors des 39,4% des CUPI qui n'ont pas pu préciser le secteur, la majorité des CUPI (58,9%) veulent investir dans le secteur primaire, surtout les CUPI du secteur des services (2,3%), suivis de ceux de l'industrie (52,3%) et du commerce 7,8%.

Tableau 14.7 : Secteurs dans lesquels l'UPI ouvrirait un autre établissement si elle bénéficiait d'un crédit potentiel, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Branche d'activité SI					Effectif
	Primaire	Secondaire	Service	Pas précisée	Total	
Industrie	52,3	-	-	- 47,7	100	405
Commerce	47,8	-	-	- 52,2	100	447
Service	92,3	7,7	-	-	100	230
Guinée-Bissau	58,9	1,6	-	- 39,4	100	1 082

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

GOVERNANCE, PAIX ET SECURITE

Au début des années 90, de nombreux pays du continent ont adopté la démocratie comme système de gouvernance. La survenance des crises socio politiques, la mobilisation citoyenne axée sur la recevabilité des institutions et l'amélioration de l'accès aux services publics ont amené les gouvernements à faire de la consolidation et de la création des institutions de contrôle et de régulation un enjeu majeur de l'action gouvernementale. L'agenda post 2015, et le passage des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) aux Objectifs de développement durable (ODD) est un élément essentiel du contexte international de développement où l'attention est marquée sur la qualité des institutions et de la gouvernance. À cela s'ajoutent les préoccupations relatives à la paix et à la sécurité, qui sont des questions émergentes au regard des menaces sécuritaires qui posent sur nos sociétés.

Le processus de réformes en vue de la consolidation de l'état de droit engagé depuis plusieurs années dans de nombreux pays peine dans le suivi et l'évaluation faute de l'existence de méthodologie harmonisée et de donnée actualisées. Face à ce besoin, sous l'égide de l'Union Africaine (UA), l'initiative GPS-SHaSA, qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie d'harmonisation de la statistique en Afrique (SHaSA), a développé des outils de mesure de la gouvernance paix et sécurité (GPS), à l'attention des instituts nationaux de la statistique (INS) des pays du continent. Le module GPS de l'enquête ERI ESI est la mise en œuvre de cette initiative dont les résultats font l'objet de cette partie intitulée volet GPS du rapport d'analyse de l'enquête.

Les résultats du volet GPS sont structurés en cinq chapitres. Les aspects relatifs à la démocratie et aux droits de l'homme font l'objet du premier chapitre. Les résultats des thématiques liées à la qualité des institutions et corruption, à l'état de la gouvernance, à la paix et sécurité sont respectivement présentés aux chapitres 2, 3 et 4. À partir des résultats de tous les domaines susmentionnés, l'indice GPS a été créé. Le profil de cet indice boucle le volet GPS.

Chapitre 15 DEMOCRATIE ET DROIT DE L'HOMME

Résultats clés

- Plus moitiés (54,2%) de la population de 18 ans ou plus sont satisfaites du fonctionnement de la démocratie. Les femmes étaient légèrement plus satisfaites du fonctionnement de la démocratie (54,9%) que les hommes (53,5%). De plus cette population se montre fondamentalement opposée à toute forme de régime autoritaire, qu'il soit dirigé par un «Homme fort» (23,9%) qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections» ou par l'armée (14,8%)
- 67,9% de la population en âge de voter pensent que les droits de l'homme sont bien respectés avec de différence d'appréciation selon le milieu de résidence : 82,3% en milieu urbain contre 68,8% en milieu rural
- La valeur de l'indice droits de l'homme et participation 0,553 est relativement moyenne et est beaucoup plus portée par l'absence de discrimination et d'inégalité de sexe dont l'indice est de 0,745 et l'indice des droits civil et politiques établi à 0,609. En revanche dans le domaine de la participation à la vie politique, au regard de la valeur de l'indice, 0,478 ; des efforts restent à faire.
- Dans le domaine des droits de l'homme et participation, ce sont la liberté de religion (0,792), la liberté politique (0,717), le droit sociaux des femmes (0,745) et l'absence de discrimination (0,745) qui recueillent la meilleure satisfaction. La participation à la vie politique (0,325) est à la traîne dans l'amélioration des droits de l'homme et de participation citoyenne et politiques.

Depuis plus d'une dizaine d'années, de nombreux pays du continent ont entrepris des réformes pour la consolidation de la démocratie qu'ils ont adopté comme système de gouvernance depuis les années 1990. Globalement, il est attendu de ces réformes que les institutions publiques appliquent de manière accrue les principes de gouvernance démocratique et des droits de l'homme.

Ce chapitre rend compte des résultats relatifs à l'opinion de la population sur le fonctionnement et le respect des principes fondamentaux de la démocratie de même que ceux des droits de l'homme. Il met également en exergue le choix des principes que les populations jugent essentiels. Les principaux résultats du chapitre se présentent comme suit :

15.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs

Quand on les interroge sur leur niveau de satisfaction du fonctionnement de la démocratie, la plupart des Bissau Guinéens se prononcent qu'ils sont satisfait. Plus moitiés (54,2%) sont «tout à fait satisfait du fonctionnement de la démocratie» Selon le milieu de la résidence 61,7% ont répondu qu'ils étaient satisfaits en milieu urbain contre 48,4% en milieu rural. Les femmes étaient légèrement plus satisfaites du fonctionnement de la démocratie (54,9%) que les hommes (53,5%). Parmi les différents niveaux d'éducation, le secondaire était plus satisfait du fonctionnement de la démocratie, avec plus moitiés (57,7%) des répondants.

Non seulement le soutien à la démocratie en général ne fait aucun doute, mais ce type de système politique est de loin plus apprécié que tout autre mode de représentation (tableau 15.1). Outre la démocratie, trois autres types de régimes ont été proposés à l'appréciation de la population. Celle-ci se montre fondamentalement opposée à toute forme de régime autoritaire, qu'il soit dirigé par un «Homme fort» (23,9%) qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections» ou par l'armée (14,8%). Plus d'un cinquième des personnes interrogées (23,9 % pour l'hypothèse d'un « homme fort », 49,6% pour que ce soient des technocrates, et non des hommes politiques, qui décident ce qui est bon pour le pays

et 14,8% % pour un régime militaire). Cette importance relative en faveur des technocrates s'expliquerait l'instabilité qui vient des partis politiques, de leurs dirigeants ces dernières années.

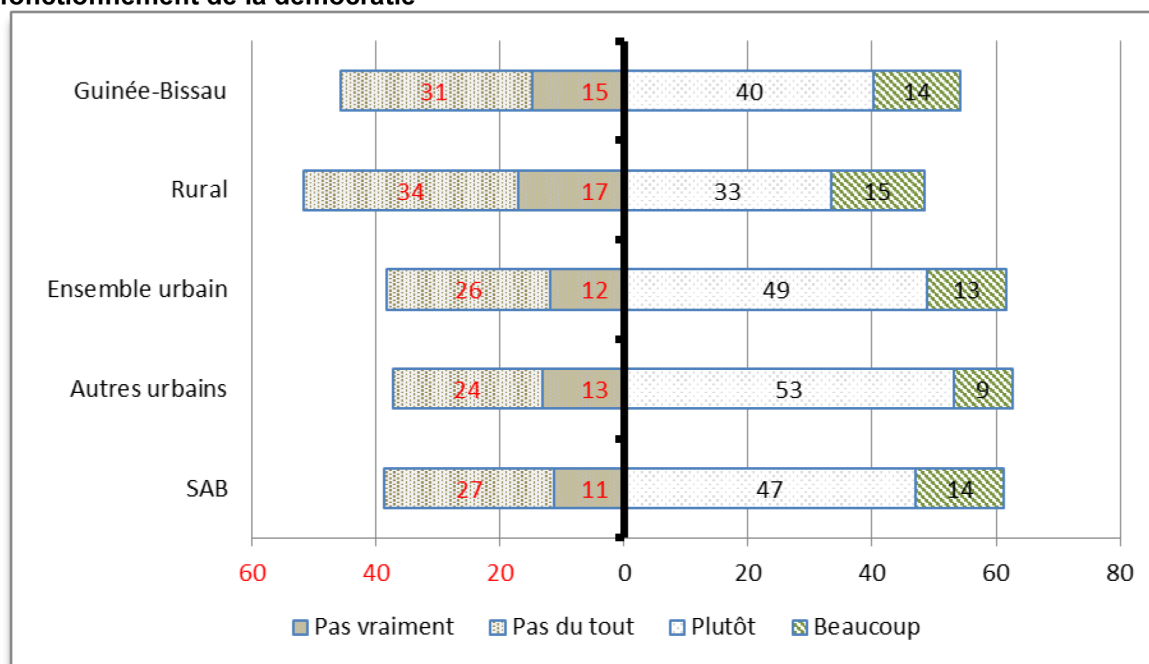
Tableau 15.1 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur le fonctionnement de la démocratie et sur les différents systèmes politiques pour gouverner le pays selon les caractéristiques sociodémographiques (G3 et G4)

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie	Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections	Que ce soient des technocrates, et non des hommes politiques, qui décident ce qui est bon pour le pays	Que l'armée dirige le pays	Avoir un système politique démocratique	Effectif
Sexe						
Homme	53.5	23.9	49.2	15.2	78.5	332 684
Femme	54.9	23.9	50.0	14.6	77.9	391 771
Groupe d'âge						
18-24 ans	54.9	26.9	50.5	17.9	78.7	161 550
25-34 ans	54.8	24.9	49.8	14.5	77.9	208 543
18 - 34 ans	54.9	25.8	50.1	16.0	78.3	370 093
35-44 ans	53.9	22.3	48.8	13.5	78.7	145 274
45-54 ans	53.6	21.9	47.9	12.4	78.1	90 736
55 ans et Plus	53.2	21.6	50.3	14.8	77.5	118 351
35 ans et plus	53.6	22.0	49.1	13.6	78.1	354 361
Niveau d'instruction						
Aucun	52.7	21.1	46.4	12.0	74.0	338 229
Primaire	55.2	24.8	51.9	15.9	81.4	281 014
Secondaire	57.7	29.8	53.5	21.6	82.6	86 830
Supérieur	52.1	33.9	55.2	20.3	85.4	18 382
Milieu de résidence						
SAB	61.3	36.3	55.5	23.9	82.5	228 224
Autres urbains	62.6	24.0	58.8	15.5	84.3	91 623
Ens. Urbain	61.7	32.8	56.4	21.5	83.0	319 847
Rural	48.4	16.9	44.2	9.6	74.4	404 608
Guinée-Bissau	54.2	23.9	49.6	14.8	78.2	724 454

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

De même, selon le graphique 15.1 (ci-dessous), la population Bissau guinéenne a une bonne opinion du fonctionnement de la démocratie (54,2%) dont, 14,0 % ont répondu « beaucoup » pendant que 40,2 % se disent « plutôt ». Selon le milieu de résidence, la population urbaine a une bonne opinion du fonctionnement de la démocratie (62%) et dans la ville de Bissau (61%), à l'opposé la population rurale n'a pas une bonne opinion avec seulement 48% de favorable.

Graphique 15.1 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Une série de questions ont été posées pour avoir l'opinion de la population sur les principes de la démocratie qui sont essentielles et ceux qui sont respectés. Sur les neufs principes retenus (tableau 15.2), on peut affirmer avec la population que :

82,3% de la population pensent que la liberté d'expression est essentielle pour la démocratie avec peu de différence selon le sexe (hommes à 82,5% et les femmes 82,2%). mais seulement 54,8% de la population pensent que cette liberté d'expression est respectée, notamment plus chez les femmes (55,2%) que les hommes (54,3%). cette proportion diminue quand le niveau d'instruction de la population passe de sans instruction (56,2%) au niveau du supérieur (46,2%) et il y a peu de différence selon l'âge et le milieu de résidence de la population.

Aussi, cette population (83,5%) pense que la liberté de presse est essentielle aussi à la démocratie avec peu de différence selon les caractéristiques sociodémographiques et seulement 54,7% d'entre elles pensent que cette liberté est respectée, plus les femmes (55,2%) que les hommes (54,2%) et ce sentiment diminue avec le niveau d'instruction passant de 56% pour les personnes sans instruction à 47,7% pour celles ayant atteint le supérieur.

On peut globalement observer que pour les neuf indicateurs de la démocratie retenus, tous sont considérés essentiels par huit citoyens sur dix. Seulement moins des deux tiers des Bissau Guinéen considèrent que les neufs principes essentiels sont respectés. Cet écart fournit une mesure du chemin encore à parcourir sur la voie de la consolidation démocratique en Guinée-Bissau. Au milieu urbain 58,4% considère que l'égalité devant la loi jamais ou parfois respectée et 48,7% dénoncent l'existence de discriminations.

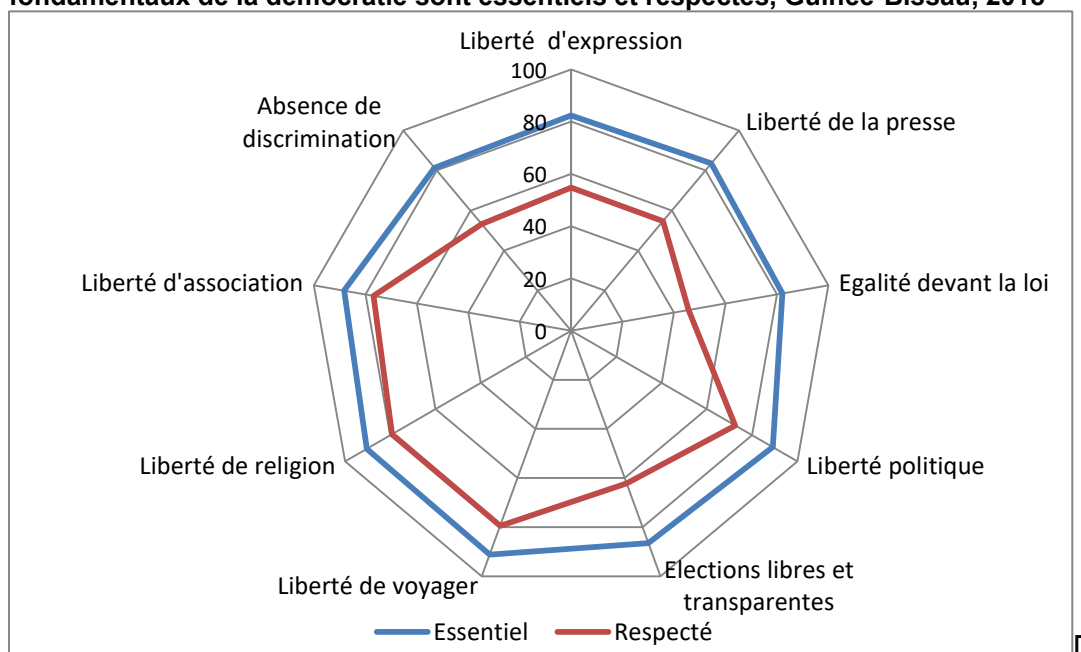
Tableau 15.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés selon les caractéristiques sociodémographiques

Caractéristiques sociodémographiques	Liberté d'expression		Liberté de la presse		Egalité devant la loi		Liberté politique (choix de son parti)		Elections libres et transparentes		Liberté de voyager		Liberté de religion		Liberté d'association		Absence de discrimination		Effectif
	Respecté	Fssentiel	Respecté	Fssentiel	Respecté	Fssentiel	Respecté	Fssentiel	Respecté	Fssentiel	Respecté	Fssentiel	Respecté	Fssentiel	Respecté	Fssentiel	Respecté	Fssentiel	
	82.5	54.3	83.4	54.2	82.2	44.7	89.4	72.8	86.9	62.1	91.6	80.1	90.7	79.6	88.8	77.4	81.5	53.2	332 684
Sexe																			
Homme	82.2	55.2	83.6	55.2	82.1	46.4	88.9	72.4	86.3	62.3	90.9	79.0	90.2	78.8	87.9	76.4	81.4	53.4	391 771
Femme																			
Groupe d'âges																			
18-24 ans	81.7	55.4	82.7	55.2	81.3	45.1	88.6	74.9	86.3	64.3	91.4	81.5	90.1	80.8	88.3	79.1	80.8	54.0	161 550
25-34 ans	81.3	54.2	82.8	54.8	81.4	45.8	88.8	73.3	86.4	62.6	91.6	80.2	90.8	80.1	88.9	77.7	81.8	53.7	208 543
18 - 34 ans	81.5	54.7	82.7	55.0	81.4	45.5	88.7	74.0	86.4	63.3	91.5	80.8	90.5	80.4	88.7	78.3	81.4	53.8	370 093
35-44 ans	82.7	53.8	84.3	53.9	82.5	45.0	88.9	70.8	86.3	61.1	90.7	79.0	90.2	78.8	87.6	75.6	81.0	52.6	145 274
45-54 ans	82.3	54.8	83.5	55.3	83.0	47.4	89.5	71.0	87.3	61.2	90.8	77.9	90.3	77.8	87.9	75.4	81.9	54.0	90 736
55 ans et Plus	84.5	56.2	85.1	54.5	83.3	45.5	90.4	71.4	87.0	60.6	91.3	77.2	90.4	76.8	88.4	75.0	81.6	52.1	118 351
35 ans et plus	83.2	54.9	84.4	54.4	82.9	45.8	89.6	71.1	86.8	61.0	90.9	78.1	90.3	77.9	87.9	75.3	81.5	52.8	354 361
Niveau d'instruction																			
Aucun	82.8	56.2	84.3	56.0	82.7	48.0	89.2	71.6	85.9	61.2	90.3	77.6	89.8	77.7	86.6	74.6	81.2	53.7	338 229
Primaire	82.8	56.4	83.6	56.4	83.0	46.1	89.4	74.7	87.6	64.3	91.8	81.7	91.1	81.2	89.8	79.6	82.7	54.3	281 014
Secondaire	79.2	46.0	80.2	46.0	77.1	37.8	88.0	69.6	85.4	59.2	92.5	78.9	90.0	77.3	88.8	75.6	77.7	49.0	86 830
Supérieur	81.8	46.2	83.8	47.7	80.9	33.6	89.0	72.0	88.8	61.0	93.1	82.6	94.1	83.7	93.7	83.3	83.9	50.5	18 382
Milieu de résidence																			
SAB	78.8	47.1	79.5	48.1	76.1	39.2	86.5	70.5	84.5	61.0	92.2	81.7	90.6	80.9	89.7	79.6	78.4	51.5	228 224
Autres urbains	81.6	56.5	82.9	54.8	87.3	47.4	91.7	71.9	91.1	63.2	92.1	76.1	91.6	75.8	90.1	73.4	79.7	50.5	91 623
Ens. Urbain	79.6	49.8	80.5	50.0	79.3	41.6	88.0	70.9	86.4	61.6	92.1	80.1	90.9	79.4	89.8	77.8	78.8	51.2	319 847
Rural	84.4	58.7	85.9	58.4	84.4	48.9	90.1	73.9	86.7	62.6	90.5	79.0	90.0	78.9	87.1	76.1	83.5	55.0	404 608
Guinée-Bissau	82.3	54.8	83.5	54.7	82.1	45.6	89.1	72.6	86.6	62.2	91.2	79.5	90.4	79.2	88.3	76.9	81.4	53.3	724 454
Quintile de niveau de vie																			
Le plus pauvre	80.6	57.4	82.6	56.9	81.6	43.8	88.4	75.7	83.5	58.9	90.0	83.1	89.5	82.8	85.6	79.1	80.2	50.8	123 243
Second																			
Moyen	83.2	59.4	84.5	59.5	83.2	48.9	89.9	76.1	87.6	65.9	91.5	81.8	91.0	81.7	89.0	79.8	84.6	57.3	132 009
Quatrième	83.6	57.3	84.1	57.1	83.3	49.5	90.5	72.5	87.7	64.0	92.9	80.0	91.3	79.2	89.2	77.0	81.5	55.0	143 633
Le plus riche	82.0	48.5	83.5	49.5	82.7	42.2	88.9	69.9	87.3	60.0	91.6	77.5	90.3	76.9	88.9	74.7	81.4	52.8	154 780
Le plus riche	82.1	52.9	83.1	52.2	80.2	44.3	88.2	70.1	86.4	62.2	90.1	76.5	89.9	76.5	88.4	74.8	79.7	51.0	170 789

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Le graphique 15.3 (ci-dessous) permet de visualiser l'écart qu'il y a entre le sentiment d'essentiel de ces indicateurs de la démocratie et le sentiment qu'ils sont respectés. Selon eux, par essence une démocratie se doit d'assurer l'organisation « d'élections libres et transparentes », « la liberté d'expression », « la liberté de la presse » et « la liberté politique (choix de son parti) », mais également « la liberté de culte », « la liberté d'association » et « la liberté de voyager ». Mais c'est aussi dans une moindre mesure « l'égalité devant la loi » et « l'absence de discrimination ». Si on agrège l'ensemble des neuf caractéristiques, une bonne majorité (86,1 %) en moyenne de la population considère qu'elles sont toutes essentielles pour la démocratie. Comme on pouvait s'en douter, les libertés économiques (« l'égalité devant la loi » et « l'absence de discrimination ») se placent largement au bas de la hiérarchie des droits respectés (« toujours » ou « souvent » avec 45,6%et 53,3% respectivement. La liberté de la presse et d'expression ne sont pas complètement non plus considérées comme respectées pour 54,7% de la population adulte de la Guinée-Bissau.

Graphique 15.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés, Guinée-Bissau, 2018



Source : _Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Le tableau 15.3 (ci-dessous), au total, 15,1% des Bissau Guinéens considèrent que les neuf principes essentiels ne sont pas respectés. 34,9% considère «Absence de discrimination» respectés, seulement 2,3% de la population adulte considère la «liberté de la presse» respectée. Par milieu résidence, en zone rurale où l'on considère qu'aucun de ces 9 principes n'a été respecté, avec 16,0%. Le rejet sur le respect des neuf principes fondamentaux chez les individus des 55 ans et plus représente 17,2%. Par niveau d'instruction les cadres supérieurs étaient plus conscients du respect des neuf principes.

Tableau 15.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon le nombre de principes fondamentaux respectés par caractéristiques sociodémographiques

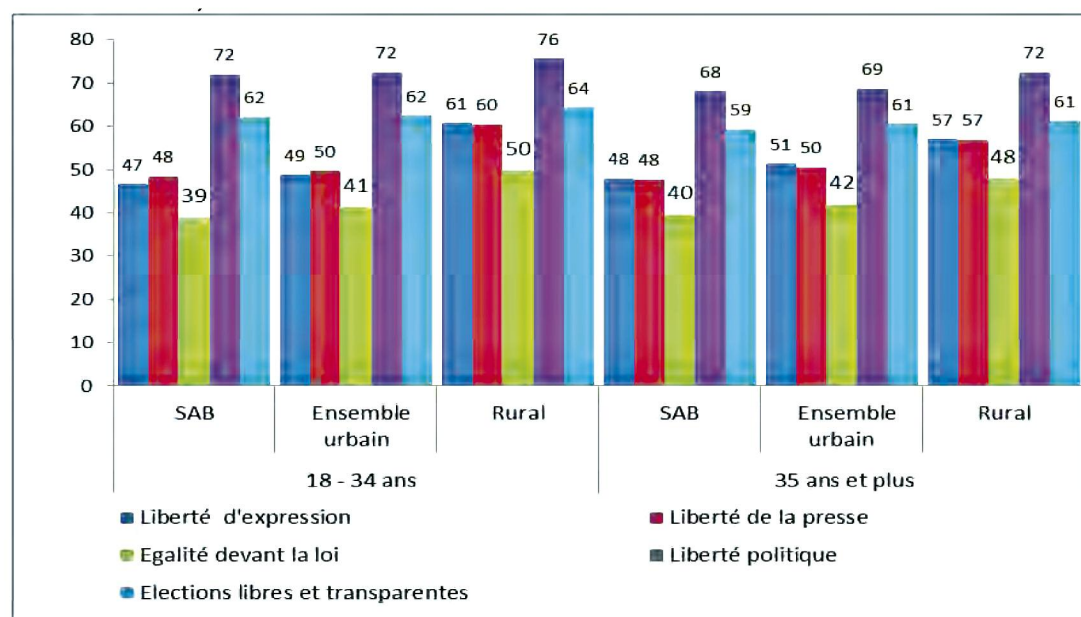
Caractéristiques sociodémographiques	Nombre de principes respectés											Effectif
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total	
Sexe												
Homme	14.8	3.1	1.9	4.7	8.1	7.0	9.0	9.1	8.3	33.9	100.0	332 684
Femme	15.4	2.9	2.7	5.2	7.6	6.0	7.2	8.5	8.9	35.6	100.0	391 771
Groupe d'âges												
18-24 ans	12.9	3.4	2.4	4.6	7.9	7.0	8.8	10.4	8.1	34.7	100.0	161 550
25-34 ans	14.3	3.0	2.0	4.9	8.0	6.9	9.3	8.2	9.5	33.9	100.0	208 543
35-44 ans	15.8	3.0	2.4	4.8	8.5	6.6	7.8	8.4	8.6	34.2	100.0	145 274
45-54 ans	16.9	2.5	2.6	5.4	7.3	5.5	7.0	7.6	7.7	37.5	100.0	90 736
55 ans et Plus	17.2	3.0	2.5	5.6	6.9	5.6	6.0	9.0	8.7	35.6	100.0	118 351
Niveau d'instruction												
Aucun	17.1	2.6	2.5	5.6	7.0	5.3	6.4	7.4	8.2	38.0	100.0	338 229
Primaire	12.9	3.3	2.1	4.2	8.2	6.3	9.1	10.0	9.4	34.5	100.0	281 014
Secondaire	15.0	4.2	2.7	5.1	8.5	11.1	9.6	9.8	7.6	26.5	100.0	86 830
Supérieur	13.0	1.1	1.3	4.0	12.6	9.6	14.7	11.5	11.0	21.0	100.0	18 382
Milieu de résidence												
SAB	12.0	4.4	2.6	5.5	9.1	10.1	10.7	9.2	9.5	26.8	100.0	228 224
Autres urbains	18.9	2.4	2.1	3.6	6.6	5.6	6.7	9.1	10.5	34.4	100.0	91 623
Ens. Urbain	14.0	3.8	2.4	5.0	8.4	8.8	9.6	9.2	9.8	29.0	100.0	319 847
Rural	16.0	2.4	2.2	5.0	7.3	4.6	6.8	8.5	7.7	39.5	100.0	404 608
Guinée-Bissau	15.1	3.0	2.3	5.0	7.8	6.4	8.0	8.8	8.7	34.9	100.0	724 454

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Une analyse selon les grands groupes, nous montre qu'il n'y a pas une grande différence dans l'appréciation de la démocratie entre les jeunes (18-34 ans) et les adultes (35 ans ou plus).

Le Graphique 15.4 ci-après représente d'une part l'opinion des jeunes de 18-34 ans d'une part (et d'autre part, celles des 35 ans et plus sur le respect des principes fondamentaux de la démocratie selon leur milieu de résidence. L'analyse de ce graphique révèle qu'il existe très peu de disparité entre les deux groupes d'âge. Par contre, au sein du même groupe d'âge, les proportions observées dans les milieux ruraux sont plus importantes que celles observées dans les milieux urbains.

Graphique 15.3 : Pourcentage des individus de 18 à 34 ans et de 35 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés par milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017/2018



15.2. Droit de l'homme

Une des fonctions de la démocratie est de garantir le respect des droits de l'homme (tableau 15.4). De ce point de vue, de sérieux progrès restent à faire. Une peu plus des deux tiers (67%) des Bissau guinéens pensent que le droit de l'homme est respecté dans le pays (à peine plus d'un vingtième des Bissau-Guinéens (20,6 %) pensent que les droits de l'homme sont toujours respectés et 47,3 % qu'ils le sont souvent). Un Bissau Guinéen sur cinq (23,6 %) se plaint que les droits de l'homme ne sont pas du tout respectés. Evidemment, les plus critiques sur le fonctionnement démocratique sont aussi les plus critiques sur les droits de l'homme. L'exigence supérieure des résidents en Guinée-Bissau urbain se retrouve aussi, où seuls 14,2 % estiment que les droits de l'homme sont toujours respectés contre près de 25,7 % en milieu rural. Ces résultats vont aussi dans le même sens selon le niveau d'éducation, sans niveau, primaire, secondaire et supérieur avec : 23,8%, 19,3%, 14,3%, 10,4% respectivement.

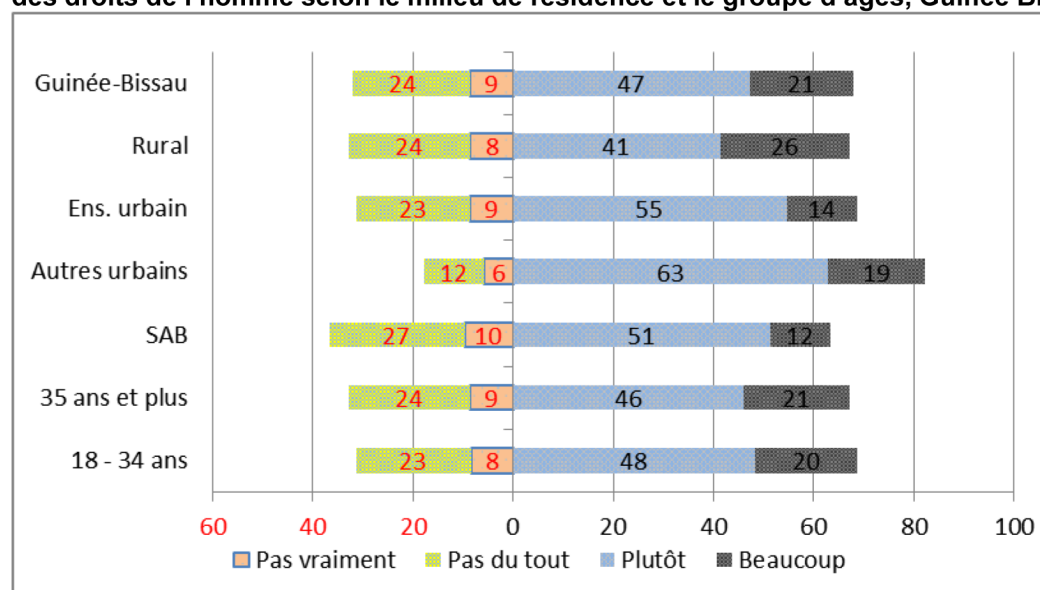
Tableau 15.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques

Caractéristiques sociodémographiques	Les opinions des individus de 18 ans et plus sur les droits de l'homme sont-elles respectées?				Total	Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout		
Sexe						
Homme	19,8	47	8,5	24,7	100	332 684
Femme	21,3	47,5	8,5	22,7	100	391 771
Groupe d'âges						
18-24 ans	18,6	49,8	7,5	24,1	100	161 550
25-34 ans	21,6	47,3	9	22,2	100	208 543
35-44 ans	22,4	45,5	8,5	23,6	100	145 274
45-54 ans	19,7	46,3	9,5	24,4	100	90 736
55 ans et Plus	20,2	46,7	8,2	24,8	100	118 351
Niveau d'instruction						
Aucun	23,8	44,1	8,7	23,3	100	338 229
Primaire	19,3	49,7	8,3	22,7	100	281 014
Secondaire	14,3	51,2	7,9	26,6	100	86 830
Supérieur	10,4	49,1	10,1	30,3	100	18 382
Milieu de résidence						
SAB	12,1	51,3	9,6	27	100	228 224
Autres urbains	19,3	63	5,8	11,8	100	91 623
Ens. Urbain	14,2	54,6	8,6	22,6	100	319 847
Rural	25,7	41,4	8,5	24,4	100	404 608
Guinée-Bissau	20,6	47,3	8,5	23,6	100	724 454

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Le graphique 15.4 montre que 68% de la population pensent que les droits de l'homme sont respectés en Guinée Bissau et il n'y a pas une différence notable entre les jeunes de 18-34 ans (68%) et les adultes de 35 ans ou plus (67%) et selon le milieu de résidence les personnes du milieu rural sont à 67% alors que celles du milieu sont à 69%.

Graphique 15.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon le milieu de résidence et le groupe d'âges, Guinée Bissau, 2017/2018



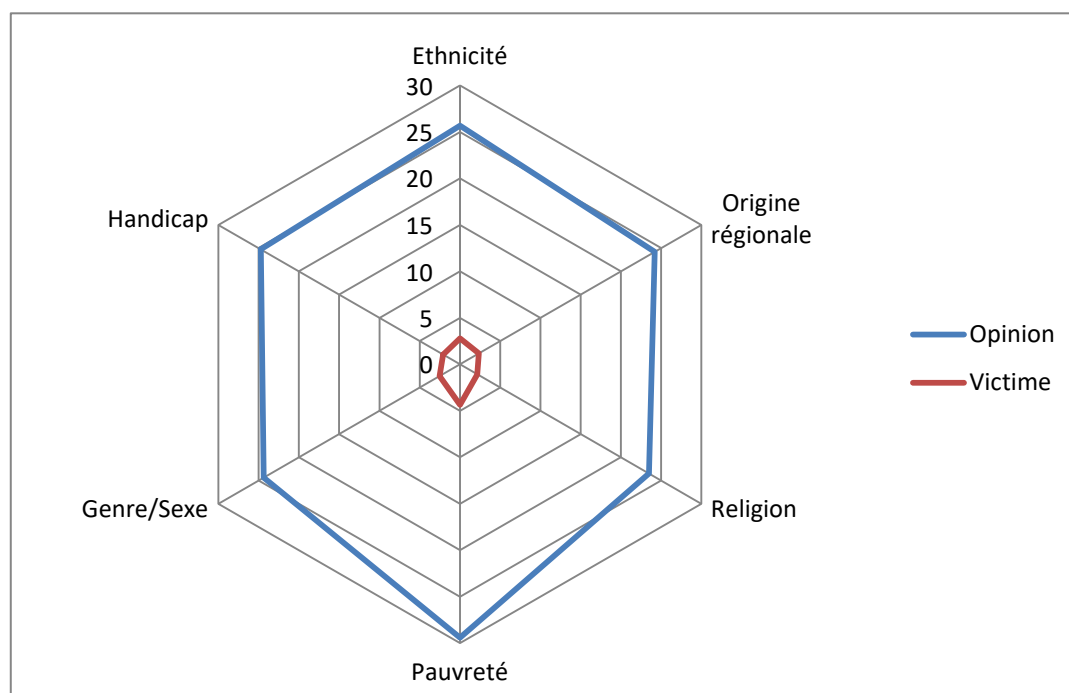
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

L'égalité devant la loi est directement liée à la question des discriminations, sans lui être complètement équivalente. Si, dans un sens, il ne peut y avoir égalité devant la loi si cette dernière traite différemment les individus, au contraire il peut exister des discriminations dont l'origine n'est ni dans la loi (de jure) ni dans son application (de facto), comme par exemple dans la vie courante. Les facteurs de discrimination sont multiples, et six critères principaux ont été interrogés dans l'enquête. Globalement, la perception des discriminations est plus forte que l'expérience qui est plutôt un phénomène de basse intensité en Guinée-Bissau. En effet Graphique 15.6 ci-dessus, montre que 29,4 % des Bissau Guinéens affirment qu'il existe des discriminations dans le pays suivant la situation économique (et pauvreté), ce qui constitue ainsi le principal critère d'iniquité de traitement des individus.

Parallèlement, «seulement» 4,4% affirment avoir été victime de discriminations (Graphique 15.3). La perception des discriminations basées sur l'origine ethnique, origine régionale ou Religion arrivent en second (avec respectivement 25,7 %, 24,2% et 23,5%), devant les discriminations suivant Handicap et de Genre/Sexe (respectivement 24,7% et 24,4%). Quel que soit le type de discriminations, 7,4% des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit. Les adultes (25,3%) pensent qu'il existe au moins une forme de discrimination, ce qui signifie en contrepartie que seulement 74,7% n'en identifient aucune.

Au-delà de la perception, il convient de se poser la question des discriminations effectives, en termes d'expérience objective. Sans être négligeable, la proportion de personnes ayant été victimes de discrimination est faible. Elle n'atteint jamais 5%, mais les discriminations en fonction du statut économique, encore une fois les plus répandues et dont 4,4% disent avoir personnellement soufferts. A l'exception de la stigmatisation économique qui est la plus élevée aussi bien dans la perception que dans le vécu, toutes les autres formes de discrimination changent de rang entre les deux situations. La marginalisation ethnique et celle liée à la nationalité affecte 2,8% des résidents de la Guinée-Bissau, tandis que un peu moins de 3% d'entre eux déclarent avoir été discriminés du fait de leur Genre/Sexe. En combinant ces différentes dimensions, 2,7% des Bissau Guinéens disent avoir été eux-mêmes victimes d'au moins l'une de ces formes, ce qui est loin d'être négligeable selon le Graphique 15.3.

Graphique 15.5 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a discrimination et pourcentage ayant subi des discriminations par sources de discrimination, Guinée-Bissau, 2017/2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Paradoxalement, les hommes sont à la fois plus nombreux à dénoncer l'existence de discriminations mais aussi à en faire l'expérience. Par exemple, ils perçoivent des discriminations sur la base de l'avis situation économique (Pauvreté) fréquentes à près de 29,9 % contre 29,0 % chez les femmes. Ils se disent en être victimes dans plus de 4,5 % des cas contre 4,2 % chez les femmes. Pour les discriminations ethniques, ils sont près de 2,6 % à en avoir été victimes dans les douze derniers mois contre près de 2,9 % pour les femmes. Malgré tout, l'opinion et le vécu des femmes ne diffèrent pas sensiblement de ceux des hommes dans le domaine des discriminations. Les écarts sont inférieurs à un point de pourcentage.

15.3. Indice des droits de l'homme et participation

Au cours de ces dernières années, un nombre croissant d'acteurs nationaux et internationaux, notamment des défenseurs des droits de l'homme et des responsables de l'élaboration de politiques publiques, ont demandé des indicateurs qui puissent être utilisés pour l'évaluation et le renforcement de la réalisation des droits de l'homme. L'Indice se veut un outil de sensibilisation aux recommandations émises par ces mécanismes en matière de droits de l'homme et a pour but d'aider les Etats, institutions nationales des droits de l'homme. Il permet à l'utilisateur de s'informer sur les questions touchant aux droits de l'homme à travers le monde et d'appréhender l'évolution de l'interprétation juridique du droit international des droits de l'homme au cours des dernières années. L'enquête enquête sur l'emploi et secteur informel (ERI-ESI) nous a permis de répondre à certaines préoccupations en matière de droits de l'homme.

Selon le tableau 15.5 ci-dessus, l'Indice des droits de l'homme et participation en Guinée-Bissau, correspond à 0,553, cela montre que le pays a encore beaucoup de chemin à parcourir. En ce qui concerne le milieu de résidence, la zone urbaine comptait 0,547 contre 0,557 de la zone rurale. L'indice d'absence de discrimination et d'inégalités de sexe est plus élevé (0,745), et ça explique en quelque sorte la rectification des conventions en la matière, suivi de Droits civils et politiques avec 0,609. L'indice

de participation inférieur à moite, avec 0.478. Entre le sexe l'écart des indices de Droits civils et politiques et de Participation est très faible inférieur 0,1 avec (0,614 pour l'homme, 0,586 pour femme) et (0,477 pour l'homme, 0,487 pour femme), respectivement.

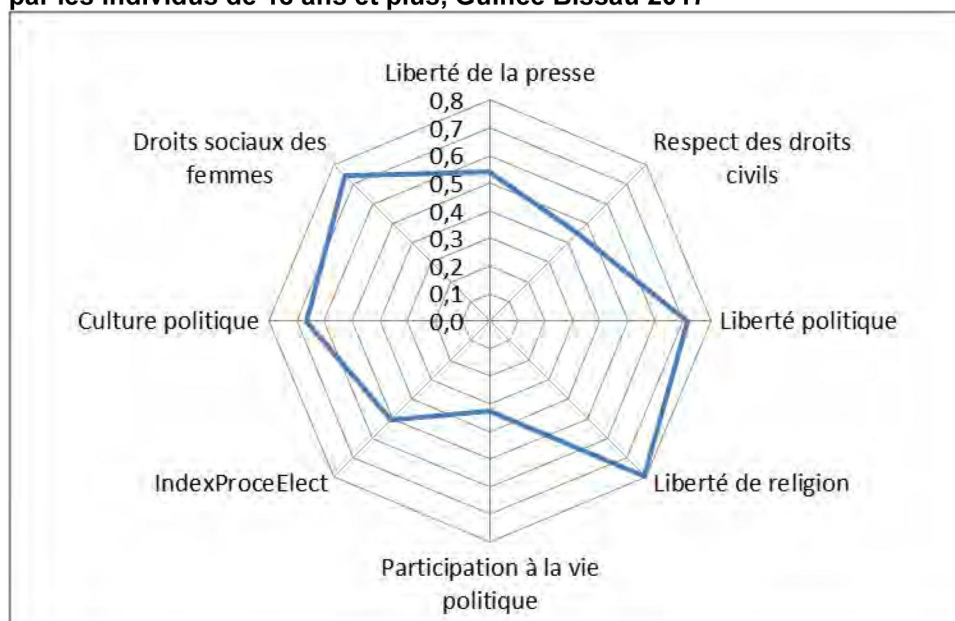
Tableau 15.5 : Indice d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Indice des Droits de l'homme et participation
Sexe				
Homme	.614	.477	.745	.553
Femme	.586	.487	.745	.550
Groupe d'âges				
18 - 34 ans	.636	.490	.750	.568
35 - 59 ans	.610	.482	.744	.555
60 ans et plus	.595	.467	.745	.542
Niveau d'instruction				
Aucun	.605	.463	.743	.542
Primaire	.625	.490	.751	.565
Secondaire	.557	.482	.727	.536
Supérieur	.628	.516	.761	.582
Milieu de résidence				
SAB	.566	.482	.722	.538
Autres urbains	.611	.512	.736	.571
Ens. urbain	.578	.490	.726	.547
Rural	.633	.469	.761	.557
Guinée-Bissau	.609	.478	.745	.553

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

S'intéressant aux divers aspects des droits de l'homme et participation (Erreur ! Source du renvoi introuvable.), ce sont la liberté de religion (0,792), la liberté politique (0,717), le droit sociaux des femmes (0,745) et l'absence de discrimination (0,745) qui recueillent la meilleure satisfaction. La participation à la vie politique (0,325) est à la traîne dans l'amélioration des droits de l'homme et de participation citoyenne et politiques.

Graphique 15.6 : Niveau d'appréciation des composantes des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus, Guinée Bissau 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Encadré 3 : Méthodologie de construction de l'indice Gouvernance, paix et sécurité

L'objectif est de construire un indice gouvernance, paix et sécurité dont les valeurs sont comprises entre 0 et 1, les valeurs élevées indiquant une bonne perception de la gouvernance, paix et sécurité.

La méthodologie de création de l'indice gouvernance, paix et sécurité (I_{GPS}) et des indices de ses composantes est inspirée de l'approche adoptée pour le calcul de l'Indice de Gouvernance Mondiale (2009) et de l'approche de Alkire et Foster (2015) pour l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle. L'indice GPS est composé de 3 indicateurs :

- Droit de l'homme et participation composé sous-indicateurs et 9 index ;
- Etat de droit composé 2 sous-indicateurs et 3 index ;
- Paix et sécurité composé 2 sous-indicateurs et 7 index.

Dans le cadre de la création de l'indice gouvernance, paix et sécurité, nous considérons comme :

- Unité d'observation : les personnes de 18 ans et plus ;
- Unité d'analyse : les ménages.

Le passage de l'unité d'observation à l'unité d'analyse (ménage) se fait par la moyenne des réponses fournies par toutes les personnes interrogées dans le ménage et par normalisation avec les notations suivantes:

- Variables ($l= 1$ à L) ; Index ($k=1$ à K) ; Sous-indicateur ($j=1$ à J) et Indicateur ($i=1$ à N)
- L_{ijk} = nombre de variables de l'index k du sous – indicateur j de la composante i
- I_{ijk} = valeur de l'index k du sous – indicateur j de la composante i

Soit S_{ij} la moyenne des valeurs de la variable i obtenue sur toutes les personnes interrogées dans le ménage j , la normalisation de la variable i au niveau du ménages j notée I_{ij} est donnée par :

- $I_{ij} = \frac{S_{ij} - \min_k\{S_{ik}\}}{\max_k\{S_{ik}\} - \min_k\{S_{ik}\}}$ si la variable a un impact positif sur l'indice ou le sous-indice.
- $I_{ij} = \frac{\max_k\{S_{ik}\} - S_{ij}}{\max_k\{S_{ik}\} - \min_k\{S_{ik}\}}$ si la variable a un impact négatif sur l'indice ou le sous-indice.

Avec $\min_k\{S_{ik}\}$ la valeur minimale de S_{ij} obtenue sur l'ensemble des ménages et $\max_k\{S_{ik}\}$ la valeur maximale de S_{ij} obtenue sur l'ensemble des ménage pour la variable i .

L'indice gouvernance, paix et sécurité noté I_{GPS} est la moyenne arithmétique pondérée par le nombre de variables contenues dans les indicateurs qui le composent.

$$I_{GPS} = \sum_{i=1}^3 \frac{P_i}{\sum_i P_i} I_i$$

Avec chaque indicateur comme la moyenne arithmétique pondérée par le nombre de variables contenues dans les sous-indicateurs qui le composent.

$$I_i = \frac{\sum_{j=1}^{J_i} L_{ij} I_{ij}}{\sum_{j=1}^{J_i} L_{ij}} \text{ avec } L_{ij} = \sum_{k=1}^{K_{ij}} L_{ijk}$$

Liste des variables utilisées pour le calcul de l'indice gouvernance, paix et sécurité

Composantes (i)	Sous-indicateur (j)	Index (nombre de variables) (k)	Questions
1- Droit de l'homme et participation (14 variables)	Droits civils et politiques (5 variables)		G2. La démocratie est souvent associée aux caractéristiques suivantes. b) sont-elles respectées dans le pays ?
		Violences contre les médias (1)	A. Liberté d'expression
		Liberté de la presse (1)	B. Liberté de la presse (média)
		Respect des droits civils (1)	C. Egalité devant la loi
		Liberté politique (1)	D. Liberté politique (choix de son parti)
		Liberté de religion (1)	G. Liberté de religion
	Participation (9 variables)	Participation à la vie politique (4)	G17. Dans ce pays, vous sentez-vous libre de ...: A. De dire ce que vous pensez B. D'adhérer à l'organisation politique de votre choix
			G20. Etes-vous membre (dirigeant ou non) d'une association? F. Parti politique
			G16a. Avez-vous voté aux dernières élections présidentielles?
		Processus électoral et pluralisme (2)	G17. Dans ce pays, vous sentez-vous libre de ...: C. De choisir pour qui voter sans pression
			G2. La démocratie est souvent associée aux caractéristiques suivantes. b) sont-elles respectées dans le pays ? E. Elections libres et transparentes
		Culture politique (3)	F. Liberté d'association
			G22. Etes-vous intéressé par la politique?
			G23. Vous arrive-t-il souvent de parler de politique avec vos proches (famille, amis, relations)?
		Absence de discrimination et d'inégalités de sexe (2)	G5a_E Pensez-vous qu'il y a discrimination liée au genre/sexe ?
			G6b. Selon vous, les femmes devraient-elles avoir les mêmes chances que les hommes ?
2- Etat de droit (12 variables)	Système judiciaire (2 variables)	Indépendance (1)	G7. b) Leur faites-vous confiance ? (B. La justice)
		Efficacité (1)	G14. Pensez-vous que les groupes suivants sont impliqués dans la corruption? (D. Les juges, magistrats, personnels de la justice)
	Absence de corruption (10 variables)	Indice de perception de la corruption (10)	G12. Pensez-vous que la corruption constitue un problème pour le pays ?
			G14. Pensez-vous que les groupes suivants sont impliqués dans la corruption? (Sauf D. Les juges, magistrats, personnels de la justice)
3- Paix et sécurité (41 variables)	Sécurité nationale (2 variables)	Conflits (3)	P9a. De nos jours, pensez-vous que le degré de tension ou de violence qui existe-entre les différents groupes vivant dans votre localité est important?
			P9c. Si vous considérez votre localité, au cours des 12 derniers mois, le risque de violence entre les différents groupes a-t-il augmenté ?
			P9d. A votre avis, pensez-vous que la situation va s'améliorer au cours des 12 prochains mois?
	Sécurité publique (38 variables)	Degré de confiance à l'Etat (1)	P11. Faites-vous confiance à l'Etat pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence?
		Degré de confiance entre citoyens (14)	P12a. Dans votre pays, êtes-vous capables de faire confiance à la plupart des gens qui vous entourent?

Composantes (i)	Sous-indicateur (j)	Index (nombre de variables) (k)	Questions
			P12b. De manière spécifique, avez-vous confiance à ... :
			P2. Vous sentez-vous en sécurité dans les situations suivantes ?
		Criminalité violente (7)	P4a. Au cours des 12 derniers mois, vous a-t-on menacé avec une arme à feu?
			P4b. Vous a-t-on menacé avec un autre type d'arme (ex. couteau, machette)?
			P3a. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vécu les situations suivantes (A-E ci-dessous)?
		Discrimination par les forces de l'ordre (12)	P6a. Pensez-vous que les forces de l'ordre de ce pays font de la discrimination sur la base de ...?
			P6b. Avez-vous déjà été victime de discrimination du fait de votre...?
		Efficacité des Forces de l'ordre face au problème de sécurité (3)	P7. Dans l'ensemble, diriez-vous que les forces de l'ordre dans ce pays sont efficaces dans la résolution des problèmes de sécurité?
		Appréciation globale par rapport à la sécurité (1)	P13. Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez: A. En sécurité?

Chapitre 16 QUALITE DES INSTITUTIONS ET CORRUPTION

Résultats clés

- Les institutions avec lesquelles, la population est le plus en contact sont : le système public de santé (24,9%) et le système public d'éducation (22,3%).
- Parmi les onze institutions considérées, cinq se distinguent des autres avec des niveaux de confiance faibles: les taux sont particulièrement inquiétants pour le fisc, Impôt, douanes (38,3%), le parlement (47%), la police (45,3%), le système de sécurité social (42,7%), et la justice (45,3%).
- La proportion estimant que la corruption est importante dans le pays est de 70,8%, avec peu de différence entre les hommes (71,1%) et les femmes (70,6%).
- 16,2% de la population majeure a connaissance de l'existence de structures anti-corruption, 100% estime que le gouvernement est efficace dans la lutte contre la corruption et seulement 8,6% disposent d'informations sur les efforts du gouvernement dans la lutte anti-corruption.

Certaines institutions, de par leur mission sont au contact des populations pour l'offre des services de proximité. Dans les faits, l'offre de service se fait avec de nombreuses difficultés, des pratiques illégales s'établissent au point d'entraver les missions assignées à ces services. La corruption prend de l'ampleur au point que la lutte contre ce phénomène est inscrite dans les ODD. Cette lutte fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

La qualité des institutions intervenant dans la GPS se mesure par l'accès des populations aux services délivrés, par la réactivité, la perception et la confiance des citoyens par rapports aux institutions. Dans ce chapitre, les résultats de l'enquête sur ces différents aspects sont présentés.

16.1. Accès et confiance dans les institutions

Pour évaluer la qualité des institutions, il convient en premier lieu de définir ce terme. Selon Douglas North (1990) qui propose une définition très large, les institutions sont constituées de l'ensemble des règles formelles (Constitution, lois et règlements, système politique, droits de propriété...) et informelles (systèmes de valeurs et croyances, coutumes, représentations, normes sociales...) régissant les comportements des individus et des organisations. Suivant un objectif pratique de mesure, et dans un souci de saisir la qualité des institutions à travers quelques indicateurs-clefs basés sur la perception et l'expérience de la population, nous retenons ici une acception plus étroite qui met l'accent sur des organismes (organisations, structures, services, entités, etc.), des acteurs qui jouent des rôles pour la mise en œuvre des procédures ou réglementations spécifiques. L'analyse porte ainsi sur les principaux organismes chargés de répondre aux attentes des citoyens dans différents domaines, d'assurer l'équité et/ou de garantir l'application équitable des lois et règlements (l'administration en général, la justice, la police, les services publics, l'armée, le parlement, etc.).

Les institutions apparaissent difficilement accessibles pour la population en Guinée-Bissau. En premier lieu, les taux d'accès sont particulièrement faibles. Si nous regardons L'administration (en général), la justice, La police, Le fisc (impôt, douanes), le système de sécurité sociale et Information / Média officiels (respectivement 10,3%, 6,1%, 6,5%, 6,2%, 6,1% et 10%). Les services de santé et d'éducation, les taux sont plus élevés pour les structures de santé et le système d'éducation publique, l'armée, le Parlement et le Président (respectivement 24,9%, 22,3%, 48,4%, 52,5%, 47,0% et 57,8%). Ces résultats témoignent

d'un hiatus entre l'offre du côté des services publics et la demande du côté des citoyens. Ce constat sur les difficultés d'accès est d'autant plus préoccupant qu'il touche plus particulièrement certaines catégories de la population en Guinée-Bissau. En milieu rural, seulement approximatif d'un citoyen sur dix a été en contact avec l'administration (contre trois sur vingt en milieu urbain concrètement à Bissau). Mais les différences sont surtout marquées lorsqu'on distingue les individus suivant leur niveau d'instruction. Ainsi, si 32,0 % des Bissau Guinéens qui ont suivi des études supérieures déclarent avoir eu des échanges avec l'administration, ils ne sont que 6,9% pour ceux qui n'ont pas été à l'école primaire, à savoir l'écrasante majorité des adultes. Cet accès limité suggère un rôle limité des institutions formelles. Comme cela sera décrit plus bas, la confiance dans les autorités traditionnelles pour la résolution des conflits dépasse largement la volonté de recours aux forces de l'ordre par exemple, et illustre le rôle de ces institutions informelles notamment en milieu rural. Ces résultats mettent en exergue l'ampleur de l'effort que les institutions publiques doivent accomplir pour se rapprocher de la population en particulier des catégories les plus défavorisées. Ils se reflètent dans la confiance mitigée à leur égard.

Tableau 16.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus pourcentage ayant été en contact et ayant confiance aux institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

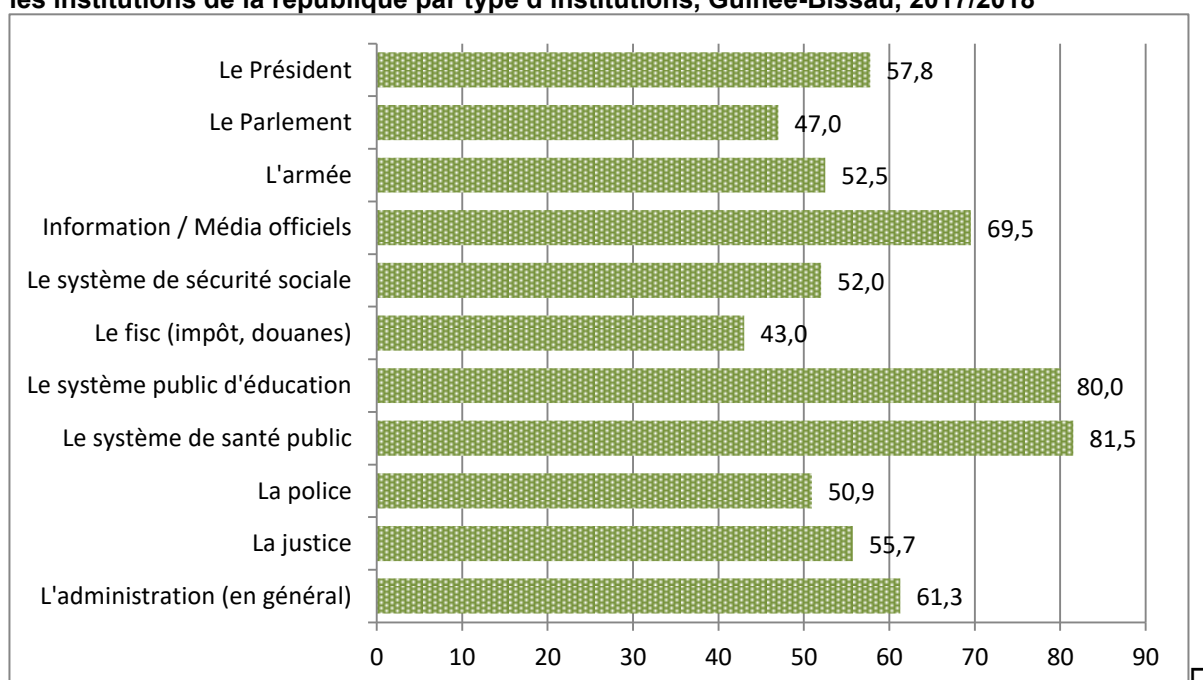
Caractéristiques sociodémographiques	L'administration (en général)		La justice		La police		Le système de santé public		Le système public d'éducation		Le fisc (impôt, douanes)		Le système de sécurité sociale		Information / Média officiels		L'armée	Le Parlement	Le Président	Effectif
	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance				
Sexe																				
Homme	11.8	45.4	6.8	44.2	7.4	44.1	22.8	56.7	23.6	57.4	6.8	37.6	6.8	42.3	10.9	47.9	52.3	45.6	56.9	332 684
Femme	9.1	46.4	5.6	46.3	5.7	46.3	26.7	60.2	21.1	58.9	5.7	38.7	5.6	43.1	9.5	48.8	52.7	48.1	58.5	391 771
Groupe d'âges																				
18-24 ans	10.0	44.9	6.4	43.7	5.7	43.7	24.3	57.6	32.0	61.1	5.8	37.3	5.7	41.7	10.9	47.4	50.6	46.2	55.9	161 550
25-34 ans	10.9	46.2	6.5	45.5	6.8	45.2	25.5	59.3	22.7	59.3	6.2	37.4	6.5	42.3	10.4	48.5	52.6	46.5	57.1	208 543
35-44 ans	10.4	44.7	5.8	45.1	6.6	45.3	24.6	57.5	19.5	55.7	6.6	37.3	6.7	42.1	10.2	47.2	51.2	45.8	56.6	145 274
45-54 ans	10.7	47.5	6.1	46.9	6.8	46.9	24.2	58.7	17.8	57.0	6.6	39.2	5.5	44.0	9.4	49.0	53.5	48.9	58.2	90 736
55 ans et Plus	9.3	47.2	5.7	46.2	6.6	46.6	25.6	59.8	14.9	56.3	6.0	41.0	5.9	44.7	9.1	50.4	55.8	48.9	62.3	118 351
Niveau d'instruction																				
Aucun	6.9	48.1	4.4	48.0	4.8	48.3	21.0	59.2	13.2	56.4	5.0	40.7	4.7	43.7	7.8	49.3	54.7	51.7	62.3	338 229
Primaire	10.7	44.3	6.4	43.5	7.3	43.9	27.4	58.9	28.0	59.9	6.2	37.3	5.8	42.2	11.7	49.3	52.2	45.1	55.9	281 014
Secondaire	17.8	43.1	9.8	41.1	9.4	39.8	29.6	55.6	34.3	59.0	9.6	32.7	10.4	41.0	12.7	42.1	45.9	38.0	48.8	86 830
Supérieur	32.0	44.7	16.2	44.0	11.8	38.1	37.2	56.7	44.4	60.1	13.8	30.1	17.1	41.7	17.1	46.1	47.4	32.3	45.1	18 382
Milieu de résidence																				
SAB	15.3	35.6	9.8	36.3	10.1	36.8	28.5	50.7	32.0	53.6	9.4	26.6	9.4	35.3	12.8	37.3	39.6	31.9	42.6	228 224
Autres urbains	8.1	47.9	4.8	45.2	5.2	44.8	24.5	60.8	22.2	60.1	6.2	41.2	4.5	43.4	6.2	46.8	53.2	51.4	58.7	91 623
Ens. Urbain	13.3	39.1	8.4	38.9	8.7	39.1	27.3	53.6	29.2	55.4	8.4	30.8	8.0	37.6	10.9	40.0	43.5	37.5	47.2	319 847
Rural	8.0	51.3	4.4	50.4	4.7	50.2	23.0	62.5	16.8	60.4	4.5	44.0	4.6	46.7	9.5	55.0	59.6	54.5	66.1	404 608
Guinée-Bissau	10.3	45.9	6.1	45.3	6.5	45.3	24.9	58.6	22.3	58.2	6.2	38.2	6.1	42.7	10.1	48.4	52.5	47.0	57.8	724 454

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

16.2. Confiance à l'égard des institutions

Une des raisons pouvant expliquer l'accès limité aux institutions est sans doute la confiance plutôt mitigée que les Bissau Guinéens affichent à leur égard. Certes, pour l'ensemble des institutions, une majorité des citoyens leur accordent leur confiance, à l'exception le fisc (impôt, douanes), le parlement, la police, de la justice, le Président de la République (Graphique 16.1) ci-dessus. Mais on note également que pour des institutions censées être proches des citoyens au quotidien (administration en général, Information/Média officiels, système de santé et d'éducation publique), entre 61,3% et 81,5% des Bissau Guinéens ne leur accordent pas leur confiance. Il convient évidemment de situer ces résultats dans le contexte économique, social et culturel du pays en 2017 : la situation de conflit institutionnel que le pays a connue au cours de la période l'enquête et précédent, sans doute eu une influence sur le jugement de la population.

Graphique 16.1 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions, Guinée-Bissau, 2017/2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Pour une appréciation globale, c'est en mettant en regard les différentes institutions que l'on peut évaluer dans quelle mesure elles répondent réellement aux attentes des citoyens. Parmi les onze institutions considérées, cinq se distinguent des autres avec des niveaux de confiance faibles: les taux sont particulièrement inquiétants pour le fisc. (Impôt, douanes), le parlement, la police le système de sécurité social, et l'armée, qui n'enregistrent que (43%, 47,0%, 52,0%, 52,5%) d'opinions favorables ; la justice et le président à peine mieux appréciées avec respectivement des taux de 55,7% et de 57,8%. Les urbains émettent des opinions systématiquement plus critiques, les écarts par rapport aux ruraux étant plus marqués pour le système de santé (avec un indice de confiance de 77,4% chez les urbains contre 85,4% en milieu rural), le système d'éducation publique (78,5% contre 80,0%) et l'administration (60,5% contre 63,1%). Ces résultats sont également à mettre en lien avec le niveau d'instruction en moyenne plus élevé chez les urbains: l'instruction qui favorise l'accès à l'information permet de développer l'esprit critique.

Bissau Guinéens qui ont effectué des études supérieures se démarquent largement du reste de la population pour positif avec 58,2% d'opinion favorable à l'égard de la police, 70,7% pour la justice.

Tableau 16.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus pourcentage ayant été en contact et ayant confiance aux institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	L'administration (en général)		La justice	La police	Le système de santé public		Le système public d'éducation		Le fisc (impôt, douanes)		Le système de sécurité sociale		Information / Média officiels		Le Président	Effectif				
	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance	Contact	Confiance						
Sexe																				
Homme	11,8	45,4	6,8	44,2	7,4	44,1	22,8	56,7	23,6	57,4	6,8	37,6	6,8	42,3	10,9	47,9	52,3	45,6	56,9	332 684
Femme	9,1	46,4	5,6	46,3	5,7	46,3	26,7	60,2	21,1	58,9	5,7	38,7	5,6	43,1	9,5	48,8	52,7	48,1	58,5	391 771
Groupe d'âges																				
18-24 ans	10,0	44,9	6,4	43,7	5,7	43,7	24,3	57,6	32,0	61,1	5,8	37,3	5,7	41,7	10,9	47,4	50,6	46,2	55,9	161 550
25-34 ans	10,9	46,2	6,5	45,5	6,8	45,2	25,5	59,3	22,7	59,3	6,2	37,4	6,5	42,3	10,4	48,5	52,6	46,5	57,1	208 543
35-44 ans	10,4	44,7	5,8	45,1	6,6	45,3	24,6	57,5	19,5	55,7	6,6	37,3	6,7	42,1	10,2	47,2	51,2	45,8	56,6	145 274
45-54 ans	10,7	47,5	6,1	46,9	6,8	46,9	24,2	58,7	17,8	57,0	6,6	39,2	5,5	44,0	9,4	49,0	53,5	48,9	58,2	90 736
55 ans et Plus	9,3	47,2	5,7	46,2	6,6	46,6	25,6	59,8	14,9	56,3	6,0	41,0	5,9	44,7	9,1	50,4	55,8	48,9	62,3	118 351
Niveau d'instruction																				
Aucun	6,9	48,1	4,4	48,0	4,8	48,3	21,0	59,2	13,2	56,4	5,0	40,7	4,7	43,7	7,8	49,3	54,7	51,7	62,3	338 229
Primaire	10,7	44,3	6,4	43,5	7,3	43,9	27,4	58,9	28,0	59,9	6,2	37,3	5,8	42,2	11,7	49,3	52,2	45,1	55,9	281 014
Secondaire	17,8	43,1	9,8	41,1	9,4	39,8	29,6	55,6	34,3	59,0	9,6	32,7	10,4	41,0	12,7	42,1	45,9	38,0	48,8	86 830
Supérieur	32,0	44,7	16,2	44,0	11,8	38,1	37,2	56,7	44,4	60,1	13,8	30,1	17,1	41,7	17,1	46,1	47,4	32,3	45,1	18 382
Milieu de résidence																				
SAB	15,3	35,6	9,8	36,3	10,1	36,8	28,5	50,7	32,0	53,6	9,4	26,6	9,4	35,3	12,8	37,3	39,6	31,9	42,6	228 224
Autres urbains	8,1	47,9	4,8	45,2	5,2	44,8	24,5	60,8	22,2	60,1	6,2	41,2	4,5	43,4	6,2	46,8	53,2	51,4	58,7	91 623
Ens. urbain	13,3	39,1	8,4	38,9	8,7	39,1	27,3	53,6	29,2	55,4	8,4	30,8	8,0	37,6	10,9	40,0	43,5	37,5	47,2	319 847
Rural	8,0	51,3	4,4	50,4	4,7	50,2	23,0	62,5	16,8	60,4	4,5	44,0	4,6	46,7	9,5	55,0	59,6	54,5	66,1	404 608
Guinée-Bissau	10,3	45,9	6,1	45,3	6,5	45,3	24,9	58,6	22,3	58,2	6,2	38,2	6,1	42,7	10,1	48,4	52,5	47,0	57,8	724 454

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

16.3. Situation de la corruption

La corruption figure parmi les principaux problèmes invoqués. Interrogés sur ce point, les Bissau Guinéens sont unanimes pour décrier l'impact néfaste de la corruption pour le pays. 70,8% de la population considère que ce phénomène est un véritable problème (Tableau 16.3). Si une proportion non négligeable 14,2% des citoyens a un avis moins tranché en estimant que la corruption n'est pas vraiment une préoccupation pour le pays, seulement 15,0% des individus sont catégoriques que ce n'est pas un problème pour la Guinée-Bissau. Appréciation de la corruption suivant le genre, 71,1% des hommes de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays contre 70,6% des femmes. Ce que concerne la perception, 42,7% des hommes considère corruption de beaucoup contre 44,5% des femmes, Pas vraiment 13,7% contre 14,5% et Pas du tout 15,2% contre 14,8%. Au milieu de résidence, rural est plus accentuer ave 47,0% de beaucoup, contre 41,1% pour ensemble urbain, Plutôt 30,2% urbain contre 21,0% rural, Pas vraiment 74,3% urbain contra 68,1% rural, Pas du tout 12,5% urbain contre 15,5% rural.

Neuf sur dix populations adulte Bissau Guinéens ont confirmé ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents. Cette tendance, montre que ce phénomène est un véritable problème pour la Guinée-Bissau.

Tableau 16.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Você acha que a corrupção constitui um problema para o país?						Effectif	Individus de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents								Effectif2
	Beaucoup	Plutôt	% des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays	Pas vraiment	Pas du tout	Total		Souvent	Parfois	Rarement	% des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin [1]	Jamais	ne sait pas	Total		
Sexe																
Homme	47.2	23.9	71.1	13.7	15.2	100.0	332,684	.0	.2	99.3	99.5	.4	.1	100.0	332 530	
Femme	44.5	26.1	70.6	14.5	14.8	100.0	391,771	.0	.1	99.6	99.6	.3	.0	100.0	391 730	
Groupe d'âges																
18-24 ans	44.1	26.5	70.6	13.7	15.8	100.0	161,550	.0	.1	99.4	99.6	.4	.1	100.0	161 550	
25-34 ans	46.5	24.6	71.0	14.0	15.0	100.0	208,543	.0	.1	99.4	99.5	.4	.1	100.0	208 467	
35-44 ans	46.6	26.3	72.9	13.5	13.7	100.0	145,274	.0	.2	99.5	99.8	.1	.1	100.0	145 221	
45-54 ans	47.1	23.3	70.4	15.5	14.1	100.0	90,736	.0	.1	99.4	99.5	.4	.1	100.0	90 672	
55 ans et plus	44.7	24.1	68.7	15.1	16.2	100.0	118,351	.0	.1	99.6	99.7	.3	.1	100.0	118 351	
Niveau d'instruction																
Aucun	43.3	24.7	67.9	15.7	16.4	100.0	338,229	.0	.0	99.7	99.8	.2	.1	100.0	338 164	
Primaire	47.8	24.9	72.7	13.5	13.7	100.0	281,014	.0	.2	99.4	99.6	.3	.1	100.0	280 921	
Secondaire	47.4	27.0	74.4	11.0	14.6	100.0	86,830	.1	.4	98.9	99.3	.5	.1	100.0	86 794	
Supérieur	52.3	26.2	78.5	11.0	10.5	100.0	18,382	.0	.2	98.0	98.2	1.8	.0	100.0	18 382	
Sitac																
Actif occupé	45.7	26.0	71.7	13.3	15.0	100.0	368,398	.0	.2	99.4	99.6	.3	.1	100.0	368 281	
Chômeur BIT	64.2	22.4	86.7	5.7	7.6	100.0	28,844	.2	.5	97.5	98.2	1.8	.0	100.0	28 844	
Inactif	42.4	24.4	66.8	16.8	16.5	100.0	282,083	.0	.0	99.7	99.7	.2	.0	100.0	282 007	
Cherche du travail mais pas disponible	67.4	11.5	78.9	12.5	8.6	100.0	320	.0	.0	100.0	100.0	.0	.0	100.0	320	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

[1] Indicateur ODD 16.5.1

Tableau 16.3 (Continuation) : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

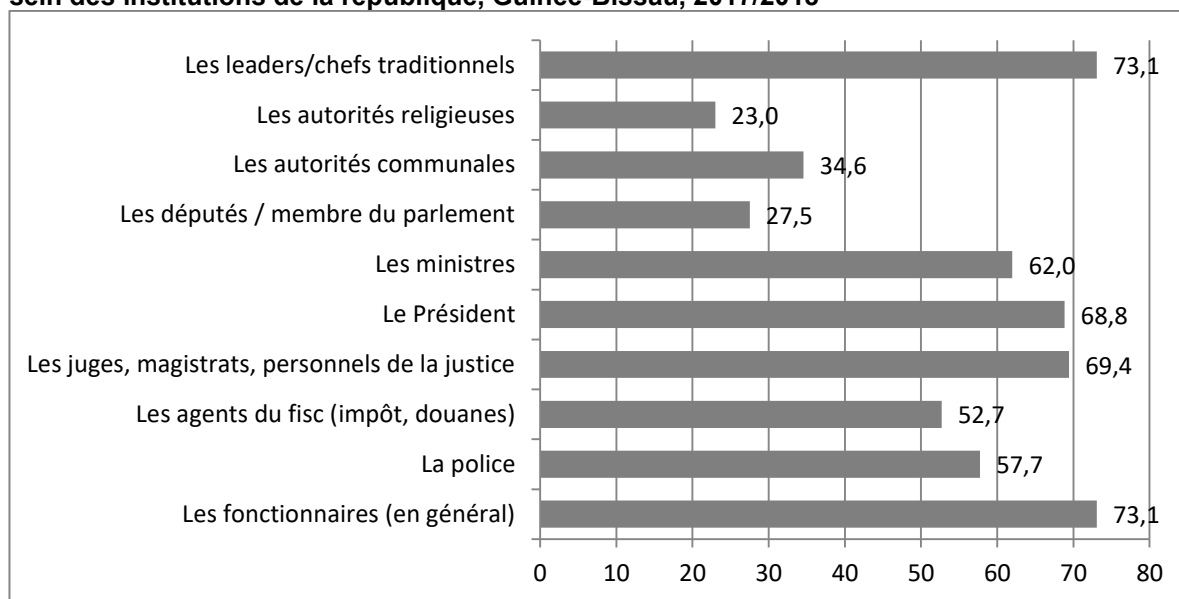
Caractéristiques sociodémographiques																
Vous achaa que a corruption constitue un problema para o país?									Individus de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents							
Caractéristiques sociodémographiques							Effectif							Effectif2		
	Beaucoup	Plutôt	% des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays	Pas vraiment	Pas du tout	Total		Souvent	Parfois	Rarement	% des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin [1]	Jamais	ne sait pas		Total	
Pas chercher du travail mais disponible	54.8	22.4	77.2	12.9	9.9	100.0	30,731	.0	.1	99.6	99.7	.2	.1	100.0	30 731	
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	56.8	27.0	83.8	5.3	10.8	100.0	14,018	.0	.3	99.4	99.7	.3	.0	100.0	14 018	
Inatif	46.3	24.2	70.5	14.0	15.5	100.0	609,047	.0	.1	99.4	99.6	.4	.0	100.0	608 893	
Profil migratoire																
Migration interne	42.5	29.8	72.3	14.9	12.9	100.0	103,238	.1	.2	99.3	99.6	.2	.3	100.0	103 198	
Migration internationale	43.9	30.3	74.2	17.8	8.0	100.0	12,170	.0	.4	99.6	100.0	.0	.0	100.0	12 170	
Milieu de résidence																
SAB	48.0	27.5	75.5	11.4	13.1	100.0	228,224	.1	.3	98.9	99.2	.6	.2	100.0	228 130	
Autres urbains	34.4	37.1	71.5	15.4	13.1	100.0	91,623	.0	.0	99.9	99.9	.1	.0	100.0	91 623	
Ens. Urbain	44.1	30.2	74.3	12.5	13.1	100.0	319,847	.0	.2	99.2	99.4	.4	.2	100.0	319 753	
Rural	47.0	21.0	68.1	15.5	16.5	100.0	404,608	.0	.1	99.6	99.7	.3	.0	100.0	404 507	
Guinée-Bissau	45.8	25.1	70.8	14.2	15.0	100.0	724,454	.0	.1	99.4	99.6	.3	.1	100.0	724 260	
Quintile de niveau de vie																
Le plus pauvre	46.5	21.8	68.3	18.1	13.5	100.0	123,243	.0	.2	99.5	99.7	.3	.0	100.0	123 154	
Second	45.3	23.9	69.3	16.2	14.6	100.0	132,009	.0	.2	99.5	99.7	.3	.0	100.0	132 009	
Moyen	46.0	24.2	70.2	12.9	16.8	100.0	143,633	.0	.1	99.5	99.6	.2	.2	100.0	143 593	
Quatrième	45.4	25.4	70.8	13.1	16.1	100.0	154,780	.0	.0	99.4	99.4	.5	.1	100.0	154 780	
Le plus riche	45.7	28.8	74.5	11.8	13.8	100.0	170,789	.1	.2	99.3	99.6	.3	.1	100.0	170 725	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE
 [1] Indicateur ODD 16.5.1

La perception de l'ampleur de la corruption constitue un élément explicatif des jugements formulés à l'égard des différents services administratifs ou structures étatiques. Il s'avère que le niveau estimé de la corruption pour chaque institution est en grande cohérence avec leur classement présenté plus haut en matière de confiance. Les institutions qui inspirent le plus de défiance de la part de la population sont aussi celles où la perception de l'intensité de la corruption est la plus élevée.

Ainsi, les fonctionnaires (en général), les leaders/chefs traditionnels, la Présidence, Les juges, magistrats, personnels de la justice la police: Plus de 50,0 % des Bissau Guinéens considèrent que les agents de ces institutions sont beaucoup impliqués dans la corruption (Graphique 16.2) ci-dessus. Bien que les jugements soient moins sévères à l'égard des députés / membre du parlement, des autorités communales, des autorités religieuses est également mise en doute par un nombre non négligeable de citoyens, estime qu'ils sont corrompus respectivement, 23,0%, 27,5% et 34,6%.

Graphique 16.2 : Opinion de la population de 18 ans et plus sur le niveau de la corruption au sein des institutions de la république, Guinée-Bissau, 2017/2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Au milieu urbain, les perceptions du degré de la corruption au sein des institutions de la république est plus perceptible qu'en milieu rural, les fonctionnaires (en général), la Présidence, Les juges, magistrats, personnels de la justice, la police sont corrompus: 78.3%, 63.3%, 65.0%, 76.0% e 74.5% contre 78.3%, 63.3%, 65.0%, 76.0% e 74.5% milieu rural.

La corruption affecte les riches comme les pauvres et, le degré de la corruption augmente avec le revenu. Si en moyenne 55,0 % des adultes membres du quintile le plus pauvre ont été touchés, cette proportion ne cesse de croître pour atteindre 63,6 % dans le quintile le plus riche. La pauvreté des ménages qui n'ont pas les moyens (financiers et en temps) d'entreprendre des démarches; mais aussi inefficacité et corruption qui peuvent conduire certains groupes, tout particulièrement les plus pauvres, à éviter les contacts avec les services publics.

Tableau 16.4 : Degré de la corruption au sein des institutions de la république selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Les fonctionnaires (en général)	La police	Les agents du fisc (impôt, douanes)	Les juges, magistrats, personnels de la justice	Le Président	Les ministres	Les députés / membre du parlement	Les autorités communales	Les autorités religieuses	Les leaders/chefs traditionnels	Effectif
Sexe											
Homme	74,0	58,4	54,1	70,7	69,9	63,2	28,0	35,0	100,0	74,0	332 684
Femme	72,3	57,2	51,5	68,4	68,0	61,0	27,1	34,2	100,0	72,3	391 771
Groupe d'âges											
18-24 ans	75,1	60,1	56,5	71,7	71,6	66,0	32,0	39,2	100,0	75,1	161 550
25-34 ans	73,7	58,1	53,1	69,9	69,3	62,6	28,0	34,9	100,0	73,7	208 543
35-44 ans	74,0	58,4	53,0	69,6	69,3	61,7	26,1	32,9	100,0	74,0	145 274
45-54 ans	69,7	55,1	50,0	66,1	64,4	56,0	24,5	31,3	100,0	69,7	90 736
55 ans et Plus	70,6	55,3	48,7	68,0	67,1	60,4	24,6	32,3	100,0	70,6	118 351
Niveau d'instruction											
Aucun	68,5	54,8	45,1	63,9	63,7	56,4	21,6	28,8	100,0	68,5	338 229
Primaire	76,5	59,9	57,1	73,1	72,6	65,9	30,7	38,8	100,0	76,5	281 014
Secondaire	78,1	61,3	64,6	77,0	75,1	69,0	38,2	42,2	100,0	78,1	86 830
Supérieur	79,8	62,6	68,8	78,1	76,1	71,9	37,7	41,3	100,0	79,8	18 382
Sitac											
Actif occupé	74,4	59,7	55,0	70,4	69,8	63,1	27,0	34,5	100,0	74,4	368 398
Chômeur BIT	87,5	57,2	63,0	84,9	83,8	79,4	33,2	60,3	100,0	87,5	28 844
Inactif	69,3	56,0	48,1	66,1	65,4	58,5	27,9	31,1	100,0	69,3	282 083
Cherche du travail mais pas disponible	78,9	63,3	57,5	78,9	91,4	78,9	42,0	42,0	100,0	78,9	320
Pas chercher du travail mais disponible	73,4	46,9	50,3	69,5	69,4	61,0	23,2	39,9	100,0	73,4	30 731
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	81,9	67,2	68,1	80,0	78,9	68,6	30,9	41,5	100,0	81,9	14 018
Inatif	72,6	57,5	51,3	68,8	68,4	61,1	25,8	33,1	100,0	72,6	609 047
Profil migratoire											
Migration interne	75,8	59,1	60,5	73,3	71,4	67,0	36,7	42,5	100,0	75,8	103 238
Migration internationale	72,8	59,7	56,0	67,5	66,8	61,9	32,6	39,8	100,0	72,8	12 170
Milieu de résidence											
SAB	80,0	62,6	66,1	77,8	75,5	70,2	41,6	45,1	100,0	80,0	228 224
Autres urbains	74,2	64,9	62,3	71,8	72,0	69,2	36,9	48,4	100,0	74,2	91 623
Ens. urbain	78,3	63,3	65,0	76,0	74,5	69,9	40,2	46,0	100,0	78,3	319 847
Rural	68,9	53,4	43,0	64,2	64,4	55,7	17,4	25,5	100,0	68,9	404 608
Guinée-Bissau	73,1	57,7	52,7	69,4	68,8	62,0	27,5	34,6	100,0	73,1	724 454
Quintile de niveau de vie											
Le plus pauvre	71,9	55,8	49,2	67,7	67,3	60,0	23,7	28,4	100,0	71,9	123 243
Second	69,2	54,8	46,4	64,9	64,6	58,6	23,0	28,7	100,0	69,2	132 009
Moyen	73,7	56,6	51,6	69,9	69,8	60,8	26,5	32,7	100,0	73,7	143 633
Quatrième	72,5	56,4	53,4	69,2	68,2	60,3	28,5	34,6	100,0	72,5	154 780
Le plus riche	76,9	63,6	60,4	74,0	73,1	68,6	33,7	45,2	100	76,9	170 789

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Pour une stratégie plus efficace en matière de lutte anti-corruption afin de remédier aux dysfonctionnements mis en exergue par la population, il convient d'évaluer la portée des actions déjà entreprises par les autorités Bissau Guinéennes en matière de lutte anti-corruption. En premier lieu, l'ignorance quasi généralisée de l'existence d'une structure de lutte contre la corruption soulève quelques interrogations : seulement 16,2 % de la population en général (15,2 % en milieu rural) connaissent l'existence de l'organisme de lutte contre la corruption (Tableau 8). Interrogés sur l'efficacité des actions gouvernementales anti-corruption, la majorité ou tous les Bissau Guinéens expriment un jugement favorable. Enfin, 2,2 % de la population déplorent le manque d'informations dans ce domaine.

Selon le sexe, les hommes ont plus connaissance de l'existence de structures anti-corruption avec 17,3% contre 15,2% de femmes, et les hommes disposant moins d'informations sur les efforts du gouvernement dans la lutte anti-corruption que les femmes (1,9 % contre 2,4%).

Tableau 16.5 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant une connaissance des structures anti-corruption et des stratégies de lutte contre la corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus			Effectif
	Ayant connaissance de l'existence de structures anti-corruption	Estimant que le gouvernement est efficace dans la lutte contre la corruption	Disposant d'informations sur les efforts du gouvernement dans la lutte anti-corruption	
Sexe				
Homme	17.3	100.0	1.9	332 684
Femme	15.2	100.0	2.4	391 771
Groupe d'âges				
18-24 ans	16.1	100.0	.4	161 550
25-34 ans	17.0	100.0	3.7	208 543
35-44 ans	15.7	100.0	2.3	145 274
45-54 ans	16.2	100.0	5.3	90 736
55 ans et Plus	15.4	100.0	9.9	118 351
Niveau d'instruction				
Aucun	13.5	100.0	4.0	338 229
Primaire	17.9	100.0	1.0	281 014
Secondaire	20.2	100.0	2.7	86 830
Supérieur	20.7	100.0	1.2	18 382
Milieu de résidence				
SAB	15.9	100.0	1.6	228 224
Autres urbains	21.3	100.0	1.3	91 623
Ens. urbain	17.4	100.0	1.5	319 847
Rural	15.2	100.0	3.1	404 608
Guinée-Bissau	16.2	100.0	2.2	724 454

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/ 2018, INE

Chapitre 17 ETAT DE LA GOUVERNANCE

Résultats clés

- Parmi les autorités, les conseillers municipaux sont ceux qui sont le moins proche de leur population 43,8% des 18 ans ou plus estiment qu'ils sont à l'écoute de leurs aspirations. Les députés et les chefs traditionnels sont quant à eux à 47,7% et 47,4% d'avis favorable respectives.
- 34% des Bissau Guinéens estiment que le conseil local les consulte dans leur prise de décision, surtout ceux résidant en milieu urbain (40%) et à Bissau (38%) que ceux du milieu rural (30%). aussi 41% de la population estiment que le conseil local les informe sur les actions du budget et cela surtout les personnes du milieu rural (46%) et de Bissau (44%) que celles du milieu rural (37%).
- Au niveau national, 44,5% des personnes âgées de 18 ans et plus estiment que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population. Cette proportion est plus élevée en milieu urbain (50%) qu'en milieu rural (40,2%)
- L'indice de perception de l'état de droit est de 0,534. Cet indice est affecté par la mauvaise appréciation du système judiciaire (0,426) et l'absence de la corruption (0,555).

De nombreux pays ont entrepris des réformes en vue de la consolidation de l'état de droit. Dans ce processus, il est nécessaire de procéder à l'évaluation de l'état de gouvernance. C'est l'objectif de ce chapitre qui présente les résultats relatifs à l'appréciation des citoyens sur les thématiques de l'état de la gouvernance : i) la gouvernance administrative par l'écoute des aspirations de la population notamment celles des minorités par les autorités et l'opinion des populations sur la gouvernance locale, ii) la participation citoyenne et politisation ainsi que iii) la perception de l'état de droit.

17.1. Gouvernance administrative

Quelle que soit la définition retenue, l'état de droit, l'équité dans l'accès aux services publics, la qualité des institutions et la corruption sont des composantes-clefs de la gouvernance, autant d'éléments analysés dans les parties précédentes. Mais au-delà, la gouvernance s'inscrit dans un cadre plus large à savoir la manière dont l'Etat (central ou local) mène les affaires publiques, et des relations qu'il entretient avec les citoyens. D'un côté, la qualité de la gouvernance s'évalue à la manière dont les acteurs institutionnels prennent en compte les attentes des citoyens (principes de participation et d'appropriation).

C'est en fait la nature du lien entre le pouvoir et les citoyens que nous abordons ici. A travers le suivi et l'analyse d'indicateurs caractérisant la manière dont les autorités (chefs traditionnels, conseillers communaux, députés et autorités centrales) remplissent leur fonction, les dysfonctionnements éventuels, à différents échelons du pouvoir, peuvent être identifiés. Symétriquement, la nature et l'intensité de la participation citoyenne fournissent des pistes pour cibler les politiques qui permettraient leur dynamisation.

Moins de la moitié des Bissau guinéens estiment que les membres des institutions concernées font de leurs mieux pour écouter leur population.

En effet, seulement 47,7% de la population estiment que les députés sont à l'écoute de la population, plus les femmes (46,1%) que les hommes (44,9%), plus les personnes ayant le niveau du secondaire

(48,2%) et celles résidant en milieu urbain(49,1%) et les personnes appartenant à la classe moyenne du bien être de vie (47,2%).

Aussi, 47,4% de la population estiment que les chefs traditionnels sont mieux à l'écoute de la population, avec peu de différence selon le sexe de la population, plus les jeunes de 18-24 ans (45,1%), les personnes résidant dans autres urbains (50,5%) qui ont ce sentiment de bonne écoute.

Enfin, ce sont les conseillers municipaux (43,8%) qui sont les moins à l'écoute de la population, avec de peu variations selon les caractéristiques sociodémographiques.

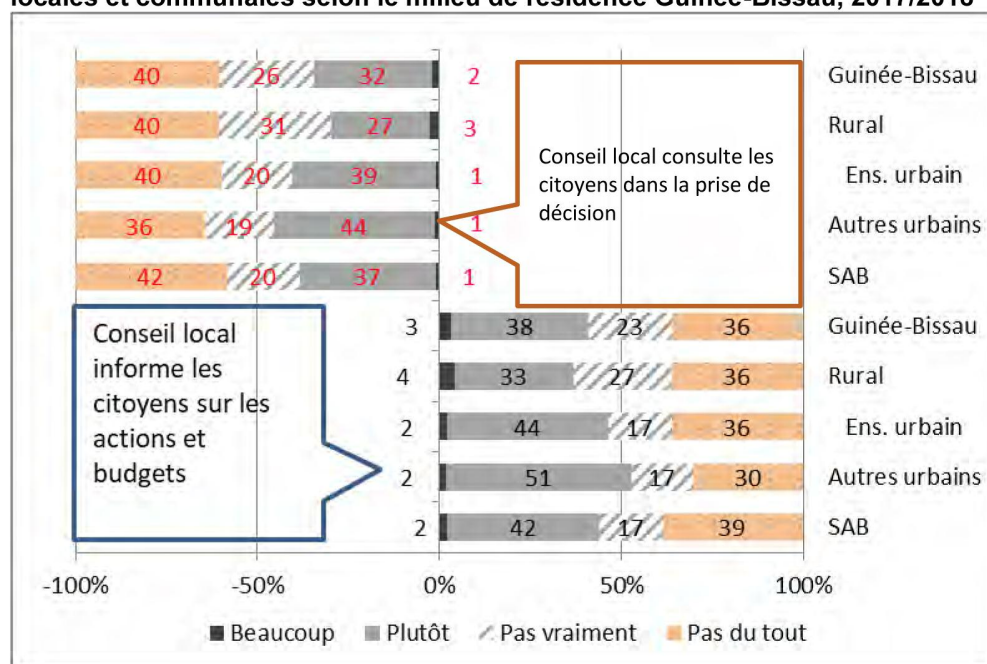
Tableau 17.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités font de leur mieux pour être à l'écoute de la population par type d'autorités selon les caractéristiques sociodémographiques , Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Os membros da Assembleia Nacional / Conselho municipal (eleito)				Os líderes tradicionais								Effectif	
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas tout	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas tout	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas tout	Total	
Sexe														
Homme	5.7	39.2	19.6	35.6	3.0	35.8	24.0	37.2	6.3	37.9	21.9	33.8	100.0	332 684
Femme	6.1	40.0	18.7	35.1	3.1	36.2	23.6	37.1	5.6	38.9	22.2	33.2	100.0	391 771
Groupe d'âges														
18-24 ans	5.2	42.2	16.5	36.0	2.8	39.0	21.0	37.2	4.5	40.6	20.6	34.3	100.0	161 550
25-34 ans	6.6	39.2	18.9	35.3	3.3	36.1	23.8	36.8	5.8	38.2	22.9	33.1	100.0	208 543
35-44 ans	6.2	38.5	20.4	34.9	3.1	35.0	24.4	37.5	6.8	37.4	22.0	33.8	100.0	145 274
45-54 ans	4.6	38.0	22.1	35.3	2.3	33.4	27.9	36.4	5.5	38.3	23.7	32.5	100.0	90 736
55 ans et Plus	6.3	39.6	19.3	34.8	3.4	35.2	23.8	37.6	7.4	37.4	21.6	33.5	100.0	118 351
Niveau d'instruction														
Aucun	7.1	38.3	21.1	33.5	3.4	34.3	25.6	36.6	7.0	36.9	23.8	32.2	100.0	338 229
Primaire	5.1	39.8	18.4	36.7	3.0	36.3	23.5	37.2	5.7	38.8	21.1	34.4	100.0	281 014
Secondaire	4.2	44.0	14.6	37.2	1.9	41.5	18.5	38.1	3.1	42.9	18.9	35.1	100.0	86 830
Supérieur	3.9	40.9	15.6	39.6	1.7	38.3	19.9	40.1	4.0	40.8	19.8	35.4	100.0	18 382
Milieu de résidence														
SAB	3.3	44.7	14.5	37.5	1.7	41.0	19.8	37.5	2.7	42.7	19.3	35.4	100.0	228 224
Autres urbains	3.4	48.7	13.9	33.9	1.9	44.8	16.5	36.7	3.5	47.0	16.1	33.5	100.0	91 623
Ens. Urbain	3.3	45.8	14.4	36.5	1.8	42.1	18.9	37.3	2.9	43.9	18.4	34.8	100.0	319 847
Rural	8.0	34.7	22.9	34.4	4.0	31.3	27.7	37.0	8.4	34.2	25.0	32.4	100.0	404 608
Guinée-Bissau	5.9	39.6	19.1	35.3	3.0	36.0	23.8	37.1	6.0	38.5	22.1	33.5	100.0	724 454
Quintile de niveau de vie														
Le plus pauvre	7.0	33.2	26.4	33.5	2.8	28.6	31.1	37.5	7.1	30.1	30.7	32.1	100.0	123 243
Second	6.8	37.9	21.8	33.5	3.7	34.5	26.3	35.4	7.3	36.6	24.7	31.4	100.0	132 009
Moyen	6.7	40.5	17.7	35.1	4.2	34.9	23.0	37.9	7.3	39.0	20.6	33.1	100.0	143 633
Quatrième	5.8	40.9	17.6	35.7	2.7	38.0	23.4	35.9	5.3	40.3	20.6	33.7	100.0	154 780
Le plus riche	3.9	43.8	14.4	37.9	2.0	41.8	17.6	38.7	3.5	43.9	16.4	36.3	100.0	170 789

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/ 2018, INE

Le bilan est très négatifs, en effet, la transparence sur les programmes d'action et les budgets au niveau national est jugée encore plus sévèrement par la population (graphique 17.1). En effet, seulement 34% des Bissau Guinéens estiment que le conseil local les consulte dans leur prise de décision, surtout ceux résidant en milieu urbain (40%) et à Bissau (38%) que ceux du milieu rural (30%). aussi 41% de la population estiment que le conseil local les informe sur les actions du budget et cela surtout les personnes du milieu rural(46%) et de Bissau (44%) que celles du milieu rural (37%).

Graphique 17.1 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon le milieu de résidence Guinée-Bissau, 2017/2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Selon les autres caractéristiques sociodémographiques, les femmes (34,9%) semblent plus être consultées dans la prise de décision par le conseil local que les hommes (33,9%); il en est de même quand à l'information sur les actions du budget (41,2% des femmes contre 40,9% des hommes). Ce sont également les jeunes de 18-24 ans qui se déclarent être plus consultés (37,5%) et avoir plus d'informations sur les actions du budget (43,5%). On observe quelques variations selon les autres variables.

Tableau 17.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales selon quelques caractéristiques sociodémographiques, Guinée-Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Informar os cidadãos sobre os programas e orçamentos de ação				Consulte os cidadãos na tomada de decisões						Effectif
	Muito	Mais ou moins	Não necessariamente	Não	Muito	Mais ou moins	% estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision [1]	Não necessariamente	Não	Total	
Sexe											
Homme	3,1	37,9	22,6	36,5	1,9	32,1	33,9	26,0	40,1	100,0	332 684
Femme	3,4	37,8	22,7	36,1	2,1	32,8	34,9	25,6	39,5	100,0	391 771
Groupe d'âges											
18-24 ans	3,5	40,0	20,0	36,5	1,9	35,7	37,5	22,4	40,1	100,0	161 550
25-34 ans	3,3	38,4	22,6	35,8	2,2	32,3	34,5	26,5	39,1	100,0	208 543
35-44 ans	3,3	36,3	23,9	36,6	1,6	31,1	32,7	26,8	40,5	100,0	145 274
45-54 ans	2,4	36,1	24,9	36,7	1,6	30,8	32,4	27,9	39,7	100,0	90 736
55 ans et Plus	3,4	37,1	23,3	36,2	2,4	31,6	34,0	26,3	39,7	100,0	118 351
Niveau d'instruction											
Aucun	3,5	36,2	25,0	35,3	2,3	30,7	33,0	28,4	38,6	100,0	338 229
Primaire	3,2	38,4	21,5	36,9	1,9	33,0	34,8	24,6	40,6	100,0	281 014
Secondaire	2,6	41,9	17,9	37,7	,9	37,4	38,3	20,3	41,4	100,0	86 830
Supérieur	1,8	40,0	20,4	37,8	1,8	34,5	36,3	22,6	41,1	100,0	18 382
Milieu de résidence											
SAB	2,3	41,7	17,3	38,7	,9	37,3	38,3	19,9	41,8	100,0	228 224
Autres urbains	1,9	50,9	16,8	30,3	1,1	44,4	45,5	18,9	35,6	100,0	91 623
Ens. urbain	2,2	44,3	17,2	36,3	1,0	39,4	40,3	19,6	40,0	100,0	319 847
Rural	4,1	32,7	27,0	36,3	2,8	27,0	29,8	30,6	39,6	100,0	404 608
Guinée-Bissau	3,2	37,8	22,7	36,3	2,0	32,5	34,5	25,8	39,8	100,0	724 454
Quintile de niveau de vie											
Le plus pauvre	3,2	30,7	30,2	35,8	1,9	24,6	26,5	34,8	38,7	100,0	123 243
Second	4,2	36,0	25,6	34,2	2,7	29,8	32,5	28,8	38,8	100,0	132 009
Moyen	3,8	37,6	21,2	37,4	2,7	31,5	34,2	24,4	41,4	100,0	143 633
Quatrième	3,2	39,1	20,0	37,7	1,7	35,1	36,8	23,5	39,8	100,0	154 780
Le plus riche	2,1	43,3	18,6	36,0	1,1	38,8	39,9	20,2	39,9	100,0	170 789

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

[1] Proxy ODD 16.7.2

17.2. Participation citoyenne et politisation

Par ailleurs, toutes les personnes sont intéressées par la politique (100%) mais peu appartiennent à un parti politique (21,5%), notamment les personnes résidant à Gabu (16,5%), les jeunes de 18-24 ans (18,1%), les personnes résidant en milieu rural (16,5%) et les personnes sans instruction (15,1%).

Tableau 17.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus intéressés par la politique et appartenant à une partie politique selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus intéressés par la politique	Pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à une partie politique	Effectif1
Sexe			
Homme	100,0	24,2	332 647
Femme	100,0	19,2	391 771
Groupe d'âges			
18-24 ans	100,0	22,5	161 514
25-34 ans	100,0	22,1	208 543
35-44 ans	100,0	21,4	145 274
45-54 ans	100,0	20,1	90 736
55 ans et Plus	100,0	20,3	118 351
Niveau d'instruction			
Aucun	100,0	15,7	338 229
Primaire	100,0	24,9	280 977
Secondaire	100,0	29,8	86 830
Supérieur	100,0	35,5	18 382
Milieu de résidence			
SAB	100,0	26,7	228 187
Autres urbains	100,0	30,5	91 623
Ens. urbain	100,0	27,8	319 810
Rural	100,0	16,5	404 608
Région			
Tombali	100,0	20,0	40 449
Quinara	100,0	18,3	28 839
Oio	100,0	18,6	95 381
Biombo	100,0	20,5	45 836
Bolama Bijagos	100,0	26,0	16 515
Bafata	100,0	21,0	92 418
Gabu	100,0	16,5	91 539
Cacheu	100,0	18,1	85 254
SAB	100,0	26,7	228 187
Guinée-Bissau	100,0	21,5	724 417
Le plus pauvre	100,0	18,1	123 243
Second	100,0	22,1	132 009
Moyen	100,0	20,4	143 633
Quatrième	100,0	21,1	154 780
Le plus riche	100,0	24,7	170 752

Dans la sous-partie précédente, nous nous sommes attachés à qualifier la façon dont les autorités interagissent avec les citoyens, ce qu'elles leur apportent et la façon dont ces derniers jugent ces actions et ces processus. Nous allons maintenant mettre en regard cette perspective plutôt top-down, avec une perspective à la base portant sur la participation citoyenne.

La dernière est une condition du bon fonctionnement de la démocratie. La démocratie pour être pleine et entière suppose des citoyens intéressés par la chose publique, des citoyens qui s'engagent dans le champ politique et social. Nous commencerons par la sphère politique (participation et politisation) pour élargir à l'ensemble des composantes de la participation sociale et associative). Une forte participation électorale Dans une démocratie, la participation électorale est la forme la plus naturelle de participation politique.

Selon le tableau 17.4, au niveau national, 44,5% des personnes âgées de 18 ans et plus estiment que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population. Un grand nombre de personnes, 41,1% trouvent que plutôt les autorités tiennent compte leurs préoccupations et

l'inquiétudes. Ceux qui disent que les autorités ne tiennent pas compte des préoccupations de la population constituent 34,3%.

Entre les sexes 44,1% les hommes estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population contre 44,8% des femmes. Il n'y a pas beaucoup de différence entre les hommes et les femmes qui pensent que les autorités ne prennent pas en compte leur préoccupation (35,2% et 33,6%). Entre les groupes d'âge pratiquement, ils ont la même perception du sujet.

Selon le Niveau d'instruction, 50,1% des cadres supérieurs pensent que les autorités tiennent compte des préoccupations de la population. 45,5% des plus riches jugent que l'État prend en compte les préoccupations de la population contre 35,1% qui pensent que l'État n'a pas de prise en compte de la préoccupation de la population.

Tableau 17.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Você acha que os políticos tenham em conta as preocupações / reivindicações do povo?								
	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population Beaucoup Plutôt Pas vraiment Pas du tout Total						Les partis politiques d'opposition	Les groupes minoritaires	Effectif
Sexe									
Homme	3,2	40,9	44,1	20,7	35,2	100	17,3	11,7	332 684
Femme	3,6	41,3	44,8	21,6	33,6	100	12,9	9,4	391 771
Groupe d'âges									
18-24 ans	2,7	43,0	45,8	19,1	35,1	100	12,4	8,7	161 550
25-34 ans	3,4	41,6	45,0	21,7	33,4	100	15,0	10,1	208 543
35-44 ans	3,6	40,2	43,8	21,4	34,8	100	15,9	11,1	145 274
45-54 ans	4,4	39,1	43,5	22,6	33,9	100	17,2	12,3	90 736
55 ans et Plus	3,4	40,2	43,6	21,9	34,6	100	15,5	11,3	118 351
Niveau d'instruction									
Aucun	3,8	38,5	42,3	23,8	33,9	100	15,3	10,5	338 229
Primaire	3,5	41,9	45,3	20,0	34,7	100	15,4	10,1	281 014
Secondaire	2,0	47,2	49,2	15,8	35,0	100	13,2	11,3	86 830
Supérieur	2,8	47,4	50,1	17,3	32,6	100	10,1	11,2	18 382
Milieu de résidence									
SAB	3,0	43,8	46,8	16,3	36,9	100	9,6	9,1	228 224
Autres urbains	2,7	55,2	57,9	16,8	25,3	100	8,4	6,9	91 623
Ens. Urbain	2,9	47,1	50,0	16,5	33,6	100	9,2	8,5	319 847
Rural	3,8	36,4	40,2	24,9	34,9	100	19,5	12,0	404 608
Guinée-Bissau	3,4	41,1	44,5	21,2	34,3	100	15,0	10,5	724 454
Quintile de niveau de vie									
Le plus pauvre	3,4	34,0	37,5	29,2	33,3	100	13,0	8,4	123 243
Second	3,5	40,1	43,7	23,8	32,5	100	16,1	10,9	132 009
Moyen	3,6	42,2	45,8	19,3	34,8	100	15,0	9,4	143 633
Quatrième	3,1	41,7	44,8	19,9	35,3	100	16,0	11,6	154 780
Le plus riche	3,4	45,5	48,8	16,1	35,1	100	14,5	11,3	170 789

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

17.3. Indice de perception de l'état de droit

La perception de l'état de droit s'est évaluée par la qualité du système judiciaire et l'absence de corruption. Le **Tableau 17.5** présente l'indice d'appréciation de l'état de droit mesuré par les index d'appréciation du système judiciaire et de l'absence de corruption. Globalement, il en ressort que la population en âge de voter (18 ans ou plus) ont une appréciation moyenne de l'état de droit (0,534) quelles que soient les caractéristiques de la personne qui dirige leur ménage. L'appréciation est encore meilleure chez les personnes sans instruction (0,569), les jeunes de 18-34 ans (0,541). Cette perception moyenne de l'état de droit est due plus à la mauvaise appréciation que fait la population au système judiciaire (0,426) qu'au sentiment de la population sur l'absence de la corruption (0,555).

Tableau 17.5 : Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Guinée Bissau, 2017/2018

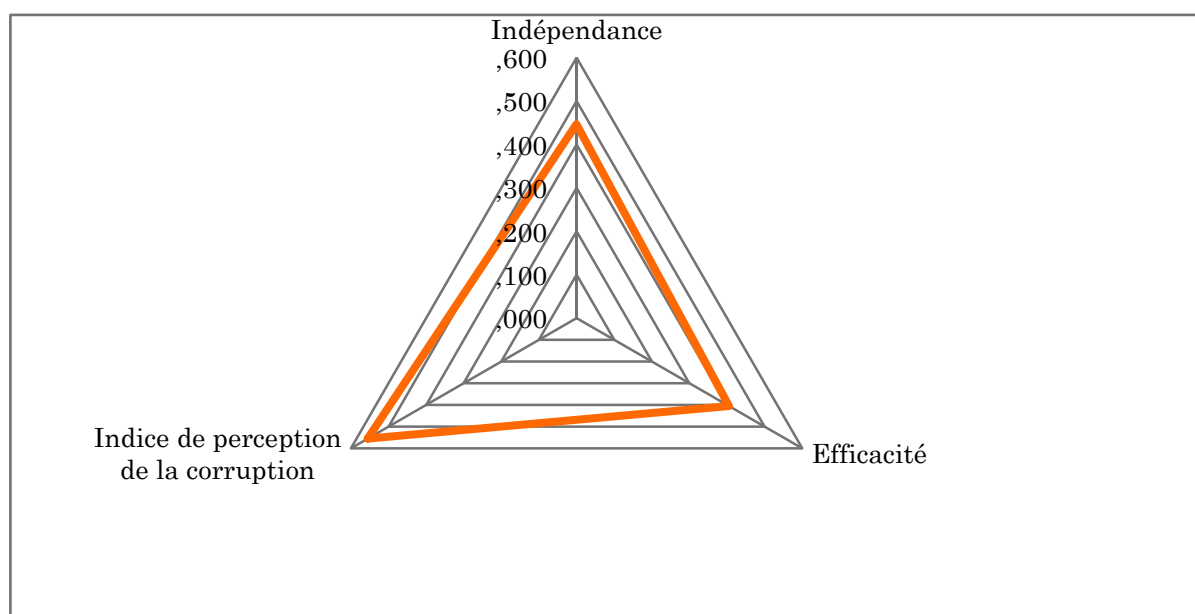
Caractéristiques du chef de ménage	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit
Sexe			
Homme	,427	,558	,537
Femme	,421	,539	,519
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	,443	,561	,541
35 - 59 ans	,419	,549	,527
60 ans et plus	,431	,564	,542
Niveau d'instruction			
Aucun	,456	,586	,564
Primaire	,408	,537	,516
Secondaire	,388	,526	,503
Supérieur	,395	,495	,478
Milieu de résidence			
SAB	,351	,505	,480
Autres urbains	,445	,537	,521
Ens. urbain	,377	,514	,491
Rural	,464	,587	,567
Guinée-Bissau	,426	,555	,534

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

La corruption effrite la démocratie et produit un cercle vicieux en sapant les institutions démocratiques. En effet, plus ces institutions sont faibles, moins elles sont en mesure de contrôler la corruption.

Selon le graphique 17.2, l'état de droit est encore loin de sa performance. Si non, voyons: Indépendance, Efficacité du Système judiciaire e Indice de perception de la corruption, respectivement dont les sont: 0, 446, 0,406 e 0,426 très inférieur à 0,5. Cela montre que l'état de droit en Guinée-Bissau a encore beaucoup à faire, en particulier le manque d'efficacité du système politique ou le non-respect de la Constitution, de la part des acteurs qui interprètent mal le système politique et le Système Judiciaire. Également de nombreux problèmes tels que le manque d'impartialité et la corruption, sont encore très préjudiciables au pays.

Graphique 17.2 : Niveau d'appréciation de la composante de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus, Guinée-Bissau, 2017/2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017 INE

Chapitre 18 PAIX ET SECURITE

Résultats clés

- Parmi les risques que craignent les Bissau guinéens, on dénombre le risque de chômage (42,9%), la faim (40,3%), la pauvreté (41,8%) et le risque de santé (27%).
- Dans la situation de ceux qui ne se sentent pas en sécurité, 73,7% des personnes ne le sont pas en marchant seuls le jour dans leur quartier et 75,5% quand ils sont seuls à la maison le jour contre respectivement 75,7% et 77% la nuit. Aussi, 72,7% de la population affirment-elles ne pas être en sécurité dans le transport public ou 72,9% au lieu de travail.
- près des trois quart (72,9%) de la population ont confiance à l'État pour assurer la sécurité, plus en milieu rural (74,5%) qu'en milieu urbain (70,9%) et à Bissau (68,8%).
- La valeur de l'indice de la paix et sécurité en Guinée Bissau est de 0,697. cet indice est affecté beaucoup plus par l'indice de sécurité publique (0,707) que celui de la sécurité nationale (0,558).

La paix et la sécurité participent à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. L'ODD 16 porte sur la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques.

18.1. Menace générale et sentiment de sécurité

D'un point de vue concret, les principes démocratiques ne peuvent véritablement être respectés et les institutions auront du mal à être performantes dans un environnement où la paix et la sécurité ne sont pas assurées. Inversement, les insatisfactions concernent le fonctionnement.

Cette partie du rapport d'analyse propose un état des lieux de la situation en matière de paix et sécurité à travers les expériences et les points de vue de la population. Elle est composée de quatre sous-parties. Les deux premières s'intéressent aux menaces, au sentiment d'insécurité et à la criminalité. La troisième porte sur les conflits et mode de résolution

Les principaux risques ressentis par les Bissau Guinéens sont d'ordre économique (Tableau 18.1): le chômage, la pauvreté et la faim, selon les résultats respectivement (42,9%, 41,8% et 40,3%), ou encore le risques pour la santé (27,0 %). Expulsion du lieu de résidence est aussi très présente avec 11,9%. Dans zone urbain comme SAB, capital du pays nous pouvons constater la violence d'ordre criminel et la violence contre les femmes avec (16,3% et 16,2%), que sont les phénomènes urbains dans le pays. Par le sexe, comme niveau national les risques sont d'ordre économique.

Tableau 18.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus inquiets dans leur vie quotidienne par type de menaces selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

	Caractéristiques sociodémographiques	Violence d'ordre criminel	Violence entre communautés	Violence contre les femmes	Conflit armé ou guerre	Terrorisme	Mort ou blessures dues à des catastrophes naturelles	Risques pour la santé	Pauvreté	Chômage	Faim	Expulsion (de votre lieu de résidence / votre terre)	Effectif
Sexe													
Homme	9,7	8,0	8,0	7,6	6,8	10,1	25,7	41,5	42,4	40,1	11,9	332 844	
Femme	10,4	8,5	9,3	7,9	7,3	10,5	28,2	42,1	43,4	40,5	11,9	391 917	
Milieu de résidence													
SAB	16,3	15,0	16,2	13,9	12,9	14,3	29,0	37,7	40,8	36,3	15,2	228 409	
Autres urbains	12,5	11,0	10,8	10,8	10,3	12,2	27,2	39,6	41,8	38,7	14,9	91 623	
Ens. Urbain	15,2	13,8	14,7	13,0	12,2	13,7	28,5	38,3	41,1	37,0	15,1	320 032	
Rural	6,1	3,8	4,0	3,6	3,0	7,6	25,9	44,7	44,4	43,0	9,3	404 728	
Région													
Tombali	7,7	5,0	5,2	4,3	3,0	7,4	31,1	46,8	46,0	44,1	10,2	40 449	
Quinara	6,5	4,4	5,0	4,3	5,4	8,1	31,9	48,1	44,7	44,3	9,7	28 839	
Oio	7,8	5,4	5,0	5,2	3,8	9,6	25,3	44,1	44,2	44,7	10,5	95 479	
Biombo	13,2	11,5	12,2	10,9	11,1	11,4	31,4	45,7	45,7	43,5	13,1	45 859	
Bolama Bijagos	10,4	6,6	6,1	6,2	6,4	16,9	30,8	52,1	50,1	45,9	14,8	16 515	
Bafata	8,9	6,0	6,0	5,3	4,8	9,5	24,6	40,7	39,4	38,5	11,3	92 418	
Gabu	6,0	4,6	4,8	4,8	4,2	10,2	28,1	49,4	45,7	47,7	11,6	91 539	
Cacheu	2,5	1,4	1,6	1,3	1,0	1,6	18,5	34,9	43,1	34,4	5,7	85 254	
SAB	16,3	15,0	16,2	13,9	12,9	14,3	29,0	37,7	40,8	36,3	15,2	228 409	
Guinée-Bissau	10,1	8,3	8,7	7,8	7,1	10,3	27,0	41,8	42,9	40,3	11,9	724 761	
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel. 2018. INE													

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Concernant la question de sécurité publique (Erreur ! Source du renvoi introuvable. et **Graphique 18.1**) et dans la vie quotidienne, ce n'est pas la grande quiétude parce que au moins sept personnes sur dix ne se sentent pas sereine quel que soit la situation qui se présente. Dans la situation de ceux qui ne se sentent pas en sécurité, 73,7% des personnes ne le sont pas en marchant seuls le jour dans leur quartier et 75,5% quand ils sont seuls à la maison le jour contre respectivement 75,7% et 77% la nuit. Aussi, 72,7% de la population affirment-elles ne pas être en sécurité dans le transport public ou 72,9% au lieu de travail.

La proportion des adultes sentant qu'il n'y a pas de danger en se déplaçant seuls à pied dans leur lieu de résidence est de 22,3%. Cet indicateur présente de fortes disparités selon la région de résidence.

Tableau 18.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ne se sentant pas en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	Quand vous êtes seul à la maison, le jour	Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)	A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence [1]	Effectif
Sexe								
Homme	73,2	75,2	74,8	76,3	72,3	72,7	23,2	332 821
Femme	74,1	76,1	76,1	77,6	73,0	73,0	21,4	391 771
Region								
Tombali	77,2	78,7	79,2	79,5	70,4	73,6	20,1	40 449
Quinara	72,3	73,8	74,7	75,9	71,2	70,8	24,5	28 839
Oio	79,8	80,7	80,0	81,0	78,2	78,3	18,6	95 381
Biombo	69,6	73,7	72,4	75,2	67,0	68,5	22,8	45 836
Bolama Bijagos	83,0	83,5	83,6	83,4	70,9	78,0	16,3	16 515
Bafata	76,6	77,8	78,4	79,5	73,7	73,7	21,0	92 418
Gabu	77,6	80,7	79,1	81,3	74,0	73,8	18,3	91 539
Cacheu	80,2	83,3	81,3	84,0	83,5	82,4	16,3	85 254
SAB	65,8	67,5	68,3	69,7	67,3	66,9	28,5	228 361
Guinée-Bissau	73,7	75,7	75,5	77,0	72,7	72,9	22,3	724 592
Quintile de niveau de vie								
Le plus pauvre	70,2	71,4	71,1	71,7	70,0	71,1	26,7	123 243
Second	77,7	78,4	79,4	79,9	77,1	77,3	19,4	132 009
Moyen	71,8	75,6	74,0	77,3	72,6	72,7	22,8	143 633
Quatrième	73,3	74,9	75,2	76,7	71,5	71,1	22,7	154 780
Le plus riche	75,3	77,5	77,2	78,7	72,3	72,4	20,4	170 926

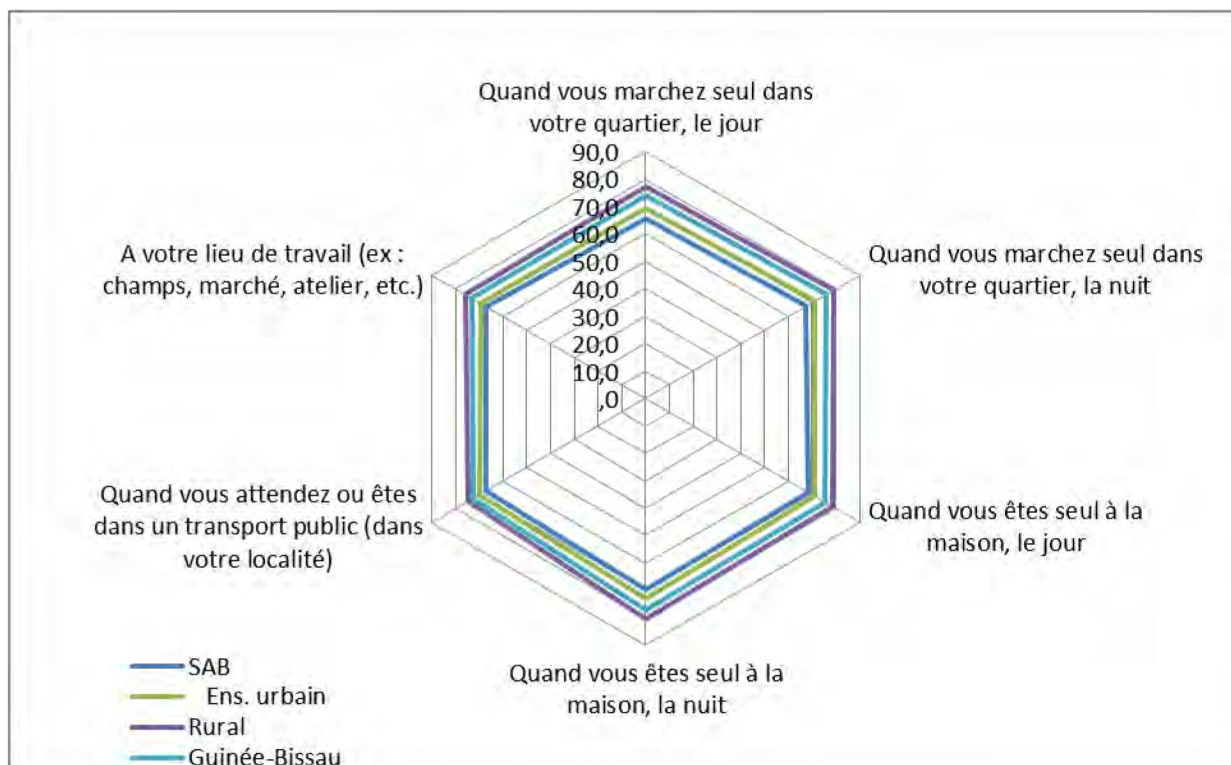
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

[1] ODD 16.1.4

18.2. Sentiment d'insécurité

Le sentiment d'insécurité les Bissau Guinéen Interrogée sur ce point, l'immense majorité ne se sent pas en sécurité dans sa vie de tous les jours (Graphique 18.1). Dans l'ensemble, en moyenne 75,0 % d'entre eux assurent ne se sent pas en sécurité, dont 25,0 % qui se sentent même en parfaite sécurité. Environ (74,7 %) ont peur de marcher seul dans son quartier le jour et la nuit. Sept personnes sur dix ont peur de rester seule dans son domicile le jour et la nuit, lorsque attendez ou utilisez les transports en commun et dans lieu de travail. Au milieu rural, le sentiment d'insécurité est toujours plus grand que milieu urbain par types de situations, la différence est d'au moins 5 points de pourcentage.

Graphique 18.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ne se sentant pas en sécurité par type de situation selon le milieu de résidence, Guinée-Bissau, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

18.3. Criminalité

Parmi les actes de criminalité pour lesquels la population a été victime, on peut :

- Au moins d'un dixième de la population (5,8 %) affirment que quelqu'un s'est introduit dans leur résidence sans permission et a volé ou essayé de voler quelque chose. Ce sont les hommes (6,3%) qui ont été plus victimes que les femmes (5,4%) et le phénomène a été observé plus en milieu urbain (8%) et chez les personnes de la quatrième classe de bien être de vie (7%) ;
- Aussi, 7,8% des individus de 18 ans ont déclaré être plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents [2], notamment plus les hommes (8,5%) que les femmes (7%), les personnes du milieu urbain (11%) et particulièrement à Bissau (13,5%), les personnes de la quatrième classe de bien être de vie (9,%) et des très riches (8,8%) ;

Parmi les personnes victimes des violences physiques, 42,4% des individus de 18 ans et plus qui ont été victimes de violences, ont signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus [3], surtout les hommes (44,8%), les personnes du milieu rural (42,4%) et des personnes de la quatrième classe de bien être de vie (44,6%).

Tableau 18.3 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Sexe		Milieu de résidence				Guinée-Bissau	Quintile de niveau de vie				
	Homme	Femme	SAB	Autres urbains	Ens. urbain	Rural		Le plus pauvre	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche
Quelqu'un s'est introduit dans votre résidence sans permission et a volé ou essayé de voler quelque chose	6,3	5,4	9,6	3,9	8,0	4,0	5,8	4,0	6,0	4,9	7,0	6,5
Quelqu'un a délibérément détruit ou endommagé votre maison, boutique, ou tout autre bien vous appartenant ou appartenant à votre ménage	2,2	1,7	3,7	,7	2,8	1,2	1,9	1,4	1,7	1,4	2,1	2,8
Quelqu'un vous a volé à l'extérieur de votre lieu de résidence	2,2	2,1	3,6	,3	2,7	1,7	2,1	1,7	2,3	2,1	2,5	1,9
Vous avez été victime d'agression (blessé, giflé, bousculé, coup de poing, etc.)	,5	,4	1,1	,3	,9	,2	,5	,4	,6	,5	,4	,5
Vous avez été victime d'harcèlement sexuel (e.g. viol, tentative de viol ou autres formes d'harcèlement)	,4	,3	,4	,4	,4	,3	,3	,2	,2	,3	,4	,5
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel [1]	,8	,7	1,5	,6	1,2	,4	,8	,5	,8	,8	,7	,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents [2]	8,5	7,2	13,5	5,0	11,0	5,3	7,8	5,8	7,8	6,6	9,4	8,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus [3]	44,8	39,9	40,1	38,8	39,9	46,4	42,4	43,2	43,8	39,2	44,6	40,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	,2	,2	,3	,0	,2	,1	,2	,1	,2	,1	,3	,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	,6	,3	,6	,2	,5	,4	,4	,2	,6	,3	,5	,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

[1] ODD 11.7.2

[2] ODD 16.1.3

[3] ODD 16.3.1, des individus ayant été victimes et ont rapporté au moins une fois les faits

Les victimes sont loin de rapporter systématiquement les incidents dont elles ont souffert. C'est au mieux le cas d'une victime sur deux (Tableau 18.4).

Pour les personnes ayant rapporté que quelqu'un s'est introduit dans leur résidence sans permission et a volé ou essayé de voler quelque chose, 58,4% n'ont pas eu à rapporter ces faits, 21,3% des personnes se sont adressées aux forces de l'ordre et 17,5% aux structures communautaires. Ce sont

les hommes (43,3%) qui ont plus fait les déclarations que les femmes (39,9%). Un peu plus de la moitié des déclarants (52%) ont eu satisfaction.

Pour les personnes ayant rapporté que quelqu'un a délibérément détruit ou endommagé leur maison, boutique, ou tout autre bien leur appartenant ou appartenant à leur ménage, 61,9% des personnes n'ont pas rapporté les faits et seulement 37,4% des personnes se sont adressées aux structures officiellement reconnues et 51,5% des individus ont eu satisfaction.

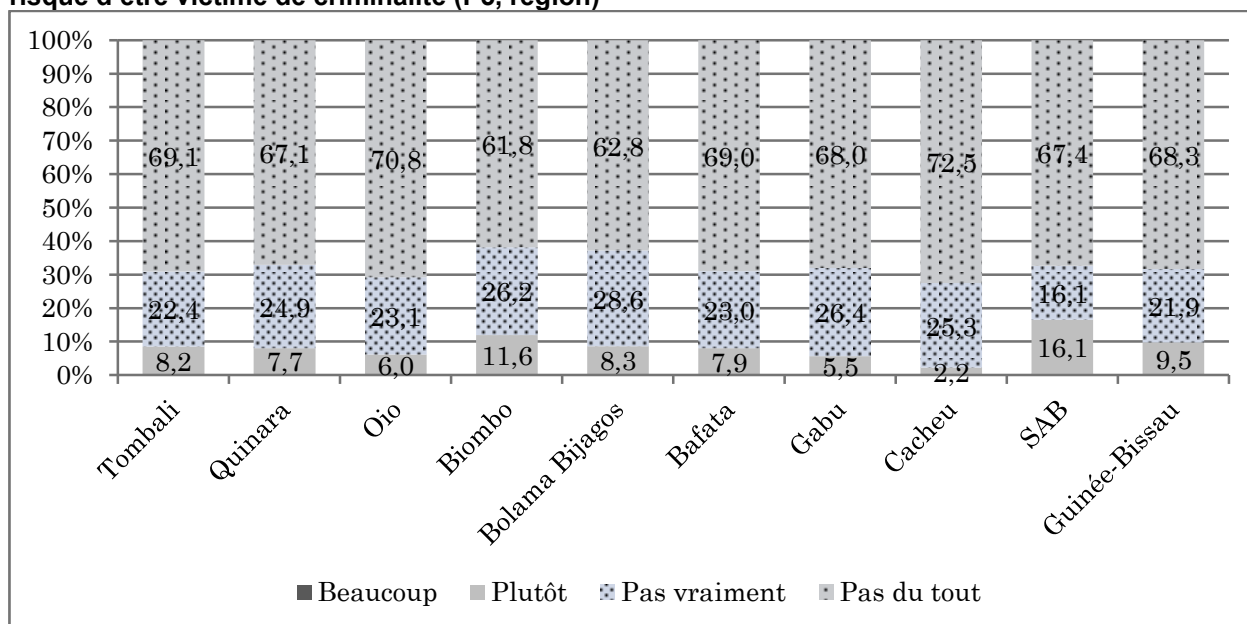
Mais pour les individus ayant rapporté qu'ils ont été victimes de harcèlement sexuel (e.g. viol, tentative de viol ou autres formes de harcèlement), seulement 20,3% des cas n'ont pas été rapportés et 41,2% des cas ont été rapportés aux structures officiellement reconnues et 38,4% des cas rapportés aux milices. Le taux de satisfaction est le plus faible ici avec 35,2%.

Tableau 18.4 : Pourcentage d'incidents rapportés et taux de satisfaction des incidents rapportés selon les types d'incidents et des règlements et par sexe, Guinée Bissau, 2017/2018

Type d'incidents	Às forças de ordem	Aos estruturas comunitárias	Total estruturas oficialmente reconhecidas	A milícias	Não reportado	Total	Sexe			Taux de satisfaction
							Homme	Femme	Total	
Quelqu'un s'est introduit dans votre résidence sans permission et a volé ou essayé de voler quelque chose	21,3	17,5	38,8	2,8	58,4	100	43,3	39,9	41,6	52
Quelqu'un a délibérément détruit ou endommagé votre maison, boutique, ou tout autre bien vous appartenant ou appartenant à votre ménage	22,3	15,1	37,4	0,7	61,9	100	38,8	37,3	38,1	51,5
Quelqu'un vous a volé à l'extérieur de votre lieu de résidence	21,6	19,9	41,5	0,6	57,9	100	46,7	37,8	42,1	59,5
Vous avez été victime d'agression (blessé, giflé, bousculé, coup de poing, etc.)	18,1	18,2	36,4	13,7	49,9	100	59,8	39,7	50,1	55,6
Vous avez été victime d'harcèlement sexuel (e.g. viol, tentative de viol ou autres formes d'harcèlement)	28,3	12,9	41,2	38,4	20,3	100	81,2	78,1	79,7	35,2
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE										

Par rapport aux régions de résidence, le sentiment d'être victimes de criminalité varie. Selon le graphique 18.2, par rapport au niveau national, ce sont dans les régions de Biombo (12%) et de Bissau (16,5%) que les individus pensent qu'il y a le risque d'être victime de la criminalité, contre plus de six personnes sur dix qui ont déclaré que pas du tout le risque d'être victime de criminalité.

Graphique 18.2 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le risque d'être victime de criminalité (P5, région)



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

18.4. Conflits et mode de résolution

D'après le Tableau 18.5, un adulte sur dix (10%) estime probable le risque d'être victime de criminalité. Cette proportion est de 15% en milieu urbain et 5% en milieu rural. Elle varie sensiblement avec le niveau de richesse allant de 7% chez les plus pauvres à 12% chez les plus riches. Par ailleurs, quelques personnes affirment avoir été victimes de discrimination de la part des forces de l'ordre du fait de leur ethnie (1%), origine régionale (1%), religion (1%), situation économique (3%), genre/sexe (1%) ou handicap (1%). En outre, la majorité des adultes estiment que les forces de l'ordre n'ont pas la capacité de faire face aux problèmes sécuritaires : 59% pour toutes formes de crimes, 64% pour les crimes contre les femmes et 65% pour les crimes contre les enfants.

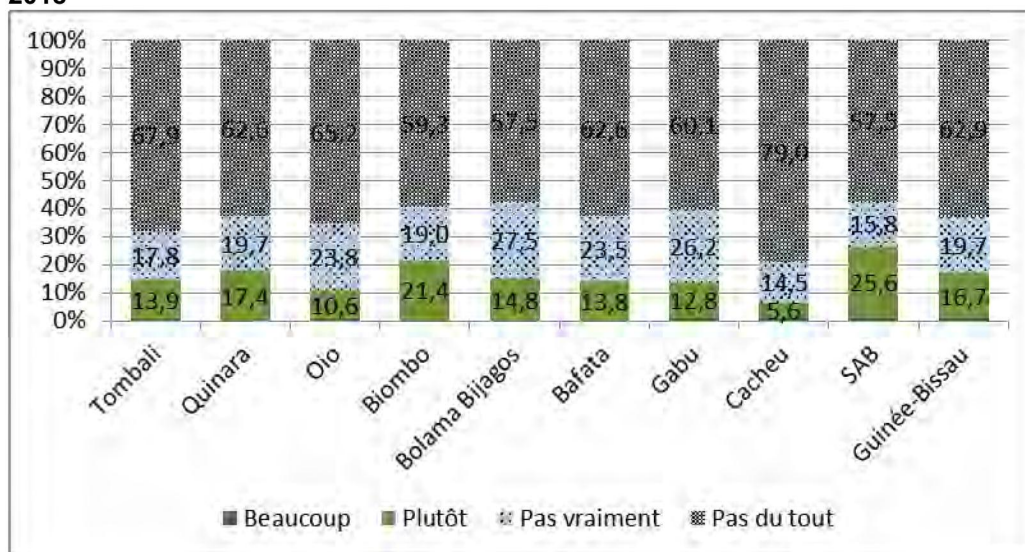
Tableau 18.5 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de discrimination de la part des forces de l'ordre du fait de leur							pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les forces de l'ordre n'ont pas la capacité de faire face aux problèmes sécuritaires			
		Ethnicité	Origine régionale	Religion	Situation économique (pauvreté)	Genre/Sexe	Handicap	Effectif	Toutes les formes de violence	contre les femmes	contre les enfants	Effectif
Sexe												
Homme	10	1	1	1	3	1	1	332 684	59	64	65	332 684
Femme	10	1	1	1	3	1	1	391 771	59	64	65	391 771
Milieu de résidence												
SAB	17	2	1	2	5	2	2	228 224	63	66	67	228 224
Autres urbains	12	1	1	0	1	1	0	91 623	65	69	69	91 623
Ens. urbain	15	2	1	2	4	2	1	319 847	64	67	68	319 847
Rural	5	1	1	1	2	1	1	404 608	56	61	62	404 608
Region												
Tombali	8	2	2	2	4	2	2	40 449	60	66	67	40 449
Quinara	8	2	2	1	3	2	1	28 839	53	59	59	28 839
Oio	6	1	0	0	2	0	0	95 381	55	60	61	95 381
Biombo	12	1	1	1	2	1	1	45 836	58	63	65	45 836
Bolama	9	0	0	0	1	0	0	16 515	57	65	66	16 515
Bijagos												
Bafata	8	1	0	0	1	1	0	92 418	56	61	62	92 418
Gabu	6	0	0	0	2	0	0	91 539	53	59	60	91 539
Cacheu	2	1	1	0	2	0	0	85 254	69	71	71	85 254
SAB	17	2	1	2	5	2	2	228 224	63	66	67	228 224
Guinée-Bissau	10	1	1	1	3	1	1	724 454	59	64	65	724 454
Quintile de niveau de vie												
Le plus pauvre	7	2	1	1	4	1	1	123 243	55	59	59	123 243
Second	8	2	1	1	4	1	1	132 009	60	64	65	132 009
Moyen	10	1	1	1	2	1	1	143 633	59	64	65	143 633
Quatrième	11	1	1	1	3	1	1	154 780	59	64	65	154 780
Le plus riche	12	1	1	1	3	1	1	170 789	63	67	68	170 789

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

L'opinion des populations sur le degré de tension entre les différents groupes est représentée sur le **Graphique 18.3** Dans l'ensemble 17,4% des individus estiment qu'il existe de tension entre les différents groupes. Cette proportion est importante dans les régions de Biombo (21%) et à Bissau (26,7%).

Graphique 18.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois , Guinée-Bissau, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Le montre qu'une proportion de 17,4% de la population juge que le degré de tensions entre différents groupes est important. Les conflits proviennent de deux causes majeures : les facteurs politiques (43,6%), la compétition économique (19,2%).

Tableau 18.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le degré de tension entre les différents groupes est important, répartition selon les sources des tensions, pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le risque de violence a augmenté et pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la situation va améliorer selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques, Guinée-Bissau, 2017/2018									Effectif	le risque de violence a augmenté au cours des 12 derniers mois	la situation va s'améliorer au cours des 12 prochains mois
Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le degré de tension entre les différents groupes est important	Fonte dessa tensão?	Conc	Escasse de recursos naturais	Difere	Factor	Dispu	Outros			
Sexe											
Homme	17,8	18,1	4,7	4,2	45,9	4,5	22,7	332 684	15,4	87,7	
Femme	17,0	20,2	5,0	4,0	41,6	3,6	25,7	391 771	15,5	88,2	
Groupe d'âges											
18-24 ans	20,6	15,6	4,4	4,5	48,3	3,8	23,5	161 550	18,5	91,6	
25-34 ans	17,7	19,9	5,7	4,1	42,9	3,4	24,0	208 543	16,1	87,0	
35-44 ans	16,0	17,1	4,6	4,0	41,2	4,1	29,2	145 274	14,2	88,9	
45-54 ans	15,1	23,1	5,6	3,7	38,0	5,8	23,8	90 736	13,5	83,4	
55 ans et Plus	15,9	24,1	3,9	3,8	43,6	4,3	20,4	118 351	13,0	85,3	
Milieu de résidence											
SAB	26,7	17,7	3,2	2,7	45,9	1,8	28,7	228 224	26,6	89,7	
Autres urbains	21,8	31,0	2,8	6,1	46,1	,5	13,6	91 623	22,5	92,8	
Ens. urbain	25,3	21,0	3,1	3,6	45,9	1,5	24,9	319 847	25,4	90,5	
Rural	11,1	16,1	7,8	4,9	39,5	8,4	23,2	404 608	7,5	81,3	
Guinée-Bissau	17,4	19,2	4,9	4,1	43,6	4,0	24,3	724 454	15,4	88,0	
Quintile de niveau de vie											
Le plus pauvre	14,9	14,4	6,8	4,0	38,1	5,5	31,3	123 243	12,0	82,6	
Second	14,6	13,5	6,4	5,5	42,3	1,9	30,4	132 009	13,7	89,1	
Moyen	16,9	25,1	1,9	4,5	36,5	5,1	26,9	143 633	13,5	88,2	
Quatrième	17,9	18,9	4,3	5,3	46,8	4,2	20,5	154 780	16,9	89,3	
Le plus riche	21,2	21,0	5,5	2,1	49,6	3,5	18,3	170 789	19,6	88,5	

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

L'enquête a également exploré la connaissance de la population sur le mode de résolution des conflits. Il ressort du **Tableau 18.7** qu'un peu plus de la moitié (55,3%) des personnes âgées de 18 ans a connaissance de l'existence d'un mécanisme de résolution de conflit notamment celui d'un comité local. On note de grande disparité de cette connaissance. L'existence de comité est plus connue dans le milieu rural (78,5%) qu'en milieu urbain (25,8%) et à Bissau (9,9%) mais aussi dans les régions Tombali (85,3%) et Bolama Bijagos (83,5%) que dans les autres régions. Si l'existence du comité est relativement connue, l'efficacité du comité n'est pas avérée puis qu'il n'y a que 15,4% qui le jugent efficace. L'efficacité l'est encore moins dans les zones où la proportion des habitants qui connaissant son existence est plus élevée.

En ce qui concerne la connaissance des modes d'assistance pour la résolution des conflits, plus de quatre personnes sur dix ont identifié le rôle des forces de l'ordre (42,7%), comité local (46,2%).

Tableau 18.7 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant connaissance de l'existence d'un comité local pour résoudre les conflits et pourcentage des individus de 18 ans et plus selon le mode de résolution des conflits selon les caractéristiques sociodémographiques , Guinée Bissau, 2017/2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant connaissance de l'existence d'un comité local pour résoudre les conflits	Pourcentage des individus de 18 ans et plus qui estiment que le mécanisme est efficace	Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur connaissance du mode d'assistance pour résoudre les conflits								Effectif
			Forças de ordem	Comité local	Milícia	Líderes políticos	Líderes tradicionais	Líderes religiosos	Outros	Total	
Sexe											
Homme	54,6	15,4	43,3	45,8	1,7	0,2	6,4	0,8	1,7	100,0	332 684
Femme	55,8	15,5	42,3	46,5	1,7	0,3	7,1	0,7	1,4	100,0	391 771
Milieu de résidence											
SAB	9,9	26,6	88,4	3,0	3,8	0,4	0,2	0,7	3,6	100,0	228 224
Autres urbains	65,6	22,5	52,2	41,6	2,5	0,0	0,8	1,9	1,0	100,0	91 623
Ens. urbain	25,8	25,4	78,0	14,1	3,4	0,3	0,3	1,0	2,9	100,0	319 847
Rural	78,5	7,5	14,9	71,5	0,4	0,3	11,9	0,5	0,6	100,0	404 608
Region											
Tombali	85,3	10,4	14,0	79,6	0,7	0,2	5,1	0,1	0,4	100,0	40 449
Quinara	76,2	12,4	22,8	71,9	2,2	0,4	1,7	0,1	0,9	100,0	28 839
Oio	78,7	10,3	17,9	68,3	0,7	0,2	11,1	0,6	1,2	100,0	95 381
Biombo	53,9	18,4	48,1	43,5	2,4	0,3	3,9	0,7	1,1	100,0	45 836
Bolama	83,5	11,7	16,6	78,7	0,9	0,5	2,6	0,2	0,3	100,0	16 515
Bijagos											
Bafata	78,9	10,2	17,0	72,9	0,4	0,2	8,9	0,3	0,3	100,0	92 418
Gabu	78,1	10,7	17,2	60,1	0,8	0,3	18,3	2,5	0,8	100,0	91 539
Cacheu	74,5	4,4	26,4	63,4	0,0	0,2	9,7	0,2	0,0	100,0	85 254
SAB	9,9	26,6	88,4	3,0	3,8	0,4	0,2	0,7	3,6	100,0	228 224
Guinée-Bissau	55,3	15,4	42,7	46,2	1,7	0,3	6,8	0,7	1,6	100,0	724 454

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Le rôle Régalien de l'État est reconnu car dans le **Tableau 18.8**, près des trois quart (72,9%) de la population ont confiance à l'État pour assurer la sécurité même si nombreux sont les personnes (90,2%) qui estiment avoir confiance en leur famille. Les résultats traduisent un fait majeur c'est que les Bissau guinéens font confiance au voisinage immédiat pour les questions de sécurité. En plus de la famille, 88,8% et 85,1% de la population fait également respectivement confiance pour ce rôle aux voisins et à son entourage.

Suivant les caractéristiques des répondants, sans changement dans l'ordre d'importance sus-indiqué, la confiance en tous les acteurs cités dans le tableau est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain.

Tableau 18.8 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité et à son entourage selon les caractéristiques sociodémographiques, Guinée Bissau, 2017/2018

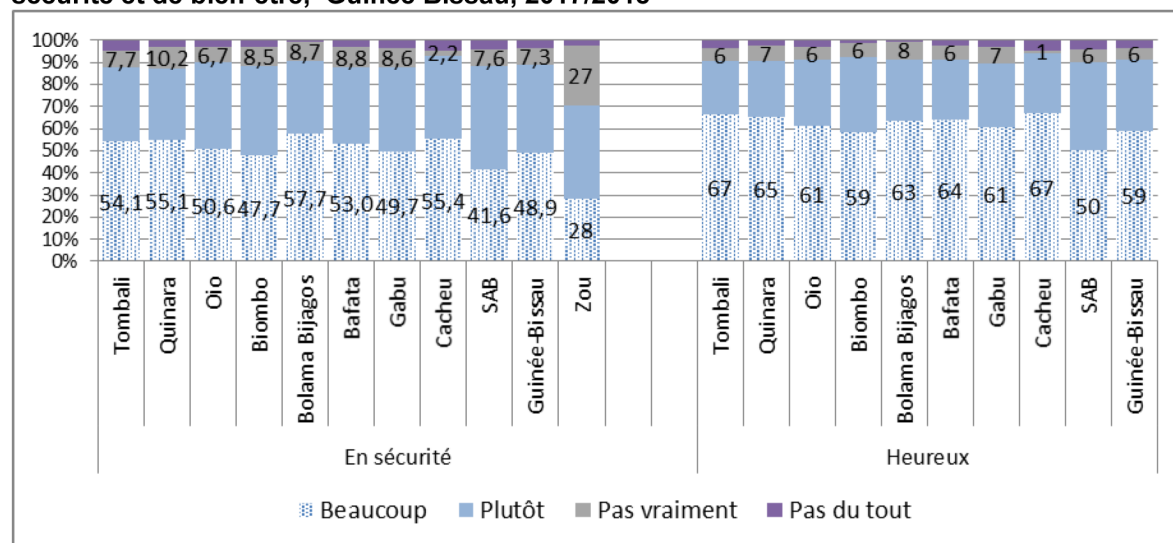
Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à:		Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à:							Effectif
	l'Etat pour assurer la sécurité	Son entourage	Votre famille	Vos voisins	Personnes de religion autre que la vôtre	Personnes d'une ethnie autre que la vôtre	Personnes d'une nationalité autre que la vôtre	Personnes ayant une affiliation politique autre que la vôtre	Personnes parlant une langue autre que la vôtre	
Sexe										
Homme	72,8	83,0	90,6	89,1	85,4	84,2	76,8	79,9	79,1	332 684
Femme	73,1	82,2	90,6	88,6	84,8	83,8	75,9	79,7	78,5	391 771
Milieu de résidence										
SAB	68,8	78,6	90,9	86,8	84,7	84,1	77,2	79,0	79,3	228 224
Autres urbains	76,1	89,3	95,3	94,0	91,0	88,9	85,0	84,3	82,7	91 623
Ens. urbain	70,9	81,6	92,1	88,9	86,5	85,5	79,4	80,5	80,3	319 847
Rural	74,6	83,4	89,4	88,8	84,0	82,9	73,8	79,3	77,6	404 608
Région										
Tombali	71,3	80,1	89,4	89,7	87,4	86,1	76,4	80,6	80,8	40 449
Quinara	69,1	80,2	89,7	89,4	87,0	85,4	77,2	80,1	81,2	28 839
Oio	76,3	86,4	89,8	89,7	83,6	82,5	76,0	79,7	77,2	95 381
Biombo	68,1	76,4	93,7	91,9	86,1	83,3	75,5	78,2	77,5	45 836
Bolama Bijagos	70,9	80,1	89,4	89,1	85,3	85,1	77,6	80,2	81,3	16 515
Bafata	74,9	83,9	88,2	88,0	86,3	84,9	76,6	81,5	79,7	92 418
Gabu	74,7	83,4	89,3	89,0	82,5	80,7	73,1	76,9	73,9	91 539
Cacheu	81,3	92,7	94,4	91,8	86,9	86,7	77,1	83,9	81,9	85 254
SAB	68,8	78,6	90,9	86,8	84,7	84,1	77,2	79,0	79,3	228 224
Guinée-Bissau	72,9	82,6	90,6	88,8	85,1	84,0	76,3	79,8	78,8	724 454

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

En dépit du risque élevé d'insécurité évoqué par la population, le **Graphique 18.4** montre que plus de huit personnes sur dix (89%) ont le sentiment d'être en sécurité. Dans les régions Cacheu (93,2%), et d'Oio (90,1%), la population se sentant beaucoup en sécurité est plus élevée qu'à Bissau (88,2%) et dans Gabu (88%).

Par ailleurs, 91% de la population se déclarant être heureux et les régions où les personnes sentent en sécurité sont celles où la population se dit être heureux.

Graphique 18.4 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur sentiment de sécurité et de bien-être, Guinée Bissau, 2017/2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

18.5. Indice de perception de la paix et de la sécurité

Selon le tableau 18.9 ci-dessus, la population a une bonne appréciation de la paix et sécurité en Guinée Bissau avec un indice de 0,697. cet indice est affecté beaucoup plus par l'indice de sécurité publique (0,707) que celui de la sécurité nationale (0,558).

Ce sentiment de paix et sécurité est plus prononcé chez les personnes résidant dans les ménages dirigés par les hommes (0,700) que les femmes (0,686), chez les personnes dont le chef de ménage est âgés de 60 ans ou plus (0,701), chez les personnes dont le chef de ménage est sans instruction (0,718).

Tableau 18.9 : Indice d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Guinée Bissau, 2017/2018

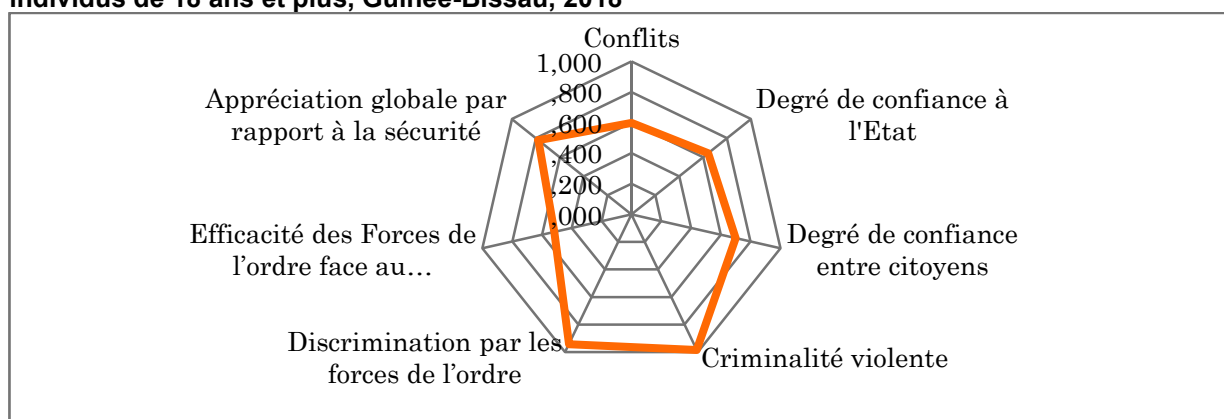
Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Sécurité nationale	Sécurité publique	Paix et sécurité
Sexe	,600	,817	,801
Homme	,592	,806	,790
Femme			
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	,592	,810	,794
35 - 59 ans	,597	,813	,798
60 ans et plus	,603	,821	,805
Niveau d'instruction			
Aucun	,598	,822	,805
Primaire	,598	,817	,801
Secondaire	,598	,790	,776
Supérieur	,603	,801	,786
Milieu de résidence			
SAB	,601	,777	,764
Autres urbains	,589	,831	,813
Ens. Urbain	,598	,792	,778
Rural	,599	,833	,816
Guinée-Bissau	,598	,815	,799

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Selon le graphique 18.5, l'idée que se fait de la population sur des neuf caractéristiques retenues des composantes de la paix et sécurité et suivant :

Efficacité des Forces de l'ordre face au problème de sécurité, Sécurité nationale et Conflits, est considéré essentielles pour un peu moins de 60% de la population enquête. Viennent ensuite degré de confiance à l'Etat, degré de confiance entre citoyens, appréciation globale par rapport à la sécurité, sécurité publique, discrimination par les forces de l'ordre et Criminalité violente dont l'importance est soulignée par respectivement 64,2%, 70,0%, 78,0%, 81,5%, 94,2% et 98,4% de la population adulte. Ces résultats montrent que conception de la paix et sécurité est largement répondue.

Graphique 18.5 : Niveau d'appréciation des composantes de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus, Guinée-Bissau, 2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Chapitre 19 INDICE DE GOUVERNANCE, PAIX ET SECURITE

Résultats clés

- la valeur de l'indice Gouvernance, paix et sécurité (GPS) est de 0,70. selon la région de résidence, cet indice est faible par rapport au niveau national dans la région de Bissau (0,66) et à Biombo (0,68)..
- La contribution de l'indice paix et sécurité à l'indice du GPS est 68,3% alors que l'indice de droit de l'homme et participation est de 18,4% et celle de l'indice de l'état de droit est de 13,3%.

La mesure de la situation de GPS s'est faite à travers plusieurs variables qui rendent compte des spécificités des différents domaines et aspects de la thématique. En dehors de cette appréciation, il est nécessaire de disposer un indicateur synthétique tel que l'indice GPS. Cet indice couvre les domaines relatifs aux droits de l'homme et participation citoyenne, à l'état de droit, et à la paix et sécurité Chacun des domaines indiqués constitue une composante de l'indice GPS, décrit comme suit :

- **Composante « droit de l'homme et participation »** □

Cette composante de l'indice GPS recoupe trois domaines : i) droits civils et politiques couvrant les aspects de libertés politiques, religieuses et de la presse, ii) participation à partir des variables relatives à la participation de la population à la vie politique, citoyenne, culturelle et aux processus électoraux. Le troisième domaine est celui de iii) l'absence de discrimination et d'inégalité de sexe

- **Composante « état de droit »** □

La composante de l'état de droit rend compte de l'appréciation faite par la population cible de l'indépendance et de l'efficacité du système judiciaire mais également de la situation de la corruption.

- **Composante « paix et sécurité »** □

La sécurité nationale et la sécurité publique font partie de cette composante. Elle est basée sur les aspects relatifs au degré de confiance des citoyens en l'État et entre les citoyens ; la discrimination par les forces de l'ordre et leur efficacité, la criminalité et l'appréciation globale.

19.1. Profil de l'indice de GPS

Le niveau d'appréciation globale de l'indice GPS en Guinée Bissau (tableau 19.1), est relativement assez bonne car la valeur de l'indice GPS est de 0,70. Selon la région de résidence, cet indice est faible par rapport au niveau national dans la région de Bissau (0,66) et à Biombo (0,68).

La valeur de cet indice de GPS est positivement affectée par l'indice de l'absence de discrimination et d'inégalité de sexe (0,75) et de l'indice de la sécurité publique (0,82) et de l'indice de paix et sécurité (0,80).

Mais l'indice de GPS est affecté par la mauvaise appréciation des indices de participation (0,48) et du système judiciaire (0,43).

Tableau 19.1 : Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Guinée Bissau, 2017/2018

Tableau 10: 11 Indicateurs régionaux de l'indice de droits de l'homme composite, Guinée-Bissau, 2014-2018											
Région	Indice du droit d'homme										Indice gouvernance, paix et sécurité
	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Droit de l'homme et participation	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit	Sécurité nationale	Sécurité publique	Paix et sécurité	
Tombali	0,61	0,47	0,73	0,55	0,43	0,57	0,54	0,60	0,83	0,82	0,71
Quinara	0,64	0,47	0,75	0,56	0,42	0,57	0,55	0,59	0,82	0,81	0,70
Oio	0,66	0,49	0,78	0,58	0,48	0,58	0,57	0,60	0,83	0,82	0,72
Biombo	0,58	0,47	0,71	0,54	0,36	0,53	0,50	0,58	0,80	0,78	0,68
Bolama Bijagos	0,62	0,49	0,76	0,56	0,38	0,57	0,53	0,57	0,86	0,83	0,72
Bafata	0,62	0,48	0,76	0,56	0,46	0,58	0,56	0,59	0,84	0,82	0,71
Gabu	0,60	0,46	0,76	0,54	0,48	0,59	0,57	0,58	0,83	0,82	0,71
Cacheu	0,67	0,49	0,77	0,58	0,51	0,60	0,58	0,63	0,84	0,83	0,73
SAB	0,57	0,48	0,72	0,54	0,35	0,51	0,48	0,60	0,78	0,76	0,66
Guinée-Bissau	0.61	0.48	0.75	0.55	0.43	0.56	0.53	0.60	0.82	0.80	0.70

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Quand à la variation de l'indice de gouvernance, paix et sécurité (GPS) selon indicateur de niveau de vie non monétaire, le tableau 19.2 ci-dessus montre qu'il y a peu de variation selon le niveau de vie allant de 0,69 pour les classes des plus pauvres ou des plus riches à 0,71 pour la seconde classe de bien être de vie.

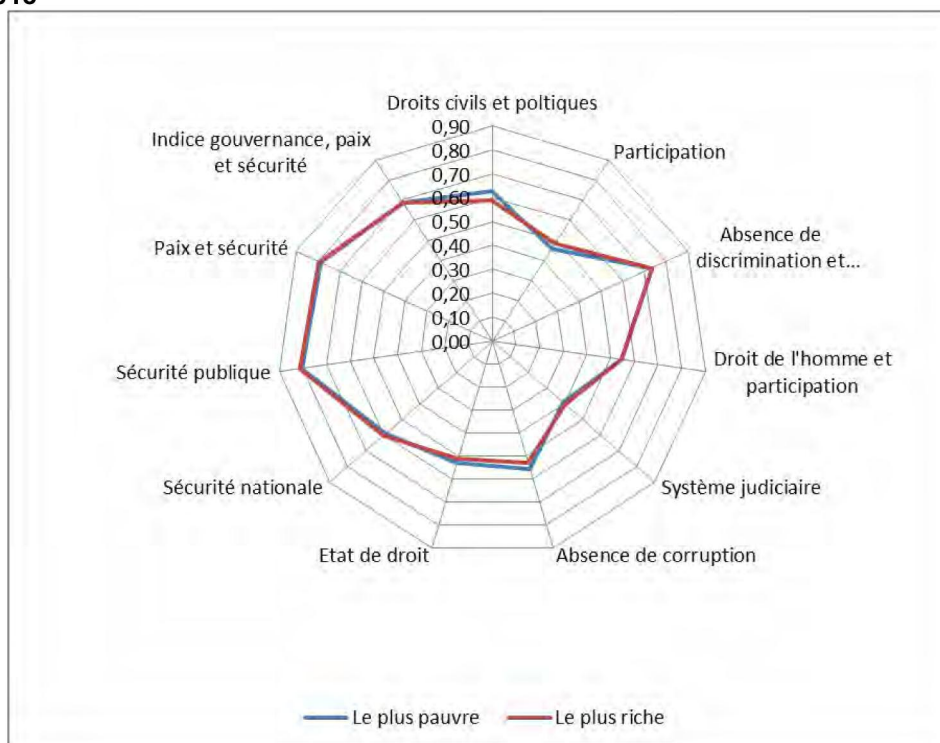
Tableau 19.2 : Niveau de vie et perception de la gouvernance, paix et sécurité, Guinée Bissau, 2017/2018

Indicateurs de gouvernance, paix et sécurité	Indicateur de niveau de vie non monétaire					
	Le plus pauvre	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche	Guinée-Bissau
Droits civils et politiques	0,63	0,65	0,62	0,57	0,59	0,61
Participation	0,46	0,50	0,49	0,47	0,48	0,48
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,73	0,77	0,73	0,75	0,73	0,75
Droit de l'homme et participation	0,55	0,58	0,56	0,54	0,55	0,55
Système judiciaire	0,39	0,47	0,44	0,43	0,41	0,43
Absence de corruption	0,56	0,57	0,56	0,56	0,53	0,56
Etat de droit	0,53	0,56	0,54	0,53	0,51	0,53
Sécurité nationale	0,59	0,60	0,60	0,60	0,60	0,60
Sécurité publique	0,81	0,83	0,82	0,81	0,81	0,82
Paix et sécurité	0,79	0,81	0,80	0,80	0,80	0,80
Indice gouvernance, paix et sécurité	0,69	0,71	0,70	0,69	0,69	0,70

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Le graphique 19.1 ci-dessus, montre que le degré d'appréciation de indices de GPS par les citoyens les plus pauvres et les plus riches On s'aperçoit que le niveau d'appréciation des indices, est similaire pour les plus pauvres et les plus riches. Regardons l'indice l'état de la gouvernance, paix et sécurité pour les citoyens les plus pauvres et les plus riches est égal 0,69. Les composants, Droits civils et politiques, Absence de corruption et l'État de droit sont mieux placés chez les plus pauvres que les plus riches avec 0,63, 0,56 et 0,53 respectivement. Contrairement aux composants mentionnés au-dessus, les composants Système judiciaire, Sécurité nationale et Paix et sécurité sont également mieux placés pour les citoyens les plus riches que les plus pauvres. Nous ne pouvons que nous rappeler que au-dessus on a vu que les citoyens plus pauvres ont peu confiance dans la justice.

Graphique 19.1 : Appréciation de l'état de la gouvernance, paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus vivant dans les ménages les plus pauvres et les plus riches, Guinée Bissau, 2017/2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

La valeur de l'indice de la gouvernance, paix et sécurité (Tableau 19.3), est plus affecté par celle de l'indice paix et sécurité car sa contribution à l'indice du GPS est 8,3% alors que l'indice de droit de l'homme et participation ne contribue que pour 18,4% à l'indice du GPS et celle de l'indice de l'état de droit est de 13,3%.

Quand au sous-indice "Droit de l'homme et participation", la contribution la plus élevée est celle de l'indice de participation avec 48,7%, suivi de l'indice des droits de l'homme et politiques (34,4%) et de celui de l'absence de discrimination et d'inégalités de sexe avec 16,9%.

Pour le sous-indice "Etat de droit", l'indice d'absence de corruption contribue pour 86,7% alors que celui du système judiciaire ne contribue que pour 13,3%.

Enfin, pour le sous-indice "Paix et sécurité", c'est l'indice de la sécurité publique qui est la plus grande contributrice avec 94,5% des parts.

Quel que soit le milieu de résidence, le niveau de contribution va dans le même sens.

Tableau 19.3 : Contributions des composantes à la gouvernance, paix et sécurité, Guinée-Bissau

Région	Contribution (%) des sous-indices à la composante "Droit de l'homme et participation"			Contribution du sous-indice à la composante "Etat de droit"		Contribution des sous-indices à la composante "Paix et sécurité"		Contribution des composantes à l'indice de gouvernance, paix et sécurité		
	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Système judiciaire	Absence de corruption	Sécurité nationale	Sécurité publique	Droit de l'homme et participation	Etat de droit	Paix et sécurité
Tombali	34,9	48,5	16,6	13,1	86,9	5,4	94,6	18,1	13,3	68,6
Quinara	36,1	47,1	16,7	12,7	87,31	5,4	94,6	18,4	13,6	68,1
Oio	35,4	47,7	16,9	14,3	85,75	5,3	94,7	18,7	13,7	67,6
Biombo	33,8	49,7	16,5	12,1	87,94	5,5	94,5	18,4	12,9	68,7
Bolama Bijagos	34,6	48,5	16,9	11,8	88,19	5	95	18,2	12,9	68,9
Bafata	34,8	48,3	17	13,7	86,3	5,3	94,7	18,1	13,7	68,2
Gabu	34,9	47,6	17,5	14,1	85,95	5,2	94,8	17,6	13,9	68,4
Cacheu	36,1	47,3	16,6	14,7	85,3	5,6	94,4	18,4	14	67,6
SAB	32,9	50,4	16,8	12,2	87,81	5,8	94,2	18,8	12,6	68,6
Guinée-Bissau	34,4	48,7	16,9	13,3	86,7	5,5	94,5	18,4	13,3	68,3

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Conclusion et recommandations

Cette enquête sur l'emploi et le secteur informel en Guinée-Bissau est la première d'envergure nationale depuis l'ouverture politique en 1994. L'échantillon est d'une taille suffisamment significative au niveau national, par région et milieu. Les méthodes utilisées dans le calcul ainsi que les définitions des indicateurs sont harmonisées à celles utilisées au niveau international (BIT, CIST) et les indicateurs (taux de chômage) peuvent être comparés au niveau des pays de l'UEMOA.

Cette enquête, est la première du genre en Guinée-Bissau et servira de référence pour le suivi des indicateurs du marché de travail ainsi que du secteur informel. Il importe ensuite de mettre en place un système de suivi des statistiques du marché de travail et de l'emploi en combinant l'exploitation des sources administratives avec une enquête nationale de périodicité annuelle.

Pour un meilleur suivi et évaluation de la contribution du secteur informel dans la formation du produit intérieur brut, de création de richesse et d'emploi, il importe de réaliser régulièrement des enquêtes périodiques relatives au secteur informel en Guinée-Bissau moins lourdes.

Il importe de capitaliser et d'exploiter les résultats de cette enquête pour élaborer le premier profil pays du travail décent de la Guinée-Bissau.

L'opération de collecte a rencontré deux types de problèmes qui n'ont pas eu d'impact sur les résultats obtenus. Il s'agit des problèmes liés à la période de collecte et ceux liés à la mobilité des agents de collecte. Ces problèmes ont eu comme effet d'allonger la durée de la collecte.

En définitive, les résultats obtenus traduisent bien le fait que les Bissau Guinéens adultes, en majorité, expriment un réel besoin de bonne gouvernance, de paix et de sécurité; même si dans certains de ces domaines, la demande est plus forte et paraît pressante. Ces résultats mettent par conséquent en exergue, l'ampleur et l'intensité de l'effort que les institutions publiques doivent accomplir pour répondre aux besoins de la population dans ces trois domaines. Ce résultat, avait permis d'apprécier le niveau des besoins des populations en matière de gouvernance et d'intégrité morale.

En recommandation, au regard de l'intensité et de l'ampleur des besoins exprimés par les populations, l'appropriation nationale des résultats par les administrations et les institutions publiques, ainsi que par les autres acteurs impliqués, s'avère utile et importante. Cette appropriation devrait déboucher sur des actions. Au niveau d'intégration, ils serviront, d'une part, de base de comparaison entre les pays membres de l'UEMOA, et, d'autre part, à l'élaboration d'un rapport à soumettre à l'appréciation des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA.

Cette enquête, la première du genre d'envergure nationale en Guinée-Bissau, servira de référence pour le suivi des indicateurs du marché de travail ainsi que du secteur informel en Guinée-Bissau. Il importe ensuite de mettre en place un système de suivi des statistiques du marché de travail et de l'emploi en combinant l'exploitation des sources administratives avec une enquête nationale de périodicité annuelle.

Il importe de capitaliser et d'exploiter les résultats de cette enquête pour élaborer le premier profil pays du travail décent de la Guinée-Bissau.

Bibliographie

BIT. (2018). Directives concernant la mesure de l'inadéquation des qualifications et des compétences des personnes en emploi, 20^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail Genève, 10-19 octobre 2018.

BIT. (2013). Résolution I concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main d'œuvre, 19^{ème} conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 2-11 octobre 2013.

BIT. (2012). Les indicateurs du travail décent en Afrique : une première évaluation à partir des sources nationales. Bureau international du Travail. Genève, Suisse.

BIT. (1998). Résolution concernant la mesure du sous-emploi et des situations d'emploi inadéquat, adoptée par la seizième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 6-15 octobre 1998.

Christel Gilles. (2007). Réduire la segmentation du marché du travail selon le genre et accroître les taux d'emploi féminin : à court terme, est-ce compatible ? La note de veille N°72. Centre d'analyse stratégique.

Commission Economique pour l'Afrique (CEA). (2016). Rapport sur la gouvernance en Afrique IV. Mesurer la corruption en Afrique : prendre en compte la dimension internationale. Addis-Abeba, Éthiopie.

Conseil économique et social. (2017). Commission de statistique. Quarante-huitième session 7-10 mars 2017. Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire. Questions soumises à la Commission pour examen et décision : données et indicateurs relatifs au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Nations Unies.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES). (2015). Ségrégation professionnelle et écarts de salaires femmes-hommes. Dares Analyses. Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Paris, France.

Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED). (2016). Enquête djiboutienne sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages, 2015-2016 : Situation de l'emploi à Djibouti en 2015. Djibouti, Djibouti.

Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED). (2016). Enquête djiboutienne sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages, 2015-2016 : Analyse du secteur informel. Djibouti, Djibouti.

E/ECA/ACS. (2009). Etude sur la mesure du Secteur Informel et de l'Emploi Informel en Afrique, E/ECA/ACS, juillet 2009.

Enquête ELIM2006, premiers résultats, CEPS, DIAL, INSTAT, Luxembourg, 64p. Razaf indrakoto M., Roubaud F. (2005a), « Gouvernance, Démocratie.

Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale. (2011). L'indice de gouvernance mondiale, IGM. Pourquoi évaluer la gouvernance mondiale et pour quoi faire ?. version 2.0 Rapport 2011. Série Cahiers de propositions.

Institut de statistique de l'UNESCO. (2013). Classification Internationale Type de l'Éducation CITE 2011. Montréal, Québec H3C 3J7, Canada.

Joseph Deutsch, Yves Flückiger et Jacques Silber. (2005). Recensement fédéral de la population 2000. Les ségrégations sur le marché Suisse du Travail : Analyse des inégalités selon le sexe, la nationalité et l'âge, de 1970 à 2000. Office fédéral de la statistique. Neuchâtel, Suisse.

Pôle de Dakar. (2017). Recueil des principaux indicateurs d'analyse des relations Education/formation & emploi. IIPE Pôle de Dakar - Unesco, 2017.

Sabina Alkire and James Foster. (2011). Understandings and Misunderstandings of Multidimensional Poverty Measurement. OPHI WORKING PAPER NO. 43. University of Oxford 3 Mansfield Road, Oxford OX1 3TB, UK.

Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005a), «Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté en Afrique : le point de vue de la population dans huit métropoles» Document de travail DIAL, DT-2005-18, Paris.

Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005b), «Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la Pauvreté: Enseignements tirés des enquêtes 1-2-3en Afrique francophone» Statéco n°99, pp. 117-141.

Razafindrakoto M., Roubaud F. (2015), «Les modules Gouvernance, Paix et Sécurité dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (GPS-SHaSA): développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante» Statecon°109, pp. 111-141.

Transparency International (2007), Report on the Transparency International Global Corruption Barometer 2007, Berlin.

UA. (2011). Liste minimale d'Indicateurs de l'Emploi du Travail et de la Formation Professionnelle, UA décembre 2011.

UN. (2009). Guide sur les nouveaux Indicateurs d'Emploi des Objectifs du Millénaire pour le Développement, juin 2009.

ANNEXE A

Annexe A : Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête

A.1 Plan de sondage

Les principales caractéristiques du plan de sondage concernent la base de sondage, la taille de l'échantillon des ménages, le mode de tirage des unités d'échantillonnage, les opérations de cartographie et de dénombrement des ménages et le calcul des différents coefficients de pondération.

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'objectif de l'enquête était de produire des estimations statistiquement fiables des indicateurs, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour chacun des 9 régions du pays, à savoir : Tombali, Quinara, Oio, Biombo, Bolama/Bijagós, Bafatá, Gabú, Cacheu et SAB.

A.1.1 Base de sondage et domaine d'étude

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre du RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) de 2009. La base de sondage pour le tirage des unités primaires d'échantillonnage contient 380 zones de dénombrement (ZD).

Un échantillon d'unités primaires (UP) est tiré au premier degré. Les unités statistiques du deuxième degré ou unités secondaires (US) sont constituées par les ménages des unités primaires tirées au premier degré. Elles définissent la base de sondage du deuxième degré du sondage.

Un domaine d'étude est une partie de l'univers sondé pour laquelle sont recherchés des résultats significatifs, c'est-à-dire des estimations séparées et d'une précision suffisante. Chaque département est traité comme domaine d'étude, de même que l'ensemble du milieu urbain et l'ensemble du milieu rural.

Les différentes strates sont obtenues en combinant les 9 régions ou départements ou domaines d'étude avec les deux milieux de résidence (urbain, rural). Au total, 17 strates d'enquête ont été définies parmi lesquelles Bissau, Catió, Quebo, Buba, Empada, Mansaba, Bissorã, Nhacra, Farim, Quinhamel, Prabis, Bolama, Bubaque, Bambadinca, Bafatá, Gabú, Pirada, Bigene, Bula, Canchungo, Cacheu ont été chacune définie comme une strate urbaine.

Tableau 1.1 : Structure de la base de sondage au RGPH-2009

Région ou département ou domaine d'étude	Nombre de grappes			Nombre de ménages		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Tombali	21	124	145	1716	9556	11272
Quinara	17	76	93	1613	5753	7366
Oio	40	287	327	3801	18976	22777
Biombo	12	111	123	1608	11720	13328
Bolama/Bijagós	12	46	58	1371	3468	4839
Bafatá	27	235	292	4564	13935	18499
Gabú	64	234	298	6526	15108	21634
Cacheu	47	243	290	5539	18343	23882
SAB	408		408	52903		52903
Guinée-Bissau	678	1356	3024	79641	96859	176500

A.1.2 Échantillonnage

Taille de l'échantillon des ménages

Le nombre de domaines à retenir et la taille de l'échantillon de la phase 1, tiennent compte des contraintes budgétaires et de la précision des indicateurs du marché de travail, en l'occurrence le taux de chômage ou le taux de sous-utilisation de la main d'œuvre. Le coefficient de variation maximum de l'indicateur a été fixé à 10%.

Avant le tirage, il a été procédé à une répartition spatiale de l'échantillon. Au sein de chaque strate, les échantillons des ZD et des ménages ont été répartis selon les plus grandes entités du découpage administratif du pays et le milieu de résidence.

Au premier degré, 380 ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages. Au deuxième degré, un nombre fixé de 380 (15) ménages a été sélectionné dans chacune des ZD retenues au premier degré avec trois (3) ménages de remplacement. La taille de l'échantillon de l'ERI-ESI est de 5700 ménages.

Tableau 1.2 : Répartition de l'échantillon des grappes et des ménages

Région ou département ou domaine d'étude	Nombre de grappes			Nombre de ménages		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Tombali	3	33	36	45	495	540
Quinara	6	30	36	90	450	540
Oio	6	30	36	90	450	540
Biombo	2	34	36	30	510	540
Bolama/Bijagós	7	29	36	105	435	540
Bafatá	7	33	40	105	495	600
Gabú	9	35	44	135	525	660
Cacheu	6	30	36	90	450	540
SAB	80		80	1200		1200
Guinée-Bissau	126	254	380	1890	3810	5700

A.1.3 Mode de tirage

Le tirage des unités primaires ou des grappes sont tirées selon le mode de tirage systématique avec des probabilités proportionnelles aux tailles des unités et de façon indépendante dans chaque strate de sondage (région ou département croisé avec le milieu de résidence). Soient :

- m_h le nombre de grappes à sélectionner dans la strate h
- X_{ih} le nombre de ménages ou l'effectif de population de la grappe i dans la strate h
- X_h le nombre total de ménages ou l'effectif de population de la strate h

Avant de procéder au tirage de l'échantillon des grappes, il faudra s'assurer que la propriété suivante est vérifiée pour toute grappe i : $X_{ih} \leq \frac{X_h}{m_h}$

Dans le cas où les effectifs de ménages dans certaines grappes sont supérieures à ce rapport, on sera amené à procéder à une segmentation a priori de ces grappes avant le tirage.

Les grappes sélectionnées ont été dénombrées et l'opération de dénombrement a été réalisée en utilisant la technologie CAPI par tablette. Pour les tirages du deuxième degré, c'est-à-dire les tirages des ménages, il est fait appel à un sondage aléatoire simple sans remise ou à un tirage systématique avec probabilités égales. Un nombre constant de ménages, soit 15 ménages, est tiré dans chaque ZD tirée au premier degré.

A.1.4 Probabilité d'inclusion et poids de sondage initiaux des unités de sondage

Cette section rappelle brièvement la méthodologie de calcul des différents types de coefficients de pondération pour les différents modules du questionnaire.

Pondérations appliquées aux données sur les ménages et les populations

Les probabilités de sondage brutes sont calculées pour chaque degré de tirage et dans chaque strate. Pour chaque strate h , les notations sont les suivantes :

P_{1hi} : probabilité de sondage au premier degré de la ZD i de la strate h .

P_{2hi} : probabilité de sondage au deuxième degré des ménages i dans la ZD i de la strate h .

Soient les notations suivantes :

a_h le nombre de grappes tirées dans la strate h ;

M_{hi} le nombre de ménages de la ZD i ;

M_h le nombre total de ménages de la strate h .

Au premier degré, la probabilité d'inclusion de cette grappe i dans l'échantillon est donnée par :

$$P_{1hi} = \frac{a_h \times M_{hi}}{M_h}$$

Au deuxième degré, un nombre b_{hi} de ménages sont initialement tirés à partir des L_{hi} ménages nouvellement dénombrés dans la grappe i de la strate h lors de l'opération de mise à jour de la liste des ménages dans cette unité primaire. Donc :

$$P_{2hi} = \frac{b_{hi}}{L_{hi}}$$

Mais à la suite de l'enquête à proprement dite, on constate que seulement b'_{hi} (avec $b'_{hi} \leq b_{hi}$) ont effectivement répondu à l'enquête. Il convient donc de tenir compte de cette non-réponse partielle afin de corriger les coefficients de pondération bruts avec le ratio C_{hi} suivant :

$$C_{hi} = \frac{b'_{hi}}{b_{hi}}$$

Finalement la probabilité P_{hi} de tirer effectivement un ménage i dans une strate h s'exprime comme suit :

$$P_{hi} = C_{hi} \times (P_{1hi} \times P_{2hi})$$

On en déduit la valeur du coefficient de pondération final (Pond) W_{hi} comme suit :

$$W_{hi} = Pond_{hi} = \frac{1}{P_{hi}}$$

Pondérations appliquées aux données du volet Emploi

S'agissant spécifiquement du questionnaire sur l'emploi, il devra être administré à tous les individus membres des ménages, âgés de 10 ans et plus. Mais la population en âge de travailler définie pour l'analyse des résultats sera restreinte aux personnes âgées de 15 ans et plus, conformément aux recommandations du BIT. Dans le cas où dans certains ménages, des individus en âge de travailler ne seraient pas enquêtés sur le volet emploi (pour une raison ou une autre), il est nécessaire de recalculer des coefficients de pondération corrigés pour le module « emploi », en prenant en compte le facteur de correction de la non réponse partielle.

Cela justifie d'appliquer au coefficient de pondération **Pond** un coefficient de redressement **ki** appliqué à chaque grappe et correspondant au ratio suivant :

$$k_i = \frac{\text{Effectif des individus de 15 ans et plus dans le fichier individus dans la grappe } i}{\text{Effectif des individus de 15 ans et plus dans le module Emploi dans la grappe } i}$$

Le coefficient de pondération appliqué au module Emploi (**Pondemp**), pour une grappe i donné est donc estimé comme suit :

$$Pondemp_{hi} = Pond_{hi} \times k_i$$

Pondérations appliquées aux données du module GPS

Dans la même logique que pour le module Emploi, le module Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS) cible tous les individus de 18 ans et plus dans le ménage. De même, le coefficient de pondération appliqué à ce module (**Pondgps**) est estimé comme suit :

$$c_i = \frac{\text{Effectif des individus de 18 ans et plus dans le fichier individus dans la grappe } i}{\text{Effectif des individus de 18 ans et plus dans le module GPS dans la grappe } i}$$

$$Pondgps_i = Pond_i \times c_i$$

Pondérations appliquées aux données du secteur informel (Pondupi)

L'enquête sur l'emploi et le secteur informel sont des enquêtes intégrées. Les informations sur le secteur informel et les chefs d'unité de production informelle (**CUPI**) proviennent du module Emploi. Il ne serait donc pas concevable que l'effectif des CUPI identifiés en phase 2 ne corresponde pas à celui identifié dans le module Emploi. **Il est donc essentiel de tenir compte du respect de la structure par branche d'activité et par statut dans l'emploi (patron, travailleur pour compte propre) de ces CUPI entre les deux phases (Emploi, Secteur informel), mais aussi de l'effectif total extrapolé de ces chefs d'Upi provenant du module Emploi.** En réalité, ces informations peuvent varier légèrement pour diverses raisons (erreur de déclaration au niveau du module Emploi, soit de la part de l'enquêteur, soit de la part de l'enquêté qui par exemple n'aurait compris la différence entre le Patron et le Travailleur pour compte propre, non réponse totale au niveau du CUPI lors de l'enquête sur le secteur informel, etc.).

Il est donc essentiel de redresser la structure finale des CUPI identifiés en phase 2 (par branche d'activité, par statut dans l'emploi) en la calant sur l'effectif total extrapolé des CUPI tels qu'identifiés dans le module Emploi.

A.2 Taux de réponse et calcul des coefficients de variation

Taux de réponse des enquêtes

Parmi les 5700 ménages sélectionnés pour l'échantillon, 5557 ont été interrogés avec succès, soit un taux de réponse des ménages de 97,4%.

Dans les ménages interrogés, 30 823 individus de 10 ans et plus et 24 455 individus de 15 ans et plus ont été enregistrés. Parmi les individus de 15 ans et plus, 24 031 ont été interrogés avec succès, soit un taux de réponse de 98,2% au sein des ménages interrogés.

L'enquête a également enquêté les individus de 18 ans et plus à partir du module GPS intégré au questionnaire emploi. Dans les ménages interrogés, l'enquête ménage a identifié 20 553 individus de 18 ans et plus et 20 182 enquêtés avec succès, ce qui correspond à un taux de réponse de 98,1%.

En ce qui concerne le questionnaire secteur informel, les chefs d'unités de production informelles ont été identifiés à partir du questionnaire secteur informel. L'algorithme d'identification des chefs d'unité de production informelle a permis d'identifier 2900 chefs d'unités de production informel (CUPI). Parmi les CUPI identifiés, 2058 ont été interviewés avec succès soit un taux de réponse de 71,0%.

Tableau 1.3 : Résultats des enquêtes auprès des ménages, des individus et des chefs d'unités de production informelle, Guinée-Bissau, 2017/2018

Indicateurs	Milieu			Département ou région ou domaine d'étude								
	Total	Urbain	Rural	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama	Bafatá	Gabú	Cacheu	SAB
Ménages												
Echantillonnés	5 700	1 890	3 810	540	540	540	540	540	600	660	540	1 200
Enquêtés	5 557	1 857	3 700	529	531	531	532	531	585	622	522	1 174
Taux de réponse des ménages	97,49	98,25	97,11	97,96	98,33	98,33	98,52	98,33	97,5	94,24	96,67	95,58
Module emploi												
Eligibles de 15 ans et plus	24 455	9 049	15 406	2 194	2 402	2 480	2 280	1 832	2 566	2 525	2 244	5 932
Enquêtés de 15 ans et plus	24 031	8 884	15 147	2 163	2 364	2 444	2 261	1 785	2 511	2 484	2 211	5 808
Taux de réponse pour le module emploi	98,2	98,2	98,3	98,2	98,3	98,6	98,4	98,5	99,2	97,4	97,9	98,4
Module GPS												
Eligibles	20 553	7 462	13 091	1 785	1 989	2 000	1 906	1 529	2 204	2 113	1 808	5 219
Enquêtés	20 182	7 555	12 627	1 761	1 960	1 965	1 887	1 484	2 157	2 079	1 781	5108
Taux de réponse pour le module GPS	98,1	-	-	98,7	98,5	98,3	99	97,1	97,9	98,4	98,5	97,9
Secteur informel												
CUPI identifiés	2900	1505	1395	277	275	237	326	112	322	255	174	924
CUPI enquêtés	2058	1023	1035	205	186	192	223	75	258	188	125	606
Taux de réponse du secteur informel	71	68	74,2	74	67,6	81	68,4	67	80,1	73,7	71,8	65,6

A.3 Précisions des résultats

Le sondage aléatoire entraîne une marge d'incertitude sur les résultats statistiques, mesurée, pour une variable donnée, par le coefficient de variation noté CV. Il renseigne sur l'écart relatif possible entre la valeur donnée par l'enquête et la vraie valeur. En termes statistiques, il correspond au rapport de l'écart-type d'un paramètre K à la valeur de ce paramètre. Le paramètre K peut être une moyenne, un total ou une proportion. En considérant β l'estimateur du paramètre K, la vraie valeur de K sera comprise dans 95% des cas dans l'intervalle : $[\beta (1 - 2CV) ; \beta (1 + 2 CV)]$. D'après statistique Canada, les appréciations suivantes sont données au coefficient de variation :

0%	à 4.9%	: Excellent
5.0%	à 9.9%	: Très bien
10.0%	à 14.9%	: Bon
15.0%	à 24.9%	: Acceptable
Supérieur à 25 %		: Faible

Dans le cadre de l'ERI-ESI, le coefficient de variation a été calculé pour le nombre d'emplois estimés et pour le taux de chômage qui constituent les variables d'intérêt essentielles de cette enquête. Ce coefficient de variation global est de 3.3% pour le nombre d'emplois estimés et de 8.2% pour le taux de chômage. On conclure donc que les estimations au niveau national sont 394 354 emplois avec un taux de chômage estimé à 7,1%Très bien. L'analyse selon les régions ne relève que les estimations du taux de chômage dans les régions de SAB (13,0%). Les régions des Bolama Bijagós (0,07%) et de l'Oio (2,4%) sont les régions dans lesquelles le taux de chômage est très faible.

Tableau 1.4 : Estimation et coefficient de variation du taux de chômage et du nombre d'emplois

Régions ou département ou domaine d'étude	Nombre d'emplois		Taux de chômage au sens du BIT	
	Estimation	Coefficient variation	de Estimation	Coefficient de variation
Tombali	23 582	0,07	5,5833	0,429
Quinara	16 930	0,086	3,1497	0,302
Oio	57 556	0,097	2,4057	0,385
Biombo	29 646	0,095	4,4446	0,241
Bolama Bijagós	9 330	0,092	0,0748	0,996
Bafatá	55 310	0,088	4,1955	0,419
Gabu	50 170	0,092	5,0688	0,311
Cacheu	40 869	0,104	8,5764	0,257
SAB	110 962	0,069	13,0056	0,082
Guinée-Bissau	394 354	0.033	7.1	.082

ANNEXE B

Annexe B : Mesure des principaux agrégats du secteur informel

a) La production totale des unités de production informelles

La détermination de la production permet de mettre en lumière un problème conceptuel qui est bien souvent passé sous silence alors que ses conséquences sur les agrégats estimés sont très importantes. Il est important de raisonner en terme de production totale au lieu de production marchande (valeur de la production totale excluant l'autoconsommation) afin d'assurer la cohérence globale de la structure des comptes avec les charges effectivement supportées par l'UPI (collectées auprès des UPI) ainsi que la production totale qui leurs sont associées.

$$\text{Production Totale} = \begin{array}{l} \text{Valeur totale du chiffre} \\ \text{d'affaires des produits} \\ \text{vendus après} \\ \text{transformation} \\ \text{(y compris} \\ \text{autoconsommation)} \end{array} + \left[\begin{array}{l} \text{(Valeur totale du} \\ \text{chiffre d'affaires} \\ \text{des} \\ \text{produits vendus en} \\ \text{l'état (y compris} \\ \text{autoconsommation)} \end{array} - \begin{array}{l} \text{Coût des} \\ \text{produits} \\ \text{vendus en} \\ \text{l'état} \end{array} \right] + \begin{array}{l} \text{Valeur totale du} \\ \text{chiffre d'affaires pour les} \\ \text{services fournis} \\ \text{(y compris} \\ \text{autoconsommation)} \end{array}$$

En principe, on devrait prendre en compte la variation des stocks dans l'estimation de la production totale. Mais dans les activités du secteur informel, il est très difficile voire quasiment impossible de saisir de façon rigoureuse cette variable. En omettant de prendre en compte cette information, nous conviendrons donc que la variation de stock est nulle.

b) La consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire représente la valeur des produits qui sont détruits lors du processus de production. C'est une consommation productive. Seuls les biens et services marchands peuvent être enregistrés en consommation intermédiaires car par convention, les services non marchands ne peuvent faire l'objet de consommation intermédiaire.

A propos de la prime d'assurance, en réalité, il s'agit de la valeur de la prestation de services qui est en réalité incluse dans la dépense totale des frais d'assurance. Vu que cette prestation n'est généralement pas mise en évidence dans le paiement du total de la dépense d'assurance, l'équipe d'analyste du pays peut se rapprocher du taux indicatif que représente cette dépense par rapport à la dépense totale d'assurance. Seule cette fraction des dépenses d'assurance figurera au titre des consommations intermédiaires de l'UPI.

$$\text{Consommation intermédiaire} = \sum_{i=4}^{15} \text{Depenses}_i$$

Avec :

Depenses₄ = Valeurs totales des achats de matières premières

Depenses₅ = Dépenses de loyer

Depenses₆ = Dépenses de loyer des non locataires du lieu de travail

Depenses₇ = Dépenses d'eau

Depenses₈ = Dépenses en gaz

Depenses₉ = Dépenses en électricité

Depenses₁₀ = Dépenses en téléphone, Internet

Depenses₁₁ = Dépenses en combustibles, carburant, éclairage

Depenses₁₂ = Dépenses en petits outillages et fournitures

Depenses₁₃ = Dépenses de transport/manutention, assurances

Depenses₁₄ = Dépenses de réparations

Depenses₁₅ = Dépenses autres services

En principe, l'estimation de la consommation intermédiaire devrait tenir compte de la déduction de la variation des stocks des matières premières, du traitement de la formation de capital fixe (*est-il systématiquement entièrement utilisé au cours d'une même période comptable ?*) ainsi que du traitement qui est fait de la rémunération des salariés (les biens et services fournis aux salariés sont-ils destinés à leur consommation propre ou à être utilisé dans le processus de production. En omettant involontairement (techniquement difficilement mesurable) de prendre en compte tous ces aspects, on crée un biais dans l'estimation de la consommation intermédiaire par rapport à celle fournie par la comptabilité nationale.

c) La masse salariale

$$\text{Masse salariale} = \begin{array}{l} \text{Valeur totale des rémunérations} \\ \text{des} \\ \text{travailleurs} \\ \text{indépendants)} \end{array} \quad \begin{array}{l} \text{(dépendants,} \\ \text{+} \end{array} \quad \begin{array}{l} \text{Valeur totale des primes et} \\ \text{avantages perçus par ces} \\ \text{Travailleurs (y compris cotisations} \\ \text{sociales)} \end{array}$$

L'estimation de la masse salariale ne concerne en effet que les travailleurs dépendants. Même si les travailleurs indépendants (patrons, comptes propres, associés) sont rémunérés par leur revenu mixte, ils peuvent souvent déclarer être aussi rémunérés.

d) La valeur ajoutée brute

La mesure directe des agrégats du secteur informel permet en effet d'estimer la valeur ajoutée brute. Cette valeur ajoutée ne prend en effet pas en compte la consommation de capital fixe dont dispose les UPI. Cette dernière mesure en réalité la valeur de la dépréciation de ce capital. En l'absence de toute information sur le taux de dépréciation des différentes composantes du capital des UPI, cet aspect n'est pas pris en compte dans le traitement. Lors du traitement des données de l'enquête, on suppose donc que la consommation de capital fixe est nulle.

$$\begin{array}{l} \text{Valeur} \\ \text{brute} \end{array} \quad \begin{array}{l} \text{ajoutée} \\ \\ \end{array} = \begin{array}{l} \text{Production} \\ \text{totale} \end{array} - \begin{array}{l} \text{Consommation} \\ \text{intermédiaire} \end{array}$$

e) Les impôts

$$\text{Impôts} = \sum_{i=18}^{21} \square_i$$

Avec :

X₁₈ = Impôts (patentes, impôt libératoire)

X₁₉ = Taxes (impôts locaux, ticket, etc.)

X₂₀ = Droit d'enregistrement et de bail

X₂₁ = Autres impôts et taxes

f) Revenu mixte

$$\text{Revenu mixte} = \begin{array}{l} \text{Valeur} \\ \text{brute} \end{array} \quad \begin{array}{l} \text{ajoutée} \\ \\ \end{array} - \begin{array}{l} \text{Masse} \\ \text{salariale} \\ \text{(rémunération} \\ \text{des salariés et} \\ \text{travailleurs} \\ \text{dépendants)} \end{array} - \begin{array}{l} \text{Autre} \\ \text{impôts sur} \\ \text{la} \\ \text{production} \end{array} - \begin{array}{l} \text{Autres} \\ \text{subventions} \\ \text{sur} \\ \text{la} \\ \text{production} \end{array}$$

g) Rémunération mensuelle des actifs du secteur informel

Rémunération mensuelle	=	Excédent brut d'exploitation (Revenu mixte)	×	Effectif des Patrons et associés / Nombre total des travailleurs indépendants	+	Primes et avantages perçus	S'il s'agit d'un patron ou d'associés
Rémunération mensuelle	=	Excédent brut d'exploitation (Revenu mixte)	×	Effectif des comptes propres / Nombre total des travailleurs indépendants	+	Primes et avantages perçus	S'il s'agit d'un travailleur pour compte propre
Rémunération mensuelle	=	Masse salariale					S'il s'agit des travailleurs dépendants rémunérés
Rémunération mensuelle	=	0					S'il s'agit des travailleurs dépendants non rémunérés

h) Annualisation des agrégats mensuels estimés

1. Le chiffre d'affaires

Après s'être assuré de la cohérence des déclarations fournies dans le module DC6 (DC6A, DC6B, DC5C et DC6D), l'annualisation du chiffre d'affaires est obtenue comme suit :

$$Ca_an = \sum_{i=1}^{11} P_{vtot} \times \frac{X_i}{12}$$

Où **Pvtot** est le chiffre d'affaires du mois de référence, X_i le chiffre d'affaires des différents mois rétrospectif antérieurs au mois de référence et **Ca_an**, le chiffre d'affaires annuel.

2. La valeur totale annuelle des achats de matières premières

Les données détaillées sur le mois de référence permettent d'estimer en fonction du profil de l'UPI considérée, la part relative des dépenses en achat de matières premières(**DC1ATOT**) dans le chiffre d'affaires total (**PVTOT**). Soit **k0** cette valeur.

$$k0 = DC1ATOT/PVTOT$$

La valeur annuelle de la dépense en matières premières de l'UPI (**DC1ATOT_an**) est alors estimée comme suit :

$$DC1ATOT_an = k0 \times CA_an$$

3. La valeur totale annuelle des achats de produits vendus en l'état

Les données détaillées sur le mois de référence permettent d'estimer en fonction du profil de l'UPI considérée, la part relative des dépenses en achat en produits revendus en l'état (**DC1BTOT**) dans le chiffre d'affaires total (**PVTOT**). Soit **x0** cette valeur.

$$x0 = DC1BTOT/PVTOT$$

La valeur annuelle des dépenses en produits revendus en l'état de l'UPI (**DC1BTOT_an**) est alors estimée comme suit :

$$DC1BTOT_an = x0 * CA_an$$

4. La valeur totale annuelle de la production des UPI

La valeur de la production annuelle totale (**Prod_an**) est obtenue en déduisant du chiffre d'affaires annuel la valeur des achats annuels des produits revendus en l'état. Soit comme suit :

$$Prod_an = Sum(Ca_an, -DC1BTOT_an)$$

5. La valeur totale annuelle des consommations intermédiaires

Lors du traitement des données des UPI, il convient de s'assurer de la cohérence globale des données, notamment entre les déclarations des consommations intermédiaires et les valeurs fournies sur les niveaux de production. Par UPI, il est ainsi possible pour les données du mois de référence, d'estimer la part globale des consommations intermédiaires dans le total de la production de l'UPI pour le mois de référence. Soit Ctx cette constance. La consommation intermédiaire annuelle totale de l'UPI (**CI_an**) est alors estimée comme suit :

$$CI_an = Ctx * PROD_an = (CIMENS / PRODMENS) * Prod_an$$

6. La valeur totale annuelle de la masse salariale de l'UPI

La valeur annuelle de la masse salariale (**MS_an**) correspond au produit de la masse salariale du mois de référence (**MSMENS**) par le nombre de mois effectif d'activité de l'UPI (**nbmoisact**), soit :

$$MS_an = MSMENS * nbmoisact$$

7. La valeur totale annuelle des impôts et taxes de l'UPI

Vu que pour le mois de référence le montant de l'impôt mensuel a été ramenée au mois (**Impmens**), l'annualisation des impôts et taxes (**imp_an**) revient tout simplement à multiplier cette valeur mensuelle par le nombre de mois effectif d'activité de l'UPI, soit :

$$Imp_an = impmens * nbmoisact$$

8. La valeur ajoutée totale annuelle de l'UPI

Cet agrégat est estimé comme suit :

$$Va_an = sum(Prod_an, - CI_an);$$

9. La valeur totale annuelle de l'Excédent brut d'exploitation (EBE) de l'UPI

Cet agrégat est estimé comme suit :

$$Revenu\ mixte = sum(Va_an, - Ms_an, - imp_an);$$

ANNEXE C

Annexe C : Tableaux secteur informel

Tableau 14.8 : Principaux agrégats du secteur informel

Agrégats du secteur informel	Mean	Sum
Chiffre affaire annuel calculé avec imputation	7 709 162	845 366 265 797
Production annuelle	6 793 831	744 993 442 041
Valeur ajoutée annuelle	6 621 270	726 070 896 626
Revenu mixte annuelle	6 507 909	714 593 905 233

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Tableau 14.9: Principaux agrégats du secteur informel suivant la zone et le secteur d'activité, Guinée Bissau, 2017/2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Chiffre affaire annuel calculé avec imputation	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuelle
SAB				
Industrie	562 588,40	560 396,37	557 800,04	555 481,21
Commerce	79 342,95	49 576,58	46 454,69	42 653,01
Service	14 419,71	11 022,29	9 401,40	9 152,05
Total	656 351,05	620 995,25	613 656,13	607 286,27
Autres urbains				
Industrie	10 029,88	7 466,85	5 586,23	5 023,85
Commerce	69 485,36	53 330,55	50 409,95	48 635,00
Service	8 428,12	6 335,89	4 643,83	3 907,73
Total	87 943,35	67 133,30	60 640,01	57 566,58
Rural				
Industrie	20 110,70	16 003,00	13 255,33	12 420,51
Commerce	72 947,81	35 497,03	33 661,78	32 545,33
Service	8 013,36	5 364,87	4 857,64	4 775,21
Total	101 071,86	56 864,90	51 774,76	49 741,06
Guinée Bissau				
Industrie	592 728,97	583 866,23	576 641,60	572 925,57
Commerce	221 776,11	138 404,16	130 526,42	123 833,34
Service	30 861,18	22 723,05	18 902,87	17 834,99
Total	845 366,27	744 993,44	726 070,90	714 593,91

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INE

Tableau 8.13 : Répartition de la population par groupes d'âge selon le milieu de résidence, Guinée Bissau, 2017

Groupe d'âges	Strates de résidence			Total
	SAB	Autres urbains	Rural	
Groupe d'âges				
0-4 ans	39 972	28 442	165 091	233 505
5-9 ans	49 829	36 108	179 365	265 302
10-14 ans	49 068	35 720	135 346	220 134
15-19 ans	50 598	29 956	100 934	181 487
20-24 ans	50 136	16 544	58 046	124 726
25-29 ans	43 393	13 565	59 233	116 191
30-34 ans	29 948	11 643	52 420	94 011
35-39 ans	22 621	10 111	47 319	80 051
40-44 ans	18 076	8 539	37 421	64 036
45-49 ans	10 372	6 501	31 804	48 677
50-54 ans	10 178	6 033	24 258	40 469
55-59 ans	8 861	3 561	18 732	31 155
60-64 ans	7 169	3 705	17 513	28 387
65-69 ans	4 121	3 077	14 499	21 696
70-74 ans	2 417	1 745	11 418	15 580
75-79 ans	1 465	893	6 919	9 277
80 ans et Plus	1 025	1 412	7 672	10 108
Total	399 248	217 555	967 988	1 584 791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Tableau 8.14 : Répartition de la population par milieu de résidence et par type de ménage selon le sexe du CM , Guinée Bissau, 2017

milieu_etendu	Sexe			Effectif
	Homme	Femme	Total	
SAB	73,6	26,4	100,0	399 248
Autres urbains	77,6	22,4	100,0	217 555
Rural	90,2	9,8	100,0	967 988
Unipersonnel	75,6	24,4	100,0	3 691
Couple avec enfant	97,5	2,5	100,0	318 943
Couple sans enfant	94,0	6,0	100,0	3 813
Monoparental nucléaire	21,2	78,8	100,0	26 530
Monoparental élargi	22,3	77,7	100,0	204 208
Famille élargie	94,2	5,8	100,0	1 027 606
Guinée Bissau	84,3	15,7	100,0	1 584 791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

Tableau 8.15 : Répartition en pourcentage de la population selon la région, le milieu de résidence, le sexe, groupe d'âges et le niveau d'instruction par le statut migratoire, Guinée Bissau, 2017

Groupe d'âges	Profil migratoire					Effectif
	Non migrant	Migration interne	Migration internationale	Ens. migrant	Total	
Région						
Tombali	95,1	4,4	0,6	4,9	100,0	99 609
Quinara	90,3	9,1	0,6	9,7	100,0	66 462
Oio	97,3	2,2	0,4	2,7	100,0	235 394
Biombo	83,6	15,5	0,9	16,4	100,0	101 742

Bolama Bijagos	91,9	7,7	0,4	8,1	100,0	35 457
Bafata	94,7	4,9	0,4	5,3	100,0	219 675
Gabu	96,8	2,4	0,8	3,2	100,0	224 841
Cacheu	94,8	4,2	1,0	5,2	100,0	202 363
SAB	74,7	23,2	2,2	25,3	100,0	399 248
Résidence						
SAB	74,7	23,2	2,2	25,3	100,0	399 248
Autres urbains	90,3	8,0	1,7	9,7	100,0	217 555
Ens. urbain	80,2	17,8	2,0	19,8	100,0	616 803
Rural	95,3	4,3	0,4	4,7	100,0	967 988
Sexe						
Homme	90,1	8,9	1,0	9,9	100,0	773 641
Femme	88,7	10,2	1,1	11,3	100,0	811 150
Groupe d'âges						
0-4 ans	94,4	5,3	0,3	5,6	100,0	233 505
5-9 ans	95,7	3,9	0,5	4,3	100,0	265 302
10-14 ans	93,8	5,9	0,3	6,2	100,0	220 134
15-19 ans	91,0	8,2	0,9	9,0	100,0	181 487
20-24 ans	84,5	13,9	1,6	15,5	100,0	124 726
25-29 ans	82,8	15,5	1,7	17,2	100,0	116 191
30-34 ans	84,6	13,3	2,1	15,4	100,0	94 011
35-39 ans	82,3	15,2	2,5	17,7	100,0	80 051
40-44 ans	81,7	15,9	2,3	18,3	100,0	64 036
45-49 ans	85,2	13,4	1,4	14,8	100,0	48 677
50-54 ans	82,0	16,3	1,7	18,0	100,0	40 469
55-59 ans	79,7	18,4	1,9	20,3	100,0	31 155
60-64 ans	83,3	15,8	0,9	16,7	100,0	28 387
65-69 ans	84,3	14,8	0,8	15,7	100,0	21 696
70-74 ans	86,4	12,7	0,9	13,6	100,0	15 580
75-79 ans	87,4	11,5	1,1	12,6	100,0	9 277
80 ans et Plus	89,6	10,3	0,1	10,4	100,0	10 108
Niveau d'instruction						
Aucun	91,8	6,9	1,3	8,2	100,0	648 494
Primaire	88,6	10,5	0,8	11,4	100,0	707 868
Secondaire	79,4	19,4	1,2	20,6	100,0	90 878
Supérieur	66,9	29,2	3,9	33,1	100,0	18 055
Guinée Bissau	89,4	9,6	1,0	10,6	100,0	1 584 791

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017/2018, INE

ANNEXE D

Annexe D : Liste équipe du pays

EQUIPE ADMINISTRATIVE	
Noms et Prénoms	Fonctions
Suande Camará, Ph.D	Directeur Général d'INE
Raul Mandim	Directeur de Service des Statistiques Sociales et Démographiques
Roberto Vieira	Directeur de Service des statistiques Économiques et Financiers
Simão Semedo	Directeur de Service d'Informatique
António Fernandes	Directeur de Service Administrative et Financière

EQUIPE DE REDACTION	
Noms et Prénoms	Frontinos
Suande Camará, Ph.D	Directeur Général d'INE
Raul Mandim	Directeur de Service des Statistiques Sociales et Démographiques
Simão Semedo	Directeur de Service d'Informatique
Osvaldo Cristo João Mendes	Informaticien

Equipe d'experts d'AFRISTAT

Djabar ADECHIAN
Madior FALL
Sansan KAMBOU

Siriki COULIBALY
Ousmane KORIKO
Bruno NOUATIN

Equipe de consultants internationaux pour la revue des rapports

Bruno NOUATIN

Oumarou MALAM SOULE



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

Afristat B.P. E 1600 – Niaréla, rue 499 porte 23 - Bamako (MALI)
Tél : (223) 20 21 55 00 / 20 21 55 80 / 20 21 60 73 Fax : (223) 20 21 11 40
E-mail : afristat@afristat.org
<http://www.afristat.org>